

سكرا من الامم

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14011 - 4,30 F

MARDI 13 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



DERNIÈRE ÉDITION

La première conférence de presse du dirigeant noir libéré

M. Nelson Mandela croit à l'ouverture rapide de négociations avec M. De Klerk

Une épreuve de force

DIMANCHE 11 février. devant la porte d'une prison du Cap, le mythe Mandela s'est soudain réincarné. Entré vivant dans l'histoire à force de courage et de détermination, cet homme sans visage et sans voix pendant plus d'un quart de siècle est réapparu aux yeux de son peuple et du monde, libre, souriant, alerte et plus résolu que jamais. La fermeté d'âme de ce vieux lutté lui a valu l'admiration de tous, y compris de ceux qui, éloignés de ses idées, ont fini par admettre qu'il se battait pour une noble cause, de portée universelle.

Dénouement d'une trop cruelle épreuve, la libération du chef de l'ANC marque aussi le coup d'envoi d'une épreuve de force qui s'annonce longue et difficile. Après vingt-sept ans de réclusion, Nelson Mandela s'apprête à rejoindre dans l'arène politique celui qui l'a libéré, le président Frederik De Klerk.

Il ne sera pas si simple pour ce personnage hors du commun qu'est Nelson Mandela de s'y faire une place, car son retour en scène embarrassera beaucoup de ceux auxquels il risque, dans son propre camp, de porter ombrage et qui s'étaient commodément habitués à le voir jouer à distance un rôle de mentor.

D'EMBLÉE, le héros des Noirs sud-africains a tenu à dire qu'il n'avait pas cédé, sur le plan des principes, un pouce de terrain au régime en place. Il a rappelé clairement son attachement à la poursuite de la lutte armée en attendant que soit créé un « climat favorable à un règlement négocié », échéance qu'il espère « proche ». Pourrait-il faire moins que tenir ce langage de fermeté à l'adresse d'un peuple qui attend de lui des miracles ? Parfois, propos lui permettant aussi de se placer en position de force, ce qui est de bonne guerre, avant l'inductible négociation avec le « pouvoir pâle » qui pourrait s'ouvrir avant la fin de l'année et préparer à terme l'avènement d'une société sud-africaine non raciale.

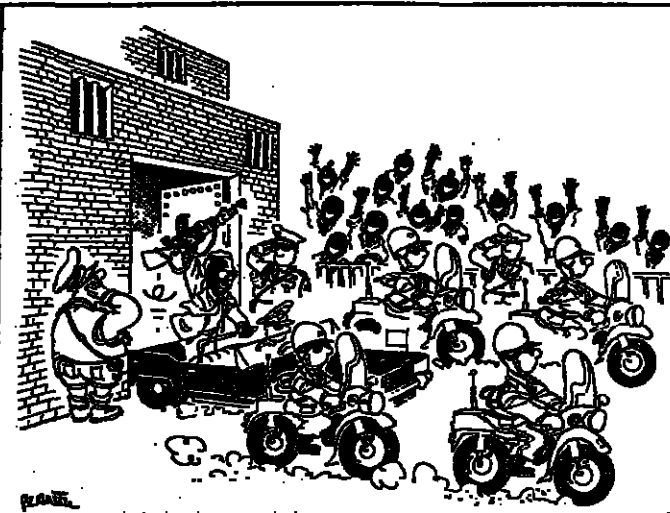
Mais, en attendant, le premier discours de Nelson Mandela ne manquera pas de réveiller ou de conforter les craintes d'une partie de la communauté blanche. Parmi la minorité, beaucoup ont vu l'ancien détenu sortir de prison comme un diable de sa boîte et ne sont pas les moins du monde décidés à faire crédit à celui qui reste à leurs yeux un dangereux agitateur.

FACE aux siens, le président De Klerk ne possède donc qu'une faible marge de manœuvre pour forcer le passage vers cette « Afrique du Sud nouvelle » qu'il dit appeler de ses vœux. Au rythme où le changement va maintenant s'accélérer, le chef de l'Etat aura du mal à maîtriser l'évolution, tant l'impétuosité est à son comble dans les cœurs noirs. Mais il n'avait pas d'autre choix que d'aller de l'avant, sauf à perpétuer un intenable « statu quo ».

Certes, les piliers - juridiques, économiques et sociaux - de l'apartheid restent pour l'instant solidement en place et la communauté blanche n'est pas encore prête à accepter l'avènement du suffrage universel auquel aspire la majorité noire. Il n'empêche : au lendemain de la libération de Nelson Mandela et pour la première fois depuis plusieurs décennies, l'espoir d'un compromis semble, en Afrique du Sud, plus fort que la crainte d'une catastrophe.

M0147 - 2130 - 4,50 F
3790147004500 02150

Après vingt-sept ans de captivité, M. Mandela a été libéré, le 11 février, au Cap. Le chef du Congrès national africain (ANC) a tenu dans la soirée sa première réunion publique au cours de laquelle il a réaffirmé que son mouvement nationaliste « n'avait pas d'autre option que de poursuivre la lutte armée » tant qu'un climat favorable à un « règlement négocié » ne s'installerait pas en Afrique du Sud. Lundi 12, lors de sa première conférence de presse, M. Mandela a estimé que l'ouverture d'une « négociation entre le gouvernement et l'ANC n'était pas très éloignée ».



Rassembler les siens

Il est de brefs et rares instants où la vie d'une nation semble se confondre avec le destin d'un homme, tant celui-ci incarne alors avec force les espoirs du grand nombre. Ainsi en fut-il, dimanche après-midi 11 février, pendant ces retrouvailles tellement attendues entre Nelson Mandela et son peuple. En rentrant en scène, sur le balcon de l'hôtel de ville du Cap, pour son premier meeting d'homme libre après vingt-sept ans de captivité - dont dix-huit passés à casser des cailloux dans le terrible pénitencier de Robben-Island - l'ex-plus célèbre prisonnier politique du monde a engagé la manche décisive de son long combat.

JEAN-PIERRE LANGELLIER
Lire la suite page 4

- Lire pages 3 à 5
- Un « humble serviteur » parle à « son peuple », par JACQUES DE BARRIN
 - Une amère victoire, par MICHEL BOLE-RICHARD
 - Les réactions dans le monde
 - Les jusqu'au-boulistes de l'apartheid
 - Cinq ans de tractations pour une libération

Après le voyage du chancelier Kohl à Moscou

L'Est et l'Ouest examinent les conséquences militaires de l'unification allemande

La visite du chancelier Kohl à Moscou s'est terminée, samedi 10 février, par un communiqué de l'agence Tass confirmant qu'il n'y a « aucune divergence d'appréciation entre l'URSS, la RFA et la RDA sur le fait que les Allemands doivent décider eux-mêmes de l'unité de la nation allemande, et qu'il leur appartient de choisir sous quelle forme étatique, dans quel espace de temps et sous quelles conditions ils veulent réaliser cette unité ».

Cet accord et ses conséquences militaires sont au centre des entretiens que les ministres des affaires étrangères des deux alliances ont eues dimanche à Ottawa. M. Kohl s'entretiendra jeudi à Paris avec M. Mitterrand.

Lire page 6 les articles de LUC ROSENZWEIG et MARTINE JACOT

Le « Ja » de « M. Da »

par André Fontaine

ON avait surnommé Molotov, le revêché ministre des affaires étrangères de Staline, « M. Niet ». On pourrait appeler le toujours souriant - il y a du mérite - Gorbatchev « M. Da ». Il lui arrive de dire « non », mais, pour peu qu'on insiste gentiment, il finit toujours par acquiescer.

Dernier exemple en date, après la renonciation au rôle dirigeant du PC, refusée deux mois plus tôt à Sakharov, le « je » donné en deux coups de cuiller à pot, samedi, à Kohl, pour la réunification de l'Allemagne.

Il y a quinze jours encore, on s'accordait, à l'Est, pour la déclarer impossible. Le chef du gouvernement de la RDA, Hans Modrow, ne voulait entendre parler que d'une simple « communauté contractuelle ». Depuis, après avoir rencontré le numéro un sovié-

te, il s'était rallié à une « unification » reconnue par celui-ci inévitable. Mais il y avait posé une condition impérative : que l'Allemagne réunifiée fût déclarée neutre. Quant à Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères de Gorby, il avait suggéré... un référendum dans tous les pays concernés.

Condition et suggestion sont apparemment oubliées : Gorbatchev a dit, samedi, qu'il n'entendait pas s'opposer à la volonté du peuple allemand.

L'événement soulève bien des questions.

1) Pourquoi, tout d'abord, cette volte-face ? La réponse est simple. La RDA est en voie de décomposition avancée. Chaque jour, plus de deux mille de ses habitants passent à l'Ouest.

Lire la suite page 6

Les contradictions du RPR

La stratégie « unioniste » de M. Chirac est contrebalancée par la ligne Pasqua-Séguin et le poids de l'extrême droite sur l'électorat

par Jean-Marie Colombani

Dimanche 4 février, Oullins, ville moyenne reconquise à l'arraché. Dimanche 11, Le Luc, ville de dimension modeste, certes, mais qui vient à son tour accroître la colonne « actif » d'une droite qui en a bien besoin. Malgré la réalité électorale de ce dernier gain, la situation de l'opposition n'en est pas, pour autant, simplifiée : la question de l'alliance avec l'extrême droite, qui a permis, malgré les consignes contraires des états-majors de l'opposition, la victoire du Luc, est repoussée en pleine lumière.

Elle est de nature à accroître les dissensions et les contradictions, dans un contexte où le RPR et plus particulièrement son « chef », M. Jacques Chirac, se trouvent affaiblis par le bon score réalisé par MM. Pasqua et Séguin.

La première contradiction est en effet interne au RPR lui-même, désormais partagé entre la demande de repli sur soi qu'expriment les militants et la demande inverse venue des électeurs, qui poussent à la disparition du parti chiraquien. Les militants RPR ont été sensibles non seulement au discours de partisans de MM. Pasqua et Séguin contre l'« embourgeoisement » de leur formation, mais aussi à la crainte qu'ils ont exprimée d'une « disparition » du mouvement au profit d'une stratégie d'union, qui deviendrait vite - si ce n'est déjà fait - le « parti de M. Giscard d'Estaing ».

Même si MM. Chirac et Juppé l'ont emporté sur une ligne « unioniste », le tiers des mandats que leurs challengers ont obtenu pèse davantage qu'il n'y paraît. Ce résultat est d'autant moins négligeable qu'il

est intervenu dans un mouvement sans culture démocratique, bâti autour de et pour M. Chirac. Ce dernier devra, de toute évidence, trouver autre chose à dire que « Je suis votre chef, suivez-moi ! » Pas plus qu'il ne lui suffira de se réfugier dans l'invocation des mânes du général, centenaire de sa naissance oblige !

Or, les troupes ne veulent pas du « parti unique », nécessaire, si l'on en croit M. Gérard Longuet, « si nous voulons gouverner un jour ensemble », et qu'appellent de leurs vœux les électeurs de la droite, y compris ceux du RPR.

Les électeurs demandent, en effet, majoritairement, si l'on en croit les plus récentes études de la SOFRES, la « fusion » du RPR et de l'UDF (contre 15 % qui refusent toute « alliance étroite »).

Lire la suite page 8

ANDRÉ CHOURAQUI

L'amour fort comme la mort

Une autobiographie

L'historien, le traducteur de la Bible, le contemplatif, l'homme d'action mondialement connu pour son œuvre de réconciliation entre juifs, musulmans et chrétiens livre enfin le récit de sa vie.

Une vie, un destin exemplaires

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Financer les retraites

Plus on attendra, plus il sera difficile d'assurer le financement des régimes obligatoire et complémentaire
page 23 - section C

La mort du Père Chenu

L'un des principaux inspirateurs du concile Vatican II
page 16 - section B

M. Evén et les médecins

Après la manifestation de dimanche, le ministre annonce des négociations avec les syndicats hospitaliers
page 16 - section B

Arts : euphorie madrilène

La Foire d'art contemporain et son nouveau musée
page 13 - section B

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Les banques espagnoles préparent 1993 : protégées jusqu'à présent, elles vont avoir à réduire leurs coûts pour conserver leur rentabilité. ● L'Europe, avenir du Maghreb : les pays d'Europe méditerranéenne ont intérêt à aider l'Afrique du Nord en quête d'emplois. ● La chronique de Paul Fabra. ● Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.
pages 27 à 30 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; États-Unis, 4,25 F ; Espagne, 110 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

RFA-RDA

A l'écoute du passé allemand

par Arthur Rosenthal

DANS les innombrables articles sur la marche inexorable de l'Allemagne vers la réunification, je ne trouve aucun des mots que je cherche. Je ne les entends pas non plus, au cours des discours monotones des experts qui se pressent à la télévision et au « talk-show » du dimanche, pour démontrer que la réunification est tout au plus une affaire de temps, de très peu de temps.

Je ne les trouve pas non plus dans les déclarations si mûrement préparées des chefs de gouvernement de tant de nations, lorsqu'ils parlent de la façon dont on doit prendre en compte la volonté du peuple allemand.

Ces mots appartiennent au registre suivant : juifs, Auschwitz, Rotterdam, « sous-hommes » polonais, Leningrad, travail d'esclaves, crématorium, holocauste, nazi.

C'est étrange comme même le fait de prononcer ces mots, qui après tout font au moins autant partie de l'histoire allemande que de l'histoire juive, polonaise, hollandaise ou de l'histoire de l'Union soviétique, paraît déjà déplacé, vulgaire, émotionnel, pas vraiment approprié à une discussion politique décente sur l'Allemagne. Et pourquoi pas ?

Ces mots ne sont-ils pas encore gravés dans tous les esprits et dans toutes les mémoires européennes, américaines et soviétiques ? Les deux dernières réunifications allemandes n'ont-elles pas débouché sur une guerre ? La crainte de millions d'esprits et de cœurs n'est-elle pas que l'avenir prenne

le visage cauchemardesque du passé ? Les mêmes gouvernants qui parlent avec autant de chaleur des deux Allemagnes d'aujourd'hui ne disent-ils pas de temps en temps en privé leur appréhension vis-à-vis de l'Allemagne unifiée de demain ?

Le ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, a récemment fini par mettre en avant les peurs qu'inspire le passé allemand. Il a demandé une discussion internationale sur la réunification — une idée que le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, a immédiatement rejetée. Bien que la politique soviétique concernant l'Allemagne soit encore obscure et à l'état d'ébauche, ce faisant, M. Chevardnadze s'est honoré lui-même.

Les péchés des pères et des mères

Non, il ne faut pas s'excuser de faire émerger les mots cachés — ni d'insister sur le fait qu'ils portent sur la discussion du futur allemand. Taire ces mots, c'est tuer une deuxième fois ceux qui ont été assassinés, cette fois avec une volonté d'oubli délibérée. Et c'est rendre un mauvais service aux jeunes Allemands qui auront les rênes de la nouvelle Allemagne que de les abuser en leur faisant croire, ainsi qu'au reste du monde, qu'ils doivent ou qu'ils peuvent oublier ces mots cachés.

Ne nous en laissons pas conter par l'argument pleurnichard qui consiste à dire que se remémorer le passé revient à faire peser sur les fils et les filles allemands les

péchés des pères et des mères. Mettre cela en équation avec le racisme nazi est écorçant.

Un bon nombre de pères vivent encore. Personnellement, je préférerais attendre encore vingt ou trente ans la réunification, jusqu'à ce que Dieu les reçoive, lui ou autre chose.

Mais presque tout ce qui se dit laisse entendre que le désir allemand de réunification est si fort et moralement si puissant que ce serait en fait un péché que d'essayer de retarder cette réunification jusqu'à ce que toute la génération nazi ait disparu.

Ainsi le moment viendra où une nouvelle génération d'Allemands dirigera ce qui sera probablement la nation la plus puissante. On peut aider les jeunes Allemands seulement en leur faisant comprendre que les peurs sont aussi réelles que le sang qui coule encore de la chair déchirée. Leur tâche devrait être de faire disparaître ces peurs, s'ils sont capables, et non de prétendre qu'elles n'existent pas, ou qu'elles n'ont aucune importance. Ils ne peuvent pas se contenter de dire : « Faites nous confiance ».

L'Allemagne nazie leur a imposé la responsabilité de marquer face à ce passé, vicieux pour toute la nature humaine, totale et radicale rupture. Un fardeau peut-être, mais bien plus léger que celui des enfants des victimes de l'Allemagne d'hier.

Ces choses-là doivent être dites. Et, cette fois, nous devons empêcher nos dirigeants politiques de parler en notre nom. Par nature et par leur position, ce

sont des gens que leurs intérêts nationaux et personnels portent à cacher leurs émotions et la réalité. Par pitié, est-ce vraiment le souhait des Américains de laisser aux mains du département d'État la décision de décider et de dire ce qui nous devons craindre et espérer vis-à-vis de l'Allemagne ?

L'âne bien trempé

Je m'en ramènerai plus volontiers aux écrivains qui ont eu l'âme bien trempée pour écrire sur l'Allemagne d'hier — parmi eux le clercal, aux États-Unis, John Hersey, I.B. Singer, Cynthia Ozick, Lucy Decidowicz, Elie Wiesel, Saul Bellow, William Stryker.

J'aimerais entendre le point de vue d'autres écrivains, qui ont du talent et qui forcent le respect — Mailer, Wolfe, Talese, Heller, Miller, Roth, Doctorow, McMurtry ; faites votre propre liste. Parmi les prêtres, ministres, scientifiques, étudiants, leaders noirs, conservateurs, féministes.

Vont-ils tous continuer à se taire au moment d'un des tournants les plus importants de notre histoire — celui où une Allemagne nouvelle et inconnue est en train de naître, d'un espoir raisonnable pour le futur et d'une forte dose de peur raisonnable du passé ? Y a-t-il quelque chose qui vaille plus la peine d'écrire, de parler et de penser ?

► Arthur Rosenthal est ancien directeur du New York Times pour lequel cet article a été écrit.

TRAIT LIBRE



Fonctionnaires

La « fuite des cerveaux » ?

par Bernard Fontaine et David Kessler

Le secteur privé exerce-t-il une grande force d'attraction sur les cadres supérieurs de l'État ? A en croire la Lettre de l'Expansion du 14 avril 1987, « la fonction publique est devenue le lieu de la fuite des cerveaux ». A « 7 sur 10 », le président de la République a exprimé son souci que les hauts fonctionnaires soient en mesure de résister à l'attrait des entreprises privées.

D'autres signes attestent ce phénomène : ainsi de la création par la plus officielle des associations de fonctionnaires (celle des anciens élèves de l'ENA) d'un service chargé de favoriser le départ des fonctionnaires, en particulier dans les entreprises. De même, il est pour le moins curieux que cette confédération soit présidée depuis plusieurs années par un cadre du privé qui n'a jamais travaillé dans la fonction publique. Le capitaine Haddock, il est vrai, préside bien une ligue des marins antialcooliques.

La haute fonction publique voit-elle des brèches de plus en plus larges s'ouvrir dans ses frontières et devient-elle, à l'instar de la RDA, un réservoir de main-d'œuvre où viennent puiser les entreprises ? Assisté-t-on à l'effacement d'un « Yalta social » qui avait jusqu'ici, de manière particulièrement caractéristique en France, séparé les entrepreneurs, voués au culte du profit, et les fonctionnaires désargentés mais unis autour d'un bloc de valeurs hier encore intangibles ?

« Moins d'Etat moins d'énarques »

Que la fonction publique souffre face au secteur privé de plusieurs handicaps ne fait pas de doute : écarts de salaire entre les deux sphères, moindre rémunération du diplôme, mais aussi de la haute fonction publique, entre les rémunérations versées aux cadres fonctionnaires, du fait d'une politique constante depuis plusieurs années de tassement de la hiérarchie, et la dévalorisation, confirme le projet de réforme de la grille de la fonction publique. Il serait pourtant hasardeux d'en conclure que l'appât du gain est ce qui détermine les hauts fonctionnaires à franchir le Rubicon qui les sépare du privé. La préférence pour la fonction publique ou à l'inverse, pour le secteur privé, obéit non pas à un critère unique, tel que l'argent, mais à une combinaison de critères.

En effet, si l'argent n'est pas la perspective de carrière ne suffisent à expliquer le problème d'identité que pose la fonction publique aujourd'hui. Le choix d'un métier fait toujours intervenir un troisième facteur, plus immatériel, un faisceau d'influences individuelles ou collectives (c'est le retour du « refoulé social »). Si le mouvement des enseignants, des agents des finances, s'est d'abord traduit par des revendications salariales, il révélaient tout le profond malaise de fonctionnaires s'interrogeant sur leur utilité sociale et convaincus à tort ou à raison d'être méprisés à la fois par la collectivité et par leur hiérarchie.

Il faudra un jour mesurer avec précision les dégâts causés par la trop brusque conversion de la France tout entière à l'économie d'entreprise. Un pays centralisé, qui avait vécu un siècle entier au rythme de son État, s'est brusquement plongé avec délice dans les charmes de l'argent, a découvert avec passion le profit et, brûlant ce qu'il adorait, s'est

mis avec véhémence à dénoncer l'omnipotence administrative et la bureaucratie galopante. Il faudra dire également la responsabilité de la classe politique, tous bords confondus, dans ce mouvement : loin d'encourager à cette occasion le renouvellement de la fonction publique, loin de soutenir son administration en l'incitant à s'adapter en profondeur, elle a tenu vis-à-vis de ses fonctionnaires un langage souvent respectueux comme méprisant ; la défense de l'école libre s'est accompagnée d'une critique inutile de l'autre école ; un ministre de la fonction publique s'est même enorgueilli du slogan : « Moins d'Etat, moins d'énarques » et s'est cru autorisé à déclarer aux élèves de l'ENA venus l'écouter : « Mieux vaut du mythe de l'intérêt général... ».

C'est dire l'importance que revêt aujourd'hui la réflexion sur l'avenir du service public. Si les chantiers mis en œuvre à l'initiative du premier ministre devaient déboucher sur des mesures sans portée et noier seulement une page de plus sur l'éphémère des réformes administratives, ils auraient alors pour effet d'accélérer cette fuite vers le secteur privé réputé plus dynamique et plus capable de s'adapter rapidement. Si, au contraire, ils permettent à la fois de renouveler profondément les modes de travail ainsi que les méthodes utilisées dans la fonction publique, en les rendant plus efficaces, s'ils aboutissent à définir de véritables fonctions de responsabilité ; si, enfin, ils parviennent à revaloriser le sens de la mission du service public, alors peut-être les fonctionnaires retrouveront-ils la confiance aux fonctionnaires. Mais il faut pour cela que chacun soit convaincu qu'il n'est pas archaïque de proclamer que l'Etat reste l'arbitre des intérêts particuliers, qu'il est seul capable de corriger les déséquilibres sociaux, de garantir la paix de chacun et de rendre justice. Même si l'esprit d'entreprise doit pénétrer dans l'administration, celle-ci doit garder le sens du service public qui fait la grandeur de sa mission.

Une telle tâche, dont on mesure l'ampleur et l'enjeu à un moment où on resserre la grille de la fonction publique, ne saurait se passer du concours des fonctionnaires eux-mêmes. En cherchant à organiser avant tout les départs vers le privé dans les meilleures conditions, l'Association des anciens élèves de l'ENA sort de son rôle. En donnant l'impression d'organiser le saut par-dessus les vagues revendicatives, elle prend le risque de conforter l'image d'une haute fonction publique avant tout soucieuse de carrière. Censée être le représentant institutionnel de la haute administration, quelle crédibilité pourra-t-elle avoir demain lorsqu'il s'agira de défendre ce que doit être la fonction publique elle-même ?

L'avenir de la fonction publique est un défi qui engage le pouvoir politique, les fonctionnaires mais aussi le pays tout entier. Ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour la France de demain de conserver une administration de qualité, dont l'horizon s'étendra de plus en plus aux frontières de la Communauté. Plutôt que de se tourner vers le privé, l'Association des fonctionnaires issus de l'ENA serait mieux inspirée de mettre à profit son ouverture sur l'étranger pour organiser, dans le cadre de la mobilité, des échanges réguliers avec les administrations européennes.

La fonction publique a besoin d'un ressourcement culturel qui redonne sens à son action. Sauf à perdre demain ses représentants les plus qualifiés quand chanteront les sirènes du privé...

► Bernard Fontaine et David Kessler sont hauts fonctionnaires.

Appel

Aider la Roumanie

Par Margarita et Sofia de Roumanie

NOUS avons vu les villages détruits dans les campagnes roumaines. Sur la route de Buda, les hommes et les femmes enterraient les maisons. Comme les paysans résistaient, on les arrachait de force à leurs foyers, un bulldozer creusait une énorme fosse et précipitait la maison en entier dans le trou, avec le mobilier, les vêtements, tous les souvenirs personnels. Certaines fermes ont été moitié sauvées par la révolution et se penchent devant la fosse.

Celui-ci a perdu sa maison, mais il a protégé sa vache, ses deux vaches, et son étable dans laquelle il vit. Les autres ont été déportés dans ces immondes HLM préfabriqués qui coulent déjà, ruines inséparables, sans eau courante ni chauffage. Les enfants nous suivent en pantoufles dans la neige. Le village de Buda lui-même est noyé sous un lac artificiel.

Les paysans dépossédés que nous avons rencontrés sont désespérés jusqu'à la mort. Tous réclament qu'on leur rende leurs terres. Non pas sous forme de grandes coopératives plus ou moins étatisées, mais vraiment leurs terres : comment pourrions-nous autrement nourrir le pays

dés la saison prochaine ? L'agriculture n'a pas le temps d'attendre les tracteurs, les crédits, les engrais et une organisation internationale parachutée par des experts. Plus de la moitié de la population roumaine vit à la campagne : elle reprendra le travail que si elle sait de façon définitive, qu'elle ne sera plus pillée et chassée.

A Cluj, en Transylvanie, à 500 kilomètres de Bucarest, nous arrivons chez M^{me} Cornes. La vieille, elle a démissionné du Front de Salut national. Elle avait toujours dit : « Je sortirai du Front des que la vérité sera connue ». Elle parle de la vérité, encore et toujours, comme en parlent Havel à Prague, Michail à Varsovie. Elle explique comment inventer la démocratie si l'on ne dit pas tout sur le régime déchu. Et sur les acteurs et les moyens de la révolution roumaine du 22 décembre 1989 ? Aujourd'hui, elle estime que le mensonge revient, que le pouvoir ruse avec le peuple. On essaye de l'isoler à nouveau, elle reçoit des coups de téléphone anonymes, des menaces comme avant la révolution. M^{me} Cornes n'a pas peur. Elle représente tout ce que les valeurs morales de Roumanie, elle qui, à l'inverse de tant d'autres, n'a jamais pactisé avec le régime.

Revenir à la mémoire de notre pays, c'est-à-dire son histoire culturelle et son architecture. Nous collaborons avec des architectes qui pourraient, à la campagne, travailler sur la reconstruction et la réparation des villages détruits ; et dans les villes, sauver les monuments historiques, les vieilles églises, les façades, les fresques. Avec d'autres bonnes volontés, et le directeur du musée de Bucarest, nous participons aussi à la restauration du bâtiment et des œuvres du Musée d'art, très endommagés par les combats.

En collaboration avec des architectes roumains, nous avons déjà mis en route un programme de relevés pour dresser dans tout le pays une carte d'interventions sur les cas les plus dramatiques. Pour tout cela, nous avons toutes deux installé un secrétariat à Bucarest et un bureau à Genève (1).

Nous reparlons bientôt pour la Roumanie.

(1) Adresse provisoire : Hôtel International, bureau 226, Bucarest, Genève, case postale n° 2637 - 1211 Genève 2 Dépt.

Les princesses Margarita et Sofia sont les filles de l'ex-roi Michel de Roumanie.

VVF PROPOSE LA FORME EN 1990

Vous êtes fatigués, stressés, vous souhaitez retrouver rapidement votre équilibre ? La solution VVF à tous vos problèmes : Aquaforme, un séjour de remise en forme d'une semaine dans l'un de ses villages vacances, au Pradet, dans le Var.

Au cœur d'un immense parc, vous êtes pris en charge en pension complète, formule hôtelière (VVF assure toutes les réservations).

Vous bénéficiez, sur le lieu même de votre séjour, des installations du village : sauna, bains de vapeur, douches massantes, piscines chauffées avec jet stream et une superbe salle de gymnastique avec un espace de repos. Un personnel spécialisé est à votre disposition (forfait de cinq séances de deux fois deux heures).

Au village ou à proximité : mini-golf, courts de tennis, équitation, randonnées... et bien sûr la plage.

Le soir, distractions et fêtes sont prévues.

Toulon est à 9 kilomètres, les îles d'Or à portée de bateau (parc national de Port-Cros et île de Porquerolles)...

Onze VVF en France pour se remettre en forme

SÉJOUR « FORME ET SANTÉ »

AU VILLAGE D'EVIAN-LES-BAINS

Du 11 février au 26 novembre. Hydrothérapie, gymnastique en salle ou en piscine, musculation, relaxation, soins esthétiques corporels, au centre thermal. Sports et loisirs au VVF.

SÉJOUR « CHANGER DE VIE, CHANGER DE CORPS » AU VILLAGE DE BALARUC (HÉRAULT)

Une semaine de remise en forme, du 1^{er} avril au 30 juin et du 9 septembre au 10 novembre. Traitement dispensé à l'Institut biomarin par une équipe de haut niveau technique, dans un cadre et une ambiance agréables. Suivi médical, soins à l'Institut, repas diététiques, sport en alternance.

UN SÉJOUR DE REMISE EN FORME

D'UNE SEMAINE POUR LES JEUNES

MAMANS AVEC BÉBÉ DE QUATRE

A NEUF MOIS AU VILLAGE DE

VACANCES D'EVIAN-LES-BAINS

Du 11 février 1990 au 26 novembre 1990. Pour les jeunes mamans : conseils diététiques, oxygénation, sport, relaxation, kinésithérapie, hydrothérapie, aquagym, soins esthétiques, cure d'eau d'Evian ; pour les bébés : techniques d'éveil, séances bébés-nageurs, bébé-club, etc.

Forfait spécial pour papa.

Pour tous renseignements :

VVF Informations :

51414 DORDAN, Cedex

Tél. : (1) 84-89-89-27

1504

سكرا من الامم

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD : la libération de Nelson Mandela

L'ensemble des réactions internationales traduit un soulagement après la mise en liberté de M. Mandela mais les avis sont des plus partagés sur la question des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud.

A Addis-Abeba, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Salim Ahmed Salim, a estimé que la libération du dirigeant de l'ANC était la conséquence de l'indomptable esprit de résistance de ce dernier. Mais, soulignant que le système de l'apartheid demeure cependant en place, M. Salim a appelé à davantage de pressions sur Pretoria, y compris des sanctions économiques.

Le secrétaire général du Commonwealth, Sir Shridath Ramphal, a estimé samedi qu'en dépit de la libération de M. Mandela - « un premier pas » dans la bonne direction - il était encore trop tôt pour lever les sanctions. Dans une interview à la BBC, il a déclaré : « Quand nous aurons des

signes que le changement est irréversible, alors il sera temps de les lever. »

Le président sénégalais Abdou Diouf a déclaré également que la communauté internationale « doit maintenir ses pressions sur le régime sud africain pour l'amener, avec la levée de l'état d'urgence, la libération de tous les prisonniers politiques et l'abrogation de la législation d'apartheid, à créer les conditions d'un dialogue constructif avec les forces démocratiques sud-africaines ». Pour sa part, le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, a appelé les pays africains au « rétablissement des relations diplomatiques » avec Pretoria. « On peut maintenant laisser à chacun le soin d'élaborer la politique qu'il entend avec l'Afrique du Sud », a-t-il dit.

Le gouvernement militaire nigérian a salué l'annonce de la libération de M. Mandela, en affirmant : « C'est bien la preuve que les pressions internationales contre le régime d'apartheid, y

compris les sanctions, continuent d'avoir l'effet désiré. » Le président kényan Daniel arap Moi, lui aussi, a exprimé l'espoir que cette libération ouvre la voie à des négociations immédiates pour un système démocratique non raciale en Afrique du Sud.

M. Mandela sera invité le 21 mars aux festivités marquant l'indépendance de la Namibie après soixante-dix ans de domination sud-africaine, a annoncé dimanche M. Sam Nujoma, appelé à devenir le premier président de la Namibie indépendante. M. Nujoma a ajouté : « Je remercie le président de Klerk d'avoir pris cette (...) position. J'espère qu'une solution pacifique sera rapidement trouvée en Afrique du Sud, comme ici en Namibie ».

A Bruxelles, la Commission des Communautés Européennes a déclaré voir dans la libération de M. Mandela « un signe visible de la volonté du président De Klerk de prendre en compte les réalités de son pays et un pas important vers le nécessaire

dialogue entre les différentes composantes de la population sud-africaine, même si l'état d'urgence y fait encore obstacle ». La Commission n'évoque pas la question des sanctions. A Ottawa, le ministre canadien des affaires étrangères, M. Joe Clark, a annoncé que, pour sa part, il maintiendrait ses sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud.

L'agence soviétique Tass a rapporté dimanche sans commentaires la libération de M. Mandela. « Sept jours », la grande émission de télévision du dimanche, a rapporté l'événement lors d'un bref compte rendu des nouvelles mondiales et a montré la foule enthousiaste acclamant le chef historique de l'ANC. Au cours des dernières années, Moscou a moins marqué son soutien inconditionnel à l'ANC et s'est prononcé pour un règlement du problème par le dialogue.

An Cap, devant des dizaines de milliers de ses partisans

Un « humble serviteur » parle à « son peuple »

LE CAP
de notre envoyé spécial

Les formalités de levée d'écrou ont-elles été plus longues que prévues ? A-t-il voulu prendre le temps de goûter les retrouvailles avec ceux qui étaient venus le chercher et dire adieu à Gregory, son gardien blanc qui l'avait suivi de prison en prison pendant plus de vingt ans ? On ne saura tout simplement la dernière main au premier discours qu'il allait adresser à « son » peuple dans quelques instants au Cap ?

Quoi qu'il en soit, ce dimanche après-midi 11 février, Nelson Mandela se fait attendre une heure un quart par des centaines de sympathisants qui pénétrèrent sous un dur soleil devant l'entrée principale de la prison de Paarl. A 16 h 14 et non à 15 heures comme il avait été annoncé, un convoi d'une dizaine de voitures débouche d'une longue allée dans l'enceinte de ce vaste centre de détention et s'immobilise devant le poste de garde. Du deuxième véhicule descend Nelson Mandela, qui tient à faire à pied, main dans la main avec Winnie, sa femme, ses premiers pas d'homme libre.

En costume de ville, le vieux luttur marche d'un pas alerte, esquive un sourire, fait quelques subtils signes de la main, lève le poing en direction de la foule. Pas un mot. Il remonte en voiture et, à travers les vitres, sous la conduite de motards toutes sirènes hurlées, il se laisse conduire vers Le Cap, où l'attend sa première réunion publique. La scène, retransmise en direct par la télévision sud-africaine, n'aura duré que cinq minutes. Nelson Mandela soulait sortir de prison comme un prévenu... presque ordinaire.

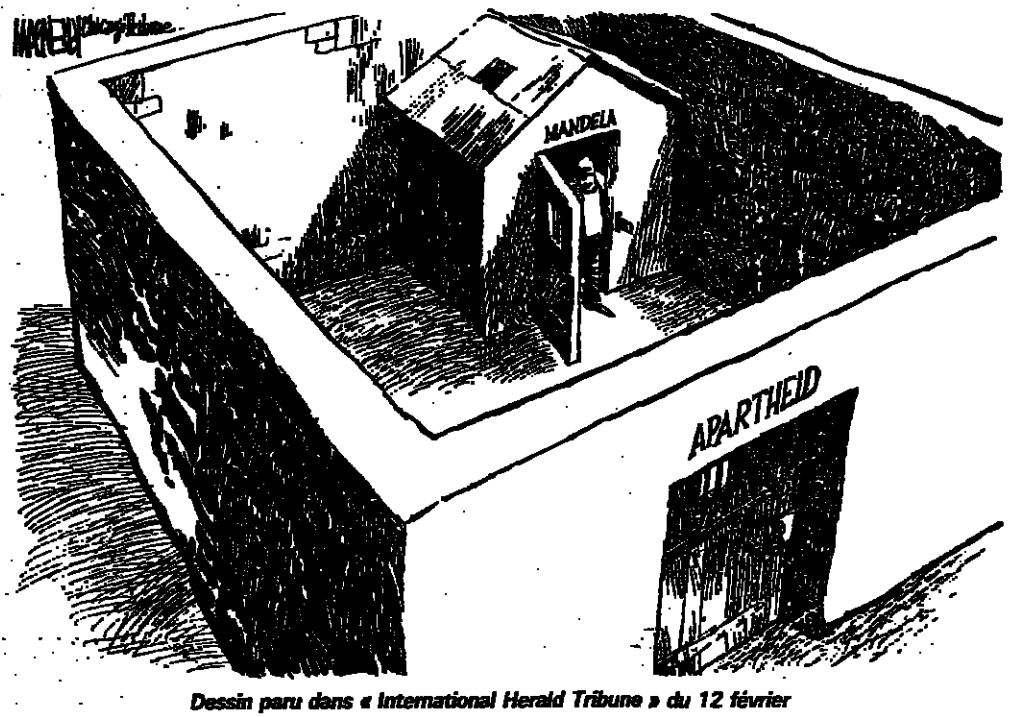
Soudain la police tire

Rendez-vous est pris avec « son » peuple, en plein cœur du Cap, d'habitude voué aux torpéurs d'un week-end estival. L'esplanade de « Grand Parade » fait face à l'hôtel ville, au fronton duquel flotte un drapeau géant noir, vert et or, couleurs du Congrès national africain (ANC). La foule joyeuse et bon enfant - quelques dizaines de milliers de personnes - siffle les hélicoptères jaunes de la police. Soudain, tout près, du côté de la gare centrale, se font entendre des tirs. La police, qui a la pichenette facile, semble-t-il, de tenir en respect des bandes de pillards avec du petit plomb, des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes.

« Nous voulons Nelson ! », hurle la foule. Mais son héros est prisonnier, cette fois dans sa voiture, au milieu d'une cohue indescriptible. Au micro, un « camarade » lance des appels désespérés pour lui ouvrir la voie : « Frères et sœurs, s'il vous plaît, écarter-vous ! ». La « sono » tombe en panne. Et Mandela, qui a enfin réussi à gagner l'intérieur de l'hôtel de ville, tarde à se montrer sur le perron où le drapeau rouge du Parti communiste a trouvé place entre deux oriflammes de l'ANC.

Le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, joue sans grand succès les meneurs de jeu. « Je vous le promets, il vient, vous allez patienter et répondre de plus en plus mollement aux slogans lancés de la tribune. Il est 19 heures, le soleil se couche : beaucoup commencent à regagner leur township à la périphérie du Cap.

Vingt minutes plus tard, au fond de l'esplanade, la police tire à nouveau et des gens se jettent à terre. Des ambulanciers rangent les victimes : il y aura, d'après le bilan publié par les journaux locaux, au moins un mort et soixante-neuf blessés. La foule ne réagit pas. Comme si elle en avait



Dessin paru dans « International Herald Tribune » du 12 février

vu d'autres ! Aujourd'hui, elle n'a d'yeux et d'oreilles que pour son héros. La nuit est presque tombée lorsqu'à 19 h 40 Nelson Mandela se présente devant elle. « Amandla ! » (le pouvoir), crié au micro un « camarade », « Ngawethu ! » (au peuple), répond l'assistance, qui trépigne de joie.

D'une voix ferme, le chef historique de l'ANC, qui paraît au mieux de sa forme physique, lit un discours préparé d'avance. « Je ne suis pas un prophète, mais votre humble serviteur », déclare-t-il d'entrée de jeu à l'assistance avant d'adresser son « salut » à toutes « sortes de militants, des « jeunes lions » du mouvement nationaliste aux chefs traditionnels en passant par les membres du Parti communiste. Dans ce long préambule, personne ne sera oublié.

Nelson Mandela ne veut s'en tenir qu'à « des remarques préliminaires » aussi longtemps qu'il n'a pas épousé ses « camarades ». Mais, soit dit en passant, on a vite fait de comprendre, en écoutant cette entrée en matière, que le vieux luttur n'a pas abandonné la partie.

Son objectif est toujours le même. « Une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unifiée ». Il répète que « l'apartheid, qui a causé des destructions incalculables - des millions de chômeurs et de sans-abri - n'a aucun avenir » et que la situation appelle des « réformes politiques et économiques fondamentales ».

« Membre loyal et discipliné de l'ANC »

Pour ce faire, précise-t-il, « nous n'avons pas d'autre choix que de poursuivre la lutte armée, d'intensifier le combat sur tous les fronts », en tablant sur « l'action disciplinée des masses », à moins que ne se crée un climat favorable à l'ouverture de négociations. En attendant, il appelle la communauté internationale à « continuer à isoler le régime de l'apartheid ».

A ceux qui, du côté du gouvernement, auraient voulu lui voir jouer un rôle de médiateur, il répond qu'il est « un membre loyal et discipliné de l'ANC », dont il « approuve entièrement tous les objectifs, les stratégies et les doctrines ». On ne peut pas être plus clair.

A ceux qui, dans les rangs du mouvement nationaliste, s'inquiètent des contacts qu'il a eus en prison avec des responsables du « pouvoir blanc », il rétorque qu'il n'a « jamais discuté de l'avenir du pays », mais que ces discussions « avaient pour but de normaliser la situation politi-

que ». De M. De Klerk, au côté duquel il a été photographié lors de sa dernière rencontre, il loue l'intégrité, reconnaissant qu'« il a été plus loin que tout autre président du Parti national en franchissant de vrais pas pour normaliser la situation ». Mais il en faut encore beaucoup plus pour le contenter.

Et de réclamer la levée complète de l'état d'urgence et la libération de l'ensemble des prisonniers politiques. On verra ensuite avec qui et quoi négocier. Passage obligé à son avis, « une Assemblée démocratique élue sur une base non raciale ».

« Dans le calme et la dignité »

« Ni domination blanche, ni domination noire », Nelson Mandela cite, pour conclure, la profession de foi qu'il avait faite en 1964 lors de son procès. Il est toujours « prêt à mourir » pour cet idéal. Vingt-sept ans de prison n'ont pas entamé sa détermination. Le ton est donné, mais pouvait-il être différent en pareille circonstance ? La foule entonne l'hymne nationaliste, *Nkosi Sikelel' iAfrika* (Dieu protège l'Afrique) avant de se séparer dans la nuit.

La veille, à 17 heures, au cours d'une conférence de presse improvisée le président De Klerk avait enfin « lâché » lui-même la nouvelle, qui, depuis des jours, nourrissait tant de conversations et de spéculations : « M. Nelson Mandela sera libéré à la prison Victor-Verster, dimanche 11 février 1990 vers 15 heures ».

Et d'espérer que les choses se passeraient « dans le calme et dans la dignité ». Il avait lu sa courte déclaration en afrikaans d'abord et en anglais ensuite. Assis au premier rang, noyé au milieu d'une meute de journalistes, Sir Robin Renwick, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, la mine réjouie, buvait les paroles du chef de l'Etat sud-africain.

M. De Klerk révélait alors qu'il avait rencontré une nouvelle fois, vendredi soir au Cap, Nelson Mandela pour lui annoncer sa libération. A cette occasion il lui avait dit combien « il est important de créer les conditions qui permettront de lever l'état d'urgence sans compromettre le maintien de l'ordre et de la loi ». Il lui avait d'autre part indiqué que le sort des prisonniers politiques coupables de violence devrait être discuté lors de négociations à venir.

Des menaces présentes-elles sur la vie de Nelson Mandela ? « Les

risques sont réels », avait indiqué le chef de l'Etat, se référant aux réactions possibles de « radicaux » de droite comme de gauche.

« Nous prendrons toutes les précautions qui sont de notre ressort », avait-il annoncé. Pour être sûr d'être bien compris, M. De Klerk avait répété que le but de la manœuvre, si l'on peut dire, était bien *in fine* de rédiger une nouvelle Constitution qui accordera « la pleine citoyenneté à tous les Sud-Africains, quelle que soit leur couleur », comme le Parti national au pouvoir en avait reçu mandat de ses électeurs. « C'est la fin d'un long chapitre », avait-il conclu, et personne ne sait exactement de quoi demain sera fait.

JACQUES DE BARRIN

« Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer la lutte armée »

Voici l'essentiel du discours prononcé par M. Mandela au Cap.

« Notre recours à la lutte armée en 1960 avec la formation de [la branche militaire de l'ANC], l'Umkhonto we sizwe [La lance de la nation], était une action purement défensive contre la violence de l'apartheid (...). Les facteurs qui étaient à l'origine de cette lutte armée existent encore aujourd'hui. Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer. »

« Il est maintenant temps d'intensifier cette lutte sur tous les fronts. Relâcher maintenant cette lutte serait une erreur que les générations futures ne nous pardonneraient pas. » Nous exprimons l'espoir de voir s'instaurer rapidement un climat conduisant à une solution négociée afin que la lutte armée ne soit plus nécessaire. »

« Le président De Klerk est allé plus loin qu'aucun autre président nationaliste, en prenant de véritables mesures pour normaliser la situation. Cependant d'autres mesures, ainsi que cela est souligné dans la déclaration de Harare, doivent être prises avant que des négociations puissent commencer à partir des demandes fondamentales de notre peuple. »

M. Mandela a poursuivi en déclarant que, lors de sa rencontre vendredi dernier avec le président De Klerk, « il avait réitéré son appel afin que soit mis un terme à l'état d'urgence et pour que soient libérés tous les prisonniers politiques sans

exception ». La seule clause de la déclaration d'Harare à laquelle M. Mandela n'a pas fait allusion a été le retrait des troupes des cités noires. « Seule une solution normalisant la situation peut nous conduire à consulter notre peuple en vue d'obtenir un mandat, a-t-il ajouté. Le peuple avait besoin d'être consulté pour dire qu'il négociera et sur le contenu de ces négociations. » M. Mandela a ainsi laissé implicitement entendre qu'il ne tiendrait pas automatiquement ce rôle.

Rappelant le principe « un homme une voix dans une Afrique du Sud démocratique et non discriminatoire », M. Mandela a dit : « La destruction de l'apartheid dans notre pays est inévitable. »

« Le président De Klerk est un homme d'intégrité, a-t-il ajouté. Il est en outre particulièrement conscient des dangers encourus s'il n'honorait pas ses engagements. »

S'adressant par ailleurs à la minorité blanche d'Afrique du Sud, il a demandé à celle-ci d'évoluer avec son temps. « Nous appelons nos compatriotes blancs à nous aider à réaffirmer l'Afrique du Sud. La perspective de la liberté doit nous inciter à redoubler d'efforts. »

M. Mandela a également lancé un avertissement aux jeunes : « Pas un seul d'entre vous ne doit se livrer à un acte qui pourrait laisser croire que nous ne contrôlons pas notre peuple. » - (AFP.)

□ ETHIOPIE : le FPLE intensifie son offensive en Erythrée. - Addis-Abeba a démenti, dimanche 11 février, les informations diffusées par le mouvement séparatiste érythréen FPLE selon lesquelles se serait enclenché le port de Massawa, le second port

du pays. Les combats se poursuivent autour de la ville et le long de la route la reliant à Asmara, la capitale de la province. Selon le FPLE, la nouvelle offensive contre les forces gouvernementales se poursuit sur quatre fronts. - (AFP, UPI, Reuter.)

Justice pour la Justice

Avocat au barreau de Paris, D. Soulez Larivière décrit les maladies de notre justice et dégage des solutions audacieuses et inédites.

95 F
Collection L'Épreuve des Faits dirigée par H. Hamon et P. Rotman.

Editions du Seuil

Les réactions dans le monde

Très vive satisfaction en France

L'ensemble de la classe politique française a exprimé, samedi 10 et dimanche 11 février, une très vive satisfaction après la libération de M. Nelson Mandela. Le premier ministre, M. Michel Rocard, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, sont même tombés pour une fois d'accord en expliquant tous deux qu'ils ont ressenti une « joie immense », termes également utilisés par M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, pour résumer son sentiment.

Le président de la République, selon un communiqué diffusé par l'Elysée, a « plus soigneusement exprimé sa « profonde satisfaction pour l'événement qui constitue pour les droits de l'homme » cette libération. Le communiqué précise que « le gouvernement sud-africain (avait) tenu à informer au préalable M. Mitterrand. Pour le président français, « le gouvernement sud-africain, qui a ainsi prouvé sa bonne volonté, doit rechercher avec toutes les parties concernées la voie pour aboutir à une Afrique du Sud pleinement démocratique ».

Dans un communiqué publié par l'Hôtel Matignon, M. Michel Rocard s'adresse directement au dirigeant de l'ANC. « Votre com-

bat pour la paix et la justice va pouvoir se dérouler au grand jour », souligne le premier ministre, qui ajoute : « L'abolition de l'état d'urgence vient de bien sûr, l'espérer, vous permettre de participer pleinement au dialogue constitutionnel indispensable pour rendre à l'Afrique du Sud toute sa place parmi les pays libres et pacifiques ». « Tous les démocrates du monde, continue le premier ministre, vous soutiendront, demain comme hier, pour que s'instaure sans délai en Afrique du Sud une société pluraliste et multiraciale, permettant à toutes les communautés de bénéficier des fruits du développement ». M. Rocard conclut : « En attendant d'avoir l'honneur de vous recevoir à Paris, je vous transmets, en mon nom personnel et au nom du gouvernement français, l'assurance de la solidarité active de la France ».

Dès samedi, M. Roland Dumais, ministre des affaires étrangères, avait affirmé sur TF 1 qu'il convient de « rendre hommage aux dirigeants de l'Afrique du Sud, M. de Klerk en particulier », qui a, « par des mesures successives », tenu « les engagements qu'il avait pris », encore qu'il « reste encore des progrès à faire », notamment la levée de

l'état d'urgence. De son côté, M. Avice a ajouté dimanche que la libération du prisonnier et « l'abolition de l'Afrique du Sud doivent contribuer à l'apaisement et à la prospérité de toute l'Afrique australe ». MM. Michel Durafour et Jean Poperen se sont également félicités de cette libération, qui constitue, selon le ministre chargé des relations avec le Parlement, « une magnifique victoire des droits de l'homme ».

Dans les partis une tonalité comparable

A l'extérieur du gouvernement, les réactions politiques ont une tonalité comparable, exception faite du Front national, plus réservé. L'Humanité, quotidien du PCF — qui menait depuis longtemps campagne pour la libération de M. Mandela, — consacre à l'événement toute sa première page et une large place en pages intérieures, ainsi qu'un éditorial spécial en couleurs. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, saluait dès samedi, lors d'un meeting à Garges-lès-Gonesse, cette libération, en notant que « de Klerk n'a [pas] pu tergiverser davantage ». Il ajoutait : « Une autre étape s'ouvre désormais pour les forces populaires

d'Afrique du Sud (...). Notre solidarité ne leur a pas manqué hier. Elle sera aussi forte demain ».

Dans l'éditorial de l'Humanité, Roland Leroy ajoute : « La libération du grand dirigeant noir, support de la presse, si besoin est, de la force irrésistible des peuples. Car ce n'est pas la bonne volonté de despotisme éclairés qui a ouvert la grille de sa prison. C'est son combat acharné et douloureux, celui du peuple sud-africain, qui l'a arraché à ses bourreaux (...). Mais l'apartheid demeure. L'état d'urgence est maintenu (...). L'heure n'est (...) pas à relâcher la solidarité populaire et la pression internationale. L'éditorialiste souligne que des mesures soient prises, notamment par la France, contre l'Afrique du Sud, afin que ce pays « connaisse enfin des élections libres ». Pour sa part, le PCF pousse dans cette libération « une détermination renforcée » pour poursuivre l'action « jusqu'à l'abolition complète de l'apartheid et à l'établissement d'une véritable égalité dans tous les domaines ».

Le PS, lui, souhaite que cette libération « soit le signe du démantèlement complet de l'apartheid ». M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a été, maintenant, au nom de

celle-ci, invité M. Mandela à venir en France.

Dans l'opposition de droite, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est réjoui « avec tous les libéraux du monde de la décision courageuse, généreuse et forte du président De Klerk » et a souhaité que cette libération, qui a force de « symbole », ouvre la voie « à l'abolition des derniers vestiges de l'apartheid et à la mise en place d'un régime politique et social respectueux des droits de tous ceux qui ont bâti l'Afrique du Sud, et maintenant les acquis économiques et sociaux qui en ont fait le pays le plus développé d'Afrique ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, tout en se réjouissant, notamment, a souhaité s'adresser sur TF 1 que la communauté internationale aide « les gens raisonnables en Afrique du Sud, qu'ils soient blancs ou noirs », à démanteler pas à pas et définitivement l'apartheid.

A l'extrême gauche, le PCI (trotskiste) souhaite une « République noire » pour l'Afrique du Sud, alors qu'à l'extrême droite M. Jean-Marie Le Pen a notamment déclaré, lors du « Grand jury RTL-le Monde » : « Les incidents qui marquent la sortie de Nelson Mandela inclinent au pessimisme (...). Le problème de

l'Afrique du Sud est un problème intérieur (...) qui se pose entre les différentes classes qui composent le pays (...). Mandela était l'un des chefs de l'ANC (...), qui préconisait que soit substitué le pouvoir noir, plus spécialement celui de l'ANC, au pouvoir blanc (...) Si c'est ainsi que doit être l'avenir de l'Afrique du Sud, on ne saurait le souhaiter terriblement (...). Chacun forme des vœux pour que la situation se clarifie et qu'un accord entre le gouvernement, les représentants du pouvoir blanc et les Noirs puisse déboucher sur la paix (...) Que les choses se passent ainsi, je n'en suis pas sûr (...) Le système de l'apartheid était un système de développement séparé. Peut-être était-ce une utopie ».

De nombreuses associations (LICRA, MRAP, Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, France-Plus...) se sont également réjouies de la libération de M. Mandela, tout en souhaitant la poursuite du processus de démantèlement de l'apartheid. C'est aussi le cas de la CGT et de la CFDT.

Plusieurs personnes ont manifesté leur joie dimanche devant l'ambassade d'Afrique du Sud à l'appel de la jeunesse communiste et de plusieurs associations.

La Maison Blanche souhaite prodiguer un encouragement au gouvernement de M. De Klerk

WASHINGTON

de notre correspondant

Un coup de téléphone à M. Frederik de Klerk assisté après l'annonce, samedi, de la libération du dirigeant noir et puis une autre communication, dimanche, avec M. Nelson Mandela lui-même, peu après sa sortie de prison : le président George Bush a utilisé sa méthode préférée — le coup de fil aux principaux intéressés — pour faire connaître son sentiment sur les événements en Afrique du Sud.

A M. de Klerk, M. Bush a fait part de son « admiration » pour la décision qu'il avait prise ; à M. Mandela, il a exprimé « l'énorme plaisir » qu'il éprouvait de le voir en liberté. Et le président américain a invité ses deux interlocuteurs à venir lui rendre visite à Washington. Le président américain a exprimé aux deux hommes son espoir de voir la situation en Afrique du Sud évoluer pacifiquement « vers une solution négociée », comme il l'a indiqué à M. de Klerk, et vers une société débarrassée de toute discrimination raciale et « totalement libre », comme il l'a dit à M. Mandela.

Des conditions strictes

M. Bush a soigneusement évité de moter devant la presse de dévoiler sa position sur la question essentielle qui se pose désormais à l'administration américaine : faut-il ou ne faut-il pas lever tout ou partie des sanctions économiques imposées par Washington à l'encontre de l'Afrique du Sud. Le président américain a purement et simplement refusé de répondre sur ce sujet ; les responsables de son administration effleurent eux aussi la plus grande prudence.

Il est pourtant parfaitement clair que l'administration souhaite

faire un geste, prodiguer un encouragement au gouvernement de M. de Klerk : le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, M. Hermann Cohen, l'a bien fait comprendre, dimanche, en répondant aux questions de la chaîne CBS. Mais la Maison Blanche doit d'abord obtenir l'assentiment du Congrès qui, par une loi votée en 1986, a posé des conditions très strictes à la levée de ces sanctions. A savoir : non seulement la libération de M. Mandela et de tous les prisonniers politiques, mais aussi la dissolution des organisations politiques luttant contre l'apartheid, mais aussi la levée de l'état d'urgence, l'abolition des règles administratives qui perpétuent la ségrégation territoriale et l'ouverture de négociations avec les représentants de la majorité noire.

Consulte le Congrès

L'administration s'apprête donc à « consulter » le Congrès sur la marche à suivre, mais elle doit prendre garde à ne pas s'avancer trop à découvert, sous peine d'encourir une volée de critiques. Déjà certains élus de la chambre des représentants ont mis fermement en garde l'exécutif contre toute idée de lever les sanctions à ce stade, c'est à dire avant que l'apartheid ne soit clairement en voie de démantèlement.

M. Bush doit aussi procéder avec doigté pour éviter, par un trop grand empressément à récompenser le gouvernement sud-africain de ses efforts, de provoquer des froissements de sourcil chez les noirs américains. L'actuel président, contrairement à son prédécesseur, jouit parmi eux d'une remarquable popularité, particulièrement étonnante de la part d'un républicain, et il ne souhaite certainement pas la perdre.

La lutte contre l'apartheid a

évidemment des résonances particulièrement fortes aux Etats-Unis où le combat pour les « droits civiques » est encore dans toutes les mémoires et n'a même pas tout à fait fini d'être livré. Les événements de ces derniers jours ont donc été suivis avec une extrême attention. Toutes les grandes chaînes de télévision ont diffusé en direct les images de la libération de M. Mandela puis son premier discours, celui où il demande précisément que les sanctions ne soient pas levées.

JAN KRAUZE

M^{me} Thatcher propose la levée des sanctions

LONDRES

de notre correspondant

Le premier discours prononcé par M. Nelson Mandela après sa libération a fait l'effet d'une douche froide sur Downing Street. Tout au long de la journée du dimanche 11 février, M^{me} Thatcher avait en effet multiplié les propos optimistes, notamment à sa sortie de l'office dominical. Son entourage avait annoncé qu'elle ferait une déclaration dimanche soir sur le parterre du 10 Downing Street immédiatement après le discours du dirigeant de l'ANC. Ce projet a été annulé au dernier moment.

M^{me} Thatcher a été déçue par le refus de M. Mandela de renoncer à la lutte armée, au moins dans l'immédiat, et par son appel au maintien des sanctions contre l'Afrique du Sud. Elle se trouve désormais en porte-à-faux avec l'événement puisqu'elle avait répété au contraire, pendant toute la journée, qu'il était temps de « récompenser » le président De Klerk par la levée de la plupart des sanctions actuellement en vigueur contre la RSA.

M^{me} Thatcher a déclaré qu'il fallait féliciter le président sud-africain « pour sa sage décision et pour les autres mesures audacieuses et courageuses qu'il a prises ». Cette évolution méritait, selon elle, « des encouragements pratiques ». M^{me} Thatcher estime donc que « cela n'a plus de sens de décourager de nouveaux investissements en Afrique du Sud » — un domaine où la Grande-Bretagne se taille, il est vrai, la part du lion — et elle souhaite évoquer cette question avec ses partenaires de la Communauté européenne. Elle propose que les liaisons touristiques, scientifiques et culturelles avec la RSA soient également renouées.

Consultations avec M. Mitterrand

On indiquait dimanche soir à Downing Street que M^{me} Thatcher avait écrit dès samedi à M. Mitterrand pour lui faire part de son désir de voir la France coopérer avec la Grande-Bretagne pour obtenir que la CEE lève « les principales sanctions » de l'Union européenne contre l'Afrique du Sud. Les termes exacts de ce message n'ont pas été rendus publics mais la teneur en était la suivante : on a eu longtemps recours au bâton, en réalité bien petit, des sanctions contre Pretoria. Ne serait-il pas temps d'utiliser la carotte et de

réagir positivement, sans tergiverser, à des décisions qui vont dans le bon sens ?

M^{me} Thatcher a envoyé des messages semblables à plusieurs autres dirigeants européens, ainsi qu'à quelques chefs de gouvernement du Commonwealth. Les Britanniques sont bien décidés à poser ouvertement la question de la levée des sanctions lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de la Communauté le 20 février, à Dublin. Ils aimeraient évidemment que les Français les soutiennent, mais ils n'excluent pas de procéder unilatéralement et « au besoin d'être les seuls à agir de la sorte si la réaction des autres pays de la CEE est négative ».

L'affaire tient à cœur à M^{me} Thatcher, qui n'a cessé de dire que les sanctions n'étaient pas la bonne méthode et qu'il fallait parler aux dirigeants sud-africains et tenter de les persuader plutôt que les condamner. Les mesures spectaculaires prises par le président De Klerk telles que la libération de l'ANC et la libération sans condition de M. Mandela constituent pour elle une justification a posteriori de son attitude.

La libération de M. Mandela a été saluée avec enthousiasme par le Parti travailliste, dont le leader, M. Neil Kinnock, militant anti-apartheid de longue date, s'est dit « submergé de joie ». Cinq mille manifestants, parmi lesquels de nombreux Américains, ont dansé dimanche après-midi devant l'ambassade d'Afrique du Sud, à Trafalgar Square. Depuis quatre ans, des militants infatigables montent la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre devant ce bâtiment. Plusieurs églises anglicanes de Londres ont fait sonner leurs cloches à toute volée pour célébrer l'événement.

DOMINIQUE DHOMBRES

raient les intérêts des tribus zouloues.

La « rentrée politique » de l'ANC sera d'autant plus délicate qu'elle s'opère, si l'on peut dire, par la petite porte. Le pouvoir blanc, en effet, la convie aux jeux de la démocratie mais sans lui offrir pour l'instant le partage du pouvoir. Mandela devra donc user de toute sa persuasion pour faire patienter les plus pressés et pour neutraliser les plus extrémistes. Mais, dans le même temps, il ne se privera sans doute pas non plus, si le juge utile, d'accentuer ses pressions sur le régime, en faisant de l'ANC, désormais redevenu légal, un puissant mouvement de masse apte à mobiliser les foules.

Après avoir négocié indirectement pendant un an avec le pouvoir en recevant ses émissaires dans sa prison dorée de Pretoria, Nelson Mandela a obtenu de lui ce qu'il désirait. Celui que le président De Klerk décrit pompeusement comme un « vieux monsieur aimable, digne et intéressant » a fait montre, en vérité, d'une redoutable habileté politique. Bien plus, il est devenu en prison un homme d'Etat. Libre, il devra savoir le rester.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

A Jérusalem L'ANC n'est pas l'OLP...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les milieux officiels israéliens se sont félicités de la libération de Nelson Mandela et, dans le même souffle, ont rejeté toute comparaison entre l'ANC, avec laquelle le gouvernement de Pretoria discute, et l'OLP, avec laquelle Israël se refuse à négocier.

Le ministère des affaires étrangères a adressé un message au président De Klerk dans lequel il assure que « la libération de Nelson Mandela sera un (...) pas important vers une meilleure compréhension entre les parties en conflit en Afrique du Sud ». Un porte-parole a souligné qu'Israël « rejette catégoriquement toute comparaison de la libération de l'Afrique du Sud », ou si l'on veut, « à la libération d'un problème strictement intérieur, avec une minorité qui impose sa loi à une écrasante

majorité, ce qui n'a vraiment rien à voir avec ce qui se passe en Israël et dans les territoires ».

La semaine dernière déjà, après que le chef de l'Etat sud-africain ait annoncé son intention de négocier avec l'ANC, la presse israélienne avait ébauché cette comparaison. Elle avait laissé entendre que, même si les situations sur le terrain sont effectivement bien différentes, Israël ne pouvait rester indifférent à l'évolution en cours à Pretoria. Après tout, il s'agit d'un Etat qui accepte de dialoguer avec un homme — Mandela — condamné pour terrorisme et de traiter avec une organisation — l'ANC — qui prône la lutte armée contre le régime. La question Mariv devrait que ces développements aient accablé les pressions sur le gouvernement israélien pour qu'il envisage de négocier avec l'OLP.

AL. FR.

Rassembler les siens

Suite de la première page

Le « retour en politique » de l'ANC, après trente ans d'exil et de clandestinité, n'est pas chose facile. La plus ancienne — et la plus influente — des organisations nationalistes noires abrite en premier lieu, semble-t-il, un débat entre « militaires » et « politiques » sur l'opportunité du renoncement à la lutte armée. La proche éventualité d'un « adieu aux armes » suscite l'hostilité d'une partie des dix mille à quinze mille combattants d'Umkhonto we Sizwe (La lance de la nation), le noyau armé de l'ANC qui, exilé de plus en plus loin de l'Afrique du Sud, n'a jamais représenté une menace réelle pour le régime de Pretoria.

Les partisans d'une poursuite de la lutte armée se réfèrent au précédent du Zimbabwe où les

guérilleros ne déposèrent les armes, il y a dix ans, qu'après la conclusion d'un accord paré en par la Grande-Bretagne et qui amenait l'avènement de la majorité noire au pouvoir. L'écueil montante de l'ANC, M. Thabo Mbeki, a récemment suggéré une démarche en deux temps : la lutte armée ne serait pas abandonnée d'emblée, mais d'abord suspendue. En constatant avec fermeté dimanche que l'ANC n'avait pour l'instant « pas d'autre choix que de continuer la lutte armée », Nelson Mandela a du combler d'aise ses « militaires ».

Ensuite, un inévitable « fossé de génération » sépare la « vieille garde » de l'ANC regroupée autour de ses dirigeants historiques — Nelson Mandela, Walter Sima et ses anciens compagnons

de détention — et les jeunes révolutionnaires convertis à la désobéissance civile dans l'atmosphère violente des « townships », les tristes banlieues noires où résonne leur cri de guerre : « Amandla... Awehu » (« A nous... le pouvoir »). Les anciens parviendront-ils à calmer l'impatience de leurs petits-fils peu enclins au compromis ?

La guerre contre les Zoulous

L'attitude à adopter envers le Parti communiste sud-africain est une autre source de discorde. Tout en s'affirmant depuis toujours comme un nationaliste africain non marxiste, Nelson Mandela a toujours pris soin de ménager les communistes, à l'avant-garde du combat anti-apartheid. Et il n'a pas manqué de leur rendre hommage dimanche lors de son meeting à Cap. Bien qu'ils aient, eux aussi, récemment entrepris leur persécution, les communistes sud-africains continuent d'effrayer la bourgeoisie noire et les chefs des Eglises.

A l'extérieur de l'ANC, c'est avec le chef zoulou Mangosuthu

SOUDAN : Libération du secrétaire général du PC. — Le secrétaire général du Parti communiste soudanais, M. Mohamed Ibrahim Nongoud, qui avait été arrêté au lendemain du coup d'Etat militaire du 30 juin dernier en même temps que la totalité des dirigeants politiques du régime précédent, a été libéré vendredi 9 février et assigné à résidence à son domicile. Trois autres politiciens de l'ancien régime, ont été libérés en même temps que lui. — (AFP)

(Publicité)

LE PRÉSIDENT DE GAZ DE FRANCE À ARABIES

Francis Gutmann révèle les projets de GDF en Algérie et au Moyen-Orient, évoque les nouvelles formes de coopération avec les pays exportateurs et analyse les perspectives de diversification des marchés.

Dans le numéro de février d'Arabes

en kiosques et en librairie

78, rue Jussieu 75017 Paris

(R. : 46.22.34.14)

Handwritten note in Arabic script: "البيان 15/2"

DE M. MANDELA

Cinq ans de tractations

LE CAP

de notre envoyé spécial

La libération de Nelson Mandela n'a pas été décidée sur un coup de tête du président De Klerk. Elle est en réalité le résultat de cinq années de discussions plus ou moins apaisées et secrètes. C'est en effet en janvier 1985, dans un discours devant le parlement, que M. Pieter Botha, alors aux commandes de l'Etat, propose pour la première fois au chef historique de l'ANC de le relâcher à condition qu'il renonce à la violence. Cette offre est rejetée par l'intéressé qui, un an plus tard, refuse d'être échangé contre les dissidents soviétiques André Sakharov et Anatoly Tchikhanski. Il écarte tout aussi sèchement une autre suggestion du gouvernement, à savoir être assigné à résidence au Transkei, sa région natale.

Le dialogue n'en est pas pour autant rompu. En juillet 1986, Nelson Mandela a son premier contact officiel avec un membre du gouvernement en la personne de M. Kobie Coetsee, ministre de la justice, à la prison de Pollsmoor, près du Cap, où il avait

été transféré en mars 1982 depuis celle de Robben Island. Les visites se succèdent ensuite sans résultat apparent.

En août 1988, Mandela est admis dans une clinique du Cap pour y subir un traitement contre la tuberculose. M. Botha émet alors l'espoir qu'il pourrait ne pas retourner à la prison de Pollsmoor s'il faisait ce qu'il fallait pour cela. Encore une fois il refuse ce marché.

Il n'empêche qu'au sortir de la clinique, en décembre 1988, Mandela est transféré dans une villa avec piscine, dans l'enceinte de la prison de Paarl, à une cinquantaine de kilomètres du Cap. L'endroit était suffisamment discret pour permettre toutes sortes de contacts. Le gouvernement autorise plus largement qu'avant à recevoir des visites, si bien que parents et amis, hommes de loi et hommes d'Eglise, syndicalistes et politiciens se précipitent pour le rencontrer.

En avril 1989, M. Botha lance en vain un nouvel appel à Nelson Mandela, le pressant de créer les conditions susceptibles de faciliter sa libération. Le gouvernement, qui a alors réduit ses exigences, ne lui demande plus de

renoncer formellement à la violence. Il le prie simplement de se déclarer en faveur d'une solution pacifique. Surprise : le 5 juillet, quelques semaines avant d'abandonner le pouvoir, M. Botha reçoit, à Tuynhuys, sa résidence officielle au Cap, Nelson Mandela. Selon M. Coetsee, les deux hommes « ont convenu de soutenir un développement pacifique en Afrique du Sud ». Au même endroit, M. De Klerk le rencontre à son tour et le voit une dernière fois en tant que prisonnier le 9 février pour lui annoncer sa libération.

Entre-temps, des vétérans de l'ANC comme lui avaient été libérés. Govan Mbeki en septembre 1988, Walter Sisulu et sept autres compagnons de route en octobre 1989. Nelson Mandela obtient néanmoins toutes les facilités nécessaires pour communiquer avec l'extérieur. Le gouvernement autorise ainsi, il y a quelques mois, à faire parvenir à ses amis politiques un plan en dix points qui résume ses positions sur les négociations à venir. D'aucuns racontent qu'il avait même à sa disposition un téléphone et un télécopieur.

J. de B.

Une amère victoire

Par Michel Bole-Richard

NELSON MANDELA a passé plus de vingt-sept ans en prison pour pouvoir enfin être entendu. Ce septuagénaire à la démarche légèrement hésitante se retrouve finalement aujourd'hui dans la situation qui prévalait au début des années 60, époque où il réclamait l'ouverture de négociations. En ce temps-là, le premier ministre ne prenait pas la peine de répondre à ses lettres qualifiées de « hautement impertinentes ». Désormais, toute la différence est là, le chef historique de l'ANC est non seulement reconnu comme un homme de dialogue mais comme un élément vital des discussions à engager.

Il aura donc fallu presque trois décennies pour que le pouvoir blanc se rende compte de l'inevitabilité. Trente ans au début desquels l'ANC et le PAC (Congrès pan-africain) ont été interdits et contraints de se lancer dans la

lutte armée pour se faire entendre. Trente ans de procès, de sabotages, d'emprisonnements, de violences, de souffrances et de gâchis humain pour en arriver à cette victoire bien amère : l'opposition noire peut à nouveau parler haut et fort, et tous ceux qui en étaient les chefs sont à nouveau libres et pris de bien vouloir exposer leur point de vue.

Le régime est ouvert à toutes les propositions et entièrement disposé à les discuter afin de trouver, dans un laps de temps non déterminé, une formule acceptable pour tous de partage du pouvoir.

Le progrès accompli en si peu de temps est indéniable. Il y a moins d'un an, des conditions étaient encore posées à l'élargissement de Nelson Mandela, et l'ouverture d'un quelconque dialogue avec les organisations interdites passait par le renoncement à la violence. Finalement, après avoir réduit petit à petit leurs prétentions, les autorités sud-africaines ont cédé sans compensation, revenant à l'état de fait des années 60 avant la fusillade de Sharpeville (soixante-neuf morts) et la traque des militants nationalistes et anti-apartheid, qui vient pratiquement de stopper.

Un homme-providence

Un retour à la case départ ne peut être total sans l'abolition de l'état d'urgence en place depuis le mois de juin 1986 et la libération de tous les prisonniers politiques, deux exigences formulées par Nelson Mandela et qui feront l'objet des premières passes d'armes. Ensuite viendront les derniers piliers de l'apartheid pour lesquels il faudra négocier la façon dont ils seront éliminés, le régime n'ayant nullement l'intention de les abroger purement et simplement. Enfin, ce sera le plat de résistance, l'élaboration d'un projet constitutionnel qui donnera voix au chapitre aux Noirs dans un système fédéral qui garantira les droits de la minorité blanche. Un système dont les modalités et le fonctionnement devront être recherchés ensemble.

La naissance de la nouvelle Afrique du Sud dont parle M. De Klerk prendra donc encore du temps, plusieurs années sans doute, au cours desquelles celui qui fait figure de père du nationalisme noir aura besoin de toutes les ressources que lui procure son auréole nationale et internationale pour faire transcrire dans les textes ses convictions. Nelson Mandela reste un homme-providence, comme l'a très vite compris le chef de l'Etat. Tous deux, d'ailleurs, ont une chose en commun : ils sont, comme représentants de leurs communautés respectives, la dernière chance d'une solution négociée et pacifique en Afrique du Sud.

Le successeur du président Botha a réalisé que les tergiversations de son prédécesseur n'étaient plus de mise pour sortir le pays du marasme économique et de l'isolement politique. Mandela, qu'il trouve « digne et intéressant », est le seul à peut-être pouvoir instaurer la cohésion au sein du peuple neutre. Mais correspond-il toujours à ce que disait de lui son ami Olivier Tambo en 1964 ? « Il a un sens naturel de l'autorité. Il ne peut s'empêcher de magnétiser une foule. Il ne impose par sa grande taille et son élégance. Il fait confiance aux jeunes et les jeunes ont confiance en lui, car leur impatience est le reflet de la sienne... C'est un leader-né. »

Les mois à venir nous diront si ce symbole à visage humain va réussir à rassembler les siens et éviter les cassures, au sein du mouvement, entre les modérés et les radicaux, la jeune génération et l'ancienne, les chefs de l'intérieur et ceux en exil. Après une si longue mise entre parenthèses, cette seconde naissance d'une détermination politique exceptionnelle a été saluée et reconnue par le président de la République en personne. Un retour à la vie publique représenté par une photo où les deux hommes se côtoient, le premier ayant au bout du compte décidé d'ouvrir les portes du cachot à l'autre et de lui dire : « Finalement, nous sommes prêts à discuter avec vous. Au début des années 60 vous aviez raison. »

NIGER

Le président Saibou « regrette la bavure des forces de l'ordre » contre les étudiants

De retour à Niamey après les violents incidents entre la police et les étudiants vendredi 10 février - qui ont fait, de source officielle, trois morts et vingt-cinq blessés, le président nigérien Ali Saibou a « regretté » la bavure des forces de l'ordre. Selon M. Saïdou Alou, secrétaire à l'information du bureau exécutif national, le général Saibou a également tenu à mettre en garde « tous ceux qui se servent des étudiants pour assouvir leurs ambitions personnelles » et a ordonné une « enquête approfondie » pour que les « fauteurs de troubles » soient « démasqués et châtiés ».

De source étudiante et médicale, le bilan des affrontements - qui se seraient étendus à plusieurs

villes de province, en particulier à Zinder - est cependant beaucoup plus lourd : il serait de neuf à treize morts et le nombre des blessés pourrait atteindre quatre-vingt-dix. « Il n'y a pas eu de bavure. Les policiers avaient reçu l'ordre de tirer », ont affirmé les responsables de la coordination étudiante, qui ont ajouté que leur marche avait été « pacifique » et qu'ils n'étaient pas manipulés. L'origine du malaise des étudiants et lycéens se trouve le projet de réforme de l'enseignement élaboré avec le concours de la Banque mondiale et qui prévoit l'abandon du régime d'examens matriciels des diplômés de l'université et la réduction du nombre des bourses. (AFP.)

L'« extase » de Johnny Clegg

ROME

de notre correspondant

« Ah ! Iman ! Je suis en extase ! Nous vivons des heures historiques. Je vais pouvoir prendre la nationalité sud-africaine. » Soudé au téléviseur de son hôtel romain, Johnny Clegg, numéro un mondial de la musique sud-africaine, écarquille les yeux comme un enfant soudainement mis en présence du Père Noël. Qui, ce grand et digne vieillard aux cheveux de neige qui fait ses premiers pas d'homme libre sous le soleil austral, c'est bien Nelson Mandela, auquel le célèbre « Zoulu blanc » a consacré certaines de ses plus belles compositions. Johnny Clegg est heureux, il ne tient pas en place.

Oh ! bien sûr, il « craint les réactions de l'extrême droite à qui [le président] De Klerk vient de donner des raisons de s'unir et de se renforcer. » Mais il est optimiste : « Avant la fin de la décennie, l'apartheid sera, je pense, totalement démantelé. » D'où sa décision de changer de passeport. « Je m'étais toujours promis de le faire, rappelle-t-il, le jour où Nelson Mandela serait libéré, c'est fait. »

Une petite révolution au passage : le plus connu des ambassadeurs du son si particulier de la musique sud-africaine, à l'instar d'au moins deux cent mille de ses compatriotes d'origine britannique, s'est toujours refusé jusqu'ici à adopter l'état civil de son pays de résidence.

« C'était, explique-t-il, mon seul moyen d'échapper au service militaire obligatoire pour les seuls Blancs. Vice-président en Afrique du Sud d'un syndicat d'artistes affilié à l'UDF, proche de l'ANC, Johnny Clegg n'accepte pas pour autant de se laisser phagocyter

par le mouvement. « Je ne suis le porte-parole de personne », répète-t-il. Il ne fait pas mystère cependant de ses sympathies.

« Frederick De Klerk, déclarait-il dimanche soir à TF 1, a agi avec courage, il s'est comporté en homme d'Etat, mais il reste du chemin à parcourir. » Un peu plus tard, pour le Monde, le chanteur explicite sa pensée. « Il faut, estime-t-il, que les pays occidentaux maintiennent leurs sanctions économiques au moins jusqu'à ce que les négociations [entre l'ANC et le gouvernement] soient véritablement entamées. L'état d'urgence doit être levé immédiatement, il y a suffisamment de lois répressives en Afrique du Sud pour maintenir l'ordre si le besoin s'en fait sentir ici ou là. »

« Un homme, une voix »

Pour le reste, le « Zoulu blanc » soutient les objectifs de la charte de la liberté, rédigée par l'ANC il y a plusieurs décennies : « Un homme, une voix dans une Afrique du Sud unitaire, rien de moins. »

L'émotion fébrile du musicien s'est brusquement ralentie comme pour donner à chaque mot sa charge de conviction. Mais quand le questionneur ose suggérer que l'on demande peut-être à Pretoria d'établir un système qui n'existe réellement nulle part sur le continent africain, alors, Johnny Clegg explose : « Mais pourquoi devrions-nous toujours nous référer aux mauvais exemples ? Pourquoi, puisque nous en avons les moyens économiques et sociologiques, ne serions-nous pas les meilleurs, l'exemple même de la démocratie pour toute l'Afrique ? »

PATRICE CLAUDE

Les jusqu'au-boutistes de l'apartheid

L'un des principaux dirigeants du mouvement contre l'apartheid, le pasteur Allan Boesak, s'efforce d'argumenter : « J'ai peur de ce qui risque d'arriver. Nous allons connaître des moments terribles mais nous devons les surmonter en travaillant ensemble. » Parmi ces « moments terribles » figurent en bonne place les possibles affrontements que pourraient provoquer les extrémistes, noirs ou blancs, et dont quelques pillages ou agressions commises dimanche au Cap et à Johannesburg illustrent le danger.

Depuis que M. De Klerk a annoncé, le 2 février, ses mesures de libéralisation, l'extrême droite blanche profère pour sa part des menaces appuyées. Le 10 février, à Pretoria, quelque cinq cents manifestants se sont ainsi rassemblés à l'appel de l'Afrikaner-svetsbeweging (AWB), le mouvement des Afrikaners blancs dirigé par M. Eugene Terreblanche. Organisation ouvertement néo-nazie, l'AWB avait convoqué ses militants en uniforme kaki, le bras gauche ceint d'un brassard rouge et blanc frappé d'un sigle dont le graphisme évoque directement la croix gammée. Certains brandissaient des drapeaux nazis et étaient armés de matraques.

Les activistes de l'AWB ont voué à la pendaison Nelson Mandela dont la libération n'avait pas encore été annoncée au moment du meeting. Quelques heures plus tard, en apprenant la nouvelle au Cap, Jacobus Lourens, membre du comité exécutif de l'AWB, s'est écrié : « C'est un scandale, une insulte à chaque Afrikaner. Le Volk (le peuple blanc) se souleva, cela ne fait aucun

doute. Cet homme (Mandela) représente tout ce que nous haïssons. J'aimerais le tuer moi-même. »

Moins radical mais plus représentatif d'une bonne partie de la population blanche, le Parti conservateur (CP) qui a obtenu 31 % des suffrages blancs aux dernières élections, se mobilise également, appelant à une « campagne de résistance » qui pourrait prendre notamment la forme de grèves dans les services publics, y compris dans la police où le parti affirme compter de nombreux sympathisants dévoués par l'évolution rapide de la situation.

« De Klerk a rendu les Blancs »

Interrogé avant même la libération de Mandela, M. Andries Treurnicht, président du Parti conservateur, s'était indigné : « qu'un tel homme puisse être traité en héros. Nous trouvons ceci particulièrement troublant et alarmant, avait-il poursuivi, étant donné les délits commis par Mandela - comparables à la haute trahison - son refus de renoncer à la lutte armée, le fait qu'il s'agit d'un communiste avéré et qu'il demande que le pouvoir soit exercé par la majorité. » En apprenant la libération de Mandela, M. Kees Van Der Merwe, porte-parole du Parti conservateur, a estimé que « De Klerk a rendu une fois pour toutes les habitants blancs de ce pays ». Pas question pour autant d'évaluer la violence pour contrer les changements en cours : « Nous agissons légalement et pacifiquement », a promis le porte-parole qui risque toutefois d'être dépassé par une bonne partie de ses troupes. (AFP, UPI, Reuters)

DIPLOMATIE

M. Henri Jacolin ambassadeur à Suva.

M. Henry Jacolin, ambassadeur de France auprès de plusieurs pays du Pacifique sud, a présenté lundi 12 février à Suva ses lettres de créances au président de Fidji, Ratu Sir Penaia Ganilau.

M. Jacolin est également accrédité auprès des gouvernements des archipels de Tonga, Tuvalu et Kiribati et de l'île de Nauru. Il remplace M. Daniel Dupont, nommé ambassadeur à Vientiane en décembre dernier.

[Né en 1938, M. Jacolin est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes (roumain, serbo-croate et russe). Après plusieurs années au ministère de l'économie et des finances (1964-1971), il a été en poste à Belgrade (1972-1974), à Addis-Abeba (1974-1977), à l'administration centrale (Affaires économiques et financières, Europe) de 1978 à 1982, et à Athènes (1983-1985). Il était depuis 1986 sous-directeur d'Asie et d'Océanie chargé du Pacifique.]

EUROPE

URSS

Le chef de l'état-major critique les résultats du plénum

Le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Mikhail Moïseïev, a critiqué samedi 10 février le projet de plate-forme du Parti communiste adopté mercredi lors du plénum du comité central, et a accusé le parti d'être responsable de la dégradation de l'image de l'armée dans l'opinion en URSS.

Dans une interview publiée par la Krasnaia Zvezda, le quotidien du ministère de la défense, le général Moïseïev a dénoncé « le mauvais travail des organes du parti » et regretté que le projet de plate-forme ne comporte pas d'approche politique de tout ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est, à l'intérieur de notre pays ainsi que sur les changements intervenus au sein du pacte de Varsovie. Le chef de l'état-major s'interroge également sur la suppression de l'article 6 de la constitution, qui assure un rôle dirigeant au P.C.U.S., estimant que « beaucoup de questions se posent » à ce sujet, notamment

sur « le rôle des organes politiques des forces armées dans ces conditions ».

De son côté, le député radical Boris Eltsine a averti dans une interview publiée dimanche à Londres par le Sunday Times que, à moins de transformations rapides et profondes, l'URSS s'exposait à une révolution violente à la roumaine. Le KGB, affirme-t-il, se battrait « sans aucun doute » pour préserver l'ordre ancien.

Manifestations en Moldavie

Par ailleurs, plusieurs manifestations ont eu lieu en URSS au cours du week-end. A Kichinev, capitale de la Moldavie, plus de 50 000 personnes ont applaudi des appels à une plus grande autonomie lancés par des membres du Parti communiste moldave et des militants du Front populaire. Les orateurs du Front ont réclamé le remaniement des

institutions de la République, la démolition de son territoire, l'introduction d'une monnaie moldave et la mise en place d'un système où entreprises publiques et privées puissent fonctionner. De nombreux manifestants agitaient des drapeaux aux couleurs de la Roumanie. Le premier secrétaire du PC moldave, M. Piotr Loutchinski, s'est prononcé pour « l'élection de gens qui règlent rapidement les problèmes, sans se contenter de les analyser ». Des élections locales sont prévues dans deux semaines.

A Oulianovsk, ville natale de Lénine, plusieurs milliers de manifestants ont demandé la démission des dirigeants locaux du Parti communiste, a rapporté l'agence Tass. En Ukraine, plusieurs responsables du PC, dont le premier secrétaire de Donetsk, ont été contraints de démissionner à la suite d'une vague de mécontentement. (AFP, Reuters)

EN BREF

CHINE : hausse spectaculaire de la criminalité. - Le nombre des délits a fait un bond de 137 % en 1989 par rapport à 1988, celui des « délits graves » a doublé, tandis que la progression de celui des « crimes contre-révolutionnaires » s'est « intensifiée », a rapporté, samedi 10 février, le quotidien China Daily. Le vice-ministre de la sécurité, M. Yu Lei, a attribué cette augmentation au développement économique et à l'infiltration de criminels étrangers due à l'ouverture de la Chine sur le monde extérieur. D'autre part, dans la province d'Anhui, quatre mille trafiquants de femmes ont été arrêtés et soixante-dix-huit condamnés à mort depuis 1980, a indiqué le Quotidien du peuple. Plus de dix mille femmes ont pu être déivrées. (AFP.)

THAILANDE : 14 soldats birmanais tués. - Les gardes-frontières thaïlandais ont tué 14 soldats birmanais qui avaient pénétré dans le nord-ouest de la Thaïlande au cours du week-end à la poursuite de rebelles Karens, a-t-on appris, dimanche 11 février, de sources

militaires thaïlandaises. Deux soldats birmanais, dont un capitaine, ont été capturés, a-t-on ajouté. Environ 200 soldats birmanais, à la poursuite de rebelles de l'ethnie karen, avaient ignoré les sommations des Thaïlandais. (AFP.)

PANAMA : abolition de l'armée. - Le gouvernement panaméen a décrété officiellement, dimanche 11 février, l'abolition de l'armée et son remplacement par une Force publique « neutre » qui sera placée sous les ordres du président de la République. Le décret institue à la place des anciennes forces de défense panaméennes (FDP), une Force publique composée d'une police nationale, d'un service aérien et d'un service maritime. Le Parlement doit adopter une loi régissant cette nouvelle Force publique, dont les effectifs seront proportionnels à la population du pays et dont les membres ne pourront faire partie de partis politiques, précise le décret. Le président Guillermo Endara avait annoncé le 24 décembre dernier, quatre jours après l'intervention militaire américaine au Panama, la reconversion des FDP en une Force publique. (AFP.)

سكراين المرحل

PROCHE-ORIENT

Onze ans après la révolution islamique

Les dirigeants religieux restent prisonniers de l'héritage de Khomeiny

L'Iran vient de célébrer du 1^{er} au 11 février, pour la première fois « sans Khomeiny », l'anniversaire de la révolution islamique de février 1979. Pour souligner la fin d'une période marquée surtout par la guerre du Golfe, les nouveaux dirigeants de Téhéran ont fait adopter par le Parlement le premier plan quinquennal de l'histoire de la République islamique. Celui-ci consacre quelque 120 milliards de dollars à la reconstruction du pays et prévoit une libéralisation de l'économie et son ouverture aux capitaux et aux industries étrangères.

Déjà, lors des cérémonies commémorant l'an dernier le dixième anniversaire de la révolution, les responsables iraniens avaient mis l'accent sur la « décennie de la reconstruction » qui devait succéder à « l'ère de la révolution ». L'arrivée au pouvoir de M. Rafsanjani, réputé pour son pragmatisme, et l'élaboration d'une Constitution taillée à sa mesure, avaient suscité bien des espoirs au sein de la population. L'euphorie fut cependant de courte durée face à la dégradation du niveau de vie. Les prix continuent à grimper d'une manière vertigineuse et les bazaris ne sont nullement prêts à abandonner leurs gains fondés sur la pénurie et la spéculation. La corruption règne en maître.

Le problème de l'endettement

Dans son supplément économique de janvier 1990, le journal gouvernemental *Yekand* dresse un sombre tableau des perspectives de redressement de l'économie. Celle-ci, par rapport à l'Iran pré-révolutionnaire, s'est dangereusement dégradée. La production brute intérieure par tête d'habitant s'est réduite de moitié ; le taux d'investissement par tête d'habitant de plus d'un tiers. La parité du ryal par rapport aux devises étrangères a diminué de 1 800 % et le chômage affecte 16,8 % de la population active. En conclusion, *Yekand* affirme qu'une telle dégradation de la situation économique ne peut se prolonger indéfiniment sans risquer une « véritable catastrophe ».

Pour remédier à cet état de choses, le nouveau plan quinquennal se propose d'injecter dans le circuit économique 22,9 milliards de dollars sous forme de « facilités financières en provenance de l'étranger », euphémisme utilisé pour désigner les « emprunts étrangers » dont l'usage est strictement banni par

la Constitution islamique. Gardiens sourcilieux de l'islam, les douze membres du Conseil de surveillance de la Constitution se sont d'ailleurs empressés de rejeter le 24 janvier le texte de la loi sur le plan quinquennal, déjà adopté par le Parlement, en estimant que « certains de ses points étaient incompatibles avec l'islam ».

C'est un coup dur porté au tandem au pouvoir Rafsanjani-Khomeiny. Ces derniers se sont livrés à une véritable course contre la montre, que certains ont qualifiée de « coup de force », pour faire modifier par le Parlement les points litigieux. Ces modifications ont porté sur des détails concernant les modalités d'application du plan, tout en laissant intact l'essentiel, c'est-à-dire l'apport des capitaux étrangers sous diverses formes et dénominations.

L'Iran va donc s'endetter, c'est-à-dire « brader son indépendance », ainsi que le soulignent à plaisir les détracteurs de M. Rafsanjani. Une polémique d'ailleurs engagée sur le montant de l'endettement — direct ou déguisé — prévu par le plan et qui officiellement se chiffrait dans cinq ans à 22,9 milliards de dollars.

L'opposition religieuse modérée

M. Ezzatollah Sahabi, qui fut au début de la révolution le ministre du plan et du budget dans le gouvernement présidé par M. Bazargan, estime dans une étude récente publiée en novembre qu'il n'a pas réalisé les prévisions du plan sous-estimées et que ce chiffre atteindra les 70 milliards de dollars. Il cite à l'appui de son argumentation l'ayatollah Khomeiny qui, dans une déclaration faite au journal *Rissala*, estimait récemment que l'Iran était déjà endetté de 12 milliards de dollars.

M. Sahabi estime qu'en l'état actuel des choses il est peu réaliste de croire que les objectifs du plan en matière de financement extérieur puissent être atteints et que rares seront ceux qui à l'étranger accepteront d'investir dans un pays où la stabilité politique demeure fragile. Pour sortir de la crise actuelle, affirme-t-il, le régime islamique a surtout besoin d'effectuer une ouverture politique en direction des classes moyennes et des cadres exilés à l'étranger, ce qui lui donnerait une certaine respectabilité internationale sans laquelle il ne peut espérer accéder aux marchés financiers étrangers. M. Sahabi rejoint ainsi les thèses de l'ancien dauphin de l'imam Khomeiny, l'ayatollah Montazeri, destitué de ses fonctions du vivant de l'imam, précisément parce qu'il préconisait la libéralisation politique du pouvoir.

C'est d'ailleurs en se basant sur l'analyse économique faite par

M. Sahabi que l'ayatollah Montazeri a multiplié fin 1989 les déclarations accusant l'équipe au pouvoir de « préparer l'endettement en vue de maintenir votre pouvoir despotique, vendant ainsi le pays et sa révolution ». C'est la première fois, note-t-il, dans l'histoire de l'Iran que la dépendance à l'égard de l'étranger s'effectue sous la bannière des religieux. Ses craintes sont partagées par d'autres dignitaires.

À la fin de janvier, alors que l'ayatollah Montazeri faisait l'objet de mesures d'intimidation de la part de certains gardiens de la révolution et de manifestations hostiles de la part d'éléments favorables au régime aux cris de « mort aux libéraux ! », douze grands religieux de Qom, dont l'ayatollah Mahdavi-Qani, le reconnaissent comme *Margha* (source d'imitation), faisant de lui en sorte le porte-parole de l'opposition religieuse modérée.

La manière dont le régime a réagi aux prises de position de M. Montazeri prouve, si besoin est, qu'il n'est nullement disposé à élargir les assises de son pouvoir. Ancien ministre des renseignements promu récemment directeur du tribunal chargé de juger les personnalités religieuses, M. Raychahri a qualifié d'« anti-islamisme » toute critique qui viserait à « l'affaiblissement de l'autorité spirituelle du guide de la république », affirmant que « toute tentative dans ce sens sera réprimée ».

L'idéologie radicale

Cette sévère mise en garde s'adressait aussi bien à l'ayatollah Montazeri qu'aux députés qui avaient critiqué indirectement le guide de la révolution à l'occasion de la visite jugée « inopportune » de Ceașescu en décembre à l'invitation de M. Khomeiny. Pour être plus précis dans ses menaces, M. Raychahri faisait savoir que quatre « faux » religieux avaient été exécutés en Iran, depuis la création, en 1986, du tribunal chargé de juger les personnalités religieuses. Il avait ajouté, pour qu'il n'y ait pas de confusion, que la « clique » de Mehdi Hachemi (lié par des liens de parenté à l'ayatollah Montazeri et exécuté en 1987) avait repris un nouveau souffle et s'était mise à agir au sein des

écoles coraniques de la ville sainte de Qom.

Malgré une sourde rivalité entre l'ayatollah Khomeiny et M. Rafsanjani, les deux chefs de cet Etat bicéphale sont parfaitement d'accord pour ne pas libéraliser le régime et pour monopoliser un pouvoir demeure autoritaire et répressif. Ils ont certes éliminé des milieux dirigeants les représentants des radicaux, mais il n'y a pas eu de véritable « dékhomeinisation » à la base dans les institutions créées durant la période révolutionnaire.

Le clan des « radicaux » est en pleine débandade, mais son idéologie demeure vivace et le lourd héritage légué par Khomeiny pèse toujours sur la société iranienne. La rhétorique révolutionnaire et anti-impérialiste est demeurée intacte et contredit les velléités de ceux qui souhaitent présenter au monde extérieur une image rassu-

rante de l'Iran engagé dans la voie de la reconstruction et du réalisme.

Ainsi, alors que M. Rafsanjani déclarait à l'occasion des festivités de la révolution que son gouvernement entendait « commencer une nouvelle étape dans la reconstruction du pays, par une large coopération avec des pays étrangers », le fils de l'imam défunt, Ahmed Khomeiny, dépositaire du testament spirituel de son père, affirmait que « ceux qui parlent de compromis avec l'Occident ne suivent plus la ligne de l'imam », tranchant ainsi avec la relative modération de M. Rafsanjani.

Le nouveau guide de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny, qui ne se contente pas d'inaugurer les chrysanthèmes et se pose de plus en plus en véritable maître du sérail islamique, se montre moins prudent dans ses

déclarations publiques que son allié et rival Rafsanjani. Il a, à plusieurs reprises, laissé clairement entendre qu'il n'hésiterait pas à s'opposer à ce dernier s'il dévotait des « principes révolutionnaires » de l'imam.

C'est d'ailleurs au nom de la défense de ces principes qu'il vient de confirmer la condamnation à mort prononcée par l'imam contre Salman Rushdie, démontrant ainsi que, près de neuf mois après la disparition de Khomeiny, la classe dirigeante de Téhéran demeure toujours prisonnière de l'héritage politique de l'imam et que nul, pour l'instant, ne peut mettre en cause ses principes, même en invoquant les impératifs de la reconstruction du pays.

JEAN GUEYRAS

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !



stock permanent de 1000 véhicules en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe NEUBAUER PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Les Prix scientifiques IBM France :

une volonté d'encourager la recherche française.

Six ans déjà.

En 1984, IBM France crée ses prix scientifiques. D'un montant de 100 000 F chacun, ils récompensent des jeunes chercheurs (moins de 38 ans) ayant accompli une œuvre scientifique en mathématiques, physique, informatique et sciences des matériaux.

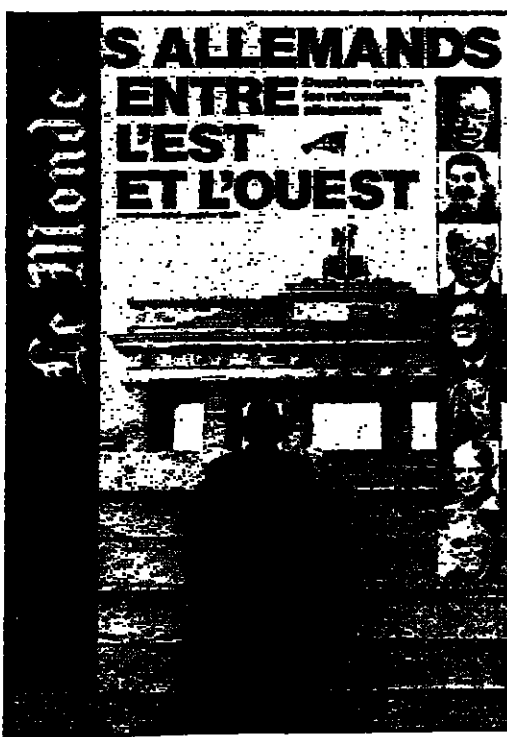
En 1988, IBM France innove en lançant, d'une part, les prix d'encouragement « Jeunes Chercheurs » (moins de 27 ans) dans les quatre mêmes disciplines et, d'autre part, le prix d'excellence en calcul numérique intensif pour les auteurs d'un logiciel s'exécutant sur supercalculateur IBM 3090 VF et ayant recours à la simulation numérique pour résoudre un problème technologique complexe.

Pour 1989, dix prix d'un montant total de 720 000 F ont été remis le 18 janvier 1990 devant les représentants de la communauté scientifique française.

En encourageant ainsi la recherche en France, nous apportons une nouvelle contribution à la vie nationale et nous confirmons notre rôle d'entreprise citoyenne.

IBM

Le Monde



SPÉCIAL ALLEMAGNE
NUMERO HORS SERIE
28 F

DANS ce numéro hors série, *Le Monde* retrace l'histoire récente de l'Allemagne, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin. À travers une sélection d'articles publiés dans ses colonnes depuis 1945, *Le Monde* décrit le processus de désarmement de l'Allemagne nazie, la naissance de deux nations distinctes, les conflits entre Russes et Américains ; il explique les raisons du renouveau allemand et analyse les développements de l' Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

À l'heure où l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, *Le Monde* consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux.

« Les Allemands entre l'Est et l'Ouest », un numéro hors série du *Monde* pour comprendre quarante ans de division entre les deux Allemagnes et les enjeux des bouleversements en cours.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

POLITIQUE

Les assises du RPR

Le face-à-face entre M. Chirac

Stôt réu à l'unanimité président du RPR, lors des assises du mouvement dimanche 11 février, M. Chirac a renoué M. Alain Juppé au poste de secrétaire général. Un conseil national, dont les cent membres élus par les assises (sur quelque six cents membres), a été convoqué pour le samedi 17 février. Cette instance devra approuver la ligne politique définie par M. Chirac, ratifier la nomination de M. Juppé et élire les trente membres du bureau politique. M. Chirac a précisé qu'au sein de celui-ci les différentes sensibilités, qui se sont maintenant exprimées au sein du RPR (68,62 % pour la motion Juppé et 31,38 % pour la motion Pasqua-Séguin), seront représentées en fonction de leur importance.

Le président du RPR a indiqué que la commission exécutive, qui assiste le président et le secrétaire général et qui comprend les secrétaires nationaux et les délégués nationaux, serait élargie et diversifiée. M. Chirac a également annoncé qu'il allait sans tarder proposer aux autres formations de l'opposition les procédures précises pour organiser leur union : la mise au point de la désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle, le développement des états généraux et la constitution d'un « contre-gouvernement ». Le maire de Paris a réaffirmé sa volonté d'union de l'opposition se distinguant ainsi de M. Pasqua, tout comme il l'a fait à propos de la Communauté européenne qui a « joué un rôle essentiel » et qui est une étape vers « l'Europe des patries rassemblées ».

De Gaulle, Chirac, Pasqua. Seuls ces trois noms ont réussi à faire vibrer l'immense hall d'exposition du Bourget, où s'entassaient, en ce dimanche 11 février, quelques 20 000 militants du RPR qui avaient tenu à assister à l'ultime phase du duel opposant, depuis près d'un mois, oppose celui qui, si longtemps, fut le chef incontesté du mouvement gaulliste à celui qui, depuis 1976, l'a aidé à détenir cette place avantageuse, même s'ils n'étaient que 4 334 mandataires à pouvoir, par leurs votes, l'arbitrer.

Les chiraquiens ne sont pas habitués à ce genre de face-à-face. Apparemment, ils n'aiment pas beaucoup. Ils manifestèrent, certes, leur approbation, ou leur rejet, par des applaudissements et des sifflets, mais toujours avec retenue, avec modération. Jamais l'ambiance ne rappela les « grands-messes » gaullistes traditionnelles. Même les clips et les films à la gloire du général, à ses actions, ou à celle de ceux qui se veulent ses héritiers, ne réussirent à soulever l'enthousiasme. Même la couturière traversée de la salle par M. Jacques Chirac, accompagné par M. Alain Juppé, si elle entraîna le slogan, cent fois scandé, de « Chirac-Chirac », parut presque calme comparée aux souvenirs passés.

« Compagnons, mes amis », le président du mouvement est le premier à user de ces mots, qui reviennent, comme un leitmotiv, tout au long des discours des divers orateurs. Il souligne « l'émotion et la joie » particulièrement fortes pour les assises de cette année, puisque 1990 est l'« année de Gaulle », et celle « au moment où l'histoire redonne sa place à la République ». Mais aussi parce que « nous voilà rassemblés pour décider librement de l'avenir de notre mouvement ».

Seuls les auteurs de motion, qu'elles soient ou non fusionnées avec celle de M. Juppé, ont la possibilité de prendre la parole, au cours de la matinée, donc avant le vote. Le premier à le faire est M. Michel Girard, député du Val-de-Marne. Il souligne : « Le devoir de notre mouvement d'être lui-même, c'est à dire respecter nos différences, en assumant notre unité, en nous rassemblant. Non pas autour de souvenirs ou d'émotions du passé, mais autour de quelques valeurs, de quelques certitudes, qui inspirent notre présent et définissent notre avenir. » Pour lui, il y en a

deux : la nation et l'homme, et il affirme les retrouver dans la motion Chirac-Juppé.

M. Gabriel Kasperit, député de Paris, a fait renouer le groupe Présence et action du gaullisme, car pour lui « sans le gaullisme, il n'y a plus de RPR ». Et comme « les doctrines libérales ne sont pas les nôtres », il s'oppose « avec vigueur à toute idée de fusion » des partis de l'opposition. Aussi il s'inscrit de l'existence des états généraux et de l'intergroupe de l'Assemblée nationale. Défendant « l'idée de patrie et le sentiment national », il est fort applaudi lorsqu'il lance : « Si la France est une terre d'asile, elle n'est pas le dépositaire des pays voisins, ni le lieu de refuge de toutes les misères du monde. »

Son discours est interrompu par l'arrivée de M. Charles Pasqua et Philippe Séguin qui, eux aussi, traversent tout le hall. Les applaudissements, les « Pasqua-Pasqua », se mêlent aux « Hou Hou ! ». Les deux hommes ont pas la mine réjouie de futurs vainqueurs, mais celle de responsables résignés à une bataille perdue d'avance. M. Kasperit conclut : « Puisque nous sommes contraints à un choix, et je le regrette, je choisis le texte de Juppé, soutenu par Jacques Chirac, par fidélité à Jacques Chirac. Mais je comprends les hésitations. »

M. Barotra :
« Pas de factieux »

M. Franck Barotra, député des Yvelines et lieutenant de M. Pasqua, est accueilli par une bordée de « Hou ! Hou ! ». Il se lance dans un discours sec, dur, sans concession, avec lequel, grâce à son art de dire aux militants ce qu'ils attendent, et à son talent d'orateur, il va presque retourner la salle. « Il n'y a pas deux types de militants, d'un côté des types bons, de l'autre des factieux », assure-t-il, le doigt accusateur, avant de poursuivre : « Nous ne sommes plus en 1960 ; une formation politique ne peut pas dépendre d'un seul homme ou d'un petit groupe d'hommes. Nous ne pouvons pas revendiquer la participation pour les autres, et ne pas l'accepter comme règle à l'intérieur de notre mouvement. Je revendique pour les militants le droit de choisir, librement et sans

pression, la ligne politique du mouvement ».

Le verbe toujours aussi vif, il continue une tirade accusatrice : « L'opposition ne va pas bien », le RPR non plus, « nous avons perdu nos convictions et notre sens ». Nous sommes en train de devenir un parti comme les autres, un parti banal (...). Nous avons perdu l'essence de notre électorat populaire ; nous risquons de n'avoir qu'un électorat sociologiquement monolithique. » Les applaudissements redoublent.

Le choix est clair. Il est entre « la disparition du mouvement gaulliste et son renouveau. Ayons le courage de nos responsabilités, en dehors des critères affectifs, des pressions. Pensons à l'essentiel ! ». La brutalité de la conclusion a redonné de la voix aux opposants. Le hall du Bourget résonne de mouvements divers.

M. Alain Carignon, qui s'exprime sous le regard attentif de M. Michel Noir, arrivé discrètement, a lui, beaucoup de mal à se faire entendre, d'autant qu'il ne fait aucun effort pour plaire à son auditoire.

Discutant sur la « crise » de la représentation politique, il réclame une « démocratie directe » et annonce que le courant qu'il a créé va continuer. Mais, lorsqu'il reprend à son compte une idée de M. Noir, la nef résonne de sifflets et de « Hou ! Hou ! », comme lorsque l'image du maire de Lyon apparaît dans un clip.

Vient le tour de M. Séguin. Il est d'abord accueilli par des cris hostiles. Il commence par prévenir : « Le débat nécessaire », qui a été ouvert, « ne s'arrêtera pas ce soir ». Il se remarque que le débat idéologique, sur lequel nous avons vu plusieurs discussions durant (...) s'effondre. (...) Alors que les idéologies étaient en train de mourir, nous avons cru devoir monter face au socialisme moribond une contre-idéologie qui, par définition, ne pouvait être la nôtre ».

Petit à petit, son calme et sa détermination imposent le silence à la salle. Il se fait même applaudir lorsqu'il prévient qu'un mouvement politique « à majorité majoritaire » doit « s'attacher à représenter l'ensemble de la société française dans sa diversité », ou lorsqu'il condamne la « position institutionnelle », il

lance : « Additionner les perplexités des uns et les incertitudes des autres, ça ne ferait qu'ajouter à la confusion générale. » Aussi, la voie qu'il préconise est de « faire de notre mouvement le ferment et le catalyseur de cette nouvelle force », car « le gaullisme est une idée neuve. C'est autour de lui que doit se faire la nouvelle majorité ». Il en profite pour rappeler que « notre mouvement n'a jamais été une structure permanente et figée ». Il affirme : « La fidélité nous impose d'innover. »

M. Séguin ajoute : « Le débat n'est pas entre les partisans de l'union et ses adversaires. Tout le monde est pour l'union. C'est notre rôle, c'est notre existence, c'est notre spécificité qui est en jeu. Le débat n'est pas entre de prétendus partisans du repli et ses adversaires. Le choix est entre les

conclutables d'état-major et l'appel aux Français. Surtout, le débat n'est pas entre les partisans et les adversaires de je ne sais quel arrangement avec le Front national (...). Nous n'avons, sur ce chapitre, Charles Pasqua et moi, de leçons à recevoir de personne. (...) Nous ne voulons pas d'accord. Nous ne voulons pas d'autre ambition que de rendre à l'extrême droite réactionnaire, xénophobe et raciste le niveau qu'elle n'aurait jamais dû quitter : 2 à 3 %. Mais nous n'y arriverons pas en nous contentant de livrer Jacques d'Arc à Le Pen et en lui laissant la famille et la patrie en prime. »

Dans la fin de son intervention, le maire d'Epinal s'adresse directement à M. Chirac, soulignant un mélange d'approbation et de contestation : « Jacques, pourquoi nous laisser accusés d'ouvrir un complot, alors que, pour nous, tu es le champion de notre idéal. Tu ne peux pas dire : je reste parce que ceux qui réclament un droit à la différence ont perdu Jacques, la paix, l'unité, le nouveau Rassemblement seraient partagés, fêta, si tu décidais de mener le changement, de convoquer de nouvelles assises à l'automne, de fixer avec nous tous des orientations pour une ligne politique claire, répondant à l'attente de la grande majorité d'entre nous. »

M. Pasqua :
« Le non-rien de la classe politique »

Après un tel discours, l'intervention de M. Jacques Toubon, député de Paris, ne peut que se dérouler dans le calme. Il reconnaît n'être « satisfait » ni par le rapport de synthèse, auquel il a été associé, ni par la motion Pasqua-Séguin. Il regrette que son parti ait parfois les « apparences » d'être celui « des privilégiés, des nantis ». Il explique que s'il vote pour Jacques Chirac « parce qu'il est la chance que nous avons de revenir au pouvoir », ce n'est pas un vote contre Charles Pasqua.

Vient alors le tour de la vedette de ces assises. Mais M. Pasqua paraît épuisé par l'épreuve qu'il s'est lui-même imposée. « Charles », accueilli pourtant par son nom scandé comme au bon vieux temps, n'a pas son allant coutumier. Il n'a pas le brio du tribun qui faisait monter la température, quand il parlait comme le pre-



La grand-messe et les vèpres

Les assises, c'est toujours le dimanche. Pour les militants de Tourcoing comme pour bien d'autres, ce dimanche commence dès potron-minet par le voyage en car : la « petite messe », il se poursuit, à peine arrivé, par la « grand-messe », dans la plus pure tradition gaulliste (avec célébration du Créateur, de Gaulle, et de son « fils spirituel », Jacques Chirac), et s'achève, au retour, par les vèpres.

Au départ, dans un vent glacé, les organisateurs pointent avec autorité les présents. Une quarantaine de personnes, contre ces jeunes confortablement installés dans des fauteuils et qui ne les troqueraient pas contre ce strapontin qu'on lui a affecté. Mais la même dame se pâme déjà devant l'effigie de Jacques Chirac qui recouvre les flancs vitrés du car : « Il y aura du pot-au-feu à midi, il aime tellement les repas qui tiennent au corps. » Gaullisme oblige, on s'appelle « compagnons », et le terme est moins usité - « compagnes ». Le cachemire octoie le jean.

Ce dimanche, c'est comme les autres dimanches, mais avec « un petit quelque chose » en plus, « le débat, bien sûr ». Les militants le vivent bien. « Ceux qui ne viennent pas [aux réunions], qui ne participent pas à la vie du Rassemblement, ceux-là seulement ne comprennent rien », glisse Christian, secrétaire de la 9^e circonscription. « Et puis Charles Pasqua est venu nous voir mardi, et il a été très clair, il n'est pas question qu'il fasse éclater le mouvement. » Il n'empêche, il faudra choisir entre deux motions, et ça fait tout drôle. « Dans le Nord, on est très légitimiste, on n'aime pas discuter. Ce n'est pas comme dans la Midi. » De toute façon, c'est la dernière fois.

Le résultat est connu d'avance : Chirac et Juppé vont l'emporter, mais de combien ? Péremptoire, Patrick, conseiller général, estime que les partisans du sénateur des Hauts-de-Seine

pourront revenir « en minibus ». La répartition des mandats, qui s'est faite, de l'avis général, dans la plus grande transparence, lui accorde 25 % dans la 9^e circonscription et 13 % dans la 10^e.

Les militants ne tirent pas à boulets rouges sur « la rue de Lille », siège national du RPR, mais ils affirment que « le parisianisme, ça suffit » et ne veulent plus entendre parler des « candidats qui tombent d'en haut ». Christian évoque avec nostalgie « la malheureuse affaire » du code de la nationalité : « Les militants s'étaient prononcés, par pétition, à 75 % ou 95 % en faveur de son application. Et cela n'a pas été appliqué. »

Fils spirituels
et hérétiques

La voiture du secrétaire départemental double le car en klaxonnant. « Il est bien gentil, Alex (Alex Turk, maire de Marquise-Barcelu) mais sa place, elle est dans le car », estime un secrétaire de circonscription. « C'est bien mon avis », appuie un autre.

Avec l'arrivée au Bourget, la tension monte et les positions s'affirment. « Il est bien fait, le fléchage. Tout de même, Juppé, quel sens de l'organisation », dit Bernard. « C'est parce que Pasqua qui a laissé de bonnes structures », lui rétorque Christian, magnanime et acuminé. La grand-messe aura-t-elle lieu ? « Oui, mais elle sera concédée », se persuade un assidue.

Quelques heures plus tard, le car reprend pour Lille. Le chœur RPR a cité trois fois le nom de Jean-Paul II, mais rien n'y a fait. Il a manqué quelque chose à la grande cérémonie. « Une vraie apothéose », peut-être : tous ont trouvé la fin des assises « bécote ». La célébration a été gâchée par les sifflets : « Ça, on n'était pas habitué. »

La division entre les fidèles du « fils spirituel » et les hérétiques

a surpris : « Les militants pas-Pasqua étaient bien organisés. » Au classement des meilleurs prêcheurs, Séguin l'emporte largement devant Pasqua « qui ne s'est pas fouché », et Lucette Michaux-Chevry, qui a ému Sylvaine et ses deux couples de fac, venues aux assises parce qu'on « était sûr qu'il allait se passer quelque chose ». Juppé a droit à une place d'honneur. Chirac est hors catégorie, même si une jeune offrande a trouvé son premier discours « un peu chiant », même si, de l'avis général, « il aurait dû faire venir Pasqua et Séguin sur la scène à la fin ».

Heureusement, le scrutin satisfait tout le monde. « Trente pour cent pour Pasqua et Séguin, c'est bien. S'ils avaient fait moins, ils auraient pu se sentir mortifiés, alors que là, Chirac, il a sa majorité mais il devra aussi tenir compte de leurs positions. Soit on a un sens de la démocratie inné, soit on est champion en informatique », ironise un secrétaire.

Comme on reste tout de même sur sa faim, on écoute les vèpres. Juppé qui est au « Club de la presse » d'Europe 1. Le secrétaire général rechigne à accorder sa bénédiction au duo Pasqua-Séguin. « Il joue au con », tonne un militant. « Il n'a rien compris au scrutin, il ne sait pas rebondir », ajoute Eric, responsable des jeunes, qui a pourtant « été mis en place par Juppé, alors c'est difficile de critiquer ».

A mi-parcours, entre deux tornades de pluie, une pause-caté confirme la tendance : Juppé, il va devoir faire ses preuves, notamment dans la composition de son équipe. « Alors que Séguin, c'est l'avenir du rassemblement ». La « grand-messe » du matin est devenue un meeting comme un autre. La réélection de Chirac « avec 100 %, ça fait un peu curieux maintenant ».

GILLES PARIS

Contradictions

Suite de la première page

Ils se rangent eux-mêmes à droite puis qu'ils ne se sentent RPR ou UDF, comme en témoigne l'accueil plus que chaleureux que l'opinion réserve à la tentative des « rénovateurs » ou plus sûrement la façon dont l'électorat se reporte indifféremment sur le candidat RPR ou UDF pourvu qu'il représente toute la droite.

De ce point de vue, les sifflets et les lazzi militants qui ont salué les images du triomphe lyonnais de M. Michel Noir - projetées pendant les assises du RPR - sont significatifs. Que la victoire du mouvement depuis celle, législative, de 1986 ait pu être ainsi conspuée du seul fait que son auteur prône une forme maximale d'union est tout de même un signe étonnant de la réalité de cette tentation isolationniste.

Parti de droite
et partis de notables

Certes, la carte militante du RPR n'a pas grand-chose à voir avec la démographie ni avec la sociologie du pays. Mais M. Chirac, comme d'ailleurs MM. Pasqua et Séguin, est contraint d'en tenir compte. Le problème est, bien sûr, que le RPR était, jusqu'à présent, le seul vrai parti de droite, alors que les autres formations de l'opposition sont restées des partis de notables. M. Giscard d'Estaing n'ayant jamais réussi ou voulu faire de l'UDF autre chose qu'un cartel électoral. Que survive donc, au sein du RPR, une crise de leadership et toute la droite s'en trouve ébranlée.

Elle l'est d'autant plus qu'elle doit affronter une autre contradiction forte, entre les consignes de refus d'alliance avec l'extrême droite données par les états-majors d'une part, et, d'autre part, le comportement des élus locaux, ainsi qu'il le montre, des électeurs, qui n'y reculent pas.

Il y a bien sûr, en arrière-plan, toute la question de l'empire des partis : par les temps qui courent, les élus locaux ont compris, semble-t-il, qu'un bras d'honneur en direction des états-majors parisiens ne peut leur faire de mal ! D'autant que la réponse desdits états-majors est, le plus souvent, de fermer les yeux sur ces rapprochements coupables, se considérant comme quittes vis-à-vis de la « morale » politique du seul fait qu'ils les ont nationalement désavoués (1).

Une France

« pure et dure »

Le scrutin européen avait déjà montré que le rejet dont l'extrême droite est l'objet ne l'empêche nullement de peser d'un poids grandissant sur la vie politique. Quelques mois plus tôt, les municipales avaient illustré cette difficulté : dans sept villes de plus de trente mille habitants, la droite, majoritaire avec l'extrême droite au premier tour, avait été battue au second tour en raison soit du maintien du FN, soit du mauvais report de son propre électorat face à une alliance qu'elle refusait.

Les résultats des votes

4 434 mandataires, représentant 85 210 mandats, avaient le droit de participer aux quatre votes organisés lors de ces assises.

Le choix du projet politique du Rassemblement. - Mandats représentés : 78 753. Nuls : 413. Blancs : 634. Suffrages exprimés : 77 808 ; 98,8 %.

Motion Chirac-Juppé : 53 389 ; 68,618 %. Motion Pasqua-Séguin : 24 417 ; 31,382 %.

L'élection du président du Rassemblement. - Mandats représentés : 78 753.

Mais l'exemple de Dreux, et à une moindre échelle celui de Luc, montre que la stratégie de M. Le Pen, qui consiste à devenir le porte-parole d'une France conservatrice « pure et dure », favorise la fusion des électeurs. Au demeurant, dans une stratégie de reconquête du pouvoir, le refus d'alliance des partis de droite avec l'extrême droite n'est compatible, comme le dit M. Séguin, qu'avec une stratégie claire d'affrontement avec le Front national, et, comme personne n'ose le dire, avec la représentation proportionnelle pour échapper au piège du second tour. Tous, en tout cas, au RPR, ont choisi de ne pas fuir la difficulté, plus courageux en cela que le silencieux M. Giscard d'Estaing, dont on n'aurait garde d'oublier qu'il a refusé la levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen à Strasbourg.

Tous ont choisi comme ligne de défense la politique d'immigration, s'alignant sur la vision policière de M. Pasqua. Les immigrés, une fois de plus, n'ont qu'à bien se tenir !

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Lors des législatives partielles de Dreux et de Marseille, les partis de gauche dont les candidats avaient été éliminés au premier tour avaient appelé leurs électeurs à faire barrage au candidat léniniste resté seul opposé au représentant de la droite classique au second tour, le dimanche 3 décembre 1989.

Nuls : 922. Blancs : 2 446. Suffrages exprimés : 75 385 ; 95,723 %. Jacques Chirac : 75 385 ; 100%.

Election de la commission des statuts. - La liste des membres proposés par le conseil national du 2 décembre a été ratifiée par 71 586 oui (93,01 % des suffrages exprimés) contre 5 381 non.

Election du conseil national. - Les mandataires devaient choisir 100 membres sur une liste de 336 candidats. Le résultat de cette élection n'a pas encore été proclamé.

Handwritten text in a box: "سكوتة من اجل" (Silence for...)

POLITIQUE

au Bourget et M. Pasqua

mier des militants, quand il n'était là que pour chauffer la salle afin de faciliter la tâche de celui qu'il servait sans état d'âme.

Lisant son texte, il paraît mal à l'aise. « Nous y voilà », commence-t-il, et il a presque l'air de le regretter. Pourtant, il constate que le débat ne sera pas « résolu ce soir par la seule grâce de la réélection triomphale de Jacques Chirac. Chacun sait bien que... » d'autres, qui n'ont pas eu le courage de venir proposer leur ligne politique à nos militants, iront sur le terrain médiatique dire très exactement le contraire du rapport qu'ils font semblant de soutenir ici ».

Refusant le qualificatif de « passiste », M. Pasqua assure, sous les applaudissements, que son but est « de donner corps à la véritable union... celle qui existe sur le terrain, celle des électeurs ». Or il constate que l'essentiel est de trouver une procédure permettant de désigner un candidat unique de l'opposition prochaine présidentielle, car ne se préoccuper, pour l'heure, que des prochaines législatives, c'est aller au devant d'une nouvelle cohabitation, c'est reproduire « à l'identique la stratégie qui nous a conduits à l'échec, avec un handicap supplémentaire : nous avons beaucoup plus de présidents qu'avant ». Il ajoute : « Qui peut dire aujourd'hui, celui qui dans deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans, sera le meilleur et sera le mieux à même d'attirer la majorité du corps électoral ? »

Le dossier européen lui permet de souligner la différence entre l'approche des gaullistes et celle de leurs alliés. Il refuse la conception de l'Europe de Jean Monnet et de M. Jacques Delors. Il déclare : « Allons-nous laisser à François Mitterrand le monopole de la lucidité, nous contentant de brocarder la perspective de coopération, dont je rappelle qu'elle est très exactement la traduction gaulliste de l'Europe des nations, et que le premier à avoir employé le terme n'est autre que le président Pompidou ? »

Pour gagner les prochaines élections, M. Pasqua explique qu'il faut « rompre avec le ronron d'une classe politique livrée à elle-même, à ses calculs et à ses combinaisons pour retrouver le contact direct avec les Français. Au lieu de nous réfugier dans le même quartier général, allons sur

le terrain. C'est là que se gagne ou se perd la bataille ». Et comme il conclut en annonçant que « Jacques Chirac sera réélu triomphalement », que la motion Juppé l'exportera, puisque M. Chirac s'est engagé en sa faveur, que « nous resterons ensemble, quoi qu'il arrive », il quitte la tribune sous les ovations.

M. Juppé : « Cessons de dénigrer le Rassemblement »

Son alter-ego, le président du groupe à l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons qui, un temps, n'avait pas paru très éloigné de sa démarche, l'attaque très vivement. Il qualifie de « dérisoire cette lutte fratricide », de « dangereuse et grave car hypocrite et sournoise ».

Etre traité de technocrate horrible M. Alain Juppé. Il a donc voulu parler en militant, prouver qu'il pouvait, lui aussi, faire vibrer une salle. Et il y est parvenu, même s'il a été accueilli par des mouvements divers. Son discours est donc d'abord une longue description du « militant gaulliste : lucide (...) courageux, qui sait choisir. Aujourd'hui c'est, pour beaucoup d'entre nous, devenus des hommes choisis sans ambiguïté, parce qu'un gaulliste ne cherche pas à gagner en jouant sur les deux tableaux ». Le militant est aussi « pugnace ». « Si nous n'étions pas obligés de consacrer autant de temps à régler nos problèmes internes, comme nous pourrions mettre tout notre cœur à combattre les socialistes. Il y aurait tant à faire ».

Cette description permet au passage de donner une leçon aux contestataires, puisqu'il regrette que ceux qui en sont « le plus capable » ne dénoncent pas la politique de sécurité, de la santé, de la justice, de l'éducation, du gouvernement. Il ajoute que « le militant gaulliste a des convictions », il parle de la France, de « l'ambition sociale de général de Gaulle », de « l'esprit d'équipe et de compagnonnage ». Il s'en prend à « l'arbitraire de certaines décisions personnelles ». Et quand il martèle : « Ce Rassemblement, il est beau, il est grand, il est fort. Je vous en

conjure cessons de le dénigrer », il ne peut qu'être applaudi.

Les applaudissements redoublent, bien entendu, pour saluer l'arrivée de M. Chirac à la tribune. Son nom est scandé. Tout au long de sa longue intervention (une heure), il garde un masque grave, déterminé. Ses propos sont sérieux, denses (voir ci-contre). Jamais il ne soulève l'enthousiasme, sauf peut-être lorsqu'il parle de l'immigration.

Tout a été dit. Il ne reste plus aux mandataires qu'à aller voter, avant, ou après, avoir déposé un gigantesque pot-au-feu. Pendant le dépouillement, MM. Roland Nungesser, député du Val-de-Marne, et Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie, essaient, avec l'orchestre de Claude Bolling, de calmer les impatiences. La proclamation des résultats est saluée par des applaudissements mesurés. Mais M. Chirac, pour son discours de clôture, a droit à son triomphe habituel.

Le président réélu remercie les mandataires d'avoir approuvé « la ligne politique qui est la nôtre », il doute pourtant que chacun ait pu choisir « en toute clarté ». Surtout, il redit qu'il ne comprend pas très bien quelles étaient les différences si profondes qui pouvaient exister entre les uns et les autres. « Toutefois il assure qu'il n'y a « ni vainqueur ni vaincu », et qu'il souhaite que ne « persiste la moindre trace d'amertume, de rancune ». Il s'assurera donc que « chacun reste à l'aise et à sa place dans notre Rassemblement ».

Soulement, lorsqu'il annonce : « Dès ce soir, je nommerai dans les fonctions de secrétaire général notre compagnon Alain Juppé », une guerre des slogans monte du fond de la salle : « Pasqua-Pasqua », « pour Juppé », « pour Juppé ». Celui-ci, explique M. Chirac, « me présentera dès demain une équipe représentative de l'ensemble de notre mouvement ». Puis, samedi prochain, le nouveau conseil national, qui vient d'être élu, se réunira pour élire un bureau politique « représentatif de toutes les sensibilités ».

Comme il se doit les Assises se terminent par une Marseillaise. Delors, la templete a commencé à souffler.

THIERRY BRÉHIER

Dans les couloirs

La marche à suivre

Sur le sol, des auto-collants orange en forme de pied indiquent la bonne marche à suivre : le premier est marqué Pasqua, le second Séguin. Mais le désir de synthèse est là, qui tarabuste les militants RPR, plus habitués aux grand-messes unanimes qu'à la confrontation des courants. Aussi, le nom du maire d'Epinal a-t-il été rayé et remplacé au feu-tré par celui du maire de Paris... Visiblement, les militants RPR souhaitent avoir une peinture Pasqua et une peinture Chirac. Cette militance croisée dans le hall d'exposition affiche la même couleur : son tee-shirt blanc porte le label Pasqua-Séguin, mais il est également corseté d'auto-collants Chirac-Pasqua. Et, comme elle, nombre de militants RPR ne veulent pas croire que le divorce puisse être consommé entre les deux hommes.

« L'apprentissage de la démocratie »

« Il fallait cet électrochoc pour réveiller Chirac. C'était salutaire », explique Valérie, vingt-cinq ans, agent d'assurance. L'alliance Pasqua-Séguin : « Cela n'a rien de choquant, répond Nicolas, 19 ans, étudiant en pharmacie. Cela prouve justement que nous sommes un rassemblement et que tout le monde peut se retrouver malgré les différences. Séguin apporte au mouvement une dimension sociale qu'il faut intégrer ».

Un autre militant, Robert, soixante-cinq ans, retraité, est parti en car de Paimpol à 2 heures pour être au rendez-vous du Bourget. Il attend de Chirac « une réponse énergique aux maigres socialistes : il faut être plus méchant, sinon Le Pen aura la partie belle », dit-il en ajoutant que Philippe Séguin est, selon lui, « trop à gauche pour être au RPR ». Un point de vue que ne partage pas, bien sûr,

M. Etienne Pinte, député des Yvelines et fidèle de M. Philippe Séguin : « Rien ne sera plus comme avant. Nous faisons aujourd'hui l'apprentissage de la démocratie. Il faut que nous devenions adultes politiquement plutôt que de nous résigner à simplement penser comme le chef. » « Il faut que beaucoup de choses changent dans le mouvement, dans nos habitudes, dans nos comportements, et je m'implique personnellement dans cette remise en cause », explique M. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, qui estime que c'est la dernière fois que les militants font ainsi « le don de leur confiance ».

M. Patrick Devédjian, député des Hauts-de-Seine, proche de M. Alain Juppé, reconnaît, quant à lui, que le RPR n'est pas encore rodé aux débats démocratiques internes : « Il y a beaucoup de tension dans la salle, note-t-il. La culture RPR est encore très éloignée de l'expression des courants et de leur diversité ». M. Edouard Balladur, député de Paris, fait le même constat : « L'atmosphère est assez inhabituelle, plutôt tendue. Je suis frappé par l'absence de charité réciproque. La révolution culturelle au sein du RPR semble encore embryonnaire si on en juge par les huées qui ont accueilli l'arrivée de M. Philippe Séguin à la tribune et les sifflets qui ont accompagné le nom de M. Michel Noir cité à plusieurs reprises par M. Alain Carignon ».

M. Charles Pasqua n'a cure. En se dirigeant, en fin de matinée, après son intervention, de la tribune vers la salle des votes, il juge l'assistance « majoritairement favorable » à la ligne qu'il défend avec le député des Vosges : « Pour moi, c'est clair, nous sommes majoritaires chez les militants, mais pour les mandats c'est autre chose... » À l'entrée de la salle de scrutin, les mandataires se pressent, bulier

de vote et carte d'identité à la main.

Luc, vingt-sept ans, employé à Grenoble dans une administration publique, a voté la motion Chirac-Juppé. « J'ai été sensible à l'argumentation de Jacques Toubon : si je vote Pasqua, ce sera sans Chirac, alors qu'en votant Chirac, je garde Pasqua. »

« C'est plus la peine d'être gaulliste »

Idées du duo Pasqua-Séguin ont bien plu - « Elles passent bien auprès de la base » - mais la démarche est jugée par Luc « trop brusque » et trop éloignée des canons habituels du compagnonnage gaulliste. « Maintenant, poursuit-il, il faut faire l'union, même si nous devons continuer à débattre au sein du mouvement. Il faudrait quand même que le RPR soit moins parisien. »

Brigitte, trente-deux ans, professeur dans l'Aude, est d'accord pour une remise en cause du fonctionnement habituel du RPR. Mais elle a voté pour la ligne du secrétaire général, M. Alain Juppé, « car lui, dit-elle, a déposé sa motion dans les règles, contrairement à ce qu'on fait Pasqua et Séguin ». Elle juge M. Alain Juppé « très compétent et très humain ». Mais il lui manque, selon elle, « la mauvaise foi nécessaire » pour parvenir vraiment à percer médiatiquement. A deux pas de la sortie de la salle des scrutins un autre militant bougonne : « Il faut voter maintenant comme au Parti socialiste, pour des chefs de courant. C'est plus la peine d'être gaulliste... »

PIERRE SERVENT

Une bande de chouettes compagnons

Jacques, Alain, Charles, Philippe, Gabriel et Franck forment, chacun le sait, une bande de chouettes copains, pardon compagnons. Les deux premiers sont contestés par les deux suivants et le cinquième dit exactement l'inverse du dernier mais le dicton populaire dit qu'on a bien le droit de laver son linge sale en famille.

En prévision sans doute de la prochaine semaine du blanc comme dirait Gabriel - « Si la France est une terre d'asile, ce n'est pas la destination des pays voisins », a dit M. Kasperowicz sous les applaudissements, avant d'assurer que « les Français ne sont ni racistes ni xénophobes » - le RPR a organisé, dimanche au Bourget, une grande réunion dont le cadre pouvait laisser penser qu'elle était placée sous le haut patronage de la Belle Jardinière ou des Galeries Lafayette.

Tout au long de la journée, les orateurs ont été entourés d'une quinzaine de militants parfaitement immobiles conservant imperturbablement le petit doigt sur la couture du pantalon, de la jupe et du bleu de travail. Des militants comme les aiment les secrétaires généraux. Et pour cause. Il s'agissait de mannequiner tout droit sortis des grands magasins !

Chouettes copains, il faut le dire vite pour Michel. On se prend parfois à se demander ce que M. Noir fait au RPR. Ou qu'il passe, il est accueilli par une bordée de sifflets et de quolibets. Vaut-il s'asseoir parmi les officiels, il ne se trouve personne d'un peu moins officiel - il y en avait quelques-uns - pour lui céder un siège. Les militants ne sont guère plus chauds pour décerner le prix de camaraderie à Alain (Carignon). Quand M. Loyat demande d'applaudir le maire de Grenoble, le public gronde et vocifère pendant un bon moment.

En revanche, ce même public obéit comme un seul homme aux injonctions de Lucette. Quel talent ! Hors d'effe, au bord de

l'apoplexie, M. Michaux-Chevry, l'ancien secrétaire d'Etat à la phonophonie, hurle à la salle de se mettre « debout pour Jacques Chirac » et la salle, d'abord incrédule, puis sentant qu'il vaut mieux obtempérer pour éviter d'entendre sauter la sono, s'exécute.

Une voix « crac-crac »

« Le militant du RPR est lucide, pugnace, courageux etc. », a dit Alain avec une certaine banalité. M. Juppé aurait pu ajouter, mais évidemment c'était difficile vu les circonstances, que le militant du RPR adore « Chirac ». Il ne faut pas dire que c'est une idole, car Philippe se méfie des statues noircies par l'encens, mais « Chirac », c'est la star incontestable du mouvement.

Quand il a fait son apparition, une rumeur est montée du fond de la salle et les partisans du président du groupe RPR du Sénat ont agité un petit foulard bleu qui avait été sensiblement distribué à l'entrée de cette convention à l'américaine. « Pasqua ! Pasqua ! », ont scandé les rangs au point de couvrir la voix de l'orateur du moment. Il n'avait pas l'air du tout content, ce pauvre Gabriel. « Je ne peux pas parler, je m'excuse », s'est lamenté M. Kasperowicz. Faites taire la salle !

Les bonnes assises ne pouvant ce concevoir sans cli-vi-do, on y a eu droit. Il était un peu à l'image des mannequins de la Belle Jardinière. Vieillot, pour être aimable. Genre actualités de la Gaumont des années 50. Le commentateur, comble de l'ironie, avait une voix « crac-crac ». A cet égard, crac, il ne manquait plus que Jean Mineur publiciste, Balzac 00 01, dont Pierre Dac disait qu'avec un numéro pareil, il avait failli ne pas avoir le téléphone. Au RPR, le satellite n'aurait-il pas encore remplacé la TSF ?

OLIVIER BIFFAUD

M. Chirac : « Entre vous et moi une question de confiance »

Dans son intervention principale, M. Chirac souligne pour commencer que le gaullisme est « un mouvement de cœur », et se félicite des transformations de l'Europe de l'Est et de la libération de Nelson Mandela en disant : « Je laisse éclater notre joie ». Il rend hommage à l'action de Jean-Paul II qui pourrait partager le titre de l'homme de la décennie avec la Communauté européenne, car celle-ci « a réussi à jouer un rôle essentiel d'attraction et d'exemple », et elle marque une étape vers « l'Europe des pères rassemblés ». Il insiste ensuite sur la nécessité d'une France forte, dont la grandeur viendra « du dynamisme de son économie ». Il affirme qu'il faudrait « poursuivre Juppé par les réformes » qu'il a lancées, alors que le gouvernement reste passif et pour tout dire « médiocre ».

« Le Français qui car elle est dirigée sans ambition et sans volonté. Il faut une fois encore rompre avec le socialisme et renouer avec la liberté ».

Il ajoute : « Il faut éveiller l'urgence de justice, de promotion sociale, d'égalité des chances, mobiliser la nation autour d'ambitieux projets de rénovation de l'éducation. Il faut combattre le conservatisme de gauche ou de droite par l'audace de la génération ». Il cite aussi la politique d'immigration et réitère son refus du droit de vote pour les étrangers. M. Chirac reproche également à M. Mitterrand d'avoir « amputé les moyens de notre défense, ce qui est une faute grave ». Parant de « cœur à cœur », il évoque les problèmes internes au RPR : « Les attaques injustes et inutiles n'ont profité qu'à nos adversaires. Il faut aussi : « J'ai décidé de choisir

mes combats et de les gagner. Le rapport qui vous est soumis est le mien. Nous ne serons jamais le parti d'une classe, mais nous devons être ouverts à tous les Français. Il faut prendre en compte la diversité de la famille gaulliste. Nous devons être ouverts parce que nous ne saurions battre les socialistes que dans l'union avec nos partenaires de l'opposition. Depuis des mois que l'opposition cherche son union, elle n'y arrive pas. Elle doit donc s'engager dans un grand effort de renouveau, d'organisation et d'union. Je ferai tout pour qu'elle réussisse ».

M. Chirac annonce qu'il va saisir ses partenaires de son projet de contre-gouvernement et de désignation des candidats d'union. Il ajoute : « Un RPR fort sera une force politique capable de jouer l'union pour gagner et pour battre les socialistes. Voilà la ligne politique que je propose. Les socialistes sont minoritaires et ne gardent le pouvoir que grâce à l'appui du Parti communiste. Ce n'est pas à l'honneur du PS. » Il lance enfin un appel aux délégués du RPR : « J'ai besoin non d'une majorité de renouveau avec l'un ou l'autre, ni chichement mesurée, mais d'une large adhésion. Au moins les deux tiers d'entre vous. On ne peut pas m'être à la présidence et mesurer le soutien au projet que je défends. L'un est lié à l'autre et le sera dans la décision que je prendrai. Entre vous et moi, c'est tout simple, mais c'est l'essentiel : une question de confiance. Seule une légitimité incontestable peut me donner l'autorité de diriger et de gagner ».

Feu orange

par André Passeron

ARITHMÉTIQUEMENT parlant, M. Chirac a obtenu un feu vert des mandataires du RPR pour appliquer sa ligne politique puisque celle-ci a été approuvée par 68,62 % des suffrages exprimés. Mais, politiquement, c'est un feu orange qui clignote désormais devant lui puisqu'il ne franchit que de justesse la barre fatidique des deux tiers qu'il avait lui-même fixée et que ses contestataires froient le seul critique qui aurait entraîné sa démission.

Formellement, M. Alain Juppé peut s'affirmer « heureux », considère qu'il n'a « pas été déçu », et se compare avantageusement aux secrétaires généraux des autres partis politiques, comme il l'a dit au « Club de la presse » d'Europe 1. Mais, fondamentalement, M. Chirac, prenant la parole après cette victoire par M. Michel Noir, dont le nom a été abondamment sifflé, tandis que M. Alain Carignon prenait quelque distance à son égard.

L'autorité écornée de M. Chirac le préservera désormais moins bien des concurrences multiples qui animent la droite, et qui viennent de M. Noir, de M. Giscard d'Estaing et de l'UDF, des centristes ainsi que de M. Le Pen.

Ces assises ont ainsi mis en lumière l'existence, au sein du RPR, d'une forte minorité qui se sent encouragée à s'organiser pour progresser. L'aile droite du mouvement s'étend tandis que son aile gauche s'atrophie. Le concept de rassemblement et celui d'union de l'opposition, que souhaite M. Chirac, sont-ils maintenant compatibles avec une majorité de militants qui aspirent à retrouver la splendeur isolément d'un gaullisme pur et dur, envisagé comme une base de repli en vue d'une reconquête mythique ? Le RPR s'est ainsi replié sur lui-même au moment où l'électorat de l'opposition aspire à l'ouverture et à l'union. « Une étape est franchie », a déclaré en conclusion M. Chirac, voulant peut-être dire par là que le RPR, treize ans après sa fondation, se banalisait dans le concert des partis.

Et, pourtant, M. Pasqua n'a pas cherché à pousser son avantage. M. Chirac également a préféré prononcer un discours qui pouvait être celui d'un présidentiable, d'un leader de l'opposition et d'un chef

L'ANNÉE
DE TOUS LES
BOULEVERSEMENTS

une coédition
Le Monde et RFO

EN VENTE EN LIBRAIRIE

260 p.
25 50 F

Éditions du Monde
dans le Monde
L'Année (RFO)
L'Année (Le Monde)

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989



Vent d'Est

Poussés par le vent d'Est qui a brisé le mur de Berlin, les dirigeants des pays socialistes découvrent les vertus de l'économie de marché.

Une victoire du libéralisme qui ne doit pas occulter les difficultés des pays du tiers-monde, les menaces de reprise de l'inflation et la persistance du déséquilibre des échanges internationaux.

Le Bilan économique et social – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques dans leur contexte social et politique.

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

..... PAYS :

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. x 52 F (port inclus) = F

DOM-TOM et ETRANGER

Nombre d'ex. x 57 F (port inclus) = F

Commande et règlement à retourner à : LE MONDE
Service Vente au numéro, 7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09. FRANCE

AU SOMMAIRE

● L'ÉTAT DE LA FRANCE :

Une année de croissance qui a favorisé les investissements à l'étranger, l'endettement des ménages, le développement de nouvelles formes d'emploi, dans un climat de modération des prix et avec un commerce extérieur toujours déficitaire.

● L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL :

Soutenue par les investissements et les échanges, l'économie mondiale a connu sa septième année consécutive de croissance. Le Bilan économique et social passe en revue, chiffres à l'appui, toutes les composantes de la vie économique, sociale et financière.

● DOSSIER SPÉCIAL : LE COMMERCE INTERNATIONAL :

Un dossier consacré à 25 ans de commerce international, de 1963 à 1988. Avec le portrait des grands acteurs, la montée en puissance de l'Asie, les flux d'échanges entre les grandes zones géographiques. Nombreux graphiques et cartes en couleurs.

● CENT CINQUANTE PAYS A LA LOUPE :

Les correspondants du Monde retracent, pays par pays, les faits marquants de l'année écoulée.

مكتبة المرحوم

Un entret
IDENI
VOS
Mardi
4.17 cont
MARDI 13 - 22H0
REPRENDRE VERT
CHARLES PASQU

1501

POLITIQUE

Un entretien avec le président du MRG

« La création d'un pôle non socialiste dans la majorité est nécessaire pour les élections législatives de 1993 » nous déclare M. Zuccarelli

M. Emile Zuccarelli, président du Mouvement des radicaux de gauche, a rencontré M. François Mitterrand, vendredi matin 9 février. Il lui a fait part de sa volonté de participer à la constitution d'un pôle non socialiste au sein de la majorité présidentielle. La première étape d'organisation de ce rassemblement sera constituée, mardi 20 février, par la signature d'un accord entre le MRG et l'Association des démocrates, que préside M. Michel Durafour.

« Quand, comment et pourquoi un rapprochement entre le Mouvement des radicaux de gauche et l'Association des démocrates ? »

« C'est, dans la majorité présidentielle et en dehors du PS, les deux forces les plus importantes et les plus structurées. A partir du moment où s'impose la nécessité de donner un deuxième pôle à cette majorité, afin qu'elle reste majoritaire dans le pays, la

constitution de ce deuxième pôle commence logiquement par un accord entre nos deux formations. Je soumettrai cet accord à la ratification de notre comité directeur le 17 février ; il pourra ainsi être rendu public dans les jours suivants.

« N'est-ce pas un simple rapprochement d'états-majors ? »

« Non. Cela n'aurait pas de sens. Tout ce qui est calcul d'état-major et ambitions partisans a conduit dans le passé au soupçon, à la dérive, en un mot à l'échec. Ce que nous préparons, c'est un vaste rassemblement qui, au-delà du socle MRG-ADD, va réunir tous les courants de la tradition républicaine et de la pensée moderne : radicaux, sociaux-démocrates, écologistes, gaullistes de gauche, démocrates-chrétiens. Ils auront en commun d'adhérer à la majorité présidentielle et d'incarner un projet qui parle aux Français.

« Vous auriez pu, au MRG, poursuivre dans la voie d'un rapprochement avec le Parti radical valoisien ? »

« On est dans ou hors de la majorité. Notre action est clairement située dans la majorité pré-

sidentielle. Elle part d'elle, et elle est destinée à rassembler en son sein. A ce jour, que je sache, les radicaux valoisien se placent dans une opposition affirmée. En revanche, quand Jean-Michel Baylet et Yves Galland débattent publiquement de l'évolution de nos institutions, je m'en félicite pour la démocratie.

« Quel électorat peut être attiré par des ralliements de personnalités à la majorité présidentielle ? »

« Les électeurs ne se rallient pas : ils choisissent ! Nous constatons que les 54 % de Français qui ont adhéré au discours de « la France unie » sont loin de se retrouver lors des élections intermédiaires sur les candidats socialistes. Il y a un écart important de 15 à 25 points. Notre but est d'offrir à ces électeurs un pôle de référence attractif.

« Au PS de s'occuper de la gauche, et à vous de vous occuper de la droite ? »

« Le PS, ce serait « gauche-gauche », et nous, le « gauche-centre » ! A mon avis, c'est une vision trop caricaturale de la majorité. Certes, il est clair que le PS veut occuper le terrain sur sa gauche, notamment vers l'électorat communiste. Quant à nous, nous nous adressons aux électeurs qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle et cherchent une nouvelle façon de faire de la politique.

« Le MRG est-il appelé à se dissoudre dans un ensemble plus vaste ? »

« Certainement pas. Chaque composante doit conserver son identité au sein d'une structure de type confédéral, mais mettre sa personnalité au service d'un dessin plus vaste et d'un enjeu national majeur : permettre la poursuite de la politique de « la France unie ».

« Êtes-vous favorable à la

mise en place d'une structure type « conseil national de la gauche » pour 1993 ? »

« Un tel conseil a déjà existé en 1986. Sa vie a été discrète et son utilité pas très évidente. Nous avons bien dans l'esprit que ce deuxième pôle - à terme - se fédérera avec l'ensemble des forces de la majorité présidentielle et donc avec le PS. Mais ce n'est pas le problème du moment.

« Créer un groupe parlementaire est-il un objectif ? »

« Oui. La volonté, c'est d'avoir des élus à tous les niveaux et donc d'être puissamment représenté au Parlement. Mais ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Un groupe parlementaire ne peut être que l'expression d'une réalité politique. Alors, commençons par créer les conditions de celle-ci.

Rénover la politique

« Envisagez-vous de vous adresser à l'électorat écologiste ? »

« Les Verts voudraient avoir l'exclusivité de la défense de l'environnement. Faut-il rappeler que le MRG a été le premier parti écologiste en France, dès 1978, avec Michel Crépeau et le formidable laboratoire de La Rochelle. Faut-il rappeler tous les combats courageux de Brice Lalonde. Je comprends et partage les préoccupations des électeurs écologistes, mais je suis très réservé sur le « Parti Vert ». Par exemple, son Europe des ethnies et des peuples me paraît très éloignée de nos valeurs républicaines. D'autre part, c'est l'honneur de la politique que de ne pas se réduire à l'appréhension d'un seul problème.

« En quoi ce rassemblement - qui aurait une expression législative et une plate-forme programmatique - se distingue-t-il du PS ? »

« Notre originalité, ce ne sont pas tant les sujets abordés que la façon de les aborder. Notre différence, ce sera notre capacité à rénover les méthodes de l'action politique. Aujourd'hui, que voyons-nous ? Les Français sont de plus en plus coupés d'un monde politique qui leur paraît déconnecté des réalités, victime de l'hypertrophie du pouvoir exécutif, du dogmatisme des appareils, des querelles de personnes. Nous voulons les réconcilier avec la politique, ne pas nier les problèmes mais les aborder de front, être à l'écoute des gens pour apporter des solutions réelles à leurs vraies préoccupations. En somme, retrouver sur le terrain les chemins de la démocratie. Nous voulons tracer un « nouvel horizon politique » où se marient l'ordinateur et la morale, le pragmatisme et le rêve.

« Qui conduira ce rassemblement ? »

« Nous ne recherchons pas un homme providentiel. Nous attendons pas Zorro. Notre démarche est collective. Il y a le MRG et ses ministres, l'ADD de Michel Durafour et les ministres d'ouverture ; il y a Jean-Pierre Soisson et toutes les personnalités éminentes qui vont s'associer à notre projet. C'est l'addition, sans arrière-pensées et sans calculs personnels de toutes ces sensibilités qui créera la dynamique et l'adhésion de nos concitoyens.

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG

BAC 1990

STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION

• nombreuses formules
• BAC FRANÇAIS 1^{er}
• BACS B, C et D :

TERMINALE B

« PILOTE »

• orientée Sciences-Po
• orientée HEC

enseignement privé

23 rue Cortambert

75016 Paris

(t) 45 03 04 66

NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

FRANÇOISE DOLTO



- La cause des enfants
- Tout est langage
- La difficulté de vivre
- Solitude
- Sexualité féminine

Le
LIVRE
de
POCHE

REVENUS 1989
CALCULEZ VOS IMPOTS
avec
Le Monde
sur minitel
36.17 code IMP

AU LENDEMAIN
DES ASSISES DU RPR.

MARDI 13 - 22H05
L'HEURE DE VÉRITÉ
CHARLES PASQUA
2

هكذا عن الأصل

سكرا من الامم

Le Monde

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Mardi 13 février 1990 13

SECTION B

14 Le retour de « Rostko »

15 Le Festival du film de Berlin

16 La mort du Père Chenu

22 Judo : le Tournoi de Paris

La neuvième édition de l'ARCO dans la capitale espagnole

Marché de l'art : euphorie madrilène

MADRID

de notre envoyé spécial

Depuis l'avènement de la démocratie et l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, Madrid est méconnaissable. Ne serait-ce que par la poussée anarchique de ses banlieues et par les embouteillages géants que cette croissance engendre. Mais Madrid, capitale politique et administrative du pays, est en passe de rattraper Barcelone son rang de capitale intellectuelle. La Foire d'art contemporain (ARCO) qui s'y tient pour la neuvième fois (elle s'achève le 13 février) est devenue l'un des rendez-vous internationaux du marché. Le Centre d'art Reina Sofia (CARS), où un musée national d'art contemporain doit se loger dès l'automne, compte rivaliser avec le Centre Pompidou. On expose au Reina Sofia, pour le moment, un des maîtres de la génération d'après-guerre : Antonio Saura. Qui triomphe également dans les stands de l'ARCO.

L'ARCO est une foire, un vrai. A Paris, la FIAC ne se résume pas à un simple remplissage de la galerie sans remords ni ambiguïté. Il ne lui déplaît pas de tourner au musée éphémère et au Salon des antiquaires. Elle prend ses quartiers au Grand Palais, dans un monument historique, à quelques mètres des galeries d'exposition les plus fréquentées de la capitale. On n'a point de ces équivoques à Madrid.

La foire se tient en banlieue, dans une grande carcasse de supermarché avec plantes vertes en pots, escaliers et cafétéria éclairés au néon. Dans ce Géant Casino, 217 stands — on compte de vente — rangés sur trois étages proposent plus de 800 artistes — ou articles — différents.

En proportion, l'importation l'emporte sur le marché intérieur,

puisque 71 fonds de commerce sont espagnols et, donc, 146 étrangers. Parmi ces derniers, 31 galeries allemandes, 20 américaines, sous la houlette du vénérable Leo Castelli, et 18 françaises. L'an dernier, il n'y avait que 17 marchands d'outre-Rhin et 14 d'outre-Atlantique, mais 27 français. La tendance est donc parfaitement claire et la morale explicite : l'ARCO reflète les déséquilibres du marché international.

La logique économique l'emporte sur le voisinage géographique. Encore quelques galeries parisiennes accentuent-elles leur singularité en apportant à Madrid des œuvres du XX^e siècle dit « historique », des dessins de Kubin ou de Gonzalez. Ces pièces, certaines excellentes, que ne surprendraient pas à la FIAC, étonnent ici, ici où l'actuel, l'actuel, la peinture tout juste sèche règnent. ARCO

signifie officiellement Art contemporain : ce n'est ni hasard ni vœu pieu.

Académisme contemporain

Il se peut que ce fétichisme de la jeunesse ait de très légitimes causes sociologiques et historiques. Il se peut qu'il faille des artistes jeunes, si ce n'est adolescents, à des collectionneurs eux-mêmes débutants, riches de fortunes récentes, tout cela dans un pays depuis peu métamorphosé. Mais ce culte à de déplorables conséquences esthétiques, non moins aisément explicables.

La multiplication prodigieuse des artistes et des galeries ibériques en une demi-douzaine d'années s'est faite sur fond de répétition et de pastiche, faute de temps. Quelques artistes espagnols, ceux qui occupaient la scène

depuis les années 60, ont été pris pour modèles par toute une génération avide d'un nouvel espagnolisme. TipiEa, dont le plus petit stand de l'ARCO se doit de posséder une œuvre, ne fût-ce qu'une lithographie, a ainsi engendré, à son insu, on veut l'espérer, une inoubliable postérité.

La moitié au moins des jeunes artistes espagnols exposés cette année relèvent du matérialisme. Ce ne sont que coulees de cire, noirs de fumée, clous, pailles, coudres et ocres répandus sur des formats d'autant plus vastes que l'inspiration est plus déficiente.

L'effet de groupe créé par la foire leur est fatal. Il révèle jusqu'à la caricature l'existence d'un académisme contemporain teinté de nationalisme.

Par comparaison, l'art ironique des disciples internationaux de

Picabia et de Duchamp a plus de séduction. An sérieux composé des « tapisiens », il oppose sa futilité et ses plaisanteries. Mais c'est là cependant un autre académisme, le tendance du moment dans les galeries d'East Village et du Marais, où le contreplaqué, le ripolin et le dessin industriel ont leur heure de gloire. Il a naturellement ses partisans en Espagne, qui répliquent avec infiniment d'ardeur les stéréotypes de David Salle, quand ce ne sont pas ceux de Magritte. Rien de neuf de ce côté-là. Ces adolescents distraient un moment. Mais pas bien longtemps.

Reste la question financière. Si l'on en juge d'après les pastilles rouges collées sur cadres et les socles, le marché madrilène est euphorique. Et si l'on en juge par les prix, il est tout aussi fou que les autres.

PHILIPPE DAGEN

► ARCO, avenida de Portugal, Madrid, jusqu'au 13 février.

La rénovation du Reina Sofia

Le musée qui manquait

L'équivalent du Centre Pompidou existe à Madrid. C'est le Centre d'art Reina Sofia (CARS). Mais ici pas de tubulures, pas de verre, pas de polychromie. Les murs ont 2 mètres d'épaisseur et la façade austère est en grès. L'art contemporain loge dans un hôpital du dix-huitième siècle, en fonction jusqu'en 1950. Ce quadrilatère minéral, régulièrement percé de fenêtres, œuvre d'un Italien, Sabatini, a été surélevé vers 1900. Il s'ouvre sur un patio planté d'arbres. L'entrée donne sur une rue en pente, la calle Isabel, qui aboutit à l'ancienne gare d'Atocha. Celle-ci, désaffectée, pourrait bien finir ses jours dans le peau d'un musée, comme Orsay.

Le Prado comme la Ville Harmonie, qui abrite la collection Thyssen, sont à quelques centaines de mètres. Une première restauration a été entreprise en 1981. Cinq ans plus tard, l'architecte Fernandez Alba aménageait le rez-de-chaussée et les sous-sols de l'édifice pour l'accueil des expositions temporaires. Les emplacements de salles, énormes, voûtées, acrotylées badigeonnées de blanc, pouvaient recevoir les œuvres les plus imposantes. Les pièces colossales de Don Judd, Bruce Naumann ou Richard Long de la collection Panza semblaient même un peu perdues dans ces espaces immuables. C'est là que se tient aujourd'hui la rétrospective Antonio Saura (lire ci-contre).

Mais ces aménagements n'étaient que des hors-d'œuvre. Les véritables travaux sont en cours. Il s'agit d'achever la transformation du bâtiment et d'y installer le musée d'art moderne digne de ce nom. En 1988, le gouvernement espagnol a créé les structures d'un établissement public, calquées sur celle du Prado. En 1989, son budget était de 2.300 milliards de pesetas (135 millions de francs) sans compter les travaux, estimés à 8.500 milliards de pesetas (soit 500 millions de francs), ni le budget d'acquisition, qui dépend d'un fonds spécial et qui, pour 1989, s'élevait à 1,2 milliard de pesetas (70 millions de francs).

Est-il possible aujourd'hui de créer un musée d'art moderne en partant d'un noyau modeste ? Pour Tomas Llorens, professeur et critique d'art de cinquante-deux ans, directeur du Reina Sofia, la réponse est positive, sans l'ombre d'un doute. « L'histoire de l'art du vingtième siècle n'a toujours pas fait l'objet d'un discours conceptuel. La constitution d'une telle collection va nous permettre de réviser cette histoire. Traditionnellement, l'accent a toujours porté sur les prémices des grands mouvements, comme le cubisme. On néglige trop souvent les années qui ont suivi. L'entre-deux-

guerre, par exemple. A partir de 1945, on ne peut faire abstraction d'une vision nationaliste — américaine — qui encombre un peu l'histoire de l'art. Une histoire que certains voudraient pouvoir classer commodément, par tranches qui se succèdent, chaque époque en commandant une autre. Pourtant il y a toujours eu des gens indécidables à toutes les époques, que ce soit le Picasso de la période Dora Maar, Giacometti ou Dubuffet. La structure de nos collections proposera donc une vision nouvelle du vingtième siècle.

Des œuvres encore abordables

« La constitution d'une telle collection prend du temps, deux à trois décennies. De l'argent aussi, compte tenu de la flambée du marché de l'art. Mais nous avons mis sur pied un certain nombre de mécanismes maintenant bien connus — donations, décrets, dépôts (nous avons ainsi reçu les donations Miro et Dalí). Et il y a, en cherchant bien, des prix abordables pour des œuvres de qualité. Pour nous, ce n'est pas le nombre des œuvres, mais les œuvres-clés. »

Parmi elles le fameux Guernica, de Picasso, actuellement mal présenté dans une annexe du Prado, et qui devrait être l'un des morceaux de bravoure du futur musée. Son « déplacement » est en cours de négociation.

Ces collections permanentes seront installées au deuxième niveau sur 6 000 mètres carrés. Le troisième abritera une bibliothèque de 35 000 volumes. On retrouvera au dernier étage des espaces mobiles pour les expositions temporaires. L'ensemble couvrira 85 000 mètres carrés, réserves comprises. L'obstacle principal, la communication, sera surmonté grâce à la création de deux ascenseurs extérieurs logés dans des tours de verre, qui déboucheront sur la calle Santa Isabel, entièrement réaménagée. Le musée devrait ouvrir dès l'automne 1990. Mais ce centre — comme le Centre Pompidou, dans les années 70 — ne se veut pas seulement un musée, mais « le moteur et l'animateur de la culture espagnole ». Une ambition que nous avons fortamment révisée à la baisse.

EMMANUEL DE ROUX

Antonio Saura, les ambiguïtés de la filiation

MADRID

de notre envoyé spécial

Antonio Saura expose soixante-dix tableaux exécutés entre 1965 et 1985. Mais c'est moins, en dépit des apparences, une rétrospective autobiographique qu'un pèlerinage aux sources ou une profession de foi que cette exposition. Il n'y a en effet que deux ou trois cents mètres du Centre Reina Sofia au musée du Prado, où se tient le Christ de Velasquez, les Goya de la Quinta del Sordo et Guernica.

Or, ce serait peu dire que Saura est l'héritier des trois-là. Un héritier, d'ordinaire, fait de l'ingratitude un devoir, de la dissimulation la plus urgente des précautions. Saura, à l'inverse, cultive la mémoire de sa dette. Il en a fait une obsession et, soit délibérément, soit qu'il ne puisse faire autrement, ne cesse d'y repenser, d'y revenir, de la peindre encore et encore.

Chaque toile a valeur de manifeste espagnol, et, au cas où les choses ne seraient pas assez claires, Saura a écrit pour le catalogue une préface singulière, où il donne ses références et avoue la généalogie de ses œuvres. Ses *Crucifixions* violemment sanguinaires ? Des réponses à Velasquez, à Grünewald et à Goya. Ses *Femmes dans un fauteuil* ? Voyez Picasso vers 1930. Ses *Nus* ? Reportez-vous à Rembrandt, à Goya et à Picasso à nouveau.

Ses portraits ? Goya et Picasso naturellement, la duchesse d'Albe, Dora Maar, c'est évident. Le style, la gestualité énergique des traits blancs, bruns et noirs qui s'entre-croisent sur fond gris cendre ou noir tombent ? Le Prado, encore, la Maison du Sourd encore, Guernica encore. Les titres des œuvres sont du reste parfaitement explicites : *Portrait imaginaire de Goya* et *Chien de Goya*.

Griffures abstraites

Tout serait simple, peut-être trop simple, si la citation, à force d'être mise en scène, proclamée, déclarée même, ne finissait par devenir étrangement équivoque. Et si elle n'était tant montrée que pour tromper ? La peinture de Saura a une histoire et même une géographie, soit. (Laquelle n'en a pas autant, qu'elle le confesse ou non, qu'elle se prétende ou non naïve et neuve ?) Elle n'en fait pas mystère, à la différence d'autres, moins courageuses. Mais l'aveu n'est pas d'une faute, car le savoir n'est pas un mal quand il trouve à s'employer. Goya et Picasso peuvent servir, si celui qui a l'audace de leur voler leurs pincesaux obéit à une nécessité qui lui est propre et sait que faire de ces instruments sacrés.

La peinture de Saura va le long d'une ligne de séparation, le long d'une arête terriblement étroite. D'un côté, c'est le démarquage, le pastiche, la séduction d'abord,



Antonio Saura

l'ennui à court terme. De l'autre, l'intervention d'images qui heurtent, le dépit pour commencer, plus tard l'attention. Or toute peinture, particulièrement en ce siècle, connaît le même risque.

Il y a eu depuis le cubisme trop de « retours » à ceci, à cela, au classique ou au primitif, à un musée ou à un autre pour qu'on puisse ignorer la menace : elle est partout et Picasso en a fait l'un de ses sujets, peignant d'après Velasquez et Goya, lui aussi.

Du savoir à l'overdose de mémoire, la distance est faible. Et contre l'imitation, il n'est pas de défense, surtout de défense organisée. C'est seulement affaire d'avoir ou non quelque chose à peindre ou à dire. Saura, par bonheur, a quelque chose à peindre, une répulsion qui l'exaspère, une misanthropie extrêmement désagréable qui le condamne à voir le cadavre que deviendra l'aimante et le crâne que sera le passant. Ses représentations de foules ressemblent essentielle-

ment à ces murs que l'on voit dans les catacombes : ils sont creusés de niches, dans chaque niche il y a une tête de mort aux dents serrées. Cela même, s'il se réveille, se réveille de ces toiles de Goya, de Manet et d'Ensor, il l'a trouvé tout seul.

Graphies nouées et dénouées

Sa manière elle-même, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse dire, n'est pas de convention. Elle a des arabesques, des graphies nouées et dénouées, des griffures abstraites tracées avec le bois de la brosse dans la matière fraîche qui seraient de naissance chinoise, s'il fallait une source. Ou japonaise. Ou américaine, aussi bien du côté de Pollock que de Kline.

On n'en finirait pas de suggérer des généalogies. Elles seraient toutes vraisemblables et toutes insuffisantes. Cette peinture ne les exhibe triomphalement que pour les déjouer plus sûrement. Elle ne prétend donner raison aux historiens que pour mieux les leururrer aussitôt après et leur échapper par une porte dérobée. On comprend qu'ils ne sachent trop que faire d'une telle peinture. C'est bon signe pour elle.

Ph. D.

► Jusqu'au 19 mars.

Le 1^{er} événement vidéo de l'année 1990

FRÉDÉRIC ROSSIF : "J'AI CONÇU CE FILM POUR RÉVEILLER LES MÉMOIRES"

NURENBERG NURENBERG

un film réalisé par F. ROSSIF
texte de P. MEYER - produit par J. FRYDMAN

Une page d'histoire magistralement illustrée par un grand nombre de documents inédits.
Présenté sur A2, de Nuremberg à Nuremberg vient d'obtenir tous les records d'audience et a fait l'unanimité des banques et de la presse.

3 HEURES D'IMAGES FOUDROYANTES

UN VRAI ET UN FAUX DE CHAQUE VIE
disponible dans les vidéo-clubs et les grandes surfaces

LES EDITIONS MONTPARNAISE, 10, Impasse Robiquet, 75006 PARIS

CULTURE

OPÉRA

«Cosi fan tutte»: la scandaleuse liberté

Les femmes ne sont pas seules visées dans le chef-d'œuvre de Mozart et de Da Ponte monté actuellement avec éclat à l'Opéra d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Le livret de Da Ponte pour *Così fan tutte* ne serait pas selon les experts, à l'honneur des dames. On parle qu'elles seront infidèles à leurs amants, et elles le sont. Entre qui, ce pari ? Entre un ami bien intentionné et les amants en question. Qui feignent de partir guerroyer, reviennent habillés en Albanais et entreprennent de « faire tomber » les petites. Elles tombent, en effet. Mais non sans avoir fait doublement usage de leur libre arbitre. En acceptant d'une part d'être séduites dès que leur amoureux officiel a le dos tourné — rude épreuve pour leur honneur comme pour leur vanité. Et en choisissant elles-mêmes, comme au bordel, l'homme qui leur plaît. Cela donne, au second acte de l'opéra de Mozart, l'une des scènes les plus délicieuses, et les plus secrètement scabreuses, que le dix-huitième librettiste ait inventées.

Soustrait le *Leçon des amants*, *Così fan tutte* est donc tout le contraire d'un opéra misogyne. C'est, en revanche, un sommet de cruauté psychologique et, socialement, une bombe. Comme le souligne — côté décors, un peu trop clairement — une production que l'on peut voir actuellement à l'Opéra d'Amsterdam.

Le rideau s'ouvre sur un volcan (joie toute poétique de la campagne italienne) et sur la reconstruction du *Déjeuner sur l'herbe*, de Monet. C'est vouloir suggérer beaucoup de choses à la fois : sur le rôle du plai-

sir et de la nature ; sur la modernité et la désinvolture du sujet brûlant de *Così fan tutte*. Le plateau ne cessera d'ailleurs pas d'être encombré. De feuillages et de meubles de jardin très laids ; d'enfants costumés en Polichinelle de la commedia dell'arte. Une baraque et un dirigeable descendront du ciel, pour accoster sur le toit du pavillon d'été de ces dames, aux dimensions trop exactement calculées sur celles d'une Samartie.

La belle idée du décorateur Rolf Glittenberg (les costumes sont de sa femme, Mariamne), idée qui était d'ailleurs celle de Luc Bondy pour sa mise en scène à la Monnaie, est d'avoir situé toute l'action en plein air, au bord de la mer, entre ciel et eau, par un été chaud. Ainsi, lorsque Fiordiligi clame une dernière fois sa fidélité désespérée (accompagnée d'un cor : Beethoven s'en souviendra dans *Fidèle*), elle se rafraîchit rageusement les pieds dans le plan d'eau qui occupe les deux tiers de la scène. Les vagues qu'elle produit alors se reflètent dans les nuages et semblent ébranler le ciel : parfaite image du «scandale total» que pourrait représenter une société sans culpabilité des femmes. Scandale aussi entier que le défi du librettiste à Dieu. L'acte II de *Così* — son dénouement faussement optimiste excepté — fait ainsi irrésistiblement penser à *Don Giovanni*.

C'est ainsi que, musicalement, dramatiquement, le spectacle d'Amsterdam a toutes les qualités, sauf la légèreté. Harmoncourt dirige avec toute la concentration, la dignité, qu'on lui connaît (non

sans risques : les premiers papistes auraient visiblement besoin de signaux plus clairs pour quelques attaques !). Mais, l'orchestre du Concertgebouw s'est mis une fois pour toutes aux pieds de cet ex-« baroque ». Avec lui, il a enregistré de nombreuses symphonies de Mozart (parues chez Teldec) et joué dans cette même fosse *Don Giovanni* l'an dernier (les Noces sont pour 1993). Avec la Staatskapelle de Dresde, car doté lui aussi de papistes de vents époustouflants, le Concertgebouw est la seule formation européenne capable de maintenir sans peine — et sans ralentir, fait aussi rare qu'inséparable — les tempos d'Harmoncourt. Et joué sur l'air mais dans la lenteur que dans la rapidité.

Le seul vrai duo d'amour

Ouverture méchante, dirigée au fouet. Premier acte essouffé, comme pressé d'arriver à l'essentiel. Et la gravité, l'intensité, soulignent de ce second acte, quand la comédie s'entrouvre sur la scène. Ah ! ces immenses silences entre les répliques d'*Il cor vi dono*, seul vrai duo d'amour de tout l'opéra : les silences, les synopses et les contretemps sont ce qu'un chef d'orchestre peut faire de plus beau dans Mozart. Venu de la musique ancienne et baroque, Harmoncourt le sait, qui peut transformer le dessein rythmique le plus trivial (la première double croche accentuée du trio *Suave sia el vento*) en sublime métaphore atmosphérique et picturale.

Mettre en scène venu de Hambourg et formé à Shakespeare, à Brecht, comme aux spectacles expérimentaux, Jürgen Flimm est avant tout un directeur d'acteurs. Il a obtenu de ses jeunes chanteurs qu'un geste inattendu ou audacieux soit toujours naturel et concret. Il a fait boire du champagne à Dorabella, Carmen avant l'heure ; joué avec l'humour de Despina, aussi libre de son corps et de sa voix qu'une artiste de music-hall ; obtenu de la discrète Fiordiligi des abaissements et des langoures de grande amoureux ; transformé en Méphisto le cynique Don Alfonso — des étincelles lui sortent des doigts. Et joué sur l'air mais de ses héros costumés en Albanais.

Après avoir découvert, autour d'Harmoncourt, Charlotte Margiono (soprano, hollandaise), Iris Vermillion (mezzo allemande), Gilles Cochemelle (baryton suisse) et Laurence Dale (ténor anglais) dans des rôles qu'ils assument tous, sans erreur, pour la première fois, on peut réécouter et ne pas toujours préférer, autour de Karajan, Schwarzkopf, Merriam, Simonau et Panerai (1). D'autant que chez Harmoncourt, les récitatifs (accompagnés au clavier et au violoncelle) ne sont pas coupés.

ANNE REY

(1) Trois disques compacts économiques EMI-VSN.

Prochaines représentations à l'Opéra d'Amsterdam : les 14 et 16, à 19 h 30 ; le 18, à 13 h 30. Tél. : 19/31 20 551 89 22.

Le retour de « Rostro »

Le violoncelliste a retrouvé Moscou après seize ans d'exil

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Metislav Rostropovitch et sa femme Galina Vichnevskaia sont arrivés dimanche 11 février à Moscou. Le célèbre violoncelliste, à la tête de l'Orchestre de Washington, entamera, mardi, une série de quatre concerts dans la capitale soviétique et à Leningrad.

Un bouquet de roses à la main, Léo, cinquante-six ans, tentait de se faire une petite place au fond du salon d'honneur de l'aéroport. Lorsqu'il est parti, en 1974, Stiva lui a écrit : « Ce n'est pas seulement un élève que j'ai quitté mais aussi un ami ». Léo n'a pas oublié... Ce dimanche, les écoliers qu'il a connus comme lui à entendre le « maître » — et au pied de l'avion, les deux ministres soviétiques et français de la culture, MM. Nikolai Goubaenko et Jack Lang, — tous de vieux amis munis de bouquets. Et dans une belle cotte, le lui ont

fait un accueil aussi triomphal que bref : « Rostro » s'est immédiatement enroulé dans une ZIL, direction... le cimetière de Novodievitchi, et plus exactement la tombe de Chostakovitch.

« C'est le plus beau jour de ma vie », répétait-il ensuite à l'envi, distribuant moult accolades lors de la réception qu'il offrait — à l'hôtel du comité central du parti, mais sans officiels — à ses amis venus l'accueillir : MM. Antoine Filiboud, Jérôme Seydoux, Daniel Carasso, le lutier Étienne Vassiot...

Il avait toujours dit, un jour il reviendrait. Lorsqu'il aurait pardonné à ceux qui l'avaient contraint à l'exil pour avoir « protégé » Alexandre Soljenitsyne — puis déchu de la citoyenneté soviétique. Sa citoyenneté, il l'a retrouvée il y a un an. Quant au pardon... « Je ne peux, dit-il, en vouloir à ceux qui essaient de construire du nouveau ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

DISQUES

W.F. Bach

précurseur méconnu

Wilhelm Friedmann Bach : œuvres pour clavier par Christophe Rousset (clavier) ; DC/Harmonia Mundi HMC 901305.

La musique pour clavier de Wilhelm Friedmann Bach semble sans cesse s'échapper de son cadre formel. Ses harmonies imprévues et savoureuses, ses arrets subtils, sa grande expressivité toujours marquée par une mélancolie sous-jacente (même dans les mouvements de grande virtuosité, cette musique n'est jamais triomphante comme peut l'être celle du finale du *Concerto italien* de certaines touches de Jean-Sébastien Bach, son père) n'ont guère d'équivalents au milieu du dix-huitième siècle, et il faudrait attendre les plus grandes sonates pour piano de Haydn pour retrouver une telle capacité d'invention dans l'écriture pour clavier.

Christophe Rousset n'est pas un inconnu, qui a déjà derrière lui un beau parcours. En 1983, il a reçu le premier prix du concours de clavier de Bruges, qui n'avait pas été décerné depuis... douze ans ! Il a enregistré avec William Christie (c'est lui qui réalise le continuum d'Ary) et plusieurs disques en solo pour Harmonia Mundi EMI.

Sur une copie d'un clavier de Michael Mietke (1710) réalisée par l'atelier de Reinhardt von Nagel (un instrument d'une richesse harmonique que n'atteindra jamais un piano, fût-il le meilleur du monde), Christophe Rousset joue avec autorité sans pour autant se laisser aller au moindre dogmatisme, sa fantaisie n'a d'égal que sa virtuosité et son toucher qu'un charme qui fait espérer une suite à ce coup de maître.

A. Lo.

La chute d'Indochine

Indochine : le Boiser Disque, CD, cassette Aricle/BMG

Pendant qu'Indochine avait le dos tourné, le rock français s'est découvert de nouvelles prétentions, de nouveaux horizons. Les premières de carrière internationale de quelques groupes font qu'un Indochine ne plus se contenter d'être l'écho français des groupes anglosaxons de pop dansante, mais d'aller les narguer sur leur terrain. Personne n'a donc lésiné sur les moyens, les efforts : la production spectaculaire de Philippe Eidel, les recherches instrumentales — des guitares minimalistes du Boiser à l'intro persane de *Moré* — tout respire l'amour du travail bien fait. Mais ces trucs, ces trouvailles souvent fûtées, ne sont que cache-

mière pour textes maladroits et mélodies pauvrières. Il faut sans doute une part de masochisme à Nicola Sirikis pour écrire des textes qu'il est incapable de chanter, paralysé par cette voix monotone qui égrène tout sur son passage, émotions, textures sonores, patience de l'auditeur.

On attendra avec attention, le sort que le public fera aux idoles d'hier. Si le rock français est arrivé à la maturité à laquelle il prétend, le temps des traitements de faveur devrait être révoqué et Indochine ne plus peser lourd face aux originaux. *Duran Duran* ou *Depeche Mode*.

T. S.

La jeune fille

et son second disque

Tanita Tikaram : The Sweet Keeper Disque, cassette, CD WEA

Il planait sur Tanita Tikaram un soupçon pernicieux. Son très jeune âge (dix-sept ans au premier Disque d'or), son ignorance superbe des goûts musicaux de sa génération (Madonna ? Connais pas), sa bonne éducation même l'exposaient à tous les sarcasmes. On la voyait en Minou Drouot du rock'n'roll, en première du concours général, section folk.

Un bon point déjà, pour n'avoir pas trahi à faire ce second album, qui sort après le premier. Tanita Tikaram, même tête de gamine butée, mêmes prétentions littéraires, finit sa croissance en public. *The Sweet Keeper* ressemble donc à *Ancient Heart*, il n'est pas question de redéfinition d'image, de repositionnement (décidément cette jeune fille est sympathique), simplement de dégrader l'image adolescente des textes, de mettre un peu plus en évidence leur part de culture, leur violence. Marque à l'album un titre aussi évident que *Twist in my Sobriety*, un peu de souplesse aussi dans la voix, dans les émotions. La sophistication des arrangements ne compense pas toujours cette raideur de toute façon assez étonnante.

T. S.

MUSIQUES

La voix des prophètes

Musique et discours forts, la « Messe pour un homme nouveau », d'Eveline Andreani, est une procession d'une grande intensité

Vingt et une villes de la couronne parisienne, surtout du Val-de-Marne où il est né, avec quelques incursions dans les autres départements, participent pendant un mois à *Futurs/Musiques*, un festival qui fonctionne pour la cinquième fois, grâce à l'enthousiasme de Michel Thion et de son équipe.

Il présentait vendredi 9 février une création, la *Missa para el hombre nuevo* (Messe pour un homme nouveau) d'Eveline Andreani, à l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry (1). Curieuse et étonnante église, curie, à trois nefs irrégulières, qui mélange aux styles depuis le treizième siècle et dont on sent qu'elle a essuyé les guerres et les démolitions. Un lieu en accord avec une œuvre qui bouleverse les temps et les lieux.

Cette Messe en latin et en espagnol mêle le langage de l'Évangile, les chants de la liturgie et les voix des prophètes de l'Amérique latine qui défendent l'homme opprimé, le pauvre, le paysan : Pedro Casaldaliga, Ernesto Cardenal, les héritiers de Las Casas. Ils ont écrit pour l'exemple l'« homme nouveau », celui qui « chaque jour enseigne à vivre la réconciliation ».

On pouvait redouter une musique de bons sentiments, mais Eveline Andreani, mère des musiciens de mai 68 à Vincennes puis Saint-Denis, est trempée comme le fer pour les combats. Bien qu'on ne comprenne pas tous les textes en espagnol, on est pris à la gorge par ces discours forts, cette musique

bigarrée, les cortèges de femmes et d'hommes en costumes indiens qui circulent au milieu d'un gigantesque orchestre de percussions en bambous et bois d'ébène, créé par Robert Hébrard, comme les fortifications d'un village gauchiste... Rome marine remplie de coquillages, balafon basse, tambour d'eau qui résonne de grondements terrifiants, beffroi et orgue « à ankungs », lithophone, etc. Formidable artilleur, mais capable des frémissements et murmures les plus doux.

Polyphonie antique

Une heure et demie durant, c'est comme une procession de la semaine sainte ou un chemin de croix : les chanteurs racontent, proclament, prient, contemplant, jouent avec leur corps et leur cœur. La musique d'Eveline Andreani réunit aussi les temps et les genres, mais elle a toujours un parfum intense : le Kyrie fervent, comme accablé par le poids de la terre et du malheur aux percussions ; la Gloria très grave, aux phrases désolées, grondeuses, insiste sur « Nous te bénissons », « Aie pitié de nous », inlassablement répété.

Le Credo est particulièrement frappant, chanté par les hommes en cercle en une polyphonie antique (la voix qui lance l'intonation, les autres qui la prolongent ; voix sans raffinement, saturées) jusqu'à « descendit de coelis » :

c'est le moment essentiel de l'Incarnation où les femmes apportent leur douleur, répètent, comme près d'un berceau : « Il n'est fait homme », tandis qu'une petite soprano apparaît entre les percussions dans la robe bleue de la Vierge. Toute la foule s'étonne et se réjouit.

Mais bientôt : « Pilate le leur donna pour être crucifié » ; drame du Crucifixus, presque en *sprechgesang*, en un mot complexe à plusieurs sujets, très impressionnant. Et ainsi de suite jusqu'à l'*Agnus Dei* où résonne sans fin, à travers le rascasse de la mer, la demande « Donne-nous la paix » de plus en plus forte.

L'Ensemble vocal de l'université de Saint-Denis a superbement chanté et joué cette « œuvre-spectacle » écrasante, ainsi que la Messe (1977) de Manrico Ohana, avec l'Ensemble instrumental *Futurs/Musiques*, sous la direction de Denis Gantebeyrie, qui a façonné depuis trois ans ces groupes déjà très professionnels, consacrés à la musique d'aujourd'hui. Mise en scène simple, schématisée et prenante de Jean-Claude Ramseyer.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Cette Messe, commandée par l'État et subventionnée par le conseil général du Val-de-Marne, sera donnée à Saint-Denis (Église nouvelle, 14 février), Chilly-le-Roi (Théâtre Paul-Éluard, 17), Barcelone (le 24 février) et Ajaccio (le 14 avril).

Le métis bigarré

Claude Nougaro ouvre à l'Olympia une longue tournée

Au début d'une tournée qui va le conduire dans une cinquantaine de villes, Claude Nougaro fait un *périple* de six jours à l'Olympia. « Comme un paysan qui retourne sa vieille cuisine et il s'est présenté il y a un an au Zenith, le « petit taurin » de Toulouse », à présent sexagénaire mais bonifié par les ans, pourvu ce qu'il homme lui-même un « parcours du combattant singulier et solitaire ».

Avec des mouvements impétueux, avec cette rage et cette fureur qu'il répète toujours sur scène après s'être mis en voix à la façon d'un boxeur qui attend le « contre ». Le chemin emprunté par le chanteur est unique pour chanter la vie à un, à voir, pour redonner aux mots (travaillés comme de la glaise) toutes leurs vibrations, pour trouver leurs accords intérieurs, pour les crier, pour les svinguer. L'originalité de Claude Nougaro est exemplaire et c'est sans doute pourquoi son public se renouvelle, se rajoute avec le temps. « Je ne suis pas un valeureux, dit l'auteur de *Nougayork* et *Pacific*, ses deux derniers albums, je ne suis pas un chanteur qui marche à guichet fermé : je roule à tombeau ouvert, avec des changements de route. Et parfois je repars à zéro, comme le faisait Piaf autrefois ».

Moi, je ne suis pas un chanteur qu'on évalue tout de suite à l'argent qu'il peut rapporter, je suis un boulanger qui fabrique du pain et qui, en bon artisan, s'efforce de réintégrer sa noblesse ».

Métis bigarré qui a campé à un carrefour où se croisa Puccini et Ravel, Mireille et Trenet, Armstrong et Glenn Miller, Piaf et Boris Vian, Vinícius de Moraes et Chico Buarque, Claude Nougaro a chanté l'Afrique à l'aube des années 70. C'est-à-dire dix ans avant les autres. A présent, il travaille sur des chansons avec le Zéro Ray Lema. Et, par ailleurs, avec Hugues Le Bars, il imagine un opéra baroque...

CLAUDE FLOUTER
Olympia, du 13 au 16 février, 20 h 30.

créteil Maison des Arts

EDI 17 FÉVRIER

BRIANNICUS

JEAN-PIERRE RACINE

MARCEL DELVAL

14 MARS

Retour en France de

ANDRÉ KEMP

avec Lewis Carroll

49 80 12 34

DERNIÈRES

AUX BOUFFES DU NORD

KIKI

de KIKI

Michel Raskine

17 FÉVRIER

18 FÉVRIER

19 FÉVRIER

20 FÉVRIER

21 FÉVRIER

22 FÉVRIER

23 FÉVRIER

24 FÉVRIER

25 FÉVRIER

26 FÉVRIER

27 FÉVRIER

28 FÉVRIER

29 FÉVRIER

30 FÉVRIER

1 MARS

2 MARS

3 MARS

4 MARS

5 MARS

6 MARS

7 MARS

8 MARS

9 MARS

10 MARS

11 MARS

12 MARS

13 MARS

14 MARS

15 MARS

16 MARS

17 MARS

18 MARS

19 MARS

20 MARS

21 MARS

22 MARS

23 MARS

24 MARS

25 MARS

26 MARS

27 MARS

28 MARS

29 MARS

30 MARS

1 AVRIL

2 AVRIL

3 AVRIL

4 AVRIL

5 AVRIL

6 AVRIL

7 AVRIL

8 AVRIL

9 AVRIL

10 AVRIL

11 AVRIL

12 AVRIL

13 AVRIL

14 AVRIL

15 AVRIL

16 AVRIL

17 AVRIL

18 AVRIL

19 AVRIL

20 AVRIL

21 AVRIL

22 AVRIL

23 AVRIL

24 AVRIL

25 AVRIL

26 AVRIL

27 AVRIL

28 AVRIL

29 AVRIL

30 AVRIL

1 MAI

2 MAI

3 MAI

4 MAI

5 MAI

6 MAI

7 MAI

8 MAI

9 MAI

10 MAI

11 MAI

12 MAI

13 MAI

14 MAI

15 MAI

16 MAI

17 MAI

18 MAI

19 MAI

20 MAI

21 MAI

22 MAI

23 MAI

24 MAI

25 MAI

26 MAI

27 MAI

28 MAI

29 MAI

30 MAI

31 MAI

1 JUIN

2 JUIN

3 JUIN

4 JUIN

5 JUIN

6 JUIN

7 JUIN

8 JUIN

9 JUIN

10 JUIN

11 JUIN

12 JUIN

13 JUIN

14 JUIN

15 JUIN

16 JUIN

17 JUIN

18 JUIN

19 JUIN

20 JUIN

21 JUIN

22 JUIN

23 JUIN

24 JUIN

25 JUIN

26 JUIN

27 JUIN

28 JUIN

29 JUIN

30 JUIN

1 JUILLET

2 JUILLET

3 JUILLET

4 JUILLET

5 JUILLET

6 JUILLET

7 JUILLET

8 JUILLET

9 JUILLET

10 JUILLET

11 JUILLET

12 JUILLET

13 JUILLET

14 JUILLET

15 JUILLET

16 JUILLET

17 JUILLET

18 JUILLET

19 JUILLET

20 JUILLET

21 JUILLET

22 JUILLET

23 JUILLET

24 JUILLET

25 JUILLET

26 JUILLET

27 JUILLET

28 JUILLET

29 JUILLET

30 JUILLET

31 JUILLET

1 AOÛT

2 AOÛT

3 AOÛT

4 AOÛT

5 AOÛT

6 AOÛT

7 AOÛT

8 AOÛT

9 AOÛT

10 AOÛT

11 AOÛT

12 AOÛT

13 AOÛT

14 AOÛT

15 AOÛT

16 AOÛT

17 AOÛT

18 AOÛT

19 AOÛT

20 AOÛT

21 AOÛT

22 AOÛT

23 AOÛT

24 AOÛT

25 AOÛT

26 AOÛT

27 AOÛT

28 AOÛT

29 AOÛT

30 AOÛT

31 AOÛT

1 SEPTEMBRE

2 SEPTEMBRE

3 SEPTEMBRE

4 SEPTEMBRE

5 SEPTEMBRE

6 SEPTEMBRE

7 SEPTEMBRE

8 SEPTEMBRE

9 SEPTEMBRE

10 SEPTEMBRE

11 SEPTEMBRE

12 SEPTEMBRE

13 SEPTEMBRE

14 SEPTEMBRE

15 SEPTEMBRE

16 SEPTEMBRE

17 SEPTEMBRE

18 SEPTEMBRE

19 SEPTEMBRE

20 SEPTEMBRE

21 SEPTEMBRE

22 SEPTEMBRE

23 SEPTEMBRE

24 SEPTEMBRE

25 SEPTEMBRE

26 SEPTEMBRE

27 SEPTEMBRE

28 SEPTEMBRE

29 SEPTEMBRE

30 SEPTEMBRE

1 OCTOBRE

2 OCTOBRE

3 OCTOBRE

4 OCTOBRE

5 OCTOBRE

6 OCTOBRE

7 OCTOBRE

8 OCTOBRE

9 OCTOBRE

10 OCTOBRE

11 OCTOBRE

12 OCTOBRE

13 OCTOBRE

14 OCTOBRE

15 OCTOBRE

16 OCTOBRE

17 OCTOBRE

18 OCTOBRE

19 OCTOBRE

20 OCTOBRE

21 OCTOBRE

22 OCTOBRE

23 OCTOBRE

24 OCTOBRE

25 OCTOBRE

26 OCTOBRE

27 OCTOBRE

28 OCTOBRE

29 OCTOBRE

30 OCTOBRE

31 OCTOBRE

1 NOVEMBRE

2 NOVEMBRE

3 NOVEMBRE

4 NOVEMBRE

5 NOVEMBRE

6 NOVEMBRE

7 NOVEMBRE

8 NOVEMBRE

9 NOVEMBRE

10 NOVEMBRE

11 NOVEMBRE

12 NOVEMBRE

13 NOVEMBRE

14 NOVEMBRE

15 NOVEMBRE

16 NOVEMBRE

17 NOVEMBRE

18 NOVEMBRE

19 NOVEMBRE

20 NOVEMBRE

21 NOVEMBRE

22 NOVEMBRE

23 NOVEMBRE

24 NOVEMBRE

25 NOVEMBRE

26 NOVEMBRE

27 NOVEMBRE

28 NOVEMBRE

29 NOVEMBRE

30 NOVEMBRE

1 DÉCEMBRE

2 DÉCEMBRE

3 DÉCEMBRE

4 DÉCEMBRE

5 DÉCEMBRE

6 DÉCEMBRE

7 DÉCEMBRE

8 DÉCEMBRE

9 DÉCEMBRE

10 DÉCEMBRE

11 DÉCEMBRE

12 DÉCEMBRE

13 DÉCEMBRE

14 DÉCEMBRE

15 DÉCEMBRE

16 DÉCEMBRE

17 DÉCEMBRE

18 DÉCEMBRE

19 DÉCEMBRE

20 DÉCEMBRE

21 DÉCEMBRE

22 DÉCEMBRE

23 DÉCEMBRE

24 DÉCEMBRE

25 DÉCEMBRE

26 DÉCEMBRE

27 DÉCEMBRE

28 DÉCEMBRE

29 DÉCEMBRE

30 DÉCEMBRE

31 DÉCEMBRE

CHANSON

18 H 30

DU 14 AU 17 FÉVRIER

JACQUES HAUGONÉ

PRX. 60 F

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

MANOS HADJIDAKIS

en concert exceptionnel

avec

MARIA FARANDOURI

ELIAS LIOUNGOS

NENA VENETSANO

24 FÉVRIER • 20 H 30

SALLE PLEYEL

LOCATION: 45 63 88 73

3 FNAC

VIRGIN MEGASTORE

150

سكرا من الارض

CULTURE

CINÉMA

Festival de Berlin : intolérance

Il a fallu attendre le troisième jour du festival pour voir ce que l'on attendait : un film de la RDA

BERLIN

de notre envoyée spéciale

La RDA a envoyé au Festival de Berlin un film au titre anglais *Coming out* avec un dossier de presse rose, car il s'agit - c'est une première là-bas - d'une affaire d'amour entre hommes, et non pas, le metteur en scène Heiner Carow y tient, de l'homosexualité. Il veut dire que l'amour est la grande affaire des individus, quels que soient leur sexe, leurs penchants. Il construit un bon mûle sentimental : un jeune professeur rencontre par hasard une fille qui l'aime depuis longtemps. Puis un garçon qui lui rappelle des films de jeunesse soigneusement réprimés. L'histoire se raconte au passé, on sait tout de suite qu'elle se termine mal.

L'intérêt ne réside évidemment pas dans l'intrigue, mais dans la description d'une vie tristement paisible, terne, quasi victorieuse. Tout est possible, à condition de ne pas troubler en quoi que ce soit l'ordre apparent. On connaît les coins - d'ailleurs Heiner Carow a tourné ses films - où travaillent les prostituées, les clubs gay où se donnent des fêtes carnavalesques -

masques durs, autodérision, goût cruelle. Tout va bien tant que tout reste à l'intérieur de ce ghetto aux frontières invisibles. Mais *« Après les nuits, ils ont remis les choses en place, ils ont seulement oublié les péchés »* dit en substance un vieil alcoolique, et le barman prévient : *« Ici, personne ne sait qui est qui. Chacun est seul et a peur »*.

Coming out dénonce l'intolérance, ainsi que le film (américain et californien) de Schmidt *The Handmaid's Tale* d'après le roman de la Canadienne Margaret Atwood, vision étouffante d'un « meilleur des mondes » où la plupart des femmes étant devenues stériles (pour cause de pollution atomique), celles qui peuvent encore porter un enfant sont embrigadées. Un vrai cauchemar, des méthodes qui feraient pâlir de jalousie Huxley ou les moines pur et dur. Cela pour dénoncer le retour du puritanisme aux États-Unis. Comme si l'urgence était là, comme si l'Amérique était si étonnante, ailleurs. On se demande ce qu'il est advenu du scénario de Pinter. On se demande à quel point Pinter a travaillé à la conférence de presse, quand on lui a posé une question sur Salman Rushdie dont il a récemment une déclaration,



Armin Mueller-Stahl dans « Music Box »

un bon acteur, pas pour un bon nazi. Armin Mueller-Stahl vient de la RDA, qu'il a quittée il y a près de vingt ans, pour travailler à l'Ouest - notamment avec Fassbinder dans *Lola*, *Veronika Voss*, avec Patrice Chéreau dans *L'Homme blessé*, ou Szabo dans *Colonel Redl*. Il avait huit ans à la déclaration de guerre, et son personnage de *Music Box* lui tient à cœur : *« Reconnaître ses responsabilités est essentiel. La RDA a enfin reconnu celles de l'Allemagne tout entière, donc la sienne, dans l'extermination des juifs. Ce n'est certainement pas pure stratégie de politique étrangère. C'est sincère »*.

Vous savez, Ceausescu a été un personnage shakespearien, alors que Honecker était juste un héros de nouvelle, à présent, il a en somme grandi : il est allé en prison, et lui qui est aisé, est placé sous la protection de l'Eglise. Il est sûrement intègre, mais coupable. A cause de sa politique, la RDA s'est dépeuplée, c'est grave. Pour moi, je reviendrai peut-être si on me propose des films intéressants. J'ai fait partie de l'opposition, et j'ai dû m'en aller pour ne pas disparaître de scène. Beaucoup d'écrivains sont partis. D'autres sont restés, mais ont été censurés, publiés en RFA, et ont gagné des devises. Je ne peux pas préjuger de ce qu'ils vont faire. Les habitudes ont changé. Les spectateurs ne viennent plus au théâtre ou au cinéma pour lire entre les lignes, ils ne veulent plus de métaphores, mais un langage clair. Seulement, on n'a pas une vue claire de la situation.

De toute façon, nous allons irrémédiablement vers la réunification. Je regarde ce développement avec des sentiments mitigés. A cause de mon histoire personnelle. J'étais enfant pendant la guerre, je ne me rendais pas compte. Mon père est parti à l'armée. Je lui ai dit au revoir et ne l'ai plus revu. Le dernier jour de la guerre, le 8 mai 1945, il a été abattu. J'étais là, j'attendais mon père. J'ai appris où et comment il est mort il y a seulement quinze ans, par la Croix-Rouge. J'étais donc plus âgé de dix ans qu'il a jamais pu l'être. J'ai rêvé de lui, j'étais devenu son père... Voilà pourquoi j'ai des sentiments très forts à propos de cette époque et des sentiments mitigés à propos de la Grande Allemagne.

ce qui a redéclenché les menaces des intégristes. C'est grave, mais ce n'est pas le moment d'en parler. », s'est-il répondu comme si on n'était pas en train de parler d'intolérance.

M. Honecker héros de nouvelle

Les Américains sont en force à Berlin, avec des comédies triplées - la Guerre des Roses de Danny de Vito - ou les moyennes *Steel Magnolias*, de Herbert Ross. Mais le festival tient aux films à message et avant *Faiseurs d'ombre* de Roland Joffé (le Monde du 8 février) a accueilli *Music Box* de Costa-Gavras. Un réfugié hongrois, devenu un Américain modèle viscéralement anticomuniste (Armin Mueller-Stahl) est accusé d'avoir menti au service d'immigration et d'avoir été nazi. Sa fille avocate (Jessica Lange) le défend. Le procès compose la majeure partie du film, qui repose avant tout sur la performance d'Armin Mueller-Stahl, sur son ambiguïté, sur la fluidité inquiétante de ses yeux bleus, sur la timidité, la crispation de son sourire.

J'ai fait attention de ne pas m'identifier au personnage, dit-il, je veux bien qu'on me prenne pour

COLETTE GODARD

« Belles, forcément belles »

C'est une petite annonce, pleine d'une ambiguïté inattendue dans sa sécheresse fonctionnelle :

« Jean-Jacques Annaud, pour son prochain film, l'Amant, d'après le roman de Marguerite Duras, recherche : une jeune fille brune 14/17 ans, jolie, mince, 1,50/1,60 m, une jeune fille blonde, 15/18 ans, très belle, très jolie silhouette. Envoyez-nous rapidement une photo couleur en nous indiquant vos nom, prénom, date de naissance, adresse et téléphone à l'adresse suivante : « L'Amant » Cedex 3250/99325 Paris Concours... »

Ainsi l'Amant a une adresse ? Un peu clandestine, tout de même. Et Jean-Jacques Annaud recherche des jeunes filles... Alors bon...

Le metteur en scène, interrogé, admet, contrit, qu'il n'a pas réalisé ce que son annonce, dictée par l'urgence et la nécessité, pouvait avoir de légèrement suspect. Et s'en explique : « J'ai déjà alerté les limiers du casting » à Paris, New-York, Londres, Los Angeles, Hongkong et Pékin (pour trouver l'acteur qui incarnera le rôle titré). Pour l'instant, de candidates, qui doivent être belles, forcément belles, point. Il a donc fallu employer ce système un peu brutal. »

Le scénario de l'Amant, qui produit Claude Berri, est presque achevé. Jean-Jacques Annaud et Gérard Brach sont en train de le polir avec la bénédiction de Marguerite Duras. « J'entraîne avec elle les mêmes rapports de confiance qu'avec Umberto Eco pendant l'élaboration du « Nom de la Rose », dit Annaud.

Comme on le voit, tout cela est fort convenable. La jeune fille brune, la jeune fille blonde ne requiert rien, si ce n'est de tourner un beau film et d'avoir très chaud. Le tournage commence l'été prochain. Au Vietnam.

DANIELE HEYMANN

ANTERRE AMANDIERS

L'Incoronazione di Poppea

MONTEVERDI

mise en scène

LUC BONDY

47.21.18.81

PRODUCTION DU THEATRE ROYAL DE LA MONNAIE - BRUXELLES

16, 21, 23, 27 fév. à 20 h. 18 et 25 fév. à 15 h 30

MERCREDI

C'est une guerre qu'aucun d'entre nous ne peut se permettre de perdre

JAMES BELUSHI FRANCESCO ROSI MIMI ROGERS

OUBLIER PALERME

JOSS ACKLAND PHILIPPE NOIRET VITTORIO GASSMAN CAROLINA ROSI

FRANCESCO ROSI GORE VIDAL TONINO GUERRA

EDMONDO CHARLES-ROUX OUBLIER PALERME

MARIO VITTORIO CECCHI GOR

FRANCESCO ROSI

COMMUNICATION

L'audience des télévisions en 1989

Stabilité des positions dans un marché en croissance

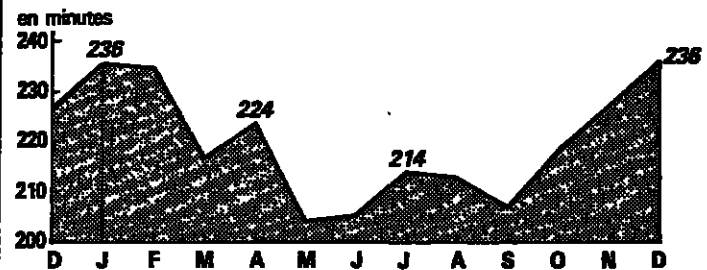
Les parts d'audience des chaînes de télévision ont peu varié en 1989, même si la consommation globale des Français a encore atteint de nouveaux records, mesurés par le Médiamat. L'audience cumulée de toutes les chaînes a en effet atteint 87,2 % en décembre (contre 85,3 % en janvier), ce qui veut dire qu'un jour moyen de décembre, 43 millions de Français âgés de six ans et plus ont regardé au moins une fois le petit écran. Ils l'ont contemplé en moyenne 236 minutes par jour, soit autant qu'en janvier, mais 9 minutes de plus qu'en décembre 1988.

Dans ce marché en croissance, les positions respectives des chaînes sont peu modifiées. TF1

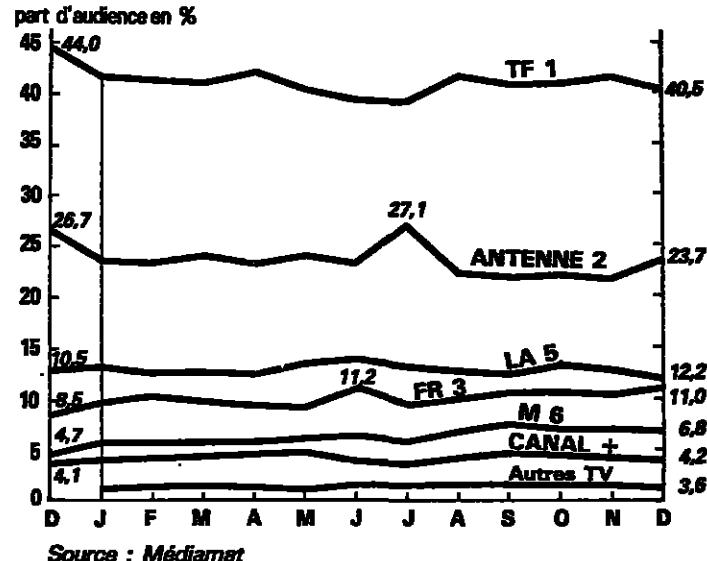
reste largement en tête et au dessus de la barre des 40 % de parts d'audience, malgré une légère érosion. Antenne 2, après un creux atteint en septembre et novembre (21,8 %), s'est redressée en décembre pour retrouver exactement son score de début d'année. FR3, grâce notamment à la progression de son début de soirée, passe de 10 % à 11 % en un an. En revanche, la Cinq, triomphante en juin avec 13,8 % des parts d'audience, termine l'année avec 12,2 %, soit moins qu'en janvier (13,1 %). Quant à M6, elle progresse de 1,1 %, mais n'a pu conserver les 7,4 % qu'elle avait atteints en septembre.

M.-C. L.

DURÉE MOYENNE D'ÉCOUTE PAR JOUR



INDIVIDUS AGÉS DE 6 ANS ET PLUS



Source : Médiamat

Sud-Ouest achète 6 % de Bilbao Editorial

Alliance franco-espagnole dans la presse quotidienne

Le groupe de communication Sud-Ouest, de Bordeaux, vient de racheter, pour 47 millions de francs, 6 % du capital du deuxième groupe de presse espagnol, Bilbao Editorial. L'opération, qui a été réalisée par la filiale chargée du développement de Sud-Ouest dans la presse écrite, Atlanpresse, a eu lieu grâce à M. Robert Maxwell.

Le patron de presse britannique, intéressé par la montée en puissance du marché publicitaire espagnol (27 % et 30 % d'augmentation en 1988 et en 1989, selon l'Association des agences de conseil en communication) et par une fiscalité attractive, avait tenté de séduire des actionnaires de Bilbao Editorial. Ces derniers, désireux de vendre une part du capital, ont préféré toutefois le céder à Sud-Ouest. Les deux groupes, selon leurs directeurs généraux, M. Jean-François Lemone et M. José María Berge-roche, sont « en communion » : ils partagent « une semblable éthique de la communication » et croient en la construction de l'Europe de la communication à partir d'échanges entre les régions.

Les deux groupes présentent en effet plusieurs similitudes. Ils sont ancrés dans des régions - l'Aquitaine et le Pays basque - dont ils « veulent accompagner le développement économique ». Leur activité principale demeure la presse écrite. Sud-Ouest édite six quotidiens (Sud-Ouest, principal titre du groupe avec 370 000 exemplaires vendus, la Charente libre, la République des Pyrénées, l'Eclair des Pyrénées, la France et la Dordogne libre). Cet ensemble représente un tirage de 800 000 exemplaires. Bilbao Editorial, quant à lui, édite six quotidiens (El Correo Español-El Pueblo Vasco, le plus important avec 126 000 exemplaires, El Diario Vasco, Diario Montañés, La Verdad, Ideal, Hoy). Ce qui représente environ 400 000 exemplaires tirés.

Les deux groupes se sont aussi diversifiés dans d'autres médias : la télévision notamment, puisque Sud-Ouest possède 1 % de M6 et a fourni 204 sujets régionaux à TF1 en 1989, au titre de la collaboration de la presse régionale avec la chaîne privée. De son côté, Bilbao Editorial possède 1 % de la télévision privée espagnole Antena 3 et 10 % du réseau câblé de Zaran, Câble 10. Le groupe est aussi présent dans trois radios privées.

Echanges rédactionnels

En attendant, les deux allées ont mis au point des échanges rédactionnels. Ils ont aussi l'intention de développer une stratégie commune en Espagne, notamment dans le domaine de la presse gratuite, encore inexistante dans la péninsule, et en télématique grâce au savoir-faire de Sud-Ouest. A terme, ils pourraient tous deux attaquer les marchés portugais et latino-américains.

YVES-MARIE LABÉ

M. Daniel Joubert va quitter la Presse de la Manche. - A la suite de l'entrée de Ouest-France comme actionnaire majoritaire dans le quotidien de Cherbourg la Presse de la Manche (le Monde du 6 février), M. Daniel Joubert, directeur général et directeur de la rédaction, a annoncé qu'il quitterait le titre dans les prochaines semaines. M. Joubert est le gendre de M^{me} Jeanne Giustiniani, qui reste présidente du conseil d'administration du journal.

SOCIÉTÉ

Le conflit des internes et des chefs de clinique

M. Evin annonce des négociations avec les syndicats hospitaliers

En attendant de connaître les résultats des prochaines négociations conventionnelles qui auront lieu le 16 février, M. Claude Evin, le ministre de la santé, décide de jouer la carte de l'hôpital public. Au cours d'une conférence de presse, lundi 12 février, il devait annoncer la mise en route de négociations avec les syndicats

de praticiens hospitaliers. Ces discussions, qui se situent dans la suite logique de l'accord qui vient d'intervenir concernant la grille de la fonction publique, devraient dans l'esprit du ministre de la santé aboutir dans les trois semaines. Elles consisteraient en des revalorisations salariales

pour les internes, les chefs de clinique et les praticiens hospitaliers, ainsi qu'en des créations de postes et des accélérations de carrière.

A l'occasion de cette conférence de presse, M. Evin devait corriger ce qu'il estime être des contre-vérités et rappeler qu'en aucun cas il n'entendait menacer la médecine libérale. Selon

lui, le libre choix de son médecin est un principe intangible et il n'est pas question d'une quelconque « nationalisation de la médecine ». Il sait gré à MM. Raymond Barré et Jacques Barrot d'avoir admis que le gouvernement n'avait pas l'intention de remettre en cause les fondements mêmes de la médecine libérale.

Les professions de santé en porte à faux

Après des années d'expansion, les professions de santé se trouvent aujourd'hui en porte à faux. La Sécurité sociale, après avoir assuré une forte croissance, impose des contraintes. L'essor démographique de la médecine libérale, qui prend appui sur l'évolution du mode de consommation des Français, est en effet de plus en plus lourd à supporter par la « Sécu », dont le financement par des cotisations a atteint un plafond. Souvent décrit par le corps médical, le système français de protection sociale offre pourtant deux avantages qu'aucun autre modèle étranger n'a pu concilier : les ressources sont sociales, et les assurés peuvent choisir librement leur médecin. Cependant, la plupart de ces derniers éprouvent les plus grandes difficultés à accepter ce modèle.

Les internes et chefs de clinique sont en grève, et les médecins libéraux s'empêchent de leur donner le change. Les négociations conventionnelles, alors que les biologistes ne décollent pas et que les pharmaciens sont mécontents. Leur discours — au-delà de la prise en compte de leurs qualifications et la défense de leurs avantages acquis, ce qui n'a rien d'illégitime — fait le plus souvent l'impasse sur la façon dont leurs revendications devront être financées par la collectivité.

Or avec une hausse de 10,3 % en 1989, les dépenses de santé progressent plus vite que la croissance économique. Le gouvernement, essentiellement préoccupé par l'équilibre des comptes de la Sécurité

sociale, entend infléchir cette courbe et considère que l'assurance-maladie doit au moins équilibrer ses comptes. Pourtant, celle-ci devrait être dans le rouge en 1990 avec un déficit de 4,5 milliards de francs. Ce n'est, du reste, pas une surprise : l'an passé, la hausse des prescriptions des médicaments était de 14,8 % et celle de la masse des honoraires de 9 %. Pour les dépenses de pharmacie, elle atteignait même 15,6 %.

Au risque de se heurter de front à certaines professions, le gouvernement a, en plusieurs occasions, fait preuve de fermeté. S'il n'est pas question de calquer la progression des dépenses de santé sur le taux de croissance économique, les laisser filer conduirait inévitablement à augmenter les prélèvements obligatoires ou à tolérer un écart grandissant entre dépenses de santé et remboursements par l'assurance-maladie, explique-t-il.

« Rationaliser » les dépenses

Conclusion : il faut « rationaliser » les dépenses en tenant compte du progrès technique et en respectant des critères médicaux.

Au nom de ces principes généraux, M. Claude Evin, ministre de la santé, a modifié la nomenclature des actes de biologie en appuyant sur les gains de productivité réalisés par les laboratoires. Un arrêté « pris sans concertation », assure la profession. Les pharmaciens sont plus partagés. Ils

contestent une autre décision de M. Evin réduisant le nombre des préparations magistrales pouvant être remboursées, mais ils viennent aussi d'enterrer la hache de guerre avec le ministre sur le dossier délicat de leur nouveau mode de rémunération. En outre, certains d'entre eux rappellent que les autres professions de santé ne les ont guère contents. Il y a un an, lorsque l'État était en conflit avec les pouvoirs publics.

Augmenter les tarifs

Les internes et chefs de clinique se trouvent dans une situation incommode. Ils veulent pouvoir s'installer dans le secteur libéral (dont l'effectif progresse de 4 % par an) et pouvoir dépasser, comme 26 % de leurs aînés, les tarifs remboursables. Mieux formés, ils estiment qu'ils n'ont pas à subir les conséquences d'une politique trop tardive de régulation de la démographie médicale. Bardés de diplômes, ils souhaitent que les médecins du secteur à honoraires libéraux acceptent une autre règle du jeu permettant de ne pas introduire une « discrimination entre les générations ». Or, dans l'immédiat, leur cas ne peut être réglé que dans le seul cadre des négociations conventionnelles.

Pour échapper à cet ensemble de contradictions, deux attitudes se sont dégagées. MCF France propose d'élaborer deux conventions, l'une pour les généralistes (ce qui per-

mettrait de rehausser cette catégorie de médecins où la pression du secteur à honoraires libéraux est beaucoup moins forte) et l'autre pour les spécialistes. Néanmoins, pour ces derniers, le problème resterait entier.

Quant aux propositions avancées par les syndicats de médecins FMF et CSMF et par M. Maurice Delia, président (FO) du conseil d'administration de la CNAIM, elles ressemblent à une fuite en avant. Il s'agit d'augmenter sensiblement les tarifs remboursés et de multiplier les possibilités de dépassement d'honoraires dont le développement est tel qu'il interdit localement de trouver un praticien appliquant strictement les tarifs remboursables.

A coup sûr, ces propositions régleraient la question du revenu des praticiens et démorcerait le conflit. Mais à quel prix ? Révaloriser dans une forte proportion l'ensemble des revenus des médecins placerait les pouvoirs publics devant une douloureuse alternative. Ils pourraient revaloriser d'autant les remboursements, mais cela déborderait sur de nouveaux prélèvements obligatoires. Autre choix : accepter que s'élargisse encore l'écart entre tarifs payés et remboursements perçus par le malade. Dans ce dernier cas, ceux qui dénoncent les risques d'apparition d'une « médecine à deux vitesses » disposeraient alors de quelques arguments supplémentaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

« Et nous, pauvres internes... »

Temps frais et soleil voilé, au pied de la pyramide du Louvre où affluent, par milliers, internes et chefs de clinique. Agenouillés sur la dalle de la cour Napoléon, une « blouse blanche » termine une banderole contre « les sacrifices des jeunes médecins ». Installés dans la « maison de sonorisation », les organisateurs tentent de mettre en ordre le cortège dont le départ pour les Invalides est prévu à 14 h 30. Les pharmaciens sont invités à se ranger derrière le slogan « Union de défense de toutes les professions de santé ». Rouen prend place sous la banderole « Quand on impose l'installation, la santé descend dans la rue ». Les vingt-six villes présentes défilent dans l'ordre alphabétique inversé. En tête, Toulouse et Strasbourg, en queue Angers et Amiens. Un groupe d'externes de Lyon brandit une banderole : « Evin serra les fesses, la grève se durcit ».

Ici et là fusent des refrains égrillardes dans le plus pur style carabini. Un jeune couple de Japonais s'enfuit, rebondissant à la vitesse du Louvre, tandis qu'un chef de service de l'hôpital Foch cherche désespérément un badge de section : « C'est la première fois de ma vie que je vais à une manifestation. C'est trop simple de tirer sur les lampistes, en l'occurrence les internes et les chefs de clinique. Le prix de la consultation, c'est le petit doigt derrière lequel tout le monde se cache. En réalité, il y a des hôpitaux et des services hospitaliers qui n'ont plus rien d'être. » Juchés sur les épaules de son père, chef de clinique, une fillette participe elle aussi à sa première manifestation. « Parmi nous, explique sa mère, interne, 10 % trouveront peut-être un poste à l'hôpital, mais qu'advient-il des autres ? »

A 15 heures, le cortège s'ébranle. Les quelques cinquante hôpitaux de Paris et de ses banlieues ont enfin trouvé leurs marques : Françaises, Christianes et Odile, trois patientes venues manifester pour la liberté de choix du médecin par le malade, s'arrêtent du côté de la procession du Vendredi saint à Séville. Les internes en biologie avancent la corde au cou. Un bourreau, à l'effigie du ministre de la santé, tient la potence. « La révision à la baisse de la nomenclature des actes biologiques nous prive de tout débouché », explique une interne. Impossible de créer un laboratoire, car les banques nous refusent les crédits. La fillette est assurée mais il ne faut pas croire qu'en contrepartie les gens paieront moins cher leurs enfants. »

Le groupe entame un « De profundis avilium ». Et nous, pauvres internes, on ira dans des trous de tavernes pour se cultiver et pour garder le ministre de la santé. Tout au long de l'après-midi, M. Claude Evin sera la cible des slogans, refrains et quolibets.

bets. « Evin, tu sens la boue, ça sent jusqu'à Toulouse ! », « Evin, crétin, tu ne sers jamais qu'un radin ! », « Evin, si tu savais, ta réforme où on se le met ! »...

« On veut faire croire que nous sommes des nantis, dit un chef de clinique. Mais ce n'est pas au tarif d'un plombier qu'on peut pratiquer une médecine moderne. » « J'ai fait dix années d'études, ajoute un interne, j'ai le droit de prétendre à un revenu décent dans le secteur libéral. » Des trois cantons de sonorisation, les organisateurs lancent régulièrement des appels aux passants : « Vous êtes concernés, la santé est en danger. »

Défilant au coude à coude, des « patrons » sont venus soutenir leurs internes et chefs de clinique. « Dans la configuration actuelle, médecins tarifaires et conceptuels, c'est une médecine de papiers fonctionnaires qu'on est en train de nous faire avaler », affirme le professeur Jean Poullet, de l'hôpital Ambroise-Paré. Derrière, suivent le Syndicat autonome des enseignants en médecine et le Syndicat des médecins hospitaliers.

Quelques témoins à la tribune

Pas de banderole de rassemblement, en revanche, pour les médecins libéraux. Ici et là, on aperçoit seulement des panneaux du SML (Syndicat des médecins libéraux) représentant un caducée brisé. Après avoir appelé leurs adhérents à manifester, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) semblent curieusement absentes. C'est de leur propre chef que des médecins libéraux sont venus défilant au côté des internes et des chefs de clinique.

« Nous sommes là pour soutenir les jeunes qui vont s'installer », expliquent deux dames d'âge respectable établies à Paris. A 16 h 30, le vent se lève et les parapluies sont de rigueur. Boulevard du Montparnasse un « tagger » bombarde sur un panneau de la ville sa préférence pour « une médecine propre ».

Bien sûr, les premiers manifestants arrivent sous la pluie place Vauban, devant le dôme des Invalides. Quelques témoins défilent à la tribune à l'invitation des manifestants. Le professeur Léon Schwartzberg, ancien ministre délégué à la santé auprès de M. Claude Evin, juge anormal que « des technocrates décident de notre avenir » et appelle à « des États généraux de la santé ». Un représentant des spécialistes au sein de la CSMF s'insurge contre « la mise sous tutelle de la médecine ». Et M. Michel Lacombe, de la coordination des médecins libéraux, appelle à « doubler la mise » pour la manifestation prévue dimanche prochain.

MARINE MALTO

RELIGIONS

La mort du Père Marie-Dominique Chenu

Un théologien libre et engagé

Le Père Marie-Dominique Chenu est décédé, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, dimanche 11 février, au couvent des dominicains à Paris. Il a été l'un des principaux inspirateurs du concile Vatican-II (1962-1965). Les obsèques du Père Chenu auront lieu, jeudi 15 février, au couvent Saint-Jacques, rue des Tanneries, Paris-13.

« Des Père Chenu, il y en a un par siècle », disait un jour Étienne Gilson. C'est une façon de dire de quel un qu'il est grand. De fait, il y avait chez le Père Chenu une fécondité de génie créateur. Pourtant, on ne sait si c'est là-dessus que l'on a envie d'insister, ou sur un cœur chaleureux, magnanime, simple, merveilleusement attentif à tous.

Laissons là un style hagiographique dont il aurait eu horreur, et disons les choses comme elles furent. Marcel Chenu (en religion frère Marie-Dominique) naquit en 1895, entre en 1913 au couvent de formation des dominicains du Saulchoir, alors en exil à Kain en Belgique, fit une partie de ses études à Rome. Il revint au Saulchoir en 1920.

Alors s'ouvre une période très stable de sa vie, qui dura jusqu'à la dernière guerre mondiale. Elle est dominée par le souci passionné de donner à la foi son intelligence, à la théologie son statut scientifique. Cette ambition venait du grand Ambroise Garidel, le fondateur de l'école, et bien sûr avant tout de saint Thomas d'Aquin. Mais au Saulchoir elle prenait la forme d'une méthodologie historique rigoureuse, au service de la réflexion systématique.

L'inspiration historique venait de l'excellent historien que fut le Père Lémonnier, et à travers le Père Lémonnier, alors régent en exercice du Père Lagrange et de l'École biblique de Jérusalem. De là, l'Institut d'études médiévales, les revues, les nombreuses publications, et en 1930 l'Institut catholique. Le Père Chenu, historien d'un « être » remarquable, extraordinaire sabbatier, suscitant les vocations historiques, fut bientôt chef d'équipe, maître en théologie et régent des études en 1932, premier

recteur des facultés en 1937, peu de temps avant le transfert du Saulchoir dans la région parisienne.

Dès ce temps-là, pour une partie au moins de cette équipe de professeurs, l'histoire des doctrines et des institutions était inséparable d'une ouverture au présent de la vie de l'Eglise et de la société. L'histoire est une : le présent interroge les périodes fécondes de la tradition, la connaissance du passé éclaire les recherches les plus neuves. Le Père Chenu est à l'écoute de la naissance de la J.O.C., reçoit l'abbé Cardijn et les premiers jockeys. Il sera mêlé à l'aventure de l'École catholique Sept, et à quelques autres.

Puis brutalement, en 1942, c'est la première crise grave. Les docteurs romains ont peur de l'histoire qui introduit du relatif partout. Le Père Chenu avait écrit une sorte de programme de travail : Une école de théologie, le Saulchoir (1937), qui a été réécrite, avec quelques études destinées à l'éclaircir, en 1985. Ce petit manifeste, d'une écriture étincelante, fut mis à l'index à la suite de nombreuses autres, et le Père Chenu écarté du Saulchoir. C'était sans doute une injustice, mais ce n'était pas une erreur : on voulait effectivement s'en prendre à la théologie historique.

« Tellement humain »

Alors s'ouvre à Paris, pour le Père Chenu, une nouvelle période très différente de la précédente. Certes, il poursuivra, avec de nombreux articles et quelques grands livres, la recherche inaugurée avant la guerre, mais ce sera surtout dans ce domaine une reprise, une mise en forme du travail passé : Introduction à l'étude

de saint Thomas d'Aquin, la Théologie au deuxième siècle, la Foi dans l'histoire (1965).

L'essentiel est désormais accompli. C'est le service de tout ce qui est vivant dans l'Eglise. Une multitude de contacts dont l'unité, l'humanité, la chaleur laisseront à tous ceux qui l'ont approché alors un souvenir inextinguible. « Le Père Chenu est tellement humain que sa spiritualité se traduit par des choses humaines. Je ne sais si je m'explique bien. Mais j'ai connu d'autres prêtres qui devaient faire un petit effort ; tandis que chez le Père Chenu, c'est une chose humaine. » (Théologues d'un jeune femme, membre d'un des premiers groupes de foyers animés par le Père Chenu.)

Un soutien intelligent, armé de compétence sociologique, à tout ce qui fait dans l'effervescence de ces années fécondes : Jeunesse de l'Eglise, les prêtres-ouvriers, la Mission de France, la Quinzaine, etc. Au milieu d'une suspicion permanente, qui aboutira à une nouvelle crise en 1954 et à un nouvel exil à Rome, une liberté intrépidité, prémonitrice, un courage jamais abattu. Au fond, malgré le concile — où il inspira le « Message au monde » de 1962 et Gaudium et spes — il ne sera jamais vraiment réhabilité, il n'aura jamais la confiance des autorités.

François ? Parce qu'il reste toujours à l'avant-garde, grâce à un certain regard sur le monde qui reste neuf, demeure insaisissable par l'Eglise post-conciliaire elle-même. Le Père Chenu ne fut jamais un clerc, au sens d'un homme de l'appareil, de l'intérieur. Évangélique jusqu'à la moelle, il n'est pas un dogmatique qui dédaigne d'être un « domé ». « C'est la conscience des besoins des hommes qui suscite en moi, en face de la Parole, l'interrogation à

laquelle répond (de la part de Dieu) le chrétien. (...) J'ai suivi l'Eglise non par ses aspects extérieurs, mais par ses aspects intérieurs, pour faire la théologie d'une humanité en marche. (...) Chaque fois qu'il y a une parole de conscience de l'Eglise, je suis là. » (Extraits de conversations.) De cette époque datent Pour une théologie du travail et les textes rassemblés dans l'Evangile dans le temps. Et, des dernières années, la Doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie.

Un optimisme fondamental

Si note propre, que certains peuvent trouver discutable (je le dis sans ironie), fut un optimisme fondamental. Confiance dans l'humanité et la fécondité de l'Evangile. Confiance dans le mouvement de la société vers la liberté, la dignité humaine — elles-mêmes à la fois fruits et chances de l'Evangile. Confiance dans l'intelligence comme pouvant prendre possession de la foi et la faire s'épanouir dans un esprit, et comme pouvant saisir quelque chose de la montée de l'histoire.

JEAN-PIERRE JOSSUA

(Né le 7 janvier 1895 à Sully-sur-Loire (Eure-et-Loir). Fil d'un petit industriel, Marie-Dominique Chenu a été ordonné prêtre à Rome en 1919. Spécialiste du Moyen Âge, il a écrit en 1935, la Théologie au deuxième siècle et l'École catholique, en 1937, l'Introduction à l'étude de saint Thomas d'Aquin. Recteur de 1932 à 1942, de la faculté de théologie du Saulchoir (en Belgique), fondée par les dominicains après l'expulsion des congrégations en 1905, il publie en 1937 Une école de théologie, le Saulchoir, qui sera mis à l'index en 1942 par le Vatican. Après de nombreux exils avec Rome, au moment de la crise des prêtres-ouvriers (1954), il est réparti au concile Vatican-II (1962-1965). Parmi ses autres ouvrages : Pour une théologie du travail (1956), la Foi dans l'intelligence et l'Evangile dans le temps (deux recueils d'écrits en 1967), la Doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie (1979).)

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

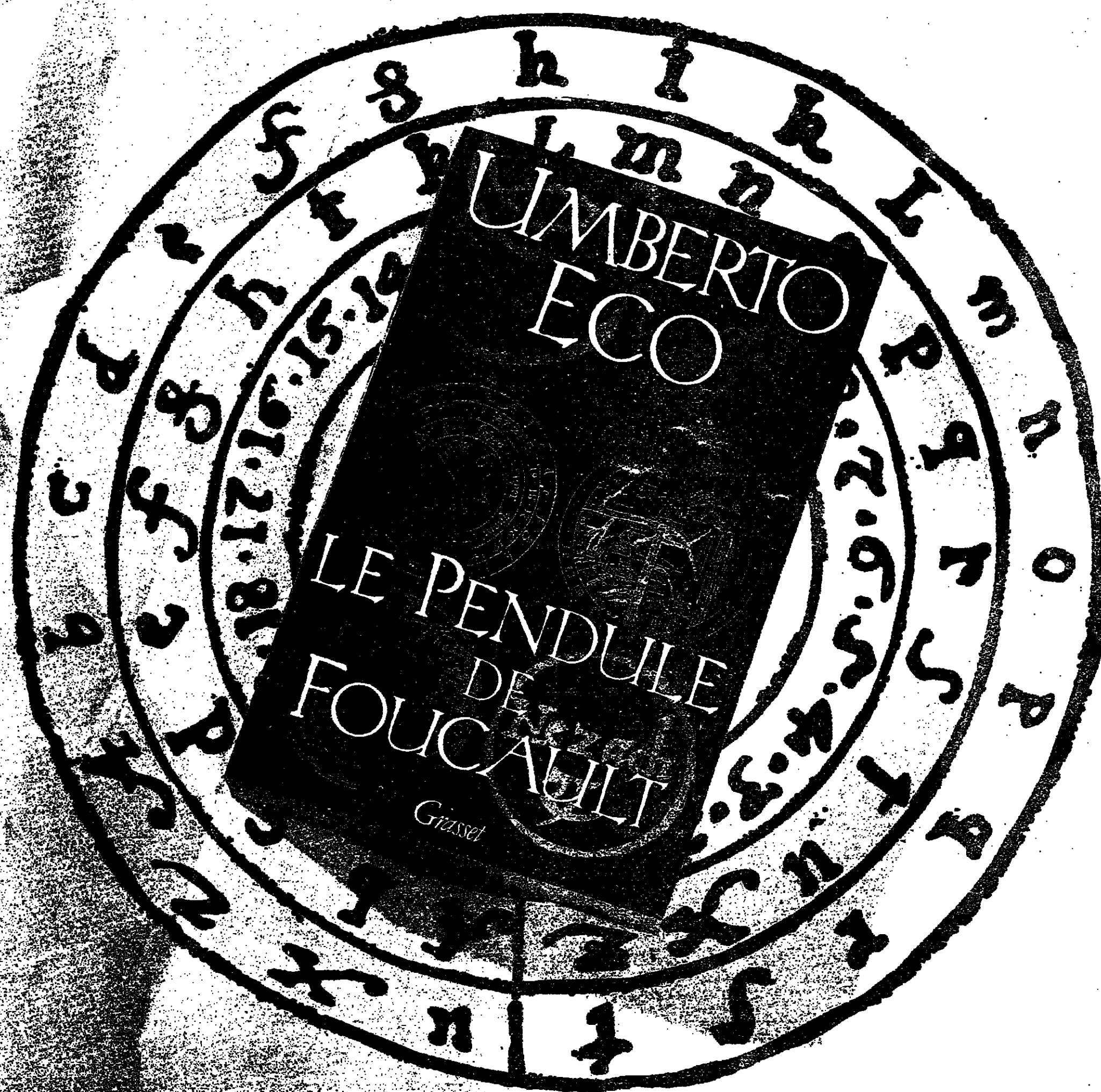
Code CORUS

سكنا في الامارات

هكذا بين الاصل

... Le Monde • Mardi 13 février 1990 17

Après le Nom de la Rose, Le Pendule de Foucault



le nouveau roman d'Umberto Eco.

GRASSET

ats hospitaliers

« Et nous,
nuites internes... »

SPORTS D'HIVER

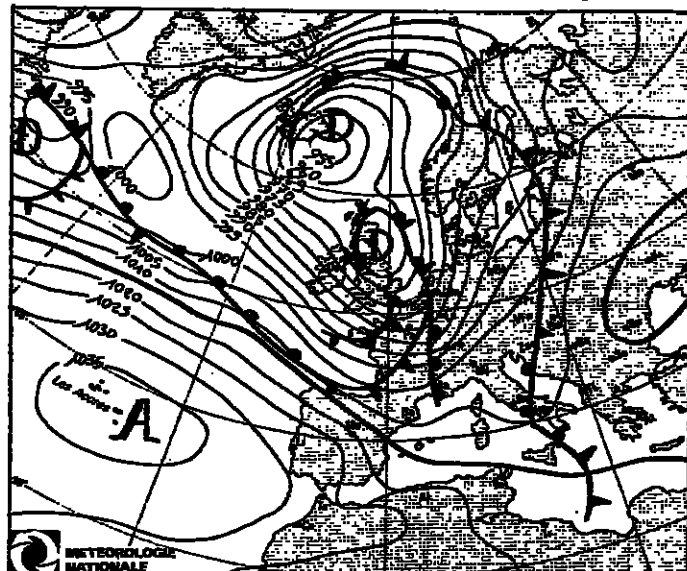
Jeux olympiques de 1992

Code COURIS

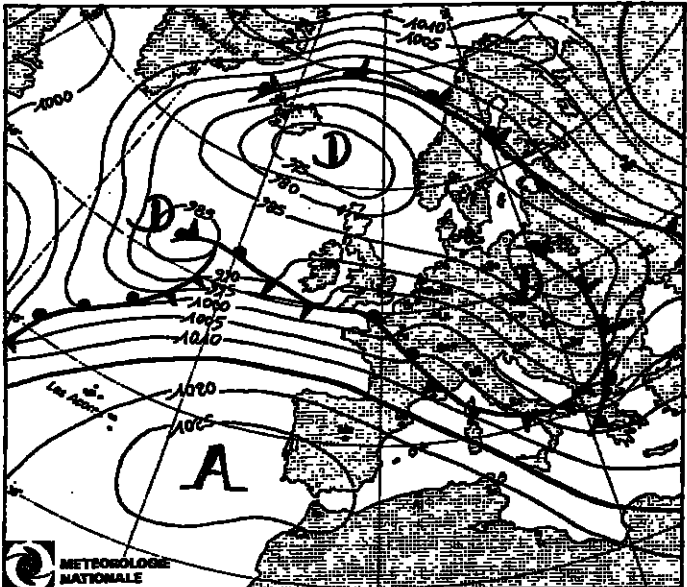
سكاي بي الاصل

AGENDA

SITUATION LE 12 FÉVRIER 1990 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 FÉVRIER À 12 HEURES TU



MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 février à 0 heure et le mardi 13 février à 24 heures:

Le temps restera perturbé tout le début de la semaine. Après une relative accalmie lundi, les pluies seront de nouveau abondantes sur une grande partie du pays mardi. Les chutes de neige seront importantes en montagne. En outre, le vent soufflera toujours fort sur de nombreuses régions.

Mardi : Temps gris, pluvieux et ventéux. Dès le matin, le temps sera couvert sur la plupart des régions. Seules les régions proches des frontières de l'est du pays et celles du littoral méditerranéen auront une chance d'apercevoir un peu de ciel bleu durant la matinée.

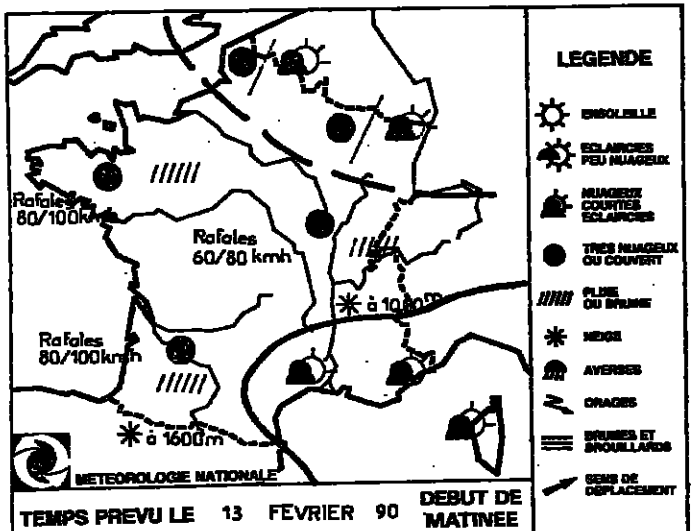
Ce temps gris sera accompagné de pluies pour une grande partie de la journée. Ces pluies seront abondantes, surtout sur le Sud-Ouest ainsi que sur le Massif Central et

sur les Alpes. Ailleurs, les pluies pourront également être temporairement marquées, surtout du Centre au Nord-Est. Il neigera sur les massifs, au-dessus de 1 300 mètres à 400 mètres sur les Alpes et le Massif Central et au-dessus de 1 600 mètres sur les Pyrénées.

Les températures maximales seront douces, elles s'éleveront de 4 à 5 degrés dans le Nord-Est à 10 à 11 degrés de la Bretagne aux côtes atlantiques.

Les minimales, quant à elles, seront assez homogènes sur tout le pays, avec de 8 à 9 degrés de la Normandie et du Nord au Nord-Est et à la région lyonnaise et de 10 à 12 degrés ailleurs.

Le vent de dominante ouest soufflera sur tout le pays. Il pourra atteindre voire dépasser en rafales les 100 kilomètres à l'heure sur toutes les régions côtières de Manche et d'Atlantique, ainsi qu'en montagne. Dans l'intérieur, les rafales pourront atteindre les 80 ou 90 kilomètres à l'heure.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 11-2-1990 à 8 heures TU et le 12-2-1990 à 6 heures TU

FRANCE		TOURS		LOS ANGELES	
ALGER	14 6 P	12 7 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
BARCELONE	13 10 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
BORDAUX	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
BOURGOS	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
BREST	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
CADIX	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
CHERBOURG	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
CLERMONT-FE	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
DJON	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
GENÈVE	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
LILLE	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
LIMOGES	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
LYON	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
MAIRIE-ME	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
NANCY	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
NANTES	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
NICE	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
PARIS-MONT	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
PAU	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
PERPIGNAN	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
RENNES	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
ST-ETIENNE	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D
STRASBOURG	12 8 A	11 9 A	10 8 N	15 7 D	12 8 D

* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 12 février

TF 1
20.40 **Fouilleton** : Les années infernales. D'Anthony Page, avec Marie Keller, Sam Waterston (3^e épisode). Le chef de la radio autrichienne est assassiné. Présenté par Daniela Lumbroso.
22.20 **Magazine** : Les 90... rugissants.
23.20 **Magazine** : Minuit sport.
23.55 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
0.15 **Série** : Drôles d'histoires.
1.10 **TF 1** nuit.

A 2
20.40 **Théâtre** : La remontée. Pièce de Brice et Lassepue, mise en scène de René Clermont, avec Sabine Pataud, Henri Courseau, Bernard Lancelotti, Annie Jouzier, Geneviève Brunet.
22.20 **Documentaire** : L'amour en France. De Daniel Karim et Tony Laid.
23.25 **Informations** : 24 heures sur le 2.
23.40 **Météo**.
23.45 **Magazine** : Du côté de chez Fred. Les princes du Luxembourg.

FR 3
20.35 **Cinéma** : La chambre verte. ■■■■ Film français de François Truffaut (1977). Avec Françoise Truffaut, Nathalie Baye, Jean Dasté. Surprenant cette dans la chambre verte d'une pièce de théâtre au sein d'un couple disparu, puis dans une chapelle désolée illustrée de bougies, des morts qui, selon Truffaut, restent vivants et proches tant qu'on pense à eux. Inspiré de thèmes choisis chez Henry James, ce film beau, grave, halluciné, est situé dans une petite ville de province, à la fin des années 20, quand on porte le deuil des combattants tués pendant la guerre de 1914. Une grande œuvre, insolite, énigmatique.
22.10 **Journal** et **Météo**.
22.35 **Magazine** : Tempêtes. De Marie-Odile Monchoir et Pierre-André Boutang. Thème : La mémoire et le souvenir.

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma** : Le plus secret des agents secrets. ■■ Film américain de Clint Donner (1979). Avec Don Adams, Sylvie Kristal, Vittorio Gassman.
22.00 **Flash d'informations**.
22.05 **Magazine** : Lundi sport.
22.15 **Cinéma** : Les cigognes n'en font qu'à leur tête. □ Film français de Didier Kaminka (1988). Avec Marlene Jobert, Patrick Chesnais, Claude Rich.
23.15 **Téléfilm** : Carion rouge pour les hoofigans. D'Allen Clarke, avec Gary Oldman, Lesley Manville.

LA 5
20.40 **Téléfilm** : Le fantôme de Jack l'éventreur. De E.W. Swackhamer, avec David Hasselhoff, Stéphanie Kramer. C'est ans plus tard en Arizona...
22.20 **Série** : Arrêt sur image.
0.00 **Le journal de minuit**.

M 6
20.35 **Cinéma** : Junior Bonner, le dernier bagarreur. ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1972). Avec Steve McQueen, Robert Preston, Ida Lupino.
22.15 **Magazine** : Ciné 6.
22.30 **Cinéma** : Boule de feu. ■■ Film américain de Howard Hawks (1941). Avec Gary Cooper, Barbara Stanwyck, Oscar Homolka.
0.20 **Six minutes d'informations**.
0.25 **Magazine** : Jazz 6. De Philippe Adler. Le Dodecadend de Martial Solal (1^{re} partie).

LA SEPT
20.40 **Documentaire** : Voyage en 4^e classe. De Viktor Samark.
21.00 **Cinéma** : Le dossier 51. ■■■■ Film français de Michel Deville (1978). Avec François Marthout, Nathalie Juvet, Christophe Malavoy.
22.50 **Court métrage**.
23.00 **Documentaire** : Histoire naturelle de la sexualité. 6. D'André Langeney et Gérard Calderon.

FRANCE-CULTURE
20.00 **Musique** : Le rythme et la raison. Le son de la musique. 1. Le son : utopie ou réalité ?
20.30 **L'histoire en direct**. Le poétième.
21.30 **Dramatique**. Dans le bar d'un hôtel de Tokyo, de Tennessee Williams.
22.40 **Côte d'amour**.
0.05 **Du jour au lendemain**.
0.50 **Musique** : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Renseignements** sur Apollon. Concert donné le 3 juillet 1988, lors de l'Est de Carinthie : Motet K 618, Te Deum K 68 b (K 141) : Messe brève en ut majeur K 198 b (K 220) : Vénus solennelle du dimanche K 321, de Mozart, par le Chœur et l'Orchestre du Staatsoper de Vienne et les Petits Chanteurs de Vienne, dir. Riccardo Muti ; sol. : Christine Whitteley (soprano), Diane Elia (alto), Deon van der Walt (ténor), Giorgio Surian (basse), Martin Haselböck (orgue). A 21.40, Symphonie n° 1 en la bémol majeur, op. 55 d'Elgar. A 22.40, Virtuoses, virtuoses : Lucie Rysanek. A 23.07, Improvisations sur Mallarmé 1 et 2, de Boulez ; Te Deum pour solistes, chœur et orchestre en ut majeur, de Bruckner ; Symphonie n° 4 en la majeur op. 90, de Mendelssohn.
0.30 **Textes et prétextes**. Avec la voix de Furtwengler.

Mardi 13 février

TF 1
15.10 **Série** : Tribunal.
15.40 **Variétés** : La chance aux chansons. 18.15 **Série** : Vieux et tendres.
18.45 **Club Dorothée**. Mes tendres années ; Meek ; Série : Cap danger ; Le clip ; Les Jeux.
17.55 **Série** : Hawaii, police d'Etat.
18.15 **Série** : Vieux et tendres.
18.55 **Fouilleton** : Santa-Barbara.
19.25 **Jeu** : La roue de la fortune.
19.50 **La bêtise show**.
20.00 **Journal**, **Météo** et **Tapis vert**.
20.40 **Cinéma** : Kamikaze. ■■ Film français de Didier Grousset (1986). Avec Alain Delon, Michel Serrault, Dominique Lavanant.
22.25 **Magazine** : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne.
0.15 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
0.35 **Série** : Mémoires.
1.00 **TF 1** nuit.

A 2
15.20 **Série** : Les voisins.
15.45 **Après-midi show**. Émission présentée par Thierry Baccaro. Le clip.
17.05 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 **Magazine** : Graffiti 5-15. Présenté par Grégoire et Chico. COPS : Graffitiurs ; Archivé classe ; La fête à la maison.
18.30 **Série** : Mac Gyver.
19.25 **Jeu** : Dessinez, c'est gagné !
20.00 **Journal** et **Météo**.
20.40 **Cinéma** : Les anges sont pleins en dieux. □ Film sud-africain d'Emil Nolte (1986). Avec Alan D. Wolf, André Hattings, Alan Field.
22.05 **Invité** : Charles Pasqua. Le sénateur des Hauts-de-Seine répondra aux questions de François-Henri de Vries, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Marie Colombani et Geneviève Noll.
23.05 **Informations** : 24 heures sur le 2.
23.20 **Météo**.
23.25 **Magazine** : Du côté de chez Fred. Paris-chénie.

FR 3
14.30 **Magazine** : La vie à cœur.
15.03 **Fouilleton** : La tante de Frankenstein (6^e épisode).

CANAL PLUS
15.15 **Pochettes surprises**. La harpiste, le restaurateur et l'employé de l'électricité ; Canard, de Jean-Marie Madec.
15.30 **Cinéma** : Les cigognes n'en font qu'à leur tête. □ Film français de Didier Kaminka (1988). Avec Marlene Jobert, Patrick Chesnais, Claude Rich.
16.50 **Documentaire** : Les allumés... Emballages perdus dans le désert.
17.15 **Cabot cadin**. Barney ; Polliards ; Super Mario Bros et princesse Zelda ; Charlotte, Fléo et Benjamin.
18.15 **Dessins animés** : Ce cartoon. Présenté par Philippe Dana.
18.30 **Top 50**. Présenté par Marc Tesson.
19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Glies et Antoine de Caunes.
20.30 **Cinéma** : Rambo 3. □ Film américain de Peter McDonald (1988). Avec Sylvester Stallone, Richard Crenna, Marc de Jonge.
22.10 **Flash d'informations**.
22.15 **Cinéma** : Radio corbeau. □ Film français d'Yves Boisset (1988). Avec Claude Brasseur, Pierre Arditi, Christine Boisson.
23.50 **Cinéma** : Paysage dans le brouillard. ■■■■ Film franco-grec de Theo Angelopoulos (1987). Avec Tania Paleologou, Michalis Zaka, Stratos Gorgioglou (v.o.).

LA SEPT
14.25 **Série** : L'inspecteur Derrick. M 6 info (et à 18.25).
15.30 **Série** : L'homme de fer.
16.30 **Série** : Cagney et Lacey.
18.25 **Série** : Roseanne.
19.54 **Six minutes d'informations**.
20.00 **Série** : Madame est servie.
20.35 **Fouilleton** : Les aventures de Pinocchio. De Luigi Comencini, avec Nino Manfredi, Gina Lollobrigida (3^e et 4^e épisodes).
22.25 **Téléfilm** : Tuer n'est pas jouer. De Paul Wendkos, avec Ed Nelson, Diane Baker.
0.00 **Six minutes d'informations**.

FRANCE-CULTURE
14.30 **Méthode Victor** : Anglais.
15.00 **Fouilleton** : Fontamars (4^e épisode). De Carlo Lizzani.
16.00 **Court métrage** : 36-15. De Frédéric de Naeon.
18.30 **Documentaire** : Babu Barza. De Marianna Hina.
17.00 **Théâtre** : L'hypothèse. Pièce de Robert Pinget.
18.00 **Série** : Le décalogue (4 et 5). De Krzysztof Kieslowski.
20.00 **Documentaire** : Les musiques noires d'Afrique du Sud (2). De Claude Félouzat.
21.00 **Documentaire** : First contact. De Bob Cornoly et Robin Anderson.
21.55 **Documentaire** : Peter and Pierre. De Hansen Hemming.
22.30 **Magazine** : Imagine.
23.00 **Documentaire** : Histoire parallèle (v.o.). De Philippe Grandjean.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Archipel médecine**. Des techniques nouvelles chez le dentiste.
21.30 **Débat**. L'autre Allemagne (1^{re} partie).
22.40 **Nuits magnétiques**. Les jeux du hasard et de l'amour.
0.05 **Du jour au lendemain**.
0.50 **Musique** : Coda. Le groupe Can.

Audience TV du 11 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,2	21,1	12,7	8,2	2,5	5,7	4,2
19 h 45	69,9	21,5	14,9	5,9	3,0	3,2	3,3
20 h 16	68,2	22,2	21,3	11,8	4,8	3,9	4,5
20 h 56	68,3	27,4	18,4	4,6	5,0	8,6	5,3
22 h 08	56,2	34,0	8,2	4,2	1,9	5,5	5,5
22 h 44	31,2	15,7	5,3	1,8	0,9	4,3	2,7

SPORTS

BOXE : championnat du monde des lourds

Tyson-Douglas, un compte mal réglé

Son véritable monument de la boxe professionnelle actuelle, Mike Tyson a-t-il ou non perdu, dimanche 11 février, le titre mondial des poids lourds ? Les deux principales fédérations mondiales (WBA et WBC) décideront dans une dizaine de jours si son adversaire James Douglas a été KO à la huitième reprise et n'a donc pas envoyé régulièrement au tapis le champion au dixième round. Situation confuse : une troisième fédération (IBF) reconnaît la victoire de Douglas.

TOKYO
de notre correspondant

Ce devait être un match sans surprise. Bref et dont l'issue était donnée d'avance : Mike Tyson, le champion du monde de vingt-trois ans, aux trente-sept victoires dont trente-trois knock-out, allait prestement éliminer son adversaire James Douglas, tel un de ces vilains dans les films de Bruce Lee dont il est, dit-on, grand amateur. Or ce match « sans surprise » ne l'a pas seulement été, l'invincible fut mis KO, mais encore son résultat reste en suspens : James « Buster » Douglas n'aura été champion du monde incontesté que pendant sept heures.

Le Conseil mondial de la boxe (WBC) et l'Association mondiale de la boxe (WBA) ont, en effet, refusé de reconnaître sa victoire : l'arbitre, Octavio Meyran Sanchez, en comptant un premier knock-out de Douglas lui aurait donné trois secondes supplémentaires pour se relever. Le « nouveau champion » aurait donc été déjà battu lorsque, deux rounds plus

tard, il mit à son tour Tyson au tapis. « Personne n'est champion du monde jusqu'à la décision du Conseil mondial de la boxe qui sera prise le 20 février », a déclaré son vice-président, M. José Sulaiman.

Les organisateurs avaient en du mal à remplir le Tokyo Dome pour ce match « sans surprise » : à peine cinquante mille places sur soixante-trois mille avaient été vendues. Le championnat du monde faisait moins recette que les Rolling Stones qui doivent se produire, dans deux jours, également au Tokyo Dome, et ont déjà fait salle pleine depuis des semaines.

Pas plus l'accueil complaisamment mis sur les drames de la vie du challenger (qui se battait « pour la mémoire de sa mère » décédée en janvier) que les formules péremptives d'un Tyson plus sûr de lui que jamais (« Je n'ai aucune chance de perdre ») n'avaient mobilisé le public. Beaucoup de Japonais avaient été découragés par le prix des tickets (150 000 yens, soit 6 000 F dans les premiers rangs) pour un combat de quelques minutes, pensaient-ils, se rappelant qu'en mars 1988, dans ce même Tokyo Dome, Tyson avait battu Tony Tubbs au second round (soit en moins de six minutes).

Confirmé par le compte électronique

Cette fois, d'entrée de jeu, le match sembla serré. James Douglas prenait l'avantage aux points au cours des deux premiers rounds, mais qu'en disaient les juges ? Au huitième, Mike Tyson l'envoya au tapis d'un uppercut, beaucoup pensèrent que le scénario, quoique, avec un peu de retard, se déroulait comme prévu. L'arbitre avait

compté neuf lorsqu'il se releva mais avant qu'il eût à reprendre le combat le gong avait mis fin au round et renvoyé les adversaires dans leurs coins. Selon l'enregistrement du combat, l'arbitre aurait commencé à compter à « un », et non à « quatre » comme il aurait dû, donnant à Douglas douze secondes et non pas dix pour se relever, — ce que confirme le compte électronique.

Douglas profita du répit entre les deux rounds pour se reprendre. Les deux hommes paraissent fatigués et Tyson s'était à plusieurs reprises accroché à son adversaire. Au neuvième round, la situation commença inopinément à tourner franchement au désavantage du champion du monde. Dans les cordes, il recevait une pluie de coups au visage. Au dixième round, le dixième, Tyson reprit le combat l'œil gauche tuméfié et à moitié fermé. Après une minute d'échanges, Douglas trouvait une ouverture chez un adversaire apparemment gêné par la réduction de son champ visuel et lui assénait une série de crochets du gauche et du droit. Au sixième, Mike Tyson s'effondrait.

Pour la première fois de sa carrière, le champion du monde était au tapis, inerte, les yeux clos, ayant laissé échapper son protégé-dents. L'arbitre avait compté jusqu'à neuf quand il commença à se relever. C'est en prison dans des bras un Tyson groggy et en tapotant du dos de la main qu'il prononça le fatidique « ten ! ». Mike Tyson était battu. Tous les regards étaient déjà allés vers le nouveau champion du monde James « Buster » Douglas. Au moment du knock-out de Tyson, les trois juges lui donnaient un très léger avantage aux points.

C'était la troisième fois qu'un titre de champion du monde était disputé à Tokyo : en 1973 au Budokan (salle des arts martiaux), George Foreman avait battu Joe « King » Roman au premier round. Le match Tyson-Douglas sera peut-être à l'origine de l'une des grandes controverses de la boxe depuis celle du « compte long » qui donna la victoire à Gene Tunney sur Jack Dempsey en 1927. Il ne peut en tout cas que confirmer l'importance que l'arbitrage nippon tend à prendre en matière de rencontres sportives.

Le Japon est le seul pays étranger où Tyson ait mis son titre en jeu. La force du yen n'est pas étrangère à l'attrait qu'exerce ce pays sur les grands du sport : les catcheurs et les combats de publicités font braver à plus d'un les troubles du décalage horaire.

Sans doute n'était-ce pas le meilleur cachet de Tyson, mais l'ex-champion — devenu néanmoins empocher 6 millions de dollars pour avoir mis son titre en jeu à Tokyo. Pour accepter d'être, pensait-il, une sorte de fauteur de gloire, Douglas devait toucher 3 millions de dollars. Les contrats de publicité commencent à pleuvoir sur le « nouveau champion » (Tyson en avait déjà signé plusieurs avant le match) lorsque la décision du Conseil mondial de la boxe mit fin à l'aphorisme.

Les résultats

FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division	
Bordeaux B. Caen	2-1
Marseille B. RP 1	4-1
Auxerre et Sochaux	1-1
Monaco B. Toulouse	2-0
Nice B. Toulouse	1-0
Paris-SG B. Brast	2-1
Mulhouse B. Lille	2-1
Nantes et Metz	0-0
Lyon B. Montpellier	0-0
Canne et Saint-Etienne	0-0
Classement.	1. Bordeaux, 39 ; 2. Marseille, 36 ; 3. Sochaux, 30 ; 4. Metz, 27 ; 5. Toulouse, 27 ; 6. Paris-SG, 27 ; 7. Lyon, 25 ; 8. Nantes, 24 ; 9. Saint-Etienne, 24 ; 10. Lille, 23 ; 11. Auxerre, 22 ; 12. Toulouse, 22 ; 13. Mulhouse, 22 ; 14. Metz, 22 ; 15. Brast, 22 ; 16. Caen, 22 ; 17. Canne, 21 ; 18. RP 1, 20 ; 19. Montpellier, 19 ; 20. Nice, 18.

FOOTBALL	
DEUXIÈME DIVISION	
GROUPE B	
Reims B. G. Gungamp	1-0
Orléans B. La Havre	2-0
Rouen et Valenciennes	0-0
Tours et Valenciennes	0-0
Abbeville et Beauvais	0-0
Lens et La Roche-A-Yon	2-2
Saint-Sein et Nant	0-0
Dunkerque et Quimper	0-0
Lorient B. Angers	2-1
Classement.	1. Reims, 32 ; 2. La Havre, Lens et Valenciennes, 28 ; 3. Rouen, 27 ; 4. Tours et Dunkerque, 25 ; 5. Beauvais, 24 ; 6. Orléans et Angers, 23 ; 7. Saint-Sein, 22 ; 8. Quimper, 21 ; 9. La Roche-A-Yon, 19 ; 10. Lorient, 18 ; 11. Abbeville, 14.

ALAIN GRAUDDO

JUDO : Tournoi de Paris

Le casse-tête des sélectionneurs

Cinq victoires pour la France, cinq succès pour le Japon : ces deux puissances du judo sont reparties des à dos du Tournoi de Paris disputé du 9 au 11 février. Cécile Novak, Claire Lecot, Marc Verillotte, Jean-Louis Geymond et Roger Vachon sont les lauréats français.

Il s'appelle Marc Verillotte et joue parfaitement le rôle de l'inconnu qui surprend tout le monde pour remporter une victoire retentissante. A vingt-quatre ans, après onze années de pratique du judo, Verillotte n'avait jamais trouvé l'accès à un podium national. En 1984, il avait connu l'honneur d'une sélection pour un tournoi international. Depuis, plus rien. Il y a deux mois, il a terminé cinquième des championnats de France et a été sélectionné pour la première fois pour le Tournoi de Paris, l'un des plus relevés de la saison internationale. Et il a gagné dans une catégorie, celle des 71 kilos dans laquelle le champion olympique Marc Alexandre vient tout juste de laisser la place. Alors, Marc Verillotte plane, il ne contrôle plus ses rires en cascade et trouve à peine à se contenir d'écrire une éventuelle sélection pour les championnats d'Europe, en mai prochain.

Pour Roger Vachon, c'est tout le contraire. Silhouette familière de l'équipe de France, il avait participé à quatre reprises au Tournoi de Paris, prenant sept fois la troisième place sans jamais accéder aux finales, avant de triompher enfin cette année. A trente et un ans, malgré la confiance fluctuante

que lui accordent les sélectionneurs, il continue à se battre.

On le voyait se diriger doucement vers la sortie, mais le vieux guerrier ne veut pas se rendre. Il a retrouvé sa catégorie des 95 kilos dans laquelle l'avenir semble plutôt appartenir à un Stéphane Traïneau et refusait, quoi qu'il advienne, de participer à des tournois de sélection en vue de l'échéance européenne : « Les sélectionneurs savent ce que je veux. Je n'ai plus rien à démontrer. J'estime mieux actuellement m'occuper des autres Français ».

On attendait Fabien Cann, le double champion du monde en encore Pascal Teyot, son concurrent dans la catégorie des 86 kilos. On a en Jean-Louis Geymond, le panache même. Geymond, qui a presque vingt-quatre ans, se demandait, au lendemain des derniers championnats de France, après avoir été battu au premier tour, s'il devait mettre un terme à sa carrière en changeant de catégorie, son avenir en 86 kilos semblait bouché, mais après tout...

L'humiliation de la défaite

Trois vainqueurs français pour ce Tournoi de Paris, trois hommes qui donnent la migraine aux sélectionneurs. Ils ne sont pas seuls en cause. Rarement la situation dans le judo masculin français aura semblé si confuse. Le problème : la quantité des postulants aux places en équipe de France, surtout que leurs qualités, le judo français étant l'un des plus compétitifs au niveau international, sans doute dans une ou deux catégories.

Il est impossible de tirer une conclusion générale du Tour-

noi de Paris, reconnaît Jean-Luc Rougé, le directeur technique national. Cette confusion est sans doute due au fait que nous sommes en début d'olympiade et que les compteurs sont remis à zéro. En judo, en effet, un champion du monde est organisé l'année suivante les Jeux. Les sélectionneurs attendent souvent ces championnats pour se rendre. Ce n'est qu'ensuite que l'on peut faire de nouveaux choix.

Les championnats du monde ont eu lieu en octobre dernier. Des internationaux français, seul Marc Alexandre a pris sa retraite. Mais on ne peut pas dire que les autres aient justifié de leur statut cet hiver. Absents en majorité des championnats de France, ils n'ont pas, à l'exception de Roger Vachon et de Philippe Pradayrol, finalistes en 60 kilos, brillé lors du Tournoi de Paris. Trois d'entre eux, Fabien Cann, Stéphane Traïneau et Laurent del Colombo ont même connu l'humiliation d'une défaite sans repêchage au premier tour.

Leur chance est que leurs concurrents présentent des trajectoires en dents de scie. Si les championnats de France avaient vu l'éclat de jeunes judokas, les confirmations se sont faites attendre : quatre seulement des vingt-huit médaillés des championnats de France sont montés à nouveau sur le podium lors de ce week-end parisien.

Une série de tournois internationaux doit permettre de clarifier la situation dans les semaines à venir. « Nous ne sélectionnons, pour les championnats d'Europe, que ceux qui ont une chance d'être présents aux Jeux de 1992 », affirme Jean-Luc Rougé.

GILLES VAN KOTE

ATHLÉTISME : le trophée Saint-Yorre de Paris

La RDA sponsorisée et battue

Deux records nationaux (60 mètres haies en 7 s 84 par Monique Ewanje-Epée, 4 x 200 mètres en 1 min 34 s 47 par Girard, Ficher, Cazier et Sidibe) pour l'équipe féminine, quatre victoires (3 000 mètres par Eric Dubus, 60 mètres haies par Philippe Tourret, perche par Philippe Collet, et 4 x 200 mètres par Quénahervé, Perrot, Rosillette et Marie-Rose) pour l'équipe masculine : les athlètes français ont terminé troisième au classement combiné du trophée Saint-Yorre disputé samedi 10 février au Palais omnisports de Paris. Derrière l'Union soviétique et l'Allemagne fédérale, mais devant la RDA.

Lorsque le directeur technique de la Fédération française d'athlétisme, Serge Bord, avait proposé une rencontre internationale d'athlétisme entre les meilleures équipes européennes (à l'exception de celles de Grande-Bretagne), il n'imaginait assurément pas que la délégation est-allemande arborerait sur les épaules maillots bleus des loges publicitaires.

A cette époque encore proche la RDA, république emblématique du mouvement prolétarien, refusait toute compromission de ses sportifs avec le monde de l'argent, donc du sponsoring. Mais entre le moment où le match a été conclu et celui où les équipes sont arrivées à Paris, le mur de Berlin, symbole de la guerre froide entre capitalisme et socialisme, a été démantelé comme soufflet.

A la faveur de cet ébranlement tellurique des « démocraties populaires », une société ouest-allemande de marketing sportif, AMC International Sponsoring, a ainsi pu conclure des accords de parrainage pour les athlètes de la RDA : à Bercy donc les maillots des garçons vantaient le fabricant ouest-allemand d'électronique Grundig, et ceux des filles portaient les couleurs du constructeur automobile suédois Volvo.

C'était le premier signe du changement profond qui est en train d'affecter l'organisation sportive d'un pays pour lequel les médailles glanées sur les stades du monde entier étaient l'affirmation même de son existence. Le deuxième signe de ce changement n'allait pas

tarder à apparaître sur le tableau lumineux du POPB.

Sur les treize épreuves disputées par les hommes, les Allemands de l'Est en ont gagné deux (1 500 mètres par Jens-Peter Hiedel et triple saut par Jörg Fricke) mais ils ont surtout fini quatre fois derniers (au 60 mètres, au saut en longueur, à la perche et en hauteur) et ils ont été disqualifiés du relais 4 x 200 mètres. Ils se classèrent ainsi sixièmes et derniers du match masculin. Les femmes ont limité les dégâts en se classant troisième de leur match. Toutefois elles n'ont remporté aucune des dix épreuves, ne pouvant faire mieux que trois deuxième places (200 mètres, saut en longueur et relais 4 x 200 mètres) et quatre troisième places (400 mètres et 1500 mètres, 60 mètres haies, et poids). Au classement combiné hommes et dames, la RDA se retrouvait à la quatrième place (75 points) derrière l'Union soviétique (103 points), la RFA (92 points) et la France (84 points).

Depuis plus de vingt ans, c'est-à-dire depuis que le sport de haut niveau était devenu une priorité nationale, les Allemands de l'Est n'avaient pas obtenu d'aussi mauvais résultats en athlétisme. Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que les sélectionnés n'avaient été informés qu'une semaine avant leur départ pour Paris de la compétition. Mais n'est-ce pas en fait le résultat d'une profonde désorganisation depuis que les crédits alloués aux fédérations ont été réduits de moitié après les événements de novembre et décembre dernier ?

« Nos sportifs se préparent déjà concrètement pour les Jeux olympiques de 1992. La RDA veut présenter une équipe très forte à Barcelone », a affirmé récemment Gunther Heinz qui est président par intérim du comité national olympique est-allemand. Il faisait ainsi savoir à son alter ego ouest-allemand, Willi Danne, qu'il y avait encore deux États allemands, et qu'il n'était pas question d'accepter dans les conditions actuelles une sorte d'OPA du sport d'une Allemagne sur l'autre. Mais Gunther Heinz a aussi estimé qu'il serait « possible d'organiser des stages d'entraînement communs ». C'était reconnaître qu'une certaine forme d'assistance est désormais nécessaire. En tout cas, la rencontre internationale du POPB a montré que la dégradation des résultats pouvait être d'une extrême brutalité.

ALAIN GRAUDDO

RUGBY : sélection pour Murrayfield

Six nouveaux titulaires dans l'équipe de France

C'est dans le restaurant Pierre Daguin à Auch, où le 22 novembre dernier avait eu lieu le « déjeuner de la réconciliation » entre l'entraîneur et les berons de l'équipe de France de rugby après la tournée de l'Australie, que les sélectionneurs ont formé l'équipe qui doit affronter le 17 février à Edimbourg, l'Ecosse en troisième match du Tournoi des cinq nations.

Six joueurs qui faisaient partie de l'équipe sévèrement battue le 3 février au Parc des Princes par l'Angleterre ont perdu leur place : le capitaine et demi de mêlée Pierre Berbizier, le pilier Jean-Pierre Garret, le deuxième ligne Dominique Erban, le troisième ligne Eric Champ, l'ailier Marc Andrieu, et le centre Denis Charvet.

A l'exception de Charvet et de Champ, il s'agit de joueurs âgés de plus de trente ans qui ont cédé leur place à trois « anciens », le demi de mêlée marseillais Henri Sarz, le troisième ligne biterrois Alain Caminatti et le demi d'ouverture biterrois Didier Camberabero, et à trois « jeunes », l'ailier biterrois Pierre Hontas, le troisième

ligne montferrandais Jean-Marc Lhermet et le pilier nicotais Marc Pujolle. Autres changements : Frank Mesnel glissera de l'ouverture au centre et Laurent Rodriguez portera les galons de capitaine qu'il avait déjà eus contre les Pumas argentins.

Commentant ces choix, le sélectionneur Jacques Fouroux a indiqué que « Toulouse et Toulon pouvaient aussi perdre des matches importants », pour justifier l'absence de joueurs de ces clubs dans l'équipe nationale, que son maintien au poste de sélectionneur dépendait du président de la Fédération française Albert Ferrasse, et que « la situation n'était pas aussi dramatique qu'on avait pu le dire ». « Le XV de France, a-t-il dit, qui a un peu entamé sa métamorphose contre les Lions le 4 octobre à Paris, ne doit maintenant de préparer son avenir avec une équipe renouvelée mais avec peu de noms nouveaux puisque (à l'exception de Lhermet alors blessé) tous faisaient partie de la tournée en Nouvelle-Zélande l'été dernier. »

SKI : Coupe du monde

Doublé de Carole Merle

Après quatre mois de doute et d'oisiveté forcée en raison d'une blessure au ménisque, la Française Carole Merle a remporté sa dernière victoire en Coupe du monde. Il y a presque un an, le week-end dernier, à l'occasion des deux super-G de Coupe du monde disputés sur la piste olympique de Méribel (Savoie). A deux ans de l'ouverture des Jeux d'Albertville, la skieuse du Saou s'est imposée face à l'armada autrichienne. Elle a même réussi à prendre la tête du classement de la Coupe du monde en super-G, alors qu'il ne reste qu'une seule épreuve à disputer avant le fin de la saison.

Depuis sa rentrée à Haus (Autriche), il y a trois semaines, Carole Merle avait accumulé les deuxièmes places en super-G et en descente sur les pistes italiennes ou suisses. Son véritable retour sur la plus haute mar-

che du podium elle a choisi de l'effectuer en France, dans une station voisine de Tignes où elle avait remporté sa dernière victoire en Coupe du monde. Il y a presque un an, Samedi 10 février, sur une piste de neige artificielle, elle a précédé la Suissesse Maria Walliser de deux centimètres.

Le lendemain, sur un tracé rendu moins rapide par les abondantes chutes de neige de la nuit, la skieuse française a survolé les 1 451 mètres de la course pour terminer avec un avance de 62 centimètres sur l'Allemande de l'Ouest Katja Seizinger. « Quand je suis blessée, je souffre de l'absence de la course, mais en même temps ma rage de courir me motive énormément », explique Carole Merle fière de la sixième victoire de sa carrière qui lui permet de prendre la tête de la discipline du super-G avec 74 points.

JPH 11-62 150

24 L'exploration pétrolière au Venezuela va reprendre
25 Un entretien avec le ministre nigérien du plan

27 à 30 Champs économiques
43 Capital et intérêts

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

BILLET

Une initiative de M. Kaspar pour « reconstruire l'Europe sociale »

Perrier,
une image coûteuse

Du benzène dans le Perrier ? Illico, la filiale américaine du groupe français a retiré du marché américain la totalité de ses stocks (3 millions de bouteilles). Réaction à première vue disproportionnée : un laboratoire de Caroline du Nord a certes, décelé la présence du liquide suspect à un niveau supérieur à celui autorisé, mais la toute-puissante Food and Drug Administration, surveillant général de la qualité des produits américains, a fait savoir que les quantités décelées ne présentaient « aucun risque significatif à court terme pour la santé ». Il semble que l'incident soit dû à une « erreur humaine » à l'emballage dans l'usine de Vergize (Gard) sur la chaîne travaillant pour l'Amérique du Nord. Et la société affirme bien haut que la source elle-même est d'une pureté inattaquable. Au reste, ce n'est pas la première fois qu'une eau minérale est retirée du marché. Vittel en avait fait autant en France (8 millions de bouteilles) car l'eau avait, pendant une journée de production, un drôle de goût (le Monde du 12 avril 1974). L'absence dans les supermarchés et les restaurants pendant trois mois de la célèbre bouteille verte en forme de massue devrait coûter 40 millions de dollars (un peu plus de 225 millions de francs) à la firme française, qui maîtrise 6 % du marché américain des eaux minérales. Le coup est rude, d'autant que Perrier n'a augmenté ses ventes que de 5 % l'an dernier, quand la consommation croissait de 10 %. On ne voit pas cependant comment Perrier aurait pu agir autrement. Les Américains sont extrêmement sensibles à tout ce qui touche à la santé et le rappel d'articles défectueux (produits alimentaires divers, mais aussi automobiles ou électroménager) est devenu courant. Le « champagne des eaux de table » est devenu le symbole de la réussite, et un produit de luxe indispensable à un certain niveau de vie : il doit rester d'une sécurité incontestable. La pureté coûte cher, moins cher sans doute qu'une image de marque dégradée.

J. D.

La CFDT propose aux autres syndicats
de créer un « comité de coordination »

Reprenant l'initiative pour « développer la coopération intersyndicale », M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a présenté, lundi 12 février lors d'une conférence de presse, plusieurs propositions. Il a notamment suggéré la création d'un « comité de coordination pour l'action syndicale en Europe » à FO, la FEN, la CFTC, la CFE-CGC, sans exclure des organisations autonomes. M. Kaspar a également demandé le concours financier des pouvoirs publics pour le lancement d'une campagne pour la syndicalisation.

A l'issue des travaux du bureau national de la CFDT, M. Kaspar a voulu « placer les autres organisations syndicales devant leurs responsabilités ». Son objectif est de « sortir de la glaciation les rapports intersyndicaux au plan confédéral ». « Il y aura, dit-il, des difficultés, des hauts et des bas, mais cette démarche doit s'inscrire dans la durée ».

D'emblée, la déclaration adoptée par le bureau national de la CFDT souligne que, « malgré ses difficultés, le syndicalisme reste en France la principale force sociale organisée de façon permanente. (...) [Il] est toujours et encore indispensable pour faire prendre en compte les intérêts de la croissance, réduire les inégalités et assurer le progrès social pour tous les salariés ». « Pour construire l'Europe sociale », ajoute le texte, les salariés des douze pays de la Communauté ont besoin de syndicats forts. Un syndicalisme affaibli en France, c'est un rapport de forces défavorable pour tous les salariés d'Europe ».

Une grande
anomalie

Le bureau national de la CFDT dénonce également « une grande anomalie » : « Les résultats obtenus par le syndicalisme profitent à tous les salariés mais seuls les syndiqués contribuent à son existence. Cette situation est anormale ». Si la centrale de M. Kaspar assure qu'elle recommence à gagner des adhérents, elle reconnaît que le résultat est « largement insuffisant ». Souhaitant que les suffrages qui se portent sur les syndicats lors des élections professionnelles se traduisent en adhésions, elle veut rechercher « de nouvelles formules généralisant l'adhésion ».

sur la base du choix volontaire ».

La CFDT demande donc aux pouvoirs publics d'apporter leur concours financier à l'organisation d'une campagne d'opinion sur le rôle et l'utilité du syndicalisme dans une société démocratique. Le contenu d'une telle campagne pourrait être déterminé, a précisé M. Kaspar, « par les organisations qui souhaitent travailler ensemble ».

Pour frapper l'opinion, M. Kaspar aurait souhaité révéler, le 12 février, le nombre réel d'adhérents de la CFDT (le nombre officiel affiché depuis 1985 étant de 900 000, dont 830 000 actifs). Mais des réserves se sont manifestées au bureau national, certains responsables craignant, dans la mesure où les autres confédérations ne joueraient pas le même jeu de la transparence, que la CFDT se retrouve brutalement à la quatrième place... Pour autant, M. Kaspar n'a pas renoncé. Mais il préfère attendre juin prochain, lorsque l'exercice 1989 sera bouclé.

Même si les chiffres les plus récents font état d'une remontée (peut-être due à la possibilité de déduire partiellement les cotisations syndicales des revenus dans la déclaration d'impôts), la baisse des effectifs aurait été de 8 % en 1986 et de 4,1 % en 1987. Dans une communication présentée en mars 1989, M. Antoine Bevoit avait fait état d'une étude

réalisée pour le Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (CERAT), évaluant notamment, à partir de sources confidentielles internes, l'état des effectifs.

469 000
adhérents ?

En se basant sur le paiement de 8 timbres mensuels par année, M. Bevoit estimait le nombre d'adhérents (actifs) en 1987 à 469 200, soit pour la seule CFDT un taux de syndicalisation de 2,6 % (contre 4,7 % en 1975, année qui marque le record depuis 1949, alors que pour la CFTC c'est le début de la chute). De 1977 à 1987, le reflux serait ainsi de 43 %, l'influence de la CFDT étant désormais, pour M. Bevoit, « inférieure à celle de la CFTC des années 50 ». En 1958, par exemple, la CFTC avait un nombre comparatif d'adhérents (467 300), mais, par rapport à la population salariée occupée, son taux de syndicalisation était de 3,5 %. Quant au nombre de retraités, il était évalué (de source interne) à 26 000 en 1988.

En attendant de faire la clarté, M. Kaspar a relancé sa « stratégie de coopération » avec les autres syndicats, en excluant la CGT, dont « la stratégie est à l'opposé de celle d'un syndicalisme indépendant ». Mais il a tenu à mettre les points sur les « i ». La déclaration du bureau national précise que « chaque organisation tient légitimement à son identité et à sa spécificité. Cela doit être respecté ». L'objectif n'est donc pas de « construire une centrale syndicale unique », comme le souhaite la FEN.

Concrètement, le comité de coordination pour l'action syndicale en Europe proposé aux autres syndicats réformistes devrait définir en commun son programme. Dans un second temps, il pourrait élargir ses travaux aux pays de l'Est, « pour aider à la constitution d'un syndicalisme indépendant ». Si la réponse de FO est d'avance négative, la FEN devrait réagir positivement. La CFTC, qui avait suggéré une concertation sur l'Europe et qui reçoit le soutien de la CFDT pour entrer dans la Confédération européenne des syndicats, pourrait faire de même. Quant à l'imprévisible CFE-CGC, M. Kaspar ne désespère pas de la faire sortir de sa bouderie. De nouvelles initiatives pourraient être présentées pour le centenaire du 1^{er} mai.

MICHEL NOBLECOURT

Selon l'INSEE

Net ralentissement
de la demande

La croissance de la demande s'est nettement ralentie en France à la fin de l'année dernière, indique l'INSEE au vu de son enquête trimestrielle dans l'industrie. Ce ralentissement est net pour l'automobile et les biens intermédiaires. En revanche, la demande de biens d'équipements professionnels et de consommation est restée forte. Ces tendances sont confirmées par la demande en provenance de l'étranger, qui ne reste soutenue que pour les biens de consommation.

Tout naturellement, les industriels qui déclarent avoir des difficultés pour produire davantage (goulots de production) sont de moins en moins nombreux, dans l'automobile surtout (10 % en jan-

vier 1990 contre 82 % en janvier 1989) et dans les biens intermédiaires (29 % en janvier, contre 43 % il y a un an). La détente est beaucoup moins nette dans les autres secteurs (biens de consommation, biens d'équipement).

En dépit de ce qui peut apparaître comme les prémices d'un retournement de conjoncture, l'INSEE note que l'emploi est toujours aussi bien orienté, et que cette tendance devrait se prolonger au cours des mois à venir, ajoutant que les baisses de salaires sont un peu plus rapides qu'il y a quelques mois, et que cette tendance devrait elle aussi se confirmer.

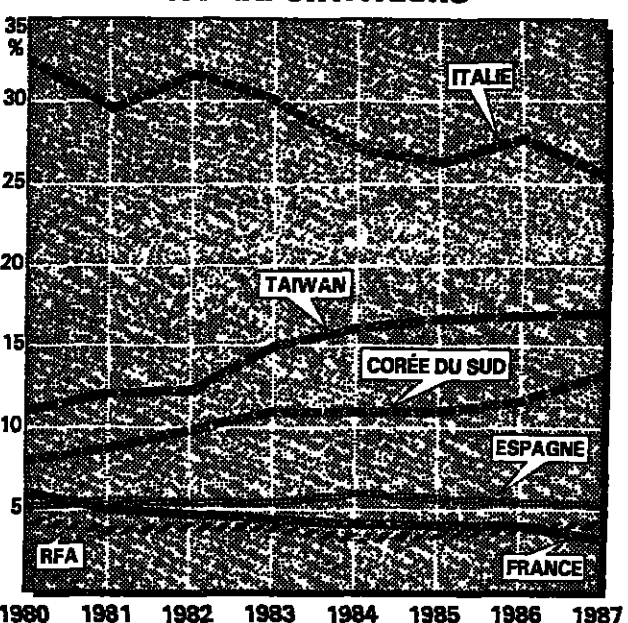
A. V.

Le recul de la chaussure française

L'Italie, Taiwan et la Corée du Sud sont les trois premiers producteurs mondiaux de chaussures avec un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de dollars (31,9 milliards de francs). La France est le deuxième producteur de la CEE derrière l'Italie et le premier

Grande-Bretagne (6 %) et Japon (4 %). Depuis 1970, la France enregistre une dégradation permanente de son commerce extérieur, dont le déficit a été multiplié par trois et atteint 6,5 milliards de francs en 1988. Au cours de cette période en effet, tandis que les

PARTS DE MARCHÉ DES PRINCIPAUX
PAYS EXPORTATEURS



Source : OCDE - SSSI

consommateur avec 334 millions de paires achetées dans notre pays en 1988. Ces chiffres font partie de l'étude que vient de publier le service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie sur le secteur de la chaussure entre 1980 et 1987.

Les cinq premiers pays importateurs représentent 70 % du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière de l'Union (36 %), Allemagne fédérale (15 %), France (8 %),

exportations baissaient de 1,6 %, les importations augmentaient de 6,3 %, provenant pour 66 % des pays de la CEE, 24 % des pays en voie de développement. Le reste provient essentiellement des États-Unis et du Japon. D'après cette étude, l'industrie française de la chaussure représentait en 1987 1 % du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière et 1,7 % des effectifs, soit 53 000 personnes.

Inquiétudes sur le financement des régimes obligatoire et complémentaire

La « bombe à retardement » des retraites

Propos excessifs ou prise de conscience que le temps est venu de passer aux actes ? Depuis plusieurs semaines, une certaine dramatisation du débat sur le financement des régimes de retraite — obligatoire et complémentaire — est perceptible.

Certains partenaires sociaux affirment tout de go que la possibilité de prendre des soixante ans sa retraite à taux plein ne sera plus possible après le 1^{er} avril prochain si l'État ne maintient pas son financement.

M. Mitterrand
calme le jeu

Les pouvoirs publics récusent énergiquement cette analyse, mais, le 11 janvier dernier, devant le Forum de l'Expansion, M. Michel Rocard déclarait : « Dans vingt ans, le système [des retraites] va sauter et il y a de quoi faire sauter les cinq ou six

gouvernements qui seront amenés à s'en occuper ».

Vendredi 9 février, M. François Mitterrand, en visite à Baraqueville, dans l'Aveyron (le Monde daté 11-12 février), a cherché à calmer le jeu, soulignant qu'il n'existe « aucun risque » de voir le droit à la retraite à soixante ans remis en cause. Il a néanmoins ajouté que « dans le futur », des dispositions seront prises pour permettre à ceux qui le souhaitent de continuer à travailler au-delà de l'âge de la retraite... Mais, a-t-il aussitôt ajouté, « pour l'instant, le problème ne se pose pas comme cela : il y a trop de Français au chômage, il y en a trop qui ont grand besoin de pouvoir se retirer quand ils le souhaitent, il y a grand besoin de laisser des places aux jeunes ».

S'il admet que « l'opinion publique n'est pas prête », l'hôtel Maitillon souhaite malgré tout poser des jalons. Programmes pour la session parlementaire du printemps, un débat général consacré

au financement des retraites « devrait au moins permettre de poser le problème », dit-on dans l'entourage du premier ministre. Mais la démarche du gouvernement reste en tout cas plus prudente. Il ne s'agit pas de profiter de l'occasion pour formuler des propositions immédiates, mais plutôt de dresser « un constat irrécusable de la situation » (en grande partie, les États généraux de la Sécurité sociale y avaient procédé en 1987...), définir de grands objectifs (quel financement, quel niveau de prestation pour les retraités ?) et, pourquoi pas — mais on n'y croit guère, — établir une « programmation » de ces orientations.

Tous les experts en conviennent, le financement des retraites va devenir de plus en plus difficile. Déjà, le déficit de la Sécurité sociale — régulièrement comblé par des prélèvements obligatoires assurés par la reprise économique — résulte presque exclusivement de celui de l'assurance-vieillesse. Les Français ont fini par s'habituer à voir les

recettes rattraper les dépenses. Mais la course-poursuite va devenir de plus en plus déséquilibrée.

Des pensions
de plus en plus élevées

Les prévisions élaborées par la CNAVTS (Caisse nationale d'assurance-vieillesse du régime général de la Sécurité sociale) font apparaître une augmentation de plus de 60 % des dépenses de pensions jusqu'à 2005, alors que le nombre de retraités progressera de 48,6 % (de 6,7 millions à 10,3 millions). Ces nouveaux retraités auront droit à des pensions de plus en plus élevées compte tenu de la croissance économique durant les « trente glorieuses ». Aussi, la dérive des prestations entre 1990 et 2005 est-elle estimée à 116,2 milliards de francs actuels avec un rythme d'augmentation rapide jusqu'en 1995.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 24

Dans 45 pays
sur les 5 continents,
6000
ANCIENS ELEVES
ont compris que
les affaires sont devenues internationales
et les marchés mondiaux.



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Établissement Libre d'Enseignement Supérieur
8, rue de Lothar — 75116 Paris — Téléphone : (1) 45 53 60 00

ECONOMIE

Un entretien avec le ministre nigérien du budget et du Plan

« Les puissances occidentales devraient avoir honte d'elles-mêmes »

nous déclare M. Alhagi Abu Bakar Alhagi

Frappé de plein fouet par le contre-choc pétrolier alors qu'il avait accumulé une dette extérieure estimée à 32,4 milliards de dollars, le Nigeria a frôlé, en 1985, la cessation de paiements. Après avoir obtenu deux réajustements, en 1986 et 1989, au prix d'un plan d'ajustement économique sévère qui a fait chuter le pouvoir d'achat de la population de plus des deux tiers, le premier producteur de pétrole d'Afrique se retrouve à nouveau incapable de régler les échéances dues pour 1990 et contraint de renégocier avec le Club de Paris.

A quelques jours de la visite officielle en France du général Ibrahim Babangida, président du Nigeria, prévue le 26 février, M. Alhagi Abu Bakar Alhagi, ministre du budget et du Plan, considéré comme le numéro deux du gouvernement et chargé entre autres des négociations avec les organismes internationaux, lance un appel pressant aux gouvernements occidentaux pour rompre avec le « syndrome de la dette » et permettre au pays de sortir enfin de la crise.

« La chute des prix du pétrole est-elle la seule explication de la crise dramatique que traverse le pays depuis 1985 ?

— La réalité est double. Quand un pays gagne 26 milliards de dollars de recettes pétrolières, c'est une situation confortable, et les préteurs se bécotaient. Lorsque ces revenus chutent de 26 milliards à 6 milliards de dollars, il n'y a aucun moyen de s'en sortir. Les dépenses dépassent les revenus et l'économie a besoin d'un apport de capitaux : l'industrie, les routes doivent être entretenues, il faut bien importer les matières premières nécessaires ; tout cela ne peut pas être renversé en une nuit !

« La gestion du gouvernement n'est pas seule en cause. Mais il est vrai que, quand la chute des revenus est devenue évidente, on aurait dû mettre en route immédiatement une nouvelle politique économique. Il aurait, par exemple, fallu dévaluer dès que les premières difficultés sont apparues en 1982. Mais il n'était pas facile pour un gouvernement élu de prendre des décisions drastiques. Même aujourd'hui, ce n'est pas aisé. Il

faudrait comprendre les réticences du gouvernement civil.

« Le taux d'inflation reste préoccupant »

— Quelles sont les principales mesures du programme d'ajustement structurel que vous avez mis en place depuis 1985 ?

— Nous avons d'abord procédé à un ajustement monétaire massif et unifié les taux d'intérêt. Nous avons ensuite aboli le contrôle des importations et libéré le commerce extérieur. Nous avons contrôlé le déficit budgétaire conformément au programme du FMI.

« Enfin nous avons engagé une politique de privatisation et de « commercialisation » du secteur public : l'Etat désinvestit des entreprises nationales ou les incite à opérer sur une base purement commerciale.

« Les décisions de base ont été prises. Elles sont suffisantes pour remettre l'économie sur la voie d'une croissance prolongée, moyennant quelques ajustements périodiques.

« Quels sont les résultats tangibles de cette politique ?

— Les résultats commencent à se faire sentir. Les pénuries de biens de première nécessité qui existaient au début des années 80 ont disparu. La production agricole s'est améliorée. Désormais, un quart environ des ressources d'exportation parviennent au secteur non pétrolier.

« Un changement s'est également opéré dans les mentalités : les Nigériens commencent à cultiver l'autosuffisance, ils acquièrent l'habitude de réparer au lieu de remplacer, des industries de plus en plus nombreuses cessent de trouver dans le pays les matières premières qui leur sont nécessaires.

« Mais l'inflation a été l'an dernier de 47 %...

— Le taux d'inflation reste très préoccupant. Tant que l'économie continue à importer et que les taux d'intérêt restent très élevés, la seule solution consiste à améliorer la productivité. Nous n'avons pas le choix. Si les gens veulent survivre, ils doivent travailler et devenir autonomes. S'ils n'en ont pas pris l'habitude, ils devront l'acquiescer.

« Nous luttons toujours. Le revenu ne s'est pas amélioré et la population continue de croître. Le taux de croissance de l'économie est toujours inférieur à celui de la population. Nous consommons plus que nous ne produisons. Même une baisse des prix du pétrole ne réduira pas le problème. Tant que nous n'aurons pas réduit la croissance démographique, on ne pourra pas empêcher la famine.

« Ne croyez-vous pas qu'il est temps d'alléger les sacrifices demandés à la population et d'assouplir le plan d'ajustement structurel ?

— Que voulez-vous qu'on allège ? Les puissances occidentales nous disent : on ne vous aidera pas si vous ne faites pas une politique d'ajustement sévère. Et main-

tenant, on nous demande si cela n'a pas assez duré !

« Personne n'aime les programmes d'ajustement draconiens. Mais vous ne pouvez pas vivre au-dessus de vos moyens. Aucun pays n'est autosuffisant. Si les gouvernements occidentaux nous retirent leur soutien, la situation empirera. Les puissances occidentales devraient avoir honte d'elles-mêmes ! Avoir honte d'exiger des programmes d'ajustement aussi sévères pour consentir à donner leur assistance.

« Quand nous allons au Club de Paris, la première question qu'ils posent est : comment sont les relations du Nigeria avec la Banque [mondiale] et le Fonds [monétaire international] ? Ils téléphonent derrière notre dos pour se renseigner. Ils se demandent quelles garanties ils peuvent obtenir. Et nos épreuves alors ?

« Diversifier nos recettes d'exportation »

« Qu'attendez-vous des Européens, et notamment des Français ?

D'abord qu'ils fassent un effort sur la dette. Sans réajustement, le service de la dette du Nigeria équivaut à la quasi-totalité de ses recettes extérieures : 40 milliards de nairas (1) pour 43 milliards de nairas ! Nous allons au Club de Paris au premier trimestre pour demander un nouveau réajustement des paiements en 1990.

« Les nations industrielles ont commencé à effacer les dettes de certains pays. Nous voulons qu'une part plus importante de notre dette soit oubliée. Sinon nous souhaitons obtenir un réajustement à long terme. La part du Club de Paris, c'est-à-dire des dettes publiques ou des créances commerciales garanties par des organismes publics comme la COFACE, est prépondérante dans notre dette.

« Mais les contribuables français qui finissent par payer les impôts ne seront-ils pas d'accord...

« C'est l'intérêt général. Combien de profits ont tiré les entreprises françaises du commerce avec le Nigeria ? Si vous n'avez plus d'excédent extérieur, les impôts augmenteront aussi.

« Quelle est, à long terme, la vocation du Nigeria ? Pouvez-vous sortir de la « monoculture pétrolière » ?

Nous voulons développer trois secteurs : l'agriculture, le pétrole et l'industrie manufacturière afin d'obtenir une croissance équilibrée. Nous souhaitons diversifier nos recettes d'exportation. C'est pourquoi nous avons engagé une série de projets comme l'exploitation du gaz naturel liquéfié (GNL), les fonderies d'aluminium, la sidérurgie et la pétrochimie, etc. Tous sont orientés vers l'exportation — on a substitué aux importations, — tous sont basés sur l'utilisation du gaz naturel qui constitue notre matière première et que nous voulons utiliser pour développer des produits exportables. Au-delà du problème de la dette, nous demandons aux pays industriels de nous apporter les crédits et le know-how indispensables pour développer ces projets.

« Avez-vous déjà obtenu de nouveaux financements étrangers ?

« Oui, pour les projets que je viens de citer. Le problème c'est qu'il en faudrait d'autres ! Les secteurs de l'agroalimentaire, de la fonderie, des machines-outils, des pièces détachées réclament des investissements à grands crédits.

« Et les télécommunications ? L'état du réseau n'est-il pas un obstacle au développement ?

« Les télécommunications ne sont pas une source directe de

devises. Ils sont en concurrence directe avec d'autres secteurs vitaux : l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé, les routes, etc. Il y a tant de domaines qui demandent des ressources !

« Les milieux industriels semblent craindre que le retour prévu à un gouvernement civil d'ici deux ans ne conduise à un renouvellement des erreurs passées.

« Je ne pense pas qu'un gouvernement sensé puisse revenir sur les réformes fondamentales. Il peut y avoir des nuances dans l'application, c'est tout. Les milieux industriels savent bien que si le gouvernement civil ne maintient pas les accords passés avec les institutions multinationales, le soutien des pays occidentaux ne pourra plus être garanti.

« Comme vous l'avez vous-même souligné, un gouvernement civil aura plus de mal à imposer des sacrifices.

« L'ajustement est nécessaire. Le fond du problème est qu'une nation trouve très difficile de vivre avec ses seuls revenus. Il y a un dilemme.

« D'une part, la dette extérieure est trop grande, donc nous devons réduire nos emprunts. Mais d'autre part, si nous voulons avoir une croissance économique, diversifier nos ressources extérieures, il faut aider nos industriels à décoller, et nous n'avons pas assez de ressources pour financer leur développement. Donc nous devons emprunter. Voilà le syndrome de la dette !

« Les puissances occidentales doivent tirer une ligne et effacer autant de dettes que possible au-dessus de cette ligne. Nous remplirons nos obligations en dessous. »

Propos recueillis par VERONIQUE MAURIS

(1) 1 naira équivaut à 0,80 F.

Afin de faire face à la concurrence des compagnies étrangères

Les assureurs découvrent qu'ils ont des clients

Après les banquiers, les assureurs découvrent la nécessité de créer une relation de clientèle avec les assurés, pour les fidéliser vis-à-vis des assureurs étrangers mais aussi pour mobiliser leur management. C'est ce qu'ils ont expliqué lors du débat « Relations assureurs-assurés », organisé par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), lors du salon Assurexpo, qui s'est tenu à Paris du 6 au 10 février.

Le client existe, les compagnies d'assurances l'ont rencontré. Preuve en est donnée par la nouvelle direction des marchés que François Heilbroner, président du GAN, vient de mettre en place dans le but d'analyser « les besoins des clients ». Une direction des relations avec les consommateurs a également été créée ex nihilo. Cette petite équipe aura pour fonction d'aiguillonner les services dans le traitement des réclamations, d'améliorer le service global rendu au client (plus de clarté dans la rédaction des contrats, liaison avec les associations de consommateurs, propositions pour la formation des agents...).

« Une obligation stratégique »

De son côté, l'UAP semble avoir été frappée par la même révélation. Jean Peyrelevalde, président de l'UAP, a annoncé au Salon Assurexpo la création d'une « direction qualité de service à la clientèle ». Rattachée à la direction générale, cette toute nouvelle structure sera, elle aussi, chargée du traitement des réclamations. Preuve que cette attention nouvelle portée à la clientèle n'est pas un simple effet de manche, Jean Peyrelevalde a affirmé lire lui-même les deux mille cinq cents lettres de réclamations qui sont annuellement adressées au PDG de l'UAP. Les sept

mille cinq cents autres seront dépouillées directement par la nouvelle instance.

Le groupe Azur a quant à lui poussé le souci du bien-être de la clientèle plus loin encore, puisqu'il a créé dès 1985 un service qualité. Mais, peu satisfait par le rendement de cette direction, qui ne traitait que le courrier des mécontents, Christian Sastre, PDG d'Azur, a cherché à aller plus loin. Aujourd'hui, un centre téléphonique ouvert nuit et jour traite les réclamations ou les problèmes en « conversations » et s'attache à les résoudre dans les vingt-quatre heures. Grâce à une informatique performante, les « écouteurs » sont reliés aux fichiers centraux d'Azur et ont donc accès immédiatement aux dossiers. « Chez nous, on pratique le zéro mépris. »

Poudre aux yeux ? Simple publicité ? Pas sûr ! François Heilbroner affirme que la nécessité de donner satisfaction au client est une « obligation stratégique ». Il est en cela vigoureusement appuyé par Jean Peyrelevalde, PDG de l'UAP. Quelle mouche pique donc des assureurs qui, des décennies durant, ont vécu en despotes sur une clientèle captive ? Une seule, mais de taille : la concurrence internationale. La construction du marché unique autorisera d'ici peu les compagnies européennes à venir « chasser le client » sur les plates-bandes du voisin.

Quelque peu terrorisés par cette libre prestation de service, les assureurs français s'aperçoivent aujourd'hui que leur richesse est fondée sur une seule chose : l'argent de leurs clients. Ils déploient donc le maximum d'efforts pour tenter de lui donner satisfaction. Il était d'ailleurs évident que la relation assureurs-assurés n'est pas des meilleures. Bien que les plaintes exprimées soient en nombre extrêmement faible — l'UAP affiche dix mille lettres de réclamations par an sur six millions d'assurés —, l'image des assureurs n'est pas très bonne dans l'opinion publique.

L'Institut national de la consommation (INC) ne se prive pas de critiquer les relations « quasi féodales » que les assureurs entretiennent avec l'assuré. Si l'on veut une police souscrite, « le masque sourient de l'assureur se fige », affirme Jean-Michel Rothmann, secrétaire général de l'association. Les hausses de tarifs inexplicables, les contrats résiliés sans motif — l'assureur invoque une sinistralité élevée ou une attitude peu mutualiste —, les exigences draconiennes en matière de paiement des primes (l'assuré n'a que trente jours pour se faire rembourser), l'absence de tout recours à l'assuré n'ont aucune contrainte en matière de règlement de sinistres), sans parler des litiges autour de la vente forcée, tous ces problèmes sont monnaie courante.

Mauvaise image

Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, qui parlait elle aussi au forum d'Assurexpo, n'a pas hésité à mettre en cause l'UAP, qui transforme son propre chef des polices d'assurance-vie en épargne populaire (PEP), sauf si l'assuré le refuse explicitement par lettre. Bien entendu, la mauvaise image de l'assureur se forge principalement au moment du sinistre, quand il lui faut dédommager. Et là, les exemples ne manquent pas.

Véronique Neiertz a cité elle-même le cas d'une personne de sa commune qui avait souscrit une assurance chômage pour garantir un prêt immobilier. Quand la compagnie d'assurances dut s'exécuter, au bout d'un an et demi, elle répondit que l'indemnisation ne pouvait avoir lieu dans la mesure où le contrat n'avait pas été souscrit dans les délais légaux. Les assureurs reconnaissent aujourd'hui avoir abusé dans le passé des clauses « en tout petits caractères » et d'un langage juridique particulièrement hermétique aux non spécialistes. Mais ils s'affirment décidés à y remédier.

Les assureurs ont donc encore un long chemin devant eux. Selon l'INC, l'effort des assureurs doit surtout porter sur les réseaux de vente. C'est avec leurs représentants que l'assuré entretient des relations « affectives ». Selon M. Rothmann, les litiges peuvent être évités par quatre si l'information orale est complétée par une information écrite. Et en matière d'assurance-vie, une formation des vendeurs au conseil financier serait un atout considérable pour éviter toute frustration chez les épargnants. Des enquêteurs de l'INC partis à la recherche des meilleurs produits sur l'assurance-décès seraient revenus convaincus, à une écrasante majorité, de produits ne correspondant pas aux promesses.

Nul doute cependant que les assureurs sont sur la voie du progrès. Car, outre la concurrence, ils se sentent avertis par l'objectif-client recouvert en fait d'un potentiel de mobilisation interne. « Dans une entreprise, tout le monde a besoin de savoir à quoi il sert. On était trop loin du client, et nous rapprocher de lui fait apparaître un but », explique François Heilbroner. La vaste consultation interne qui a été lancée au GAN avant de promouvoir une quelconque réforme de structure a justement servi à faire émerger les notions de « client » et de « service à rendre ».

Désormais, chaque salarié se verra attribuer un but en matière de satisfaction rendue à la clientèle. Christian Sastre, qui bénéficie d'une expérience plus ancienne en la matière, affirme que les quarante à cinquante appels par jour qui arrivent au groupe Azur non seulement « contribuent à la mobilisation du management », mais en plus empêchent les structures de s'ossifier. « C'est un attentat permanent sur la structure de l'entreprise », affirme-t-il. On ne voit plus le sinistre, mais un homme ou une femme qui a un problème auquel nous devons apporter la meilleure des solutions. »

YVES MAMOU

Inquête pour l'exportation de ses produits

L'industrie du luxe se sent vulnérable

Et si l'avenir du luxe français sur les marchés étrangers n'était pas garanti pour toujours ? C'est l'inquiétude que manifestent les responsables du Comité Colbert pour l'exportation de leurs produits. Pour mobiliser la profession et les pouvoirs publics, ils ont décidé d'organiser un colloque sur le thème : « L'industrie du luxe, un atout pour la France », qui se déroulera le 7 juin 1990 à l'Institut d'études politiques de Paris.

Sans doute l'atout principal de cette industrie, qui est de faire rêver luxe et France subsiste, et d'ailleurs en 1988 les exportations ont progressé dans tous les secteurs. Mais deux points faibles apparaissent qui rendent vulnérables les maisons françaises : la difficile conquête du marché américain et la capacité de concurrence des industries des autres pays.

L'effet Bicentenaire

En 1988, les 70 adhérents du Comité Colbert ont réalisé à l'étranger 70 % de leur chiffre d'affaires total, soit 15,4 milliards de francs. Les ventes de champagne, parfum, sacs, cravates, robes, porcelaine, bijoux, étaient en progression dans toutes les zones géographiques. Mais avec de bien meilleures positions dans la zone asiatique (21,60 % du chiffre d'affaires) qu'aux Etats-Unis, où sont réalisés seulement 13,34 % des ventes. Les responsables du Comité Colbert espèrent que les chiffres de 1989 seront plus élevés.

Les industries du luxe semblent en effet avoir profité de l'effet Bicentenaire et des opérations de

promotion menées par le Comité Colbert autour de l'exposition « L'art de vivre » présentée à New York. Au cours de l'année 1989, plusieurs manifestations ont ainsi été organisées dans des grands magasins de plusieurs villes aux Etats-Unis. Par exemple Bergdorf Goodman, habituellement rétif aux expositions consacrées à tel ou tel pays, avait décoré ses vitrines sur le thème de la littérature française, et Marcel Proust y était en bonne place. Le Comité Colbert veut poursuivre ces opérations en 1990, avec notamment un point fort les 16 et 17 mai à New-York.

Paradoxalement, cette tentative de séduction des consommateurs américains a permis aux industriels français de constater qu'ils n'étaient pas seuls à vendre des paillottes et du cachemire, du rêve et du confort. « Il n'y a pas d'atout homogène du secteur », estime Christian Blanckaert, président délégué du Comité Colbert. Mais chacun de nos produits est maintenant confronté à de sérieux concurrents. Notre problème est d'ailleurs d'avoir une analyse objective de la compétition sur ce marché où beaucoup rêvent d'emmer.

Et il est vrai que les Américains, les Italiens, les Japonais et les Allemands deviennent très crédibles sur les chapeaux, les parfums, le prêt-à-porter ou les arts de la table. Pour y voir plus clair et pour mieux mesurer les atouts et les handicaps de nos industries, le Comité Colbert a demandé au cabinet américain McKinsey de réaliser une étude qui sera présentée lors du colloque du printemps prochain.

FRANÇOISE CHIROT

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire
Les manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce paraît à titre d'information.



à prix le contrôle d'



Dans cette opération
AIR FRANCE a été conseillé par
BNP et BANEXI



MONTANT DES OBLIGATIONS
5 000 francs.

PRIX D'ÉMISSION
99,52% soit 4 976 francs
par obligation.

TAUX D'INTÉRÊT
9,90% l'an, avec premier coupon
payable le 26 février 1991.

JOUISSANCE ET RÈGLEMENT
26 février 1990.

DURÉE
10 ans.

AMORTISSEMENT NORMAL
au pair le 26 février 2000.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ
possible par rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT
ACTUEL
9,98% au règlement.

Une fiche d'information
(vsa 008 n° 90-53 du 6 février 1990) est
disponible sans frais auprès des établissements
chargés du placement et au siège de la BFCE
21, bd Haussmann, 75009 Paris.
Bd du 12 février 1990.
L'émission sera sans préavis.

**La BFCE émet
en février 1990
1 milliard de francs
d'obligations
à taux fixe
avec la garantie
de l'Etat.**

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

février 1990

SANOFI BIO-INDUSTRIES
a acquis 100% de
**CONTINENTAL FLAVORS &
FRAGRANCES, INC.**

CL Global Partners Securities Corporation
a initié cette transaction
et agi en conseiller financier de
SANOFI BIO-INDUSTRIES

CL GLOBAL PARTNERS SECURITIES CORPORATION New York



Le chiffre d'affaires global du
Groupe, pour l'année 1989, est de
30 342 millions de francs toutes taxes
comprises et de 28 612 millions hors
taxes, répartis comme suit :

- BTP : 9 895 millions hors taxes.
- Distribution : 14 403 millions hors
taxes.

- Nucléaire, électricité, immobilier
et divers : 4 314 millions hors taxes.

Il est en progression de 30% sur
celui de 1988.

Pour le quatrième trimestre, les fac-
turations représentent globalement
8 591 MF toutes taxes et 8 119 MF
hors taxes avec la ventilation suivante :

- BTP : 2 837 millions hors taxes.
- Distribution : 3 612 millions hors
taxes.

- Nucléaire, électricité, immobilier
et divers : 1 671 millions hors
taxes.

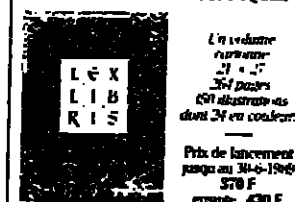
L'ensemble marquant une progres-
sion de 27% sur le quatrième trimestre
1988.

Les travaux commandés et restant à
exécuter, en BTP, au 1^{er} janvier 1990
dépassent 16 milliards de francs.

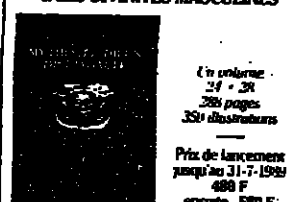
PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

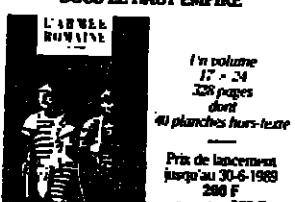
Germaine MEYER-NOUËL
L'EX-LIBRIS
HISTOIRE - ART - TECHNIQUES



Jean-Jacques HATT
MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE
LES DIVINITÉS MASCULINES



Yves Le BOHEC
L'ARMÉE ROMAINE
SOUS LE HAUT EMPIRE



BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST

COMPTES PROVISOIRES 1989

PROGRESSION DE 48% DU RÉSULTAT NET

En 1989 le développement de l'activité com-
merciale s'est intensifié dans tous les domaines. Sous ré-
serve de l'arrêt définitif des comptes, les résultats
devraient être les suivants :

(en millions de francs)	1989	1989/1988
Crédits distribués à la clientèle	6.237	+ 29,3 %
Ressources collectées	5.107	+ 12,6 %
Total du bilan 31/12/89	11.800	+ 18,0 %
Produit Net Bancaire	509	+ 11,2 %
Résultat Brut d'Exploitation	153	+ 32,0 %
Résultat Net	45	+ 48,0 %



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
- Les Rédacteurs du Monde -
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérants.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS, taux normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre régle-
ment à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

FLORENT GABORIAU

Collection « Aux »

**Edith Stein
philosophe**

165 p. - 120 F

30, rue Madame - 75006 Paris

**Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

**Le Monde
PUBLICITE**

5, rue de Montauzy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé
au « Monde »
12, r. M. Gaudry
94852 IVRY

صكنا من المرحل

سكرا من الاموال

CIÉTÉS



Le Monde

Le Monde • Mardi 13 février 1990 27

CHAMPS ECONOMIQUES

Les banques espagnoles préparent 1993

Pour conserver une rentabilité élevée, elles doivent offrir de nouveaux services et réduire leurs coûts

La fameuse *movida* madrilène est décidément contagieuse. Voilà qu'elle touche maintenant les banques, gens pourtant peu enclins aux frasques s'il en est. Le monde financier au sud des Pyrénées, en effet, semble frappé d'effervescence. Fusions, accords internationaux, prises de participation croisées, OPA hostiles... c'est un véritable tourbillon dans ce milieu resté si longtemps marqué du sceau de l'immobilisme (voir encadré ci-dessous).

La cause de ce réveil subit ? 1993. Les banques espagnoles se préparent pour affronter le défi du marché financier unique au sein de la Communauté. Un défi qui, certes, préoccupe tout autant leurs collègues d'au-delà des frontières, mais qui, à Madrid, fait davantage qu'ailleurs figure de

bouleversement. C'est que le monde des finances espagnol a longtemps été plus soumis à la mainmise de l'Etat que les autres. Durant les quatre décennies de l'interventionnisme franquiste, les taux d'intérêt étaient contrôlés par décret, l'installation de banques étrangères était interdite : la concurrence, en un mot, n'existait guère, et les siéges grandes, les sept grandes banques qui constituaient ensemble, avec leurs filiales, 80 % du marché national de crédit, fonctionnaient comme un véritable oligopole.

Et voilà qu'il s'agit aujourd'hui de passer à l'ouverture des frontières ! Dans quelle mesure ce passé d'ankylose rend-il l'opération plus complexe ? Les banques espagnoles sont-elles mal placées dans la course à l'Europe ? La réponse varie diamétralement

selon l'interlocuteur. Car le système financier au sud des Pyrénées présente, tel l'ans, un double visage : positif, une haute rentabilité, et le négatif, des coûts très élevés. Écoutons d'abord les optimistes. « Les banques espagnoles ont réussi à s'adapter à des normes d'assainissement très strictes, à un moment de forte concurrence due à la libéralisation des conditions du marché, et en améliorant en sus leur rentabilité », rétorque à qui veut l'entendre le président de l'Association espagnole de la Banque privée, M. Rafael Termes, l'assé d'entendre rétorquer l'antienne de l'efficacité de ses affiliés. Et de citer les chiffres : la rentabilité des banques espagnoles est l'une des plus confortables d'Europe. Le rapport entre bénéfices et actif total était en 1988 d'environ 1,4, le plus élevé parmi les Douze

nous prêtions étaient très chers, car la politique monétaire restrictive du gouvernement contribuait à faire monter les taux d'intérêt. Des taux d'intérêt qui, même en termes réels, hors inflation, comptent effectivement parmi les plus élevés d'Europe (entre 14 % et 15 %).

De simples caisses d'épargne

Cette situation ne va pas durer éternellement, poursuit notre interlocuteur. D'une part, parce que le niveau d'éducation financière de la population augmente, et les clients exigent désormais une meilleure rémunération de leur épargne, ce dont certaines banques commencent à tenir compte. De l'autre, parce que les taux d'intérêt espagnols devraient finalement commencer à se rap-

procher davantage de la moyenne communautaire. Le temps des marges faciles pourrait donc être révolu. Ce qui ne peut que contribuer à la rénovation du système financier en l'obligeant à lutter davantage pour maintenir sa rentabilité.

« Les banques espagnoles ont longtemps fonctionné comme de simples caisses d'épargne, observe un responsable financier. Le grand défi, pour elles, c'est de devenir maintenant des banques de financement de grands projets, de gestion de patrimoine. » Des banques à l'idée, à plus grande valeur ajoutée, renchérit le président d'une société financière étrangère installée à Madrid. Il s'agit donc de diversifier l'offre de services, de présenter des produits financiers plus sophistiqués à une clientèle qui, à la faveur du boom économique que connaît aujourd'hui l'Espagne, s'initie à la bourse et à la science des placements et des investissements. Cette adaptation, d'ailleurs, a déjà commencé : malgré l'image d'immobilisme qu'on leur prête souvent à l'étranger, les grandes ban-

ques espagnoles ont démontré qu'elles étaient à même de répondre à la libéralisation du système financier dans leur pays depuis la fin des années 70. L'introduction, à doses homéopathiques d'abord, de la concurrence étrangère y a puissamment contribué. « Nous avons choisi à l'époque une stratégie progressive, explique M. José Luis Léal, qui était alors ministre de l'économie : une ouverture très graduelle du marché, afin que la concurrence étrangère serve d'aiguillon pour les banques espagnoles... sans les étouffer ! » Les banques étrangères s'installant en Espagne sont toujours soumises à de strictes limitations : elles ne peuvent, par exemple, ouvrir que trois succursales (à l'exception des quelques privilégiées ayant racheté un établissement espagnol en crise et ayant donc hérité de son réseau). en 1987, semble aujourd'hui stabilisée. Banques espagnoles et étrangères, il est vrai, se sont partagées les tâches. Tandis que les premières ont maintenu leur emprise sur le marché domestique, celui des opérations avec les particuliers, le petit commerce et les PME, les secondes se sont davantage orientées vers les grandes entreprises et les multinationales, ainsi que vers les services financiers de pointe. Les étrangères, d'ailleurs, devaient tenir compte des normes légales limitant radicalement leur réseau, qui les obligeaient à obtenir sur le marché interbancaire l'essentiel de leurs ressources. Ce qui conduisit, en fin de compte, à restreindre leur marge financière tout en réduisant leurs coûts, soit... précisément le contraire des banques

Fusions ou accords avec des étrangers ?

Les fusions constituent-elles la panacée permettant aux banques espagnoles d'affronter sans crainte 1993 ? Voilà des mois déjà que le débat à ce propos divise les milieux financiers du pays.

De part et d'autre, on égrène les arguments. Les banques espagnoles sont trop petites, affirment les « fusionnistes ». Il leur faut grandir, afin de réaliser de substantielles économies d'échelle d'une part, et d'atteindre de l'autre, la taille unitaire, leur permettant d'être prises en compte dans les grandes opérations financières, d'autre part.

C'est aussi une manière de se protéger en rendant plus coûteuse toute tentative d'OPA hostile. D'ailleurs, un mouvement de concentration bancaire ne s'est-il pas produit dans tous les pays européens ? Pourquoi l'Espagne ferait-elle exception ?

Un débat politique

Les « antifusionnistes » ne sont pas non plus à court d'arguments. Il n'existe aucun rapport mathématique entre la taille des différents établissements financiers espagnols et leur niveau de bénéfices, soulignent-ils. Les cinq banques « moyennes » ont aujourd'hui une rentabilité supérieure à celle des siéges grandes. La fusion, à leurs yeux, n'est donc qu'une voie parmi d'autres, qui est loin de s'imposer, par exemple, pour une banque vivant essentiellement le marché domestique des particuliers.

Mais le débat n'est pas que technique. Aux yeux du gouvernement, chaque partition des fusions, celles-ci devaient surtout permettre aux établissements les plus modernes et les plus novateurs, comme les Banques de Bilbao et de Biscaye, de prendre le contrôle de ceux

plus lents à évoluer. C'était en somme une manière d'accélérer la relève au sommet d'un monde bancaire que les socialistes jugeaient trop immobiliste.

L'objectif n'a été qu'à moitié atteint. Après une tentative manquée d'OPA hostile contre la Banque espagnole de crédit, la Banque de Bilbao ne put finalement fusionner, en 1988, qu'avec... la Banque de Biscaye. Les deux « premiers de la classe » censés absorber les autres se retrouvaient ainsi finalement ensemble, mais à une sérieuse crise, leur fusion semble aujourd'hui aller de l'avant (le Monde du 23 janvier), et la nouvelle Banque de Bilbao-Biscaye entend être le fer de lance de l'Espagne financière sur les marchés internationaux.

Les autres membres du club des siéges grandes, réduits dorénavant à six par cette fusion, ont choisi d'autres voies, notamment la prise de participation croisée ou l'accord d'association avec des établissements étrangers.

La Banque de Santander, par exemple, a échangé des paquets d'actions avec la Royal Bank of Scotland, le groupe japonais Norin, les Caisses d'épargne de Lombardie. La Banque hispano-américaine a fait de même avec la Commerzbank allemande, et offre désormais des services financiers communs avec le Crédit lyonnais et le Banco di Roma. La Banque populaire, elle, a passé des accords par secteurs : avec le groupe Pollox dans le domaine de l'investissement immobilier, avec l'Hyposbank allemande dans celui du crédit hypothécaire, avec le groupe germanique Allianz pour les assurances. Avec ou sans fusion, les banques espagnoles regardent au-delà des frontières !

Th. M.

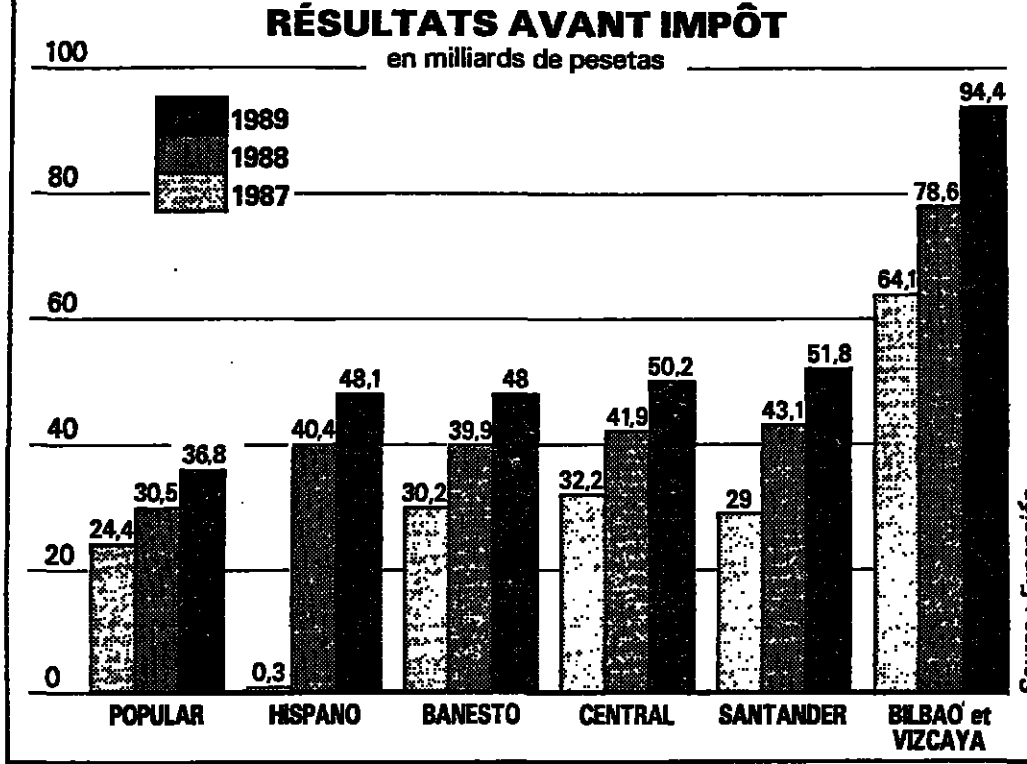
Laissons maintenant la parole aux pessimistes. « Les banquiers espagnols ont pris de mauvaises habitudes à l'époque du franquisme, assurent-ils. Faute de véritable concurrence, ils n'ont pas appris à contrôler leurs coûts, et leurs frais généraux sont, par rapport à l'actif total, nettement supérieurs à la moyenne communautaire. Il est difficile, dans ces conditions, de croire qu'ils sont très compétitifs pour aborder le défi de 1993. »

Un « dégraissage » sévère

A qui donner raison dans ce débat ? Sans doute, aux deux. Car le système financier espagnol présente effectivement des aspects contradictoires, liés aux circonstances particulières de son histoire récente. « Les banques ne pouvaient pas se faire concurrence au niveau des taux d'intérêt puisqu'ils étaient fixés d'en haut, rappelle un responsable de l'ACB. Il ne leur restait donc plus qu'à faire concurrence en se rapprochant le plus possible de la clientèle, c'est-à-dire en développant une énorme masse de guichets. »

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si le nombre de succursales bancaires par rapport à la population totale est en Espagne le plus élevé d'Europe, avec les plus, les grandes banques, longtemps, ne se sont guère préoccupées de limiter leurs frais et leur masse salariale. Ce n'est que durant la dernière décennie, que elles se sont attelées à cette tâche : entre 1980 et 1987 le nombre total d'employés est passé de 180 000 à 159 000 pour un nombre de succursales pratiquement identique. Une réduction généralement considérée comme insuffisante, d'autant que le mouvement semble aujourd'hui se ralentir.

Les banques espagnoles devront donc sans doute procéder tôt ou tard à un sérieux « dégraissage » pour réduire leurs coûts. Cela ne les empêche nullement toutefois de jouer aujourd'hui d'une rentabilité très satisfaisante. Et pour cause : leurs marges financières sont parmi les plus élevées du monde. « Durant ces dernières années, nous avons joué d'une situation privilégiée, reconnaît un responsable d'une des plus importantes entités financières du pays. Nous obtenions l'épargne et les dépôts à bas prix, puisque les dépôts n'étaient pratiquement pas rémunérés, tandis que les crédits que



procher davantage de la moyenne communautaire. »

Le temps des marges faciles pourrait donc être révolu. Ce qui ne peut que contribuer à la rénovation du système financier en l'obligeant à lutter davantage pour maintenir sa rentabilité. « Les banques espagnoles ont longtemps fonctionné comme de simples caisses d'épargne, observe un responsable financier. Le grand défi, pour elles, c'est de devenir maintenant des banques de financement de grands projets, de gestion de patrimoine. »

Des banques à l'idée, à plus grande valeur ajoutée, renchérit le président d'une société financière étrangère installée à Madrid. Il s'agit donc de diversifier l'offre de services, de présenter des produits financiers plus sophistiqués à une clientèle qui, à la faveur du boom économique que connaît aujourd'hui l'Espagne, s'initie à la bourse et à la science des placements et des investissements. Cette adaptation, d'ailleurs, a déjà commencé : malgré l'image d'immobilisme qu'on leur prête souvent à l'étranger, les grandes ban-

Ces limitations seront progressivement levées pour les banques des pays communautaires, d'ici à 1993.

Un partage des tâches

Cette stratégie a été payante. Certes, plus d'une banque espagnole incapable de s'adapter aux exigences de la concurrence étrangère a fermé ses portes. Mais les autres ont fait peu à peu. « La concurrence étrangère a transformé les mentalités, observe un responsable du ministère de l'économie. Elle a obligé les banques espagnoles à s'initier à de nouvelles modalités de services financiers, qu'elles ne connaissaient guère, comme les prêts à taux variables, l'emprunt de lettres de crédits, les prêts syndiqués. »

Et les banquiers espagnols ont finalement démontré qu'ils étaient à même de relever le défi. La preuve : la participation des banques étrangères au marché du crédit, après s'être d'abord rapidement élevée (passant de 1 % de l'investissement en 1978 à 14 %

espagnoles, chacune adaptant son marché à ses avantages comparés !

Cette coexistence pacifique ne devrait d'ailleurs pas être bouleversée en 1993. « Même lorsque la législation ne nous l'interdira plus, nous n'allons pas nous lancer dans l'édification d'un colosseux réseau de succursales pour faire concurrence aux Espagnols sur le marché des particuliers », observe un responsable d'une banque étrangère, résumant l'impression générale.

A condition de rénover suffisamment leur offre de services au fur et à mesure de l'évolution des exigences de la clientèle, les banquiers espagnols ne devraient donc pas craindre de se voir demain dépossédés de leur marché traditionnel. Il leur reste à prouver qu'ils sont aussi à même de dépasser ce stade et de se forger une place à un niveau international parmi les segments les plus dynamiques d'un marché financier en perpétuelle évolution.

De Madrid
THIERRY MALINIAC

L'Europe, avenir du Maghreb

L'Afrique du Nord ne représente que 3 % des échanges extérieurs de la CEE. Mais la France, l'Espagne et l'Italie ont intérêt à son développement.

par Henri Régnauld

VUS d'Europe, notamment de Bruxelles, les trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) représentent un peu de la Communauté économique européenne, 3 % des échanges extérieurs. En tant que partenaires commerciaux, ces trois pays, pourtant si proches de l'Europe, représentent pour la CEE moins que Hongrie et l'Indonésie réunies : le Maroc ne pèse pas plus lourd que la Thaïlande, la Tunisie pouvant se comparer aux Philippines. En revanche, vue des capitales maghrébines, la CEE constitue un voisin imposant avec un PIB quatre-vingt-cinq fois plus élevé, une part dans les échanges extérieurs de l'ordre de 60 % à 70 %, un indispensable réservoir de touristes, et aujourd'hui encore, pour

les deux pays non-OPEP (Maroc et Tunisie), une importante source de devises par rapatriement d'une partie des salaires des travailleurs maghrébins en Europe.

C'est dire l'asymétrie totale de la relation CEE-Maghreb, derrière laquelle se profile une large incompréhension entre les deux rives de la Méditerranée. Mais c'est dire aussi, quels que soient les nombreux problèmes internes du Maghreb, que la CEE, en faisant des efforts limités dans la réorientation de ses flux externes, peut contribuer fortement à l'aider et à favoriser ainsi l'émergence d'une zone de coprosperité en Méditerranée occidentale, meilleure garantie de paix dans cette zone.

Au moment des indépendances, les problèmes démographiques n'a-

pas été pris au sérieux, sauf par Bourguiba : pouvait-il l'être, vu l'environnement idéologique de pays musulmans et du tiers-monde ? Aujourd'hui, les taux de fécondité ont commencé à fléchir : mais, vue la structure par âges, la forte natalité se poursuivra demain. L'ampleur de la croissance démographique implique de lourds fardeaux éducatifs, sanitaires, alimentaires et l'impératif absolu de l'emploi.

En 1950, le Maghreb comptait 22 millions d'habitants, aujourd'hui 54 millions. Il en comptera 72 millions en 2000 et 100 millions en 2020, soit le tiers de la CEE d'aujourd'hui. La transition démographique du Maghreb est certes entamée, mais l'inertie démographique a ses loits, et sa lenteur. (A titre de comparaison, l'ensemble Pologne, RDA, Tché-

coslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie compte aujourd'hui 110 millions d'habitants, mais le très faible dynamisme démographique conduit à des projections inchangées en 2000.)

Avec un apport quotidien de 2 800 calories par habitant dans les trois pays, le Maghreb assure une bonne ration alimentaire moyenne. Les potentialités naturelles, hydrauliques notamment, des trois agricultures décroissent d'oest en est.

Lire la suite page 28 et 29

► Henri Régnauld est maître de conférences à l'université de Pau, président du Groupe de recherche sur les économies régionales du bassin méditerranéen (GREBAM).

M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING

MASTERE SPECIALISE HEC INTELLIGENCE MARKETING

Un an de formation d'excellence conçue pour les diplômés de l'Enseignement Scientifique

LE MARKETING AU SERVICE DE LA STRATEGIE D'ENTREPRISE

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs, DEA, DESS Scientifiques, agronomes, médecins, pharmaciens, vétérinaires.

Clôture des inscriptions : 28 AVRIL 1990

Renseignements et Inscriptions : MASTERS HEC 78350 Jouy-en-Josas - Tél. : (1) 39.56.74.32

HEC

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

COMITÉ DE COORDINATION ET D'APPUI DU PAYS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAUX

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE - MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE - OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ARTISANALE ET DE L'AQUACULTURE EN GUINÉE (O. D. P. A. G.)
PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ARTISANALE ET PISCICULTURE
FINANCEMENT : B. A. D. E. A.

• APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1 :

Concerne : La fourniture d'un prototype de pirogue en bois et de divers matériaux de construction navale.

LOT A : Conception et fourniture de quatre (4) gabarits et quatre (4) pirogues en bois construits suivant un plan fourni.

LOT B : Équipements, moteurs, matériaux (excepté le bois), quincaillerie, etc., pour la construction de 120 bateaux de pêche artisanale analogues. Les deux (2) lots feront l'objet d'un seul marché.

• APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 2 :

Concerne : La fourniture de machines, équipements et outils pour chantier naval et ateliers mécaniques.

LOT A : Machines, équipements, outils pour le bois, ainsi que diverses fournitures pour chantier naval.

LOT B : Équipement et outillage pour les ateliers mécaniques.

LOT C : Équipement de manutention et d'entreposage.

LOT D : Un (1) chariot élévateur.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre séparée pour le chantier naval et une offre séparée pour les ateliers mécaniques.

RETRAIT : Dossiers disponibles au siège de l'ODEPAG, 44-46, rue de la République - B.P. 1581 - Tél. : 44-19-48 ou 44-19-90, Conakry - Tél. 22315 CEPECEL.

À partir du 26 février 1990 1990 contre paiement de 150 000 FG

..... FG pour le n° 1

..... FG pour le n° 2

Conakry, le 20/1/1990

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE

Pour votre
DEMEMAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

SHANGHAI FAIR

1983 1990

Voici votre meilleure chance de pouvoir traiter directement vos affaires avec la plus grande ville commerciale et industrielle de la Chine.

Shanghai a organisé en 1983 sa première foire commerciale et depuis la ville a connu des réussites éclatantes. Plusieurs centaines de sociétés d'import-export ainsi que d'entreprises en participation sont attendues sur la foire de Shanghai de cette année.

Les grands objectifs fixés pour la foire de Shanghai sont l'importation et l'exportation de biens et de technologies et les possibilités offertes aux investissements aussi bien qu'aux entreprises conjointes.

Ne manquez pas cette chance unique qui s'offre à votre entreprise. Prenez vos dispositions dès maintenant : nous serons heureux de vous rencontrer à Shanghai du premier au dix mars, au centre des expositions de Shanghai.

Pour obtenir des informations plus détaillées, y compris en ce qui concerne les demandes de visas et les transports, veuillez prendre contact avec :

La commission municipale du gouvernement populaire de Shanghai pour les échanges et les relations économiques avec l'étranger.

Adresse : 33 Zhongshan Road, E.1, Shanghai, China
Tél. : 3232200 - Cable : 1941 SHANGHAI
Télex : 33315 SMERT CN - Postal Code : 200002

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Europe

Suite de la page 27

Mais les compétences agricoles des trois pays sont encore plus contrastées, au gré des expériences historiques d'appropriation des terres : l'Algérie en est à concevoir la réactivation d'une couche d'agriculteurs ; les deux autres pays en sont à se demander quelles sont les meilleures voies d'une autosuffisance alimentaire sans doute lointaine néanmoins.

Les chiffres, impitoyables, traduisent à la fois la logique du climat, la politique des hommes et les contraintes de la croissance démographique : sur la période 1981-1986, l'Algérie a dû importer 66 % des céréales consommées, la Tunisie 45 % et le Maroc 32 %. L'Algérie d'aujourd'hui ne produit pas plus de céréales qu'en 1960, la Tunisie a vu sa production quatre fois supérieure, et ne nourrit sa population que grâce à ses ressources pétrolières et gazières (98 % des exportations en 1987).

Créer six millions d'emplois

Autre corollaire de la démographie : l'emploi. Les taux de chômage officiels s'évaluent entre 15 % et 20 %. Il n'y a là rien d'effrayant comparé à l'Andalousie ou au Mezzogiorno. Toutefois, en dynamique, le problème est différent : du fait de la structure par âges de la population, le Maghreb aura à créer plus de six millions d'emplois durant la décennie 1990-2000, soit la moitié de sa population active actuelle des trois pays. Redoutable défi !

Le Maghreb aura besoin d'emplois productifs - formels ou informels - et parmi eux d'une bonne proportion d'emplois tournés vers l'exportation, pour contribuer à la diversification et à l'augmentation des indispensables ressources en devises, d'autant plus nécessaires vu l'endettement actuel. Quelles peuvent être les sources jointes d'emplois et de devises ?

Cela conduit à l'examen des relations avec la CEE. La CEE et le Maghreb ont à gérer trois dossiers : deux du passé - émigration (problème à dominante franco-maghrébine) et produits agricoles méditerranéens - et un d'avenir : les industries manufacturières. Intégration en Europe des com-

munités d'origine maghrébine ou formation de diasporas autonomes conduisent à une diminution des recettes en devises de l'émigration. L'émigration clandestine sera forcément une solution individuelle ou familiale, sans commune mesure avec l'ampleur du défi de l'emploi au Maghreb. La grande demande de l'industrie européenne en travailleurs maghrébins ou tunisiens est terminée : les travailleurs ne viendront plus au capital, le capital ira aux travailleurs, mais pas forcément à ces travailleurs-là.

Le Maghreb en tant que bloc a peu à attendre des exportations

constate le renforcement de cette tendance à la délocalisation en vue d'une maximisation des profits après impôts.

Dans cette maximisation, la non-imposition des profits joue un rôle surdéterminant : l'intérêt à produire et à localiser les profits dans les zones franches hors CEE reste indéniable. Par ailleurs, la mécanisation et la robotisation des processus de production ne disqualifient pas les pays à faible taux de salaire pour peu qu'une visibilité politique suffisante permette d'envisager dans de bonnes

conditions : une telle adhésion aurait modifié en profondeur la problématique des implantations manufacturières en Méditerranée et construit ainsi un lourd handicap pour le Maghreb. Mais l'Europe de l'Est entre en jeu : à long terme, ses conditions démographiques ne plaident pas pour un fort développement d'industries de main-d'œuvre, mais, à moyen terme, la réorganisation d'économies dramatiquement sous-productives ne pourra que libérer des volumes de main-d'œuvre importants.

D'où une concurrence possible avec la zone méditerranéenne par l'apparition de plages de reconversion en matière de chaînes sectorielles d'investissements étrangers, en dépit de conditions éducatives et culturelles très différentes. Toutefois, il est trop tôt pour se prononcer sur les conditions de salaires, de charges sociales, de fiscalité, de productivités masculine et féminine que les pays d'Europe de l'Est soient en état de proposer en compensation des pays méditerranéens.

Des zones de proximité

Aussi, sauf montée radicale d'un islamisme fanatique, la rive sud de la Méditerranée garde certaines chances. Mais la montée de l'intégrisme ne sera pas indépendante de la solution du problème de l'emploi. D'où l'importance d'une question vitale pour les pays de la Méditerranée du Sud et de l'Est : comment la CEE concevra-t-elle à long terme ses relations avec les pays en voie de développement ? Nos zones de proximité bénéficieront-elles de débouchés privilégiés : en clair, pour l'Europe, un chômeur thaïlandais ou singapourien a-t-il le même poids qu'un chômeur turc ou maghrébin ?

Ne faut-il pas défendre au sein de l'Europe une politique de

	Superficie (en milliers de km ²)	Population 1988 (en millions d'habitants)	PNB 1988 (en millions de dollars)
(I) Algérie	2 382	23,8	58 250
(II) Maroc	710	23,9	17 830
(III) Tunisie	164	7,8	9 610
(IV) Maghreb (I + II + III)	3 256	55,5	85 690
(V) Libye	1 780	4,2	23 000
(VI) Mauritanie		1,9	910
(VII) UMA (IV + V + VI)	6 047	61,6	109 600
CEE	2 254	324,3	4 400 317

(*) Sahara occidental compris : Annuaire statistique 1988 du Maroc. Source : Banque mondiale, Atlas 1989.

de produits agricoles méditerranéens (agrumes, olives, légumes). Ces exportations sont concurrencées par la montée en puissance des productions espagnoles mais aussi et surtout par une consommation interne croissante. Il n'est donc pas certain que les raretés physiques, notamment hydrauliques, doivent être gérées dans le sens du maintien d'excédents exportables du Maghreb dans son ensemble, le Maroc pouvant concevoir ses excédents comme destinés à couvrir les déficits de ses partenaires maghrébins.

Les possibilités de délocalisation

Les ressources naturelles au sens large (gaz, pétrole, phosphates, soleil touristique) peuvent contribuer - et parfois puissamment - à procurer des devises, mais leur contribution directe à résoudre le défi de l'emploi ne pourra que rester limitée.

Aussi, le développement des industries manufacturières s'impose comme une nécessité vitale pour fournir des emplois en nombre et diversifier les ressources en devises. Du fait de la faiblesse de la demande solvable à l'intérieur d'un Maghreb encore compartimenté, il est probable que les investissements à destination des marchés internationaux et à l'initiative de capitaux étrangers restent provisoirement la meilleure voie pour un développement manufacturier.

Dans toute la CEE, des centaines de milliers voire plusieurs millions d'emplois dans les industries manufacturières ont une certaine probabilité d'être délocalisés vers des pays à taux de salaire plus faible. On objecte parfois que les projets de la robotisation risquent de remettre en cause des délocalisations en rendant moins sensibles les différences de coût de main-d'œuvre. Pourtant on

conditions l'amortissement des investissements.

Le tissu manufacturier européen est donc appelé à poursuivre son extension hors des frontières actuelles de la CEE. La question importante est celle des lieux de cette extension : des éclairages nouveaux de cette question viennent de surgir.

L'hypothèque turque vient d'être levée, la CEE renvoyant l'adhésion turque aux calendes

(Publicité)

TEILHARD S.A.

Stratégie - Décision - Action

organise deux séminaires d'une journée au PAVILLON D'ARMONVILLE

le 20 février 1990 et le 24 mai 1990

LES 100 MOTS-CLÉS DU MANAGEMENT

par Bruno MARTIN-VALLAS (X INSEAD)

Brisez la glace, osez pénétrer dans la magie des mots et depuis un langage partagé, démultipliez votre communication ascendante et descendante.

A partir de 100 mots d'apparence simple, la déclinaison et la consolidation stratégique de votre entreprise.

Inscriptions et renseignements auprès de Christine Bauthier :

Tél. : (16-1) 48-25-00-58 - Fax : (16-1) 46-03-48-11

Notre nom
est connu
du monde
des affaires :

dans 16 mois
le vôtre sera
très recherché.

Plateforme privilégiée pour le monde des affaires, l'ISA assure en 16 mois une formation supérieure au management du type MBA, sur le campus HEC-ISA. 1300 postes de haut niveau sont proposés chaque année aux 100 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien. Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.

Réunion d'information

Paris

Judi 15 mars 1990, à 18 h 30

Centre France-Amérique, 1^{er} étage

9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e

Métro : Franklin-Roosevelt

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Pour toute information contactez le service des admissions au (33-1) 33 56 73 52 ou 33 56 73 79

CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES - UN MBA EUROPÉEN

COMUNIONE E LIBERAZIONE

IDENTITÉ CATHOLIQUE ET DISQUALIFICATION DES MOIS

S. LABREZZESE

Préface de Jean Seguy

La première exploration

objective du mouvement

"Comunione e Liberazione"

Ce livre montre les liens du

mouvement avec le contexte

politique et social de la

société italienne actuelle.

Enfin, il établit les liens

entre le mouvement et les

idéologies desquelles

le mouvement se situe et

analyse les effets de la

société italienne et l'impact

catholique.

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

1987, Seisem, 1987, 1987

مركز الأمل

CHAMPS ECONOMIQUES

avenir du Maghreb

zones de proximité favorable aux pays méditerranéens en développement ? Pas de statut privilégié pour une zone méditerranéenne par rapport à une autre, donc pas moins pour le Maghreb que pour la Turquie ; par contre, un statut privilégié pour la zone méditerranéenne par rapport à la zone manufacturière asiatique ?

Si la CEE parvient à mettre en œuvre cette double position, les conditions extérieures d'un développement manufacturier de la rive sud de la Méditerranée seront réunies. Mais il appartient déjà aux pays concernés de renforcer ou de créer les conditions réglementaires, fiscales et les parités monétaires favorables aux investissements étrangers.

A la fin de la décennie prochaine, ou bien le Maghreb aura

été solidement ancré au Nord, au développement, à la démocratie et à la tolérance, ou bien il s'enfoncera vers le Sud : dans cette deuxième éventualité, l'Europe du Sud, out-à-sout du développement, connaîtrait l'inconvénient de la proximité d'une zone à forte pression démographique, dominée par les idéologies de refuge des déçus du développement.

La France, l'Espagne et l'Italie sont aux premières loges. Leur concurrence de plus en plus vive au Maghreb est très saine, au sens où elle fait sortir cette zone d'un état de stase franco-maghrébin inévitablement post-colonial. Mais cette concurrence ne doit pas faire perdre de vue aux sœurs latines qu'elles doivent agir conjointement auprès de la CEE pour une lecture géopolitique de

la Méditerranée. A trop loger à l'Est, puisse l'Europe ne pas oublier qu'un Maghreb qui se développe, c'est peut-être, encore, un petit marché, mais qu'un Maghreb qui trébucherait, ce serait un énorme problème.

L'Europe du Sud n'a plus le choix. L'existence d'un ensemble méditerranéen de co-prosperité, articulé à la CEE lui évitera d'être marginalisée dans une Europe rééquilibrée à l'Est. En favorisant au Maghreb les indissociables avancées économiques et démocratiques, elle s'assurera de son propre avenir.

HENRI RÉGNAULT

Pour une analyse approfondie sur la démographie et l'emploi par Agnès Chevalier, et Vernique Kassar. Economies en développement et défis démographiques. Documentations françaises, n. 102 et Etudes documentaires, n. 4 876, 1988.

Les promesses de l'union à cinq

La signature à Marrakech du traité du 17 février 1989 entre les cinq pays du « grand Maghreb » — Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie — créant l'Union du Maghreb Arabe a-t-elle fondé une nouvelle aire économique au sud de la Méditerranée ? Ou bien ne correspond-elle qu'à un habillage algéro-marocain pour tenter de sortir de l'interminable conflit du Sahara ? N'y a-t-il pas une dynamique irréversible à tous les niveaux, politique et économique, étant entendu qu'en matière culturelle et linguistique une base unitaire existe déjà, à la différence de la CEE ?

L'unité économique est à l'ordre du jour et c'est ainsi que s'est tenu en juillet 1989 à la faculté de sciences économiques de Marrakech un colloque sur les « perspectives de l'unité maghrébine ».

Que ne pourrait-on faire avec du gaz algérien, du pétrole libyen, du minerai de fer mauritanien, des phosphates tunisiens et marocains, à condition d'avoir les réseaux de transport pour réunir ces matières premières ! Toutefois, n'est-ce pas poser le problème dans les termes de la communauté européenne du charbon et, de l'acier

(CECA), quarante ans après, dans un monde transformé où les matières premières ne sont plus le cœur des économies modernes, suppléées par la primauté des techniques de gestion et d'information comme déterminants de la productivité internationale ?

A supposer que cette marche vers l'unité économique s'engage effectivement, elle trouvera sur son chemin plusieurs questions fondamentales :

— Comment faire s'interpénétrer des économies qui sont, individuellement, orientées vers le puissant voisin du Nord, et dont les échanges intra-zone n'atteignent pas 5 % du total des échanges extérieurs ?

— Comment développer les échanges avec des monnaies inconvertibles entre elles ? Une forme d'union monétaire ne devrait-elle pas être la première étape ? Avec quelles pertes ? Faut-il se raccrocher à une zone écu dont le rythme de construction est lui-même incertain ?

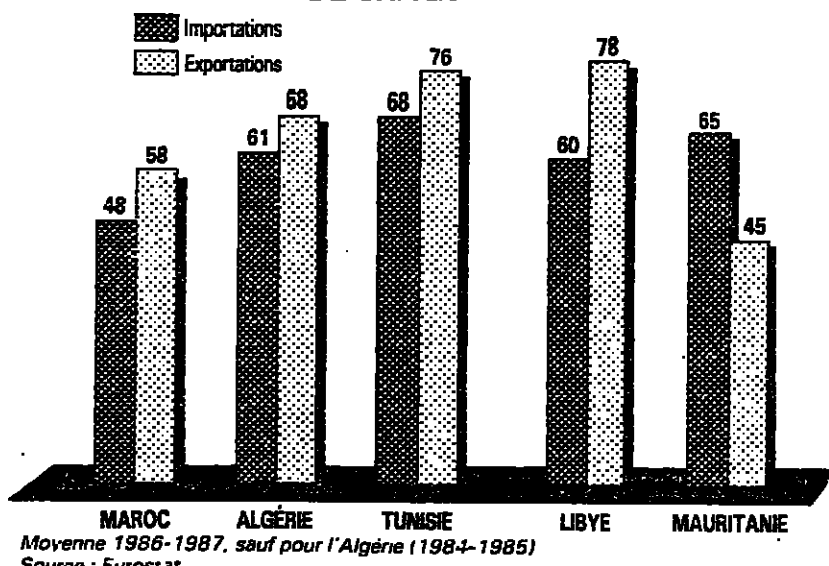
— Comment faire converger des économies régulées selon des modes très différents ? Le Maroc et la Tunisie s'orientent vers une

régulation par le marché, tandis que l'Algérie hésite à sortir de sa gestion étatique et que l'on ne sait pas trop quel dire de l'économie libyenne. L'échec n'est jamais garanti d'avance : qui aurait parié sur l'Europe en 1958 ? Mais il faudra beaucoup de conviction des intéressés pour qu'une unité économique maghrébine soit considérée, de l'extérieur, comme une perspective crédible, d'autant que chaque pays semble jouer, seul, sa carte nationale vis-à-vis de Bruxelles.

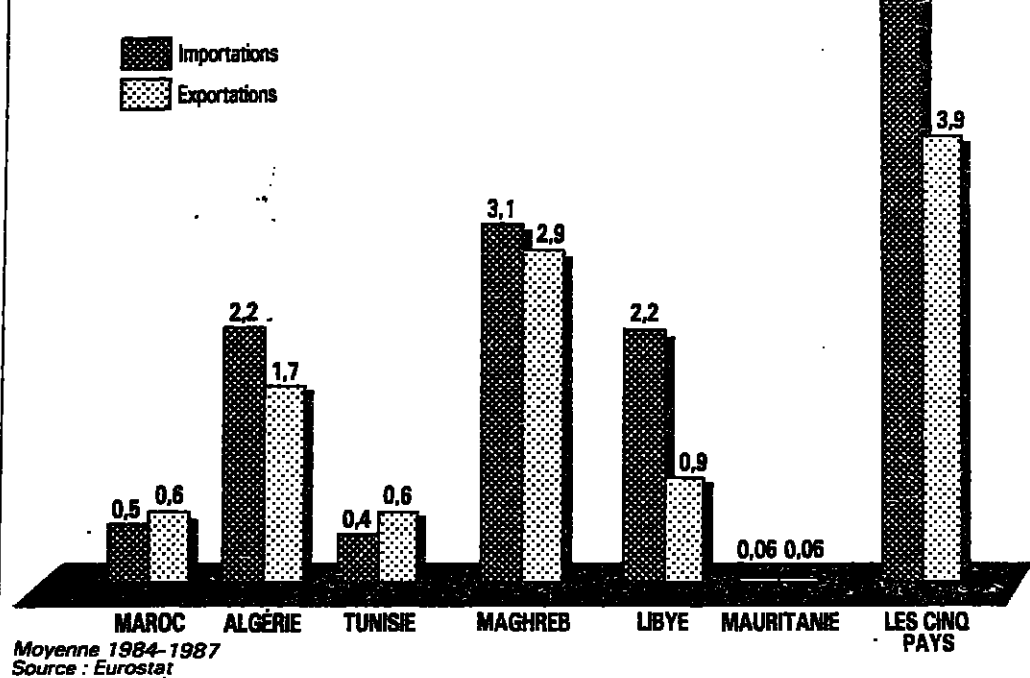
Si la réconciliation algéro-marocaine devait aboutir à la fin du conflit du Sahara, un résultat économique indéniable serait atteint : le Maroc serait délivré du poids financier de la guerre. Mais si l'unité s'arrêtait là, beaucoup se sentiraient floués ! Une union maghrébine a été lancée : après bien des péripéties, elle réussira, à cinq ou à moins, sauf si les remises en cause économiques et politiques, qui n'épargneront personne, font trop peur. Ce serait dommage pour le Maghreb bien sûr, mais aussi pour l'Europe qui a tout intérêt à un pôle de prospérité et de stabilité sur son flanc sud.

H. R.

PART DE LA CEE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE CHAQUE PAYS



PART DU « GRAND MAGHREB » DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA CEE



Notre nom est connu du monde des affaires;

dans 16 mois le vôtre sera très recherché.

Le rendez-vous européen de la micro-informatique professionnelle



13.14.15.16 FÉVRIER 1990

PARIS-PORTE DE VERSAILLES

13 au 15, 9 h-18 h - le 16, 9 h-16 h

Tél. (33-1) 40.09.42.20 - 24 heures sur 24

Minitel : 36.16 FTB* PC FORUM

CAPRIC FRANCE

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le haro sur les Japonais

CHARGÉ des relations extérieures et de la politique commerciale au sein de la Commission européenne, le vice-président de cette institution, Frans Andriessen (Néerlandais), faisait remarquer, à Davos, que les investissements immobiliers des Japonais en Europe étaient 60 fois plus importants que les investissements européens de même nature au Japon.

Voilà des chiffres impressionnants, dont l'effet psychologique est immédiat. Ils viennent à point nommé, comme pour donner une consécration objective à l'émotion produite dans le monde occidental par la hardiesse des promoteurs nippons.

Cependant, malgré un préjugé tenace que l'on continue à rencontrer chez les plus bédouins — Frans Andriessen est de ceux-là — les statistiques ne peuvent, à elles seules, dans une économie de marché, tenir lieu de raisonnement, de preuve ou de justification pour d'éventuelles mesures de représailles ou d'interdiction.

Entre le montant des investissements non seulement immobiliers mais aussi industriels japonais en Europe et le montant des placements européens au Japon, il existe en effet un énorme écart en faveur des premiers. Il est tentant, en présence d'un déséquilibre de ce genre, de l'exploiter politiquement en feignant d'y voir la conséquence d'une stratégie de conquête menée par le peuple qu'on a désigné comme le plus menaçant. Jadis, du temps du général de Gaulle, on s'en prenait à l'impérialisme américain, accusé de vouloir acheter à bon marché les usines françaises et européennes grâce à un dollar dévalué. Mais qu'il y ait eu de la dévaluation, cela ne tienne ! Il semble bien que les sociétés américaines soient, autant qu'elles le furent jadis, les plus gros investisseurs sur le Vieux Continent. Cependant, ce n'est plus d'elles qu'on a peur ou qu'on fait semblant d'avoir peur.

C'est à l'empire du Soleil-Levant qu'on prête désormais, on ne sait trop quel rêve d'hégémonie économique et financière absolue. La nippophobie est devenue quasiment la seule expression autorisée — en réalité encouragée — du chauvinisme. Cela va jusqu'à passer sous silence, pour expliquer des phénomènes de marché, les considérations qui, jusqu'à nouvel ordre, l'emportent sur toutes les autres dès qu'il s'agit d'un marché. Le prix et la rentabilité attendus sont, que les Japonais mènent ou

ne mènent pas la danse, les facteurs déterminants. S'il est un fait de notoriété publique, c'est bien le cherté, aujourd'hui, tant des terrains, des bureaux et des appartements que des actions des sociétés japonaises. Est-il étonnant, dans ces conditions, que les épargnants japonais ou ceux qui gèrent leur épargne cherchent à placer une fraction aussi grande que possible de cette dernière (mais qui reste de toute façon minoritaire) hors de leur pays, là où les actifs sont meilleur marché ? En fait, on ne voit pas de quoi il s'agit, si ce n'est d'un effet de mode, d'un effet de mode qui se répète au vice-président de la Commission européenne : le plus surprenant est qu'il se trouve des Européens pour risquer — fût-ce dans la proportion d'un dixième des investissements japonais — à l'étranger — des opérations immobilières au Japon à des prix que les Japonais jugent exorbitants, même s'ils sont bien obligés de s'en accommoder puisque c'est là qu'ils vivent et qu'ils travaillent.

La vocabulaire et une doctrine insuffisamment assurés s'en mêlent encore pour jeter la confusion, comme si tous les moyens étaient bons pour l'entretien. Quand un Japonais achète un bureau à la Défense ou bien une obligation du Trésor français (OAT), à moins que ce ne soit — cas plus fréquent — une obligation émise par le Trésor américain, il ne s'agit pas d'une opération qui, du point de vue de la balance globale des paiements de son pays, s'analyse comme l'équivalent exact d'une importation. Dans les deux cas, il s'agit d'une dépense réglée en devises (ici francs et dollars) pour acquiescer un bien d'origine étrangère. Dans le premier cas, la dépense est faite par un résident japonais acheteur d'une maison de campagne ou bien des ordinateurs IBM, on parlera communément d'une importation japonaise en provenance de France ou des Etats-Unis.

Si tenace est le mercantilisme ambiant qu'on en restera souvent à cette classification purement verbale pour juger favorable ou défavorable les importations japonaises au sens strict du mot (achet de

marchandises). Dans la réalité, il faudrait s'interroger sur la rentabilité de chaque opération.

Il peut très bien se faire qu'un vendant le Rockefeller Center aux Américains ait encaissé un profit proportionnellement bien supérieur à toutes les exportations vers le Japon de produits agricoles ou manufacturés made in USA.

Quant à la doctrine à laquelle j'ai fait allusion, elle émane des esprits un peu plus sophistiqués que ceux qui se contentent — telle Edith Cresson — de souligner la perpétuation du protectionnisme français (à la rigueur européen) à condition que tout le reste du monde demeure ouvert aux produits français (ou européens). Selon cette doctrine, le surplus commercial japonais ne traduirait pas autre chose que l'excès de l'épargne des Japonais sur le montant des investissements qu'ils effectuent dans leur propre pays. Il me semble que l'équation n'est pas aussi simple. Même en admettant qu'en première approximation la thèse traduite une réalité comptable indéniable (elle revient à dire que, pour effectuer des placements à l'étranger, les Japonais doivent nécessairement décaler un excédent de leur balance des paiements courants), elle ne contribue guère à éclairer un débat qui risque, au détriment de la prospérité générale, de tourner à l'âpre.

POUR discuter du sujet plus sereinement, il conviendrait de préciser que les Etats occidentaux sollicitent, pour ne pas dire courtisent, les gestionnaires de l'épargne japonaise. Aux Etats-Unis, le fait est patent : ouvrez les journaux de la semaine dernière et vous y verrez que Wall Street était tout entier suspendu à la question de savoir si les Japonais souscriraient ou non à l'émission des obligations du Trésor à dix et à trente ans. Le soulagement fut immense, en cette période de crise quasiment ouverte des marchés obligataires, quand il fut évident que les acheteurs nippons étaient là et même un peu là : comme d'habitude, ils enlevèrent entre 20 % et 40 % des titres souscrits. Or ! On respirait à nouveau : le financement du déficit budgétaire était assuré dans les conditions coutumières et les taux d'intérêt ne subiraient pas une hausse supplémentaire. Mais, en vertu de

l'hypocrisie ambiante, on préférerait présenter les choses à l'envers. Pour attirer les investisseurs japonais, désolé, il a fallu baisser les taux. Façon de ne pas reconnaître que si on avait eu besoin du concours de ces derniers, c'est parce que, même au taux majoré, on ne trouvait toujours pas de souscripteurs américains en nombre suffisant !

En France, le jeu est le même, quoique à une échelle plus réduite et à la fois en valeur absolue (cela est évident) et en valeur relative. La proportion du déficit de l'Etat français financé par les Japonais ne dépasse sans doute pas 10 % à 15 %, contre 30 % à 50 % selon les années pour le déficit de l'Etat fédéral américain. Il existe toutefois une autre différence, celle-là d'ordre publicitaire. En France, ni l'administration ni les professionnels de la finance n'ont le public soit informé, encore moins qu'il se mêle si peu que ce soit de leurs affaires. Aussi les Français ne connaissent-ils que les importations — d'une forme très peu classique — d'Edith Cresson contre les importations de voitures japonaises en particulier, et tout ce qui est japonais en général. N'est donc porté à leur connaissance qu'une des pièces du dossier. Sans doute est-il opportun de maintenir la pression pour obtenir une plus grande ouverture effective du marché japonais, mais n'est-ce pas à la fois dégrader la raison et la dignité que de compter sur les Japonais pour qu'ils nous prêtent de l'argent tout en jetant des haut cris devant leur succès à l'exportation ?

Les récriminations sur les taux de change ne sont probablement guère plus qu'une autre échappatoire. Une réévaluation du yen n'aurait-elle pas pour premier effet de stimuler les acquisitions japonaises d'actifs étrangers, jugés si souvent inopportunes ?

Pourquoi cette véhémence des deux côtés de l'Atlantique, alors que les économies américaine et européenne connaissent une grande prospérité et ont encore (surtout la seconde) de belles perspectives de croissance ? Un rapport de 1987, établi par un groupe d'économistes sous les auspices des Nations unies (1), avait proposé une explication.

Il est désormais plus aisé, semble-t-il, pour un gouvernement d'imposer, au nom de la désinflation (objectif tout à fait justifié, faut-il le préciser), des sacrifices à une population que d'user de son pouvoir coercitif pour priver les grandes entreprises des avantages dont elles jouissent sous forme, par exemple, d'une protection vis-à-vis des concurrents étrangers. Cela paraît à quel point, faisaient déjà remarquer les auteurs du rapport, les grandes nations du monde développé sont dominées par les grands intérêts organisés. Henry Kaufman analysait récemment le même thème (voir notre chronique du 28 novembre 1989) en disant que la « corporatization » (l'incorporation signifie dans le vocabulaire américain) de l'économie américaine.

DES que les intérêts en question sont touchés ou risquent de l'être, on voit réapparaître, autour de la table des conférences internationales, les vieux rudes, le spectre des affrontements d'un temps qu'on espérait révolu. Carle Hill, représentant de la Maison Blanche à la conférence du GATT, brandit le manche d'un retrait des Etats-Unis, alors que c'est le protectionnisme américain qui avait le plus contribué, au début des années cinquante, à déclencher la grande dépression. A 30, à déclencher la grande dépression. A Bruxelles, Edith Cresson, ministre des affaires européennes, va — trois ans à peine avant la fameuse échéance de 1993 — jusqu'à évoquer la possibilité d'une fermeture de nos frontières à l'importation des voitures allemandes si on ne parvenait pas à une position commune vis-à-vis des voitures made in Japan et made in Europe par des filiales de fabricants japonais. Une position commune, sur quel ? Sur la conclusion avec les Japonais d'un accord pour limiter « volontairement » leurs exportations sur le marché européen tout en maintenant pour la France le contingent au niveau très bas qu'il connaît aujourd'hui et pour encore une longue période. On a vu aux Etats-Unis à quel point de tels accords reviennent : à l'établissement d'un cartel où les différents producteurs, y compris les Japonais, retrouvent leur compte grâce à des prix plus élevés que ce ne serait le cas si le marché était ouvert. Vive la défense des intérêts de Peugeot et de Renault au nom du maintien de l'emploi !

(1) Trade Routes to Sustained Economic Growth, Macmillan Press for the United Nations.

Notes de lecture

par ALFRED SAUVY

CHRISTINE RIMBAUD

Pinay

Un nom que les jeunes ignorent et que les moins jeunes ont un peu oublié, en dépit du rôle politique qu'il a joué cet homme en 1952, puis en 1959, « sous » de Gaulle. C'est la première biographie consacrée à cet homme aussi populaire que discuté. L'auteur, qui nous avait donné « Le Froc des Mendès France », procède à un éloge dont la force réside, selon la norme, de réduire crédit et influence.

C'est en fait tout le conflit entre morale et efficacité qui a été en cause, un moment, conflit certes permanent en politique, mais poussé ici à un degré qui aurait mérité le trouble glasnost. Exempt de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les successions et indexé sur l'or, donc très favorable aux riches, l'« emprunt Pinay » pouvait être interprété comme une critique du régime lui-même. L'auteur ne se place pas sur ce terrain.

Les oppositions des communistes ont cependant été suffisamment violentes pour inquiéter les Américains et ont obligé le gouvernement à des mesures d'exception. « Le bruit court, dit l'auteur, que le Parti communiste pourrait être interdit. »

La comptabilité nationale étant alors dans l'enfance, les pouvoirs publics et les partis interprétaient, de façon simpliste, les divergences entre indices de prix de gros et indices de prix de détail. Rappelé en 1958 par de Gaulle, Antoine Pinay, auréolé du surnom rassurant de « l'homme au chapeau rond », annonce, sans ménagement, que c'est « la faillite ou le miracle » (c'est le temps du prétendu « miracle allemand »). Nouvelles mesures, plus efficaces à nouveau que morales, « Nécessité fait loi », écrit alors Pierre Vianasson-Ponté.

* Perrin, Paris, 1989, 22 cm, 476 p., 155 F.

ANDRÉ SERVIN

Plaidoyer pour un monde en péril, ou Cinquante ans après. Essai sur l'humanité au seuil du troisième millénaire

Une étrange ambition que ce tour du monde en quatre-vingt tableaux, disons en quatre-vingt ensembles, de cinq pages « en moyenne », mais une réussite plus étrange encore, dans un parcours séméiotique et cependant réussi sans déviations. L'auteur, célèbre polygraphe, a pris ici une décision, pour laquelle on voudrait éviter le déplorable cliché, en vogue, de défi. Ce n'est pas que l'état du monde soit partout jugé à la lumière de statistiques justes et précises, mais les embûches, classiques ou autres, ont été surmontées.

C'est ainsi que la population, fait rare, est loin d'être oubliée, aussi bien pour les peuples vieillissants, Europe occidentale et méditerranéenne, que pour les insouciantes d'Afrique noire ou les chicanos, s'insinuant du Mexique aux Etats-Unis.

Plus séduisant par Auguste Comte que par Sartre ou Régis Debray, cet auteur avait déjà montré qu'il savait écrire, et plus encore se faire lire. Mieux vaut le suivre, dans son tour, que d'essayer quelques ciselures, ici ou là.

N'est-il cependant pas permis de formuler quelques observations ? Comme la plupart des auteurs, celui-ci ne tient pas compte de l'influence discrète, favorable en somme, de la hausse des prix, sur l'importance réelle de la dette extérieure. En ce qui concerne la surpopulation en Afrique noire (terme peut-être à nuancer), il aurait été heureux de trouver ici les deux moyens, si souvent décrits et si peu employés : l'enseignement de la puériculture, pour faire réduire ou limiter le nombre de bouches à nourrir, et l'intensification de l'enseignement agricole.

* France-Empire, Paris, 1989, 22 cm, 369 p., 110 F.

JEAN-FRANÇOIS LAE

Travailler au noir

De toutes les études parues en France sur le travail noir (une courte bibliographie, entachée d'un singulier jugement), celle-ci est sans doute, sinon la plus réfléchie du moins la plus approximative. C'est moins la société qui est en question que l'individu lui-même, placé en diverses conditions.

Comme si souvent, l'auteur s'exprime dans le sens littéral des mots, sans songer que le lecteur, à la « réception », peut n'être ni un sociologue confirmé ni une personne disposant du temps suffisant. Ce défaut, si fréquent en France, pourrait être corrigé par un lecteur critique du manuscrit, comme, souvent, aux Etats-Unis.

Il s'agit de la France d'aujourd'hui. Un bref historique, notamment sur les corporations, eût été le bienvenu. Nombreux, en revanche, sont les exemples actuels, souvent pittoresques, mais

sans appréciation de leur fréquence. Quatre catégories sont distinguées : « l'artisan ouvrier en détresse », puis l'« ouvrier salarié », le « petit noir » et le « tout noir », appelé sans raison « self black », par allusion inattendue aux joueurs néo-zélandais de rugby.

Pittoresque, mais contestable, est l'annexe, avec chiffres et tableaux, sur un échantillon de trente et une personnes seulement. Et, finalement, nous trouvons une évaluation de la dimension du travail non enregistré : 4 % du PIB, chiffre plausible, ne disons pas plus, très inférieur aux résultats annoncés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Souhaitons une seconde édition, ne disons pas plus naïve, mais plus pénétrante encore.

* Metaille, Paris, 1989, 21,5 cm, 228 p., 115 F.

ISABELLE CASSIERS

Croissance, crise et régulation en économie ouverte : la Belgique entre les deux guerres. Préface de Robert Boyer

Peu familiarisé avec le sujet, mais soucieux d'en dégager l'intérêt actuel sur la doctrine néo-classique, le préfacier rappelle que la croissance d'une petite économie ouverte ne résulte pas de la concurrence pure, mais de l'insertion internationale du pays. Appuyé sur des enseignements postérieurs à la deuxième guerre, qui lui sont plus familiers.

L'auteur est maître de conférences à l'Université catholique de Louvain.

En 1918, la Belgique se trouve devant un double problème de reconstruction et de modernisation. Changements techniques importants : moteurs électriques, rôle des convoyeurs, etc. En 1929, début de la crise, la productivité est supérieure de 40 % à celle de 1910. En dépit de la longueur des frontières, cette économie, si ouverte, commerce plus avec l'Allemagne qu'avec la France. La crise frappe durement la Belgique, si ouverte sur l'extérieur. L'auteur sous-estime quelque peu l'importance de l'institut de conjoncture de Louvain, en avance sur son temps. C'est sur le vu, par H. Dupriez, de la disparité des pouvoirs d'achat entre la Belgique et l'ensemble du monde, qu'est décidée la dévaluation du franc belge, en 1935, tandis que l'économie française s'enlève, en dépit de cet exemple, exalté par Paul Reynaud dont les vœux sont, une fois de plus, confirmés.

En annexe, graphiques et tableaux. Quelques modèles. Plan de H. de Man.

* De Boeck-Wesmael, Bruxelles, 1989, 25 cm, 272 p.

HENRI LEPAGE

La nouvelle économie industrielle

Elle est toujours nouvelle et toujours évolutive, l'économie industrielle. Non seulement le célèbre libéral, défenseur rationnel de la propriété, ne s'identifie ni à Adam Smith ni à l'école de Chicago, mais il met en garde contre les expressions idéologiques telles que « économie mixte » ou « politique industrielle », si vain est le refus de reconnaître la propriété.

La politique industrielle, de 1981 à 1986, ressemble plus, est-il dit, à l'action d'un hôpital de campagne qu'à une « stratégie » positive. Les

socialistes occidentaux reconnaissent que le marché n'est pas un choc, mais une donnée. Poursuivant plus loin l'analyse, nous nous trouvons non certes devant une condamnation de l'ordinateur, mais devant une dénonciation de son insuffisante fidélité.

Vient, logiquement, une condamnation du « monopole naturel », déjà représentée ailleurs, à propos d'EDF et de sa tarification au coût marginal. Même aux Etats-Unis le téléphone est, « en fait », un gigantesque monopole réglementé. A Anchorage, Portland et Cleveland, l'électricité est fournie par deux firmes en concurrence. En passant, condamnation de la fausse excuse des « économies d'échelle », invoquée par les monopoles.

Et nous poursuivons la destruction de dogmes. Se suivent : la crise des années 30 (qui a éclairé la question), la théorie du « passage clandestin », l'agriculture des années 2000 (abandon, par l'Europe, de l'idée de forteresse agricole), etc.

En fin d'ouvrage, une théorie positive de la propriété, surtout littéraire, en collaboration avec B. Lemennicier, professeur à Lille. Six annexes, dont une critique sévère de W. Léontief.

* Hachette-Picard, Paris, 1989, 17,5 cm, 450 p., 56 F.

JACQUES HENRIPIN

Naître ou ne pas être

Le célèbre démographe québécois (le premier à avoir pris contact avec les Français après la guerre), éloigné, dans cet ouvrage, du système simpliste, souvent reproché à des Français, comme à des Québécois, nous donne une vision claire sur le Québec. La population québécoise francophone — la population du monde d'ici — la toire est le mieux connue, grâce aux registres tenus depuis trois siècles — a subi depuis la guerre une transformation profonde (beize mille changements en 1980), si bien que le renouvellement des générations n'est plus assuré.

Après diverses vues générales (notamment sur la fécondité féminine maximale, physiologique) et de pittoresques exemples, est débattue le problème de la survie de la population francophone. Contestée à tort, en divers milieux, l'efficacité des mesures natalistes est abordée ici dans un esprit critique. L'immigration ne résolvant pas le problème (le nom de Haldé n'est cependant pas prononcé), le vieillissement de la population s'accompagne de l'abandon de certaines professions vitales (santé, aviation). Est proposée une disposition originale et pleinement démocratique : le vote des enfants (exercé par les parents), mesure vitale refusée, sans réflexion, en France, après la guerre.

Ouvrage remarquable, sur une question trop souvent abordée hors de tout esprit scientifique, il ne porte cependant que sur le Québec et laisse de côté l'Acadie francophone (université de Moncton).

* Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1989, 17,5 cm, 141 p.

50/50

5011

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 13 février 1990 31

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

FRANCHE COMTE
**AUPRES DU PRÉSIDENT, TOUTE LA GESTION FINANCIÈRE...
ET L'ANIMATION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE**

Filiale d'un grand groupe français coté au second marché de Paris, notre société industrielle située en Franche-Comté (500 personnes, C.A. 99 : 500 MF) connaît un fort développement tant en France qu'en Europe. Dans le cadre du renforcement de nos structures, nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur Financier

Rattaché au PDG et membre du Comité de Direction, vous couvrirez l'ensemble de la fonction (contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie et informatique), vous coordonnerez et animerez le plan stratégique à trois ans, travaillant en étroite collaboration avec les responsables opérationnels et les patrons de filiales. En outre, vos fonctions vous amèneront à traiter tous les aspects financiers affectés aux domaines juridiques et fiscaux, aux assurances, à la prévoyance...

De formation supérieure en gestion (ESG ou équivalent), à 35 ans environ vous parlez l'anglais et si possible l'allemand ou l'espagnol, et vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans en qualité de responsable du contrôle de gestion d'une importante entreprise industrielle à vocation internationale. Une première expérience dans un cabinet d'audit international constituerait un atout complémentaire.

Pour cette fonction clé de notre entreprise, nous ferons bien sûr appel à tous vos talents de gestionnaire, mais aussi à votre sens de la communication et à votre dynamisme. Nous devons en effet notre réussite à une équipe déjà « internationalisée », qui sait aller professionnellement et esprit d'entreprise, qui en un mot, aime la réussite, et nous attendons un Directeur qui nous rassemble.

Notre Conseil, Pierre CHAUSSEMER, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence CDFIUM, à l'adresse suivante : RPC 24, rue de la Fédération 76015 PARIS.

Raymond Poulain Consultants

Une grande entreprise internationale (CA France supérieur à 5 milliards de Francs) leader sur son marché, recherche son

Directeur des Comptabilités

Paris Nord 400 KF

Rattaché au Directeur Financier et à la tête d'une équipe de 25 personnes, vous êtes principalement chargé de l'animation et de la coordination des comptabilités de l'ensemble des sociétés du Groupe, de l'harmonisation et du développement des systèmes et procédures et de la supervision de la consolidation du Groupe.

Agé de 30 ans environ, doté de réelles qualités de management et de créativité, vous avez une formation supérieure de haut niveau (complétée si possible par l'expertise comptable), une solide expérience de la fonction acquise en entreprise ou en cabinet, et une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Vous devez en outre parler anglais couramment.

Contactier Emmanuel de Premont au (1) 45.53.26.26, ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. RCS210MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Jeune société de conseil en recrutement par approche directe (3 consultants, 6MF de CA) basée à Paris (8) crée une filiale "middle management" et souhaite rencontrer pour lancer cette activité des

CONSULTANTS SENIOR

Tout en bénéficiant d'un appui logistique de démarrage (informatique, documentation, comptabilité, etc...), ils piloteront des actions de conseil en recrutement, fidéliseront les clients à travers les missions qui leur seront confiées la première année (approche directe ou annonce), développeront une clientèle propre, et participeront à la gestion de la société.

De formation supérieure, ils ont occupé diverses responsabilités en entreprise, si possible dans plusieurs secteurs d'activité. Cette expérience réussie est, soit complétée par un passage au sein d'un cabinet de recrutement, soit sous-tendue par une forte capacité à transformer son réseau relationnel en chiffre d'affaires.

Nous attendons des hommes de terrain, soucieux du service rendu et de sa qualité, attirés par une rémunération motivante et le souhait de devenir associé. Merci de communiquer votre résumé de carrière et vos motivations sous la référence A99 à GAYAL - 110/114, rue Jules Guesde - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

OPPORTUNISTES !

Société multinationale de formation des Cadres et des Services Commerciaux.

Nous recherchons des personnes qui occuperont les postes-clés en assurant la mise en place de notre filiale Française et la distribution de nos services.

La possibilité d'accéder aux postes de Direction dans la première année, les déplacements internationaux et une rémunération avoisinant 600 000 F font partie des perspectives offertes.

Les candidats seront âgés d'au moins 28 ans, totalement bilingues anglais et capables de s'adresser (en français) à des groupes allant jusqu'à 150 personnes.

Envoyez votre C.V. détaillé à : M. Ron CARTEY, Sales Director, Advanced Leadership Academy, Academy House, Farleigh Dene, Cliddeaden, Basingstoke, Hampshire RG25 2JL, Angleterre ou téléphonez au : (19) 44-256-469344.

Région Clermont-Ferrand
Entreprise d'équipements électriques pour
véhicules et industries
(CA 60 MF - 130 personnes)
recherche son

Directeur Général

400 KF/an

A 40 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur et une solide expérience de Direction de PME. Excellent gestionnaire, vous fixerez les objectifs à atteindre et veillerez à leur réalisation, tant au niveau commercial, qu'études et production.

Analyser, prévoir, convaincre et décider... autant de rôles que vous assurerez dans le cadre du développement de notre société.

Vous animerez une équipe d'encadrement, au sein de laquelle qualités relationnelles, sens des responsabilités et esprit de décision seront indispensables.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 5580, à Caré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 T M

JURISTE D'ENTREPRISE

Groupe International de l'Informatique solidement implanté aux Etats-Unis et en Europe, parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche

Sous la responsabilité du Directeur Juridique Groupe, vous assurez l'ensemble des besoins juridiques en droit des affaires de la société-mère française Alsys SA, et notamment l'assistance juridique aux ventes, le suivi des marques et la rédaction de contrats.

Possédant une Maîtrise de Droit ou un DESS, vous avez déjà une première expérience en droit des affaires dans une entreprise ou en cabinet. Doté d'une culture internationale et de préférence imprégné de culture anglo-saxonne, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, la connaissance de l'allemand étant un plus.

Vous avez un intérêt certain pour les technologies de pointe, et vous êtes prêt à rejoindre une équipe jeune.

Pour le candidat de valeur, ce poste pourrait évoluer vers la négociation internationale.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence JE, que vous adressiez à : Alsys, 29, avenue L.R. Duchesne, 78170 La Celle Saint-Cloud.

alsys

Finalion, filiale du Crédit Lyonnais spécialisée dans le crédit à la CONSOUMATION, recherche pour son siège de la Défense

Un(e) jeune organisateur (trice)

Agé(e) d'environ 30 ans, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac + 4) et/ou vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction organisation au sein d'un établissement bancaire ou financier, et une bonne connaissance de l'outil informatique.

Vos qualités d'animation, de pédagogie et de communication vous permettront de proposer des procédures adaptées à nos traitements administratifs.

Envoyez : lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. ORG/1202 à :

FINALION D.R.H. Cédex 21 92095 PARIS LA DEFENSE.

finalion

ANIMATEUR DE FORMATION

Banque - Nice

Ce très important établissement financier recherche dans le cadre de son développement un animateur de formation. Très opérationnel, il aura la responsabilité de la mise en œuvre du plan de formation pour une partie de l'entreprise. Il élaborera les moyens pédagogiques, réalisera lui-même les animations et le suivi. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure : ITB et/ou Bac + 4. Il possède au moins 5 ans d'expérience professionnelle et une bonne pratique de l'organisation et de l'animation de cycles de formation acquise au sein d'une banque. Le poste est basé à Nice. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X523M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

SOGEA Importante Filiale BTP du GROUPE SGE

Recherche pour sa DIRECTION JURIDIQUE INTERNATIONALE

JURISTE

en Droit des Affaires et Contrats Internationaux

De formation DESS ou DEA Droit Privé, ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans l'activité. Déplacements à l'étranger de courte durée à prévoir. Anglais courant nécessaire, Espagnol souhaité.

Adresser lettre et CV sous réf. DJI 80/02 à SOGEA - Paul Pierson - DRH/RECRUTEMENT - 280 avenue Napoléon Bonaparte BP 320 - 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex qui en assurera un traitement confidentiel.

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant

Atiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguë.

Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL s/réf. 3125, 27 rue Talbot, 75009 Paris, en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

LYON

Société de TRANSPORTS INTERNATIONAUX de premier plan recrute pour sa direction régionale Rhône-Alpes :

CADRE JURIDIQUE

spécialisé en droit du transport

Formation type DESS commerce international, complétée d'une licence ou d'une maîtrise en droit des affaires. Il sera responsable de l'ensemble des affaires juridiques et de la gestion des contrats d'assurance de la direction régionale et des établissements situés sur Rhône-Alpes.

Envoyer réf. 15/90 CV + prétentions + photo (retournée) + lettre à MULTICONSULTATION, 25, rue Turenne - 69424 LYON Cedex 03 Renseignements complémentaires 3614 code TL10P * MULTICO

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 文

UN PROFESSIONNEL DE L'AUDIT COMPTABLE

Le Groupe des Mutuelles du Mans (9.000 personnes, 15 milliards de francs de chiffre d'affaires) est le premier groupe français d'assurances mutuelles. Il connaît une forte croissance, tant sur le marché français qu'au plan international où il intervient à travers ses 30 succursales ou filiales réparties sur quatre continents. Son département audit compte une dizaine de personnes et intervient dans l'ensemble des structures du groupe. Il réalise des audits opérationnels mais aussi comptables et financiers. C'est cette dernière activité qu'aura en charge le candidat qui les rejoindra. Assisté d'un collaborateur, il interviendra dans l'ensemble du groupe sur des missions essentiellement tournées vers la révision

comptable et le diagnostic financier. Ce poste s'adresse à un cadre comptable de formation experte comptable, âgé de 30 ans minimum. Il aura une expérience similaire en entreprise ou, préférentiellement, en cabinet d'expertise-comptable ou de commissariat aux comptes. Ce poste est situé au Mans et nécessite des déplacements en France et à l'étranger. Il pourra évoluer vers des fonctions de management global au sein du département. Ecrire à C. BUSO en précisant vos prétentions et la référence A/R9684M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)



les mutuelles du mans

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

ANIMATEUR RESPONSABLE DE LA PROMOTION ET DE L'AMENAGEMENT

STRASBOURG-TECHNOPOLE. Dans un environnement scientifique extraordinairement riche, le parc d'innovation propose 200 hectares à l'implantation et au développement d'entreprises de haute technologie. Aménageur de cet espace essentiel de STRASBOURG-TECHNOPOLE, la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (S.E.R.S.) a mis en place toute une infrastructure d'accueil destinée à faciliter les échanges et la vie des entreprises déjà installées. Afin de poursuivre sa mission, la S.E.R.S. recherche le futur responsable du parc chargé de contribuer à sa promotion par le développement des contacts

établis dans les milieux industriels, scientifiques et universitaires, et d'en superviser la gestion, notamment technique, dans un souci de qualité. Jeune mais déjà véritable manager, le collaborateur recherché, de formation supérieure technique ou commerciale de haut niveau, devra être en mesure de justifier d'une première expérience lui permettant de prétendre à un poste passionnant tant dans sa dimension commerciale que de gestion (anglais et allemand souhaités). Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6743M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

STRASBOURG TECHNOPOLE
PARC D'INNOVATION D'EUROPEPA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

SYNDICAT PROFESSIONNEL BTP

Directeur général

Au service de ses 1.500 entreprises adhérentes, ce syndicat professionnel dispose d'un centre de gestion agréé, assure l'assistance juridique, sociale et technique et intervient activement auprès des partenaires économiques de la profession. Sous l'autorité du président, chef d'entreprise élu par les adhérents, le directeur général prépare les dossiers spécialisés, applique les choix du bureau, anime ses 26 collaborateurs très expérimentés et assure la permanence du dialogue avec les adhérents et avec l'environnement régional et national. Idéalement âgé de plus de 40 ans, diplômé d'études supérieures, notre can-

didat possède une expérience double acquise en entreprise du BTP et en organisation professionnelle. Ce poste basé dans une ville universitaire située à une heure de Paris est ouvert à des candidats féminins et nécessite des qualités élevées de contact relationnel et de diplomatie. La rémunération de haut niveau est de nature à attirer des candidats de valeur. Ecrire en précisant la référence A/1573M - PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - BP 664 - 44018 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.82. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

RESPONSABLE DE LA QUALITE ET DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

Cet important constructeur français de matériel électrique, électronique, d'équipements industriels et systèmes de transport (550 personnes, 380 millions de francs de chiffre d'affaires) recherche son responsable qualité et développement des compétences. Dépendant de la direction générale, il aura pour mission, en étroite relation avec la clientèle et les fournisseurs, de développer, promouvoir et gérer la qualité à tous les niveaux de l'entreprise sur les sites industriels du groupe. Le principal site se trouve en Hautes Pyrénées, les autres sites se situent en région parisienne et en Europe. Il animera une équipe d'une quinzaine de personnes. Chargé de la formation, il sera à terme le promoteur d'une gestion prévisionnelle des compétences. De forma-

tion supérieure, le candidat que nous recherchons doit justifier d'une expérience industrielle réussie dans le domaine de la qualité et/ou de la formation. Il devra posséder des aptitudes à la négociation, à l'écoute, à la réflexion et à la communication. Ouvert, il possède de bonnes qualités pédagogiques d'exposé et le sens du concret. Pour ce poste, l'utilisation de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération, attractive, sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat retenu. Ecrire à Brigitte VALDIGUIE en précisant la référence A/17351M - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.15 code PA)

Soulé

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

ORGANISATEUR SENIOR ASSURANCE

Paris - Une des premières sociétés d'assurance-vie, actuellement en pleine expansion, recherche un organisateur de haut niveau. Intégré au sein d'un des deux centres de clientèle de la branche individuelle (400 agents), il aura la responsabilité d'une équipe de 20 personnes dont 10 cadres, participant à la mise en place et au développement du système de gestion concernant les centres grand public (assurances individuelles vie-décès, produits de capitalisation), ainsi qu'au redéploiement des activités de production et de gestion des contrats individuels entre les deux centres de

clientèle. Cette équipe assure par ailleurs le suivi des systèmes informatiques et les missions d'organisation spécifiques au centre de clientèle. Pour ce poste nécessitant rigueur, sens des relations humaines et dynamisme, nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'organisation, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant au moins cinq années d'expérience, si possible dans une société d'assurance. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence B/5984M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage



LEVER (SKIP, CAJOLINE, CIF...), filiale du Groupe UNILEVER, recherche pour sa principale unité de fabrication (900 personnes) à Lille son

ASSISTANT CHEF DU PERSONNEL

Directement rattaché au Chef du Personnel, vous prendrez en charge les différents aspects de la gestion du personnel : communication, rémunérations, études spécifiques, conditions de travail, mise en place de nouveaux logiciels informatiques...

Débutant ou justifiant d'une première expérience, ce poste constitue une première étape passionnante vers des responsabilités de généraliste en matière de Ressources Humaines.

Ensuite, notre Groupe pourra vous offrir de réelles possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 05/90 LM à : **UNILEVER FRANCE SERVICE** - Recrutement et sélection des cadres - 157, Bd Haussmann - 75382 Paris cedex 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

DES RESSOURCES HUMAINES PETILLANTES

SCHWEPES France a réalisé en 1989 un C.A. de 720 Millions de francs (en progression de plus de 40 % par rapport à 1988) avec 420 collaborateurs. Pour soutenir le succès de nos produits (Indian tonic, les Dry de Schwepes, Seven-Up, Canada Dry), faire pétiller nos ressources humaines et dynamiser au quotidien notre projet d'entreprise, nous recherchons notre Responsable du Développement Social. Rattaché au Directeur des Ressources Humaines de SCHWEPES France, la fonction est déterminée par une vision stratégique globale, sur des objectifs et des valeurs à faire partager : "Clarté. Bien vivre son travail. Jouer la Transparence. Tous partenaires. Pour une qualité totale". Nos boissons désaltèrent par delà les frontières, aussi le poste a un rayonnement international et participe à la construction de projets communs avec nos DRH Europe.

Vous animez des groupes de travail aux différents niveaux de management et développez une dynamique de fluidité. En liaison avec le Responsable du Développement Social-Sites, vous mettez en oeuvre et contrôlez des politiques de gestion et de développement des hommes en facilitant l'adéquation qualitative des ressources humaines aux objectifs. De la gestion des carrières et des recrutements, à la formation et à l'animation de structures participatives, au développement de méthodes et outils, votre domaine sera large. Véritable vecteur de communication, vous créez les conditions de dialogue et de synergie entre les différents acteurs de l'entreprise.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Gestion, Relations Sociales...) vous avez acquis de "la bouteille" dans la gestion des ressources humaines (5-7 ans), par exemple, au sein d'une société anglo-saxonne privilégiant l'approche-clients sur des marchés qui bougent. Homme ou femme de stratégie, vous vous affirmez par votre sens de l'influence, votre subtilité, votre simplicité et vos capacités à négocier dans un esprit de service et d'implication. Si vous souhaitez donner de la fraîcheur et des extraits naturels de réussite à votre parcours professionnel, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous la référence RDS à notre conseil : Josiane Agard Développement - 67, Avenue Georges Mandel - 75116 Paris.

Josiane Agard Développement

GROUPE MONDIAL DE PRESSE

pour le lancement de son nouveau mensuel grand public, recherche :

Secrétaire de rédaction

Vous avez environ 5 ans d'expérience presse et une bonne connaissance du text-processing. Réf. SR/02

Premier maquettiste

Vous seconderez le Directeur Artistique et assurerez très rapidement la responsabilité complète de la maquette. Réf. PM/02

Iconographe

Votre bonne connaissance du milieu agences et photographes indépendants vous permettra de créer et de prendre en charge l'ensemble de l'iconographie du magazine (Archives, contrats, droits d'auteur, négociation agence, production image). Réf. IC/02

Pour ces 3 postes, une bonne expérience de la presse magazine est indispensable et la pratique de l'anglais est souhaitée.

Adressez votre dossier de candidature et vos prétentions sous la Réf choisie à HCA - 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS sous N° 6883/U. Il sera transmis en toute confidentialité.

1520

551/101

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 13 février 1990 33

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



15 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et l'automobile, des produits et services caractérisés par une technologie avancée. La Division Systèmes Aéronautiques (2 000 personnes) renforce sa présence auprès des donneurs d'ordres aéronautiques sur la région de TOULOUSE.

Responsable commercial Toulouse Câblage aéronautique

Rendant compte au Directeur Commercial de la Division, vous animeriez une petite équipe et serez responsable de la promotion et de la vente des activités Câblage (Etudes, Fabrication et Installations) auprès des constructeurs implantés dans la région. Vous serez l'interlocuteur permanent et privilégié à tous les niveaux chez le client et couvrirez tous les aspects : vente, budget et administration commerciale.

Agé d'au moins 30 ans, Ingénieur SUPAERO de formation, vous connaissez le milieu aéronautique toulousain auprès duquel vous êtes réellement introduit. Votre entente, votre autonomie, votre excellent relationnel, votre pratique courante de l'anglais, vous incitent à relever ce challenge. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9007/M, ou 7 rue de Monceau - 75008 Paris - 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

BATIMENTS INDUSTRIELS

Un important établissement public dont l'une des vocations est de fournir des bâtiments industriels et des bureaux à une clientèle d'entreprises, renforce l'équipe jeune et performante de son Service Projets-Etudes et recherche

INGENIEUR D'ETUDES

Poste permettant de suivre des projets d'investissements depuis le programme du maître d'ouvrage jusqu'à la signature des marchés de travaux qui conviendrait à un ingénieur TP - AM - INSA ... ayant 3 à 5 ans d'expérience en bureau d'Etudes Bâtiment (ou chantiers bâtiments industriels).

Ce poste implique rigueur, esprit d'équipe, et habitude d'utiliser les outils informatiques. Poste basé à PARIS.

Ecrire sous réf 7A - 1734-OM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PATRON D'AGENCE A NANTES

Après Lyon, Strasbourg et Lille, c'est vers Nantes que se tourne Contesse aujourd'hui, pour créer sa quatrième Agence de communication de recrutement.

Une nouvelle Agence qui bénéficiera de notre savoir-faire en communication, de l'expérience et de la réussite de nos équipes, et qui aura pour objectif de conseiller nos clients du Grand Ouest. Un pari passionnant pour le jeune manager qui dirigera cette nouvelle équipe et disposera de tout l'appui du premier Groupe Français en communication spécialisée.

Pour cela, nous recherchons un diplômé d'école Supérieure de Commerce ou équivalent (Agé de 30/35 ans). Parfaitement introduit dans le milieu économique de la région. Il justifiera de 5 ans d'expérience dans un secteur proche du nôtre : Conseil en recrutement, Travail Temporaire... en un mot le service.

Vous êtes aujourd'hui Chef de Produit, Chef des Ventes, Consultant : votre expérience commerciale, votre esprit créatif et vos réelles capacités relationnelles vous permettront avec notre soutien de rejoindre notre groupe où vous aurez de réelles possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. P.G. à CONTESSÉ 38, rue de Villars - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

C O N T E S S É

Allianz
Premier Assureur Européen

Manager le quotidien en mutation de notre Direction Risques de particuliers (125 personnes) :

Voici la mission diversifiée, exigeante et évolutive que nous proposons. Vous avez la trentaine, une formation supérieure, la pratique de la gestion de production, type Risques de Masse, obligatoirement dans le secteur des Assurances. En étroite collaboration avec le Patron de la Division, vous stimulerez une équipe de production vers ses objectifs.

Discerner l'urgent et l'essentiel, comprendre les impératifs des clients directs, simplifier l'existant, informer, former et motiver, vous savez aussi vous centrer sur le travail immédiat tout en visant le développement à moyen terme.

Appartenant à l'un des dix Groupes d'assurances les plus importants sur le plan mondial, le premier mondial en assurances techniques, le premier européen toutes branches, nous poursuivons le renforcement de notre position en France.

Vous voulez partager la responsabilité de la bonne marche de cette Direction : faites-le savoir à notre Conseil, qui vous documentera en détail après réception de votre dossier complet, réf. 6205-0.

SEQUOIA
CONSULTANTS

60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

Banque CSIA

Filiale bancaire du CREDIT NATIONAL
recherche pour intégrer son Département de l'Exploitation
fortement engagé dans une stratégie de développement

EXPLOITANT CLIENTELE ENTREPRISE Classe VI

Agé de 27/30 ans, de formation supérieure, vous avez une pratique confirmée de la clientèle d'entreprises du SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE et un tempérament de négociateur.

ASSISTANT SECTEUR DIVERSIFICATION Classe IV

Agé de 25/30 ans, BAC + BP/ITB, vous avez pratiqué l'analyse et le suivi administratif des dossiers de crédits et êtes à même de vérifier la bonne fin des opérations du secteur auquel vous serez rattaché et d'assurer le maintien de la relation quotidienne avec la clientèle.

Rémunérations motivantes et perspectives d'évolution pour candidats à fort potentiel.

Adressez CV, lettre motivée et prétentions à
Madame SCHAEFFER - Banque CSIA -
22 rue de la Trémoille 75008 PARIS.

JEUNE INGENIEUR

Commencez par la technique Evoluez vers le technico-commercial

Nous sommes une société industrielle (230 personnes - chiffre d'affaires de 160 millions de francs), filiale d'un groupe international, leader incontesté dans le domaine des matériels de freinage de haute sécurité.

Nous recherchons un jeune ingénieur AM, INSA, ENSI... débutant ou ayant une première expérience, et nous lui proposons une carrière diversifiée.

Il se formera au sein de la Direction Technique (service essais), puis il évoluera vers le Technico-Commercial.

Cette carrière conviendrait à un candidat alliant rigueur et bonnes capacités de contact, maîtrisant l'anglais.

Poste : banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. 7B 1682-10 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



SAINT-MALO

CHEF DE MARCHÉ NUTRITION ANIMALE

Vous possédez une formation supérieure et une première expérience très réussie dans un domaine proche (agro-alimentaire, produits pondéreux).

Vous recherchez la responsabilité d'un compte d'exploitation.

Votre profil : homme de marketing, commercial et gestionnaire, vous êtes un excellent négociateur.

Votre rôle : accroître nos parts sur le marché des matières premières minérales.

Votre cible : les fabricants d'aliments pour bétail.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 05 à Gilles CLEMENT - TIMAC - B.P. 158 - 35408 SAINT MALO Cedex.

Le Groupe Roullier emploie 2000 personnes
dans 15 pays de l'Europe de France.



Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F 38

Alsace

Filiale d'un grand groupe industriel à dimension internationale, nous recherchons le

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

de notre site alsacien

Rattaché au Directeur Général, vous êtes responsable des relations avec les partenaires sociaux et conseillez les opérationnels en matière juridique et sociale. Interlocuteur privilégié du Groupe pour l'ensemble des procédures "Ressources Humaines", vous veillez à leur mise en application. Vous prenez en charge la gestion du personnel (formation, recrutement...) en fonction des orientations stratégiques du groupe.

Vous animeriez une petite équipe.

Nous recherchons un véritable professionnel des relations humaines et sociales, âgé d'environ 35 ans, ayant impérativement acquis une expérience sur un site industriel.

Votre motivation, votre sens de l'initiative, votre forte implication vous permettront de prendre en charge la gestion d'un site de 850 personnes dont 70 cadres.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 45/970 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Produits de luxe

JURISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Holding d'un très important groupe français de produits de luxe, de notoriété internationale, nous connaissons une forte croissance de nos différents secteurs d'activité.

Rattaché au responsable du département juridique, vous prenez en charge le suivi juridique des sociétés françaises du groupe (préparation des conseils et assemblées générales, opérations financières, consultations en droit des sociétés...). Vous êtes également à même de traiter des dossiers dans d'autres domaines du droit des affaires.

Vous avez un niveau juridique BAC + 4 ou plus, et une réelle expérience du droit des sociétés d'au moins 2/3 ans. Rigoureux, méthodique, vous avez une personnalité ouverte qui doit vous permettre de réussir dans ce poste. La connaissance de l'anglais sera un atout.

Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur. Le poste est basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 31/3510 A à :

EGOR PRESTIGE ET CREATION
8, rue de Béri - 75008 PARIS

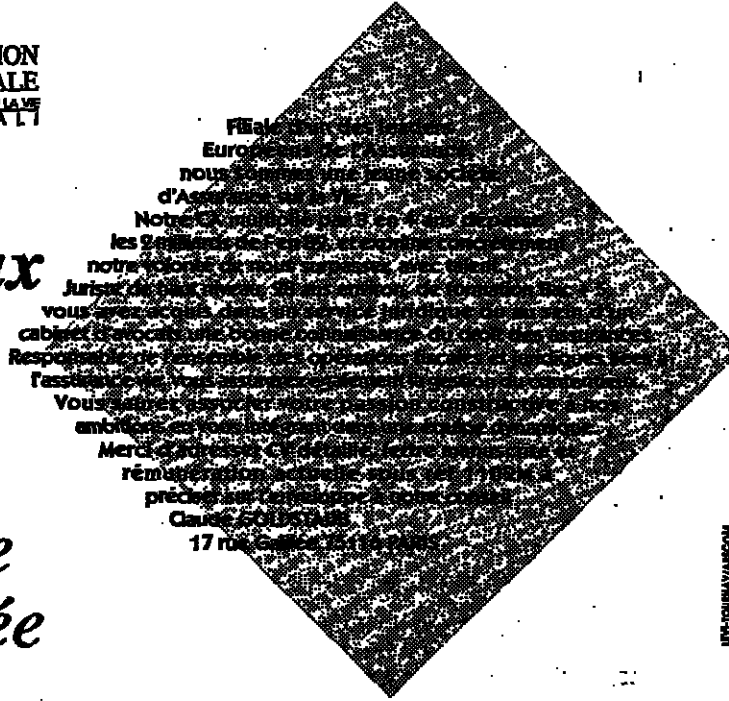
EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



Juriste talentueux

pour
entreprise
passionnée



Juriste international H/F

Négocier, rédiger et suivre nos contrats de vente, de distribution et d'implantation à l'étranger. Participer à nos projets de coopération industrielle, assurer le suivi des contentieux internationaux. Enfin, jouer un rôle de Conseil auprès de nos différentes Directions.

Une évolution intéressante avec le 2^{ème} constructeur mondial de camions, autocars, autobus, implanté dans 75 pays et réalisant 34 milliards de CA.

Cette évolution conviendrait à un candidat bilingue anglais ou espagnol, diplômé d'études supérieures avec une première expérience de 5 ans au sein d'un grand Groupe ou d'un cabinet international.

Pour une première rencontre, merci d'adresser votre dossier à Claude JACQUEMAIN sous réf. 1006 à CURSUS Conseil 26, Rue Croix des Petits Champs - 75001 PARIS.

CURSUS CONSEIL

RENAULT
Industries Industrielles



Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS recherche

REDACTEUR LITIGIEUX

CADRE À FORT POTENTIEL. VOUS SEREZ CHARGÉ,
AU SEIN DE LA DIVISION DES LITIGIEUX :

- d'assurer le recouvrement des créances de la Banque et la défense de ses intérêts dans toute action judiciaire.
- d'entretenir les relations avec divers mandataires de justice.

Vous avez une formation juridique supérieure et une

bonne culture financière. 2 à 3 ans d'expérience à un poste similaire dans une banque, ou un établissement financier.

Vos capacités d'autonomie, de rigueur ainsi que vos qualités relationnelles vous permettant d'occéder à des

responsabilités à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, et prétentions) à Evelyne VERAGEN - CIC/PARIS Division Emploi et Gestion des Cadres - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC Paris

UNE IDÉE FIXE : LA FORCE DU SERVICE



MAÎTRISE
D'ŒUVRE
PROGRAMMES
ARIANE



NEGOCIATEUR REDACTEUR DE MARCHES

REJOIGNEZ LA DIRECTION DES LANCEURS
DU CNES A EVRY (91)

Vous avez une expérience de 5 ans environ dans la négociation de marchés d'études et de développement de matériel de haute technicité en milieu industriel. Vous êtes compétent en matière de réglementation applicable aux marchés de l'Etat, mécanismes de formation des prix et méthodes d'analyse de coûts. Vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise. Vous êtes motivé par un travail en équipe.

Vous êtes de formation supérieure juridique, commerciale, gestion... Des déplacements de courte durée en Europe chez les industriels vous attirent. Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo sous la référence AG/C à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Tél. 01 61 36 15 code CNESPACE.

CNES

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

ODA APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d'HAVAS et de COGECOM, l'ODA (3,5 milliards de CA) élabore la stratégie de communication de 420 000 entreprises dans les annuaires de FRANCE TELECOM. Nous recherchons pour notre Direction Commerciale :

FORMATEUR HF

Au sein d'une équipe de formateurs, vous aurez à concevoir et à animer :

- des stages de perfectionnement pour nos conseillers commerciaux.
- des séminaires de management et de communication destinés à l'encadrement de notre force de vente.

De formation supérieure (BAC + 4), vous pouvez justifier d'une première expérience de 1 à 2 ans soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Des déplacements en Province sont à prévoir.

Adressez
votre candidature
sous Réf. AB/M à
Evelyne MALACH



ODA
136 av. C. de Gaulle
92522 NEUILLY/SEINE
CEDEX

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM

europ assistance

Chargé de réseau

Leader depuis 25 ans dans le domaine de l'assistance, notre développement est mondialement connu. Afin d'élargir ses structures, notre Directeur international recherche un jeune collaborateur. Vous recruterez et animeriez nos correspondants dont vous contrôlerez les budgets. Vous étudierez les structures et l'évolution des pays concernés, vos rapports étant l'une des sources d'information favorisant la qualité de nos services. Les secteurs qui vous seront confiés dépendront des langues étrangères que vous parlerez (la connaissance de l'anglais étant, bien sûr, impérative). Diplômé d'une ESCAE ou équivalente, vous avez une première expérience de deux ans environ dans une fonction commerciale et dans un contexte international. Vous êtes motivé pour vous déplacer fréquemment. Ce sont alors votre dynamisme, vos capacités relationnelles qui vous permettront de réussir avec nous.

Merci d'adresser sous réf. 883/M à AL CONSEIL 35, rue de Naples 75008 PARIS.

AL conseil

Nous sommes une Société de Conseil aux Entreprises
Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise
de décision de nos clients
(Chefs d'entreprise, Consultants...)

Nous recherchons

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Sa mission :
Il sera associé à l'ensemble des activités de la D.R.H. et sera plus particulièrement chargé de la gestion des carrières et du recrutement.

Son profil :
De formation supérieure, il aura acquis une petite expérience dans la fonction (recrutement).

Adressez votre C.V. détaillé à :
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP - 54, rue de Monceau,
75004 PARIS CEDEX 08



Recruter
en haute tech

صحة الإنسان

1501

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 13 février 1990 35

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRUPE FINANCIER DE TOUT
PREMIER PLAN

RESPONSABLE DE PORTEFEUILLE GRANDS COMPTES

Au sein de la direction de l'exploitation bancaire, il prend la responsabilité du secteur gérant un portefeuille d'institutionnels.

Assisté de 3 chargés de clientèle, il développe l'activité commerciale et de conseil financier en promouvant nos produits de trésorerie, en assurant des mandats de gestion et en réalisant des montages spécifiques pour la clientèle.

Il supervise également les 3 équipes back-office (25 personnes).

Pour ce poste, qui exige autant de battant que de diplomatie, nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la banque, riche d'une expérience commerciale d'au moins 5 ans et rompu aux nouveaux instruments de trésorerie. Il est fortement diplômé (BAC + 5) en finance, économie ou gestion.

CONTEXTE

legrand

Contrôleur de Gestion à fort potentiel

Proche région de Rouen

Rattaché directement au Directeur Financier, il intégrera une équipe légère de spécialistes et participera activement au projet de refonte complète du contrôle de gestion. Son champ de compétences s'élargira progressivement au contrôle de gestion usuel, à l'élaboration des budgets, au reporting et à la micro-informatique de gestion.

Le candidat recherché, âgé de 27/32 ans, sera diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et

LEGRAND, groupe industriel très performant, N°1 européen du matériel électrique basse tension, recherche pour sa filiale normande (1 MdF de CA ; 1000 personnes) un

Salaire motivant

possèdera une expérience de 3/4 ans en contrôle de gestion industriel et/ou en cabinet d'audit. Des perspectives d'évolution intéressantes lui seront offertes à terme au sein du groupe.

Contactez Frédéric Pongeon au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.FP5294MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Le Monde
CADRES

BANQUE DE DÉPÔT

Siège Paris 9ème, recherche pour son réseau d'agences de la région parisienne (notamment pour le Val d'Oise)

ATTACHES COMMERCIAUX ENTREPRISES

Niveau Classe II-III-IV - B.P. Banque, ITS première année

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae + photo, sous référence 63.361, à :
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

PRB/By

MARKS & SPENCER

L'entreprise de votre carrière

Le Groupe MARKS & SPENCER au CA de plus de 50 Milliards de Francs, employant 76 000 personnes recherche son

Audit Manager Europe

Vous êtes chargé d'encadrer le service audit et de concevoir le programme des missions pour les implantations européennes (hors Royaume Uni) du Groupe. Au départ très impliqué sur le terrain, vous devrez promouvoir le rôle de l'Audit en tant que Service auprès de l'ensemble des cadres de la Société. Ce poste ouvre à terme de très larges perspectives d'évolution en France ou à l'étranger. Il est basé à Paris et des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Agé de 29 à 35 ans et de formation supérieure (ESC complétée si possible par le DECS) vous avez acquis une solide expérience de l'audit en entreprise ou en cabinet. Anglais requis. (Réf.RCS052MO).

Contactez Ralph Crockett au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous référence du poste choisi.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Auditeur Europe

Rattaché à l'Audit Manager Europe, vous mènerez des missions d'audit de systèmes dans les magasins, au siège et dans les entrepôts. Vous veillerez à ce que des modes de contrôle adéquats soient en place et vous proposerez des recommandations visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité de la société.

Agé de 25 à 28 ans et de formation supérieure (E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent), vous avez une expérience d'environ 2 ans dans l'audit. Ce poste ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Anglais requis. (Réf.RCS053MO).

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Un important établissement bancaire de la région parisienne recherche, dans le cadre de sa forte expansion et pour renforcer son département développement

Un Chef de Marché Entreprises

200 KF ±

Au sein du service marketing et en liaison permanente avec le réseau, il a pour mission de participer à l'élaboration des orientations commerciales et des objectifs définis sur le marché des entreprises et des collectivités locales; de concevoir, coordonner et contrôler les actions commerciales et d'étudier les évolutions du marché et les opportunités de lancement de nouveaux produits.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez 30 ans environ et une première expérience réussie du marketing pour les entreprises et/ou les collectivités locales. Une expérience du terrain sera appréciée. (Réf.ED5162MO).

Contactez Emmanuelle Capitaine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + n° tél + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence du poste choisi.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Un Assistant Communication

200 KF ±

En direct avec le responsable communication, il aura l'entière responsabilité du marketing direct (conception et mise en oeuvre d'opérations de mailing, phoning, VPC...). Cette mission essentielle sera complétée par une fonction de relations publiques (organisation de cocktails, relations presse...) et de publicité.

Une formation supérieure est nécessaire (Bac + 4) ainsi qu'une première expérience du marketing direct. A 28/30 ans, votre maturité, votre rigueur et votre sens des contacts vous permettent de discuter et négocier avec des interlocuteurs de tous niveaux. (Réf.ED407MO).

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

JURISTE

au tempérament d'entrepreneur

Nous sommes l'un des grands noms du BTP. Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons renforcer notre équipe de Direction en y intégrant un jeune juriste d'entreprise qui traitera, au niveau du Groupe, les questions juridiques et fiscales relatives au droit des sociétés, au montage d'opérations, à la gestion des contrats et au contentieux.

Il interviendra également dans l'étude et la réalisation de nos projets de reprise de sociétés, tant en France qu'à l'étranger, notamment en milieu anglophone. Desprit ouvert et imaginatif, dynamique et ayant le goût du challenge, il est appelé à devenir rapidement un interlocuteur privilégié de nos Directions opérationnelles.

De formation DESS ou diplôme anglo-saxon équivalent, le candidat que nous souhaitons rencontrer a une première expérience d'au moins 5 ans, acquise dans un contexte d'affaires.

Merci d'écrire à notre Consultant qui vous assure d'une totale discrétion: Guy Deschamps Conseil, 38 rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Recruter en haute technologie

Porte d'Orléans. Cette importante société européenne d'ingénierie en informatique (7 000 personnes) recherche un chargé de recrutement (H/F).

Intégré au sein de la branche Informatique de Gestion (1000 personnes) et en liaison étroite avec les unités opérationnelles, il aura pour mission d'assurer l'intégralité des opérations de sélection des ingénieurs et cadres informaticiens.

Le candidat, de formation supérieure (Sciences Humaines, DESS de Psychologie, Psychoprat...), possède au moins trois ans d'expérience dans le recrutement. Il est motivé pour travailler dans un environnement de technologie avancée et pour participer au développement d'une entreprise dynamique qui prépare 1992.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence 10762/M, à Catherine DJANIKIAN, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX.

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

RECRUTEMENT ET
RESSOURCES HUMAINES

Chargé d'études financières

(h/f)

USINOR SACLOR a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 95 milliards de francs et un profit net de 8 milliards.

Premier sidérurgiste européen - 2ème mondial - Nous exerçons nos différents métiers à travers d'importantes filiales comme Sollac, Unimetal, Ascometal, Ugine... Au total plus de 94 000 personnes travaillent pour le groupe dont 28 % à l'étranger.

Nous recherchons pour notre holding un Chargé d'Etudes Financières.

Dans le département Finances-Gestion, il prendra la responsabilité des études financières portant sur le Holding et ses filiales directes (analyses, synthèses et propositions).

Ses domaines d'intervention seront multiples : structure bilantielle des filiales, rôle d'actionnaire ou de prêteur du Holding, structure de l'endettement, synthèses consolidées du groupe, simulations sur ses structures financières et sa capacité de financement...

Nous souhaitons intégrer un(e) HEC, ESSEC, ESCP..., si possible titulaire du DECS, disposant à 28-32 ans d'une première expérience financière de trois années au moins, acquise dans un grand groupe ou un cabinet d'audit.

Ce poste évolutif est basé à La Défense.

MP

Contactez Paul Mercier au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.PM5321MO.

Acier
USINOR SACLOR

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

S
SOLYDE
SOCIÉTÉ D'OMNIBUS DE DÉVELOPPEMENT

Campagne financière regroupant les activités de diversification de la Lyonnaise de Banque, en fort développement, SOLYDE étale sa Direction Juridique à Lyon en intégrant un

Jeune Juriste d'Affaires

Il interviendra essentiellement dans un premier temps sur des missions de conseil et d'assistance juridique et fiscale pour le montage d'opérations complexes de haut de bilan, auprès des cadres opérationnels de notre banque d'affaires. Possédant une solide formation juridique (DEA, DCE) avec à possible une spécialisation fiscale, le professionnel à fort potentiel que nous recherchons possède une première expérience de 2 à 3 ans du Conseil Juridique et Fiscal appliqué à des opérations d'ingénierie financière ou dans le domaine des montages financiers comportant des impacts patrimoniaux et fiscaux.

ALGOE nous conseille dans cette recherche et étudiera confidentiellement votre candidature. Merci de lui adresser votre dossier complet, en précisant votre rémunération actuelle, référence 380 M, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully cedex.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENTNORD FRANCE
(2 700 personnes - 2,2 Milliards de C.A.), entreprise générale de référence présente dans tous les secteurs de la construction, recherche pour sa filiale INTERNATIONALE :UN CONTROLEUR
DE GESTION

Vous assistez le Responsable Administratif et Financier de notre filiale INTERNATIONALE, dans ses relations avec le siège et les filiales export d'une part, les clients et les organismes financiers d'autre part.

Vous êtes responsable :
- du contrôle budgétaire des filiales
- du reporting mensuel
- du suivi de la trésorerie.

Vous avez une formation supérieure en gestion et 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur du BTP si possible. Vous parlez couramment anglais et utilisez quotidiennement la micro-informatique (tableur notamment).

Voyager ne vous pose aucun problème. Alors, rejoignez nous vite !

Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions, sous réf. CG à Pascale MONNIER - NORD FRANCE - Chemin de la Touraille - LONGPONT SUR ORGE - 91310 MONTLHERY.

L'ESPRIT D'ENTREPRISE
NORD FRANCE

UCPA

CA 450 MF - 470 permanents dont 150 cadres
(âge moyen 35 ans) - 2 200 saisonniers - 97 centres
siège PARIS 19^e (19^e Glacière)

Le n°1 des vacances et des stages sportifs

25 ans d'expérience, vous avez un début d'expérience managère. Vos capacités d'analyse sur le terrain sont aussi importantes que vos compétences de gestion et d'animation.

PARTICIPEZ A NOTRE DÉVELOPPEMENT en devenant

JEUNE
CONTROLEUR DE GESTIONRelevant du Directeur Financier vous serez chargé du contrôle de gestion des centres, agences et services centraux, ainsi que de leur consolidation et notamment :
- assister tout Responsable de ces centres dans l'élaboration de son budget ; le conseiller dans sa gestion ; comparer les résultats, proposer toute mesure corrective et en suivre l'application ; calculer le prix de revient par cellule et par produit ;
- étudier la faisabilité économique de toute extension ou implantation de centre ou activité sportive.
Cours déplacements.

Merci d'adresser, sous réf. UCPA/CG/120 M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNAÏT - GROUPE SEC - 1 pl. place de Voltaire, 75001 Paris. Réponse assurée et rapide.

Cabinet d'Audit et de Conseil, DSA exerce son activité en France et à l'étranger auprès d'une clientèle d'entreprises diversifiées. Dans le cadre du développement de son département CONSEIL EN ORGANISATION, EN GESTION ET EN INFORMATIQUE, le cabinet offre d'importantes opportunités de carrière au sein d'une équipe de jeunes professionnels.

EN
RESPONSABLE
DEVELOPPEMENT

Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et de la formation des cadres de notre entreprise. Vous participerez à l'élaboration de la politique de développement de notre entreprise. Vous serez responsable de la mise en œuvre de cette politique. Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et de la formation des cadres de notre entreprise.

Envoyez une lettre manuscrite + CV à DSA Systèmes, 22 place du général CATROUX, 75017 PARIS.

L'homme fait notre qualité : notre réussite nous la devons avant tout au dynamisme, à l'esprit d'initiative et aux compétences de nos hommes et de nos femmes (plus de 5000 personnes) qui ont fait aujourd'hui de notre groupe un leader incontesté de la distribution alimentaire.

RESPONSABLE
Gestion et Développement
des Ressources Humaines

Région Parisienne Sud

Nous vous proposons, dans un contexte de forte expansion, tournée sur l'international, de créer puis de diriger le service d'optimisation des ressources humaines de nos structures "Logistique - Transport".

Rattaché à la Direction Logistique France, au sein de la holding, et en relation fonctionnelle avec l'ensemble de nos sites régionaux, vous exercerez vos responsabilités et vos compétences techniques dans les divers domaines de la fonction : administration (payes, tableaux de bord, bilans sociaux...) gestion prévisionnelle des emplois et gestion des carrières, recrutement, formation, politique sociale, communication (informations et relations sociales, organismes extérieurs...).

Garant du respect des procédures en matière de législation sociale et de techniques de gestion, vous vous imposerez auprès des responsables opérationnels pour concevoir, organiser, contrôler, développer, améliorer, créer, les outils et les stratégies d'action indispensables à une gestion rigoureuse et efficace de nos ressources humaines.

Vous possédez bien sûr une double formation gestion sociale (BAC + 3 ans) + juridique, validée par une expérience de plusieurs années de la fonction à un poste à responsabilité éminente, de préférence dans une structure de groupe. Homme de dialogue et de terrain, personnalité affirmée et pragmatique avant tout, vous avez une réelle force de persuasion.

Nous saurons apprécier les talents et la valeur d'un homme à la hauteur du challenge proposé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 295, à : EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX
Réponse assurée à tout dossier complet.Crédit Mutuel
du Sud OuestCONTROLEUR
DE GESTION

Cette jeune fédération connaît un développement rapide et avec 500 personnes environ, 80 agences sur Charente, Dordogne et Gironde, occupe une position significative sur son marché. Pour poursuivre l'effort entreprise en matière d'organisation et de développement de procédures plus performantes, elle recherche le Responsable de son service Contrôle de Gestion (4 personnes).

Son professionnalisme incontestable, une formation de très bon niveau (HEC, ESSEC, ISG...), sa créativité renforcera notre attention. Sa connaissance de l'environnement bancaire, facilitera son intégration rapide.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et photo et rémunération actuelle sous la référence M 35/1732 F à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Bern - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

CONSEIL COMPTABLE

NANCY Ces importants organismes de construction et de gestion immobilière, d'un chiffre d'affaires annuel de 500 millions de francs, comptent un effectif de 400 personnes et assurent la gestion locative et la vente de près de 20 000 logements. Renforçant ses structures, la Direction Générale

RECHERCHE

SON CONSEIL COMPTABLE

Ce poste s'adresse à un cadre de 35-40 ans environ. Formation D.E.C.S. Les conditions offertes ainsi que le dynamisme de l'équipe de direction seront de nature à intéresser des candidats de valeur pour ce poste évolutif.

Ecrire sous n° 8786

Le Monde Publicité

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

GROUPE DE PRESSE

recherche

CONTROLEUR DE GESTION junior

Rattaché au Directeur Général, vous assurerez le suivi budgétaire, superviserez la comptabilité analytique et effectuerez des études économiques.

De formation école supérieure de commerce ou gestion, vous bénéficiez d'une première expérience dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :

PUBLICATIONS DU MONITEUR
Sylviane NICOLAS - Direction du Personnel
17, rue d'Uzès - 75002 PARISNORD FRANCE
(2 700 personnes - 2,2 Milliards de C.A.), entreprise générale de référence présente dans tous les secteurs de la construction, recherche pour sa Direction Administrative et Financière lePATRON DU CONTROLE
DE GESTION HOLDING

Vous avez envie :

- de dépasser le contrôle budgétaire à posteriori et de faire du contrôle de gestion un véritable outil de décision et de gestion prévisionnelle ;
- d'aider nos Directeurs de travaux à gérer plus en amont leur activité ;
- de prendre en charge les opérations d'audit externe, à la demande de la Direction Générale.

Alors venez rejoindre notre DAF et animer une équipe de deux collaborateurs.

De formation supérieure (Ecole de commerce, Ingénieur + IAE, etc.), vous avez une expérience du contrôle de gestion d'au moins 5 ans en milieu industriel, venir du BTP est un atout supplémentaire.

Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand

Rencontrez nous !

Poste basé en banlieue Sud de Paris

Merci d'adresser, lettre + CV + Photo + prétentions sous réf. CGH, à Pascale MONNIER - NORD FRANCE - Chemin de la Touraille - LONGPONT SUR ORGE - 91310 MONTLHERY.

L'ESPRIT D'ENTREPRISE
NORD FRANCELA CAISSE REGIONALE
DU CREDIT AGRICOLE DE LA DORDOGNE
RECHERCHE

Dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système d'information

1 ORGANISATEUR
DEBUTANT
réf. 101

Vous souhaitez faire vos preuves au sein d'une entreprise dynamique ?

1 ORGANISATEUR
CONFIRME
réf. 102

Votre expérience de 3 à 5 ans de l'organisation vous permettra d'assurer la responsabilité technique de la cellule "Système d'Information".

• Participer à l'étude et à la mise en place d'un nouveau système d'information.
• Veiller à en assurer l'efficacité et la rentabilité.
• Effectuer des missions d'organisation au siège social et dans les agences.
• Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (gestion).
• Vous possédez de bonnes connaissances informatiques (connaissance MERISE appréciée).
• Vous disposez d'un esprit d'analyse de synthèse, créatif.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à la CCRAM DORDOGNE - Direction des Ressources Humaines
Le Combal - BP 208 - 24101 BERGERAC cedex

Le sens de la performance !

LA VILLE DE PAVILLONS-SOUS-BOIS
(Seine-Saint-Denis) 20 000 habitants
RECRUTEUN RESPONSABLE
des services FINANCIER & INFORMATIQUEMISSIONS PRINCIPALES
Responsable des services comptables, il aura à assurer la bonne exploitation des informations comptables, mettre en place un système de gestion prévisionnelle des charges et recettes de la commune et des outils de simulation permettant d'optimiser à moyen et long terme la gestion financière.
Responsable du contrôle de gestion, il devra organiser cette fonction (conception, mise en place et exploitation des outils méthodologiques).
Responsable du système informatique, il devra en particulier développer les matériels bureautiques.

NIVEAU DE RECRUTEMENT au grade d'attaché-titulaire.

FORMATION SOUHAITEE

- 3^e cycle universitaire d'économie.

- Ecole supérieure de commerce.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE INDISPENSABLE :

Doit posséder une première expérience dans l'analyse des postes de travail en milieu administratif, et faire preuve de réelles qualités dans le domaine de l'organisation et des relations humaines.

Ecrire à M. le Maire une lettre de candidature manuscrite motivée avec CV et photo 144, av. Jean-Jaurès, 93320 Les Pavillons-sous-Bois.

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT
recherche, dans le cadre de son expansion,
pour son SERVICE DES ENGAGEMENTS

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (licence sciences éco., gestion, école de commerce, IUT) ;
- Être âgé d'environ 30 ans ;
- avoir au moins 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque ;
- être disponible rapidement.Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération s/n° 8780 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

150-14-00

5015 من المار

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 13 février 1990 37

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FAITES LE LIEN ENTRE LA PRODUCTION ET LA FINANCE

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Rejoignez les laboratoires PARKE DAVIS, filiale de WARNER LAMBERT (25 MF de CA, 33 000 personnes), un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. Votre expérience d'au moins deux ans dans le contrôle de gestion industriel vous permet d'être directement opérationnel pour assurer la liaison permanente avec notre usine de fabrication d'Orléans. En relation avec les gestionnaires de l'usine et le service prix de revient, vous assurerez le contrôle budgétaire des frais d'exploitation d'usine et le suivi de l'évolution réelle des ventes, des coûts et des marges. Rattaché au Contrôleur de Gestion de la division santé, vous participerez également à la préparation des plans annuels et stratégiques. A 25 ans, de formation supérieure (école de commerce, DESS, CG...), vous êtes méthodique, rigoureux et capable de communiquer efficacement. Votre expérience de la micro-informatique vous permettra de développer les outils de gestion. Anglois lu, écrit et parlé indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Patrick LOUSTAU - PARKE DAVIS - 11, avenue Dubonnet - 92407 COURBEVOIE.

PARKE-DAVIS

Cette banque spécialisée dans les marchés financiers intervient également dans le domaine de la gestion pour comptes de tiers. Dans le cadre de la croissance et de la diversification de ses activités, elle recherche un

Responsable des missions d'organisation

établissement financier

Auprès du directeur de l'informatique et de l'organisation, il assume la gestion des missions d'organisation, depuis l'étude préalable du dossier jusqu'à sa réalisation concrète.

A ce titre, il traite des opérations liées à l'activité de l'établissement - trésorerie devises, titres... - ainsi que celles des filiales du groupe - société de bourse, banques étrangères...

Cette création de poste s'adresse à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure ayant déjà de huit à dix années d'expérience dans les métiers de l'organisation ou de l'informatique. Cette expérience réalisée en partie dans les milieux de la finance lui permet d'envisager une intégration rapide dans une banque à taille humaine - 250 personnes - riche en missions et en devenir.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTC 02383 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

cegos

1^{er} groupe français indépendant de CONSEIL et de FORMATION. Notre activité de FORMATION AU MANAGEMENT et à la GESTION est destinée aux dirigeants et aux cadres d'entreprises.

Contrôleur de Gestion, Expert - comptable, Auditeur devenez

FORMATEUR - CONSULTANT en GESTION

Votre profil :

- vous disposez d'une formation supérieure BAC + 5 (Ecole Sup de Co. DESS gestion-DECS).
- vous avez une expérience professionnelle diversifiée à dominante gestion et vous y avez occupé un poste à responsabilité.
- vous êtes très motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir faire.

Votre mission :

- vous animerez des stages inter-entreprises CEGOS en gestion (dirigeants et cadres opérationnels).
- vous conseillerez nos clients en intervenant au sein de leur Entreprise. Vous créerez pour eux des séminaires, que vous négocieriez avec eux. Vous assurerez le suivi de nos clients.
- vous participerez à l'amélioration permanente de ces stages, en perfectionnant leurs contenus, la pédagogie et l'instrumentation.

Etre Formateur à la CEGOS vous procurera :

- la notoriété du N°1 de la formation des adultes en Europe (stages courts)
- l'opportunité d'approfondir votre professionnalisme, de transmettre votre expérience par des méthodes éprouvées et sans cesse renouvelées et d'acquiescer une notoriété personnelle par vos publications.
- la possibilité d'accéder à la responsabilité d'un centre de profit.

Si cette fonction vous attire, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la réf. 033/07/M à Françoise GIRARD, CEGOS, DRH - Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE CEDEX

Chargé d'études

Il interviendra en tant que conseil auprès des contrôleurs de gestion ou prendra en charge des études nécessitant le recours à la statistique, l'analyse des données ou l'économétrie. Il lui sera également confié des études actuarielles en relation avec la tarification ou la comptabilité financière. De formation supérieure (ENSAE, ISUP, 3^{ème} cycle d'économétrie ou de statistiques appliquées, ou équivalent...), vous êtes débutant ou possédez une courte expérience. Nous attendons de vous sens du concret, créativité, rigueur et forte capacité d'analyse.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous réf. CE à Philippe VANDENDRIESSCHÉ - C.G.I. - Sac Postal 14 - 59708 MARCQ-EN-BAROEUL cedex.

CGI

CREDIT GENERAL INDUSTRIEL

L'ambition, nous y croyons, nous la finançons.

Directeur financier H/F

GIMEOR SA réalise 170 millions de CA, en prévoit 500 en 1992, et compte 145 salariés.

Cette société conçoit, édite et distribue des logiciels CAO au plan international.

Elle dispose de 10 filiales en France, 1 en Angleterre, 1 aux USA et sera demain en Allemagne et en Italie.

Son développement l'amène à recruter son Directeur Financier qui sera basé à CLICHY.

Vous dirigerez l'ensemble des fonctions : financière, administrative comptable et de trésorerie de l'entreprise. Vous rendrez compte au Directeur Général.

Vous êtes une personne d'expérience. Vous assurerez la fiabilité des services dont vous serez responsable. Votre rémunération fonction de vos talents sera comprise entre 250 et 320 Kf.

Merci de consulter l'ensemble de la fonction sur Minitel 3615 code CAPFOR, et d'adresser votre dossier de candidature sous référence /JPV 42 B à Jean Paul VERGENEAIGRE.

CAPFOR 15 rue de la Paix 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - AIX - MARSEILLE - ANGERS - AUCH - BORDEAUX - BRISTOL - CLEMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NOIX - OUMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS

Schlumberger

Industries

SCHLUMBERGER Industries est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement de données liées à la gestion de l'énergie.

Nous recherchons, pour prendre la responsabilité de la gestion fiscale de l'une de nos divisions, un

TAX MANAGER

Vous avez acquis votre expérience de quelques années dans une société industrielle ou commerciale, ou bien au sein de l'administration ou d'un cabinet international, éventuellement complétée en entreprise. Vous êtes âgé(e) de 28 à 35 ans.

Basé à Montrouge, mais couvrant plusieurs filiales en France et à l'étranger, ce poste vous permettra de mettre en œuvre votre connaissance de la fiscalité française tout en élargissant votre expérience par la pratique de la fiscalité internationale.

D'intéressants développements de carrière sont ouverts à un candidat motivé et désireux d'évoluer dans une entreprise de dimension internationale, offrant de réelles possibilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) en précisant la référence LM/1302, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES

Groupe Eau et Gaz
50, avenue Jean-Jaurès, B.P. 620-03
92542 Montrouge Cedex

Nous sommes une PME performante spécialisée dans l'édition de revues et d'ouvrages professionnels (80 collaborateurs, 65 millions CA).

Notre développement se poursuit à rythme rapide par lancement de nouvelles publications et rachats d'entreprises.

Nous recherchons un :

Directeur financier

30 ans environ, une école supérieure de commerce, option Comptabilité/Finances, ou une Maîtrise de gestion, vous avez une expérience de 5 ans dans une fonction similaire ou dans le contrôle de gestion.

Vous participerez à l'établissement des budgets à court et moyen terme, contrô-

lerez la gestion financière, gèrerez la trésorerie, mettrez en place des outils de contrôle et de reporting, piloterez les bilans et situations intermédiaires.

Ce poste technique et hautement relationnel nécessite une personnalité ouverte et battante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence A 02 04 à Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS



MOTOROLA

MOTOROLA, 100.000 personnes dans le monde, 3.000 en France, à la pointe de l'électronique, recherche aujourd'hui pour l'une de ses divisions située à VANVES, un :

Chef comptable

Sous l'autorité du CONTROLLER et avec une équipe de 3 personnes, vous serez responsable de la tenue des livres et de la maintenance des plans comptables français et américains, des rapports mensuels, de l'établissement des déclarations fiscales et du bilan annuel ainsi que de la préparation et du suivi du budget.

Vous possédez un DECS ou une forma-

tion en école de commerce option finance. A 30 ans environ, vous avez une première expérience réussie dans une multinationale et vous souhaitez progresser : ce poste sera une étape enrichissante dans votre évolution au sein de notre groupe...

Nous vous demandons de parler Anglais, de maîtriser les outils informatiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence A 02 03 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

MARCHÉ DES ENTREPRISES

Vous serez, sous l'autorité du Responsable de ce marché, chargé plus particulièrement des PME/PMI : entreprises du secteur agro-alimentaire, grande distribution...

Vous participerez à l'élaboration des orientations de politique commerciale et à la mise en œuvre des actions retenues : analyse marketing, adaptation de l'offre, actions commerciales.

Vous travaillerez en coordination étroite avec les personnes responsables de ces clientèles dans nos banques régionales.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience bancaire, de bonnes capacités de synthèse et de rédaction et des qualités relationnelles certaines.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 adhérents-traités et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5^e groupe bancaire. La confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

MARKETING
BANCAIRE

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 202/RH à la Direction des Ressources Humaines, C.N.C.M., 88-90, rue Cardinet - 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
COMPTABLE ET FINANCIER

Bilingue anglais 300 KF

- Votre mission :**
- poursuivre la mise en place et l'organisation du service comptable et financier (humain et technique),
 - gérer la trésorerie,
 - assurer les relations avec les clients et fournisseurs étrangers,
 - poursuivre l'implantation de l'informatique,
 - mettre en place des procédures administratives.

- Votre profil :**
- une formation supérieure ESC, ESSEC, DESCF ou équivalent,
 - une expérience d'au moins 5 ans dans le secteur industriel et dans l'encadrement d'une équipe comptable,
 - beaucoup de vivacité et d'adaptabilité pour impulser et gérer notre forte croissance,
 - de bonnes connaissances des procédures à l'import et l'export.

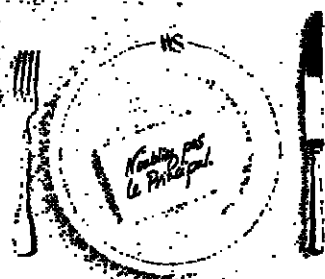
Poste basé dans la région de Toulon.

Merci d'adresser CV, photo, et rémunération actuelle, sous réf. 43 3370 LM à MERCURI URVAL, 14 bis rue Oron, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

GRUPE
SAINT-LOUIS



Basé au siège (20 km Paris-Est), vous serez l'architecte du système de gestion industrielle en prise directe avec les contrôleurs de gestion de nos 3 établissements de production.

La maîtrise et l'analyse des investissements, l'optimisation des coûts seront vos challenges quotidiens.

Garant de la cohérence des systèmes d'informations et animateur du processus budgétaire, vous établirez un relais efficace entre la Direction financière et les responsables industriels.

Nous vous demandons bien sûr une formation supérieure et surtout 3 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion ou d'audit en milieu industriel. Vous pourrez évoluer, à terme, au sein de notre Direction Financière.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence CGI à William Saurin, J.M. Imbert, DRH, BP 138, 77401 Logny-sur-Marne Cedex.

William SAURIN

LE PRINCIPAL, C'EST VOTRE AVENIR

TOUT EST QUESTION D'ENVERGURE !

Filière de la Compagnie Financière et Bancaire du BTP (800 personnes, 28 milliards d'engagements et 17 milliards de capitaux gérés), le CCME occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maîtres d'ouvrages de la profession recherche :

JEUNE CADRE FINANCIER

LILLE

Rattaché à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, il aura pour mission, après une période de formation, de développer son portefeuille de clientèle, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maîtres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

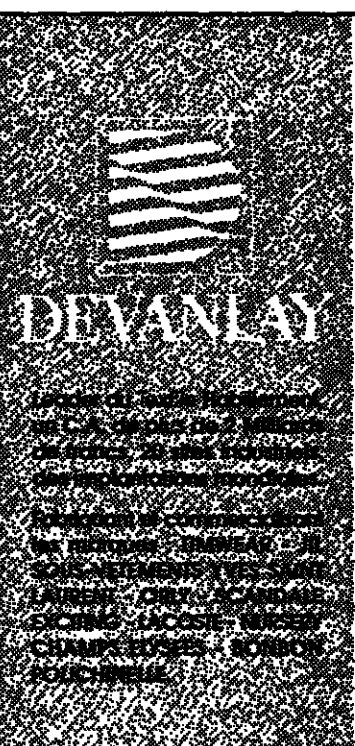
Le candidat devra nécessairement être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Il sera tout particulièrement retenu pour son dynamisme commercial, son aptitude à négocier à haut niveau et sa capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilité.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boétie 75008 PARIS.



COMPAGNIE BTP



La Division Lacoste recherche pour PARIS

ASSISTANT DE GESTION H/F

Au sein de la société chargée de la diffusion des produits Lacoste en France, vous seconderez le contrôleur de gestion dans ses fonctions. Vous utiliserez largement la micro-informatique et aurez notamment pour tâches :

- l'élaboration des résultats de la société,
- le recueil et la vérification des informations nécessaires aux tableaux de bord,
- le contrôle des stocks,
- l'établissement des tarifs.

Une première expérience de l'audit ou du Contrôle de gestion en entreprise vous a permis de mettre en valeur votre formation initiale en gestion (BAC + 4 ou + 5 : Ecole de Commerce, Maîtrise, DESS). La connaissance de l'allemand constituera un atout supplémentaire.

Agé de 28 ans au plus, votre goût du concret et vos qualités de communication faciliteront votre intégration dans une équipe impliquée et dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, s/réf. 1740 à CPE - 17, rue des Acacias - 75017 PARIS

Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des Acacias, 75017 Paris



Audit - Conseil - Expertise comptable

La Banque sous un autre angle

Paris
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Metz
Nantes
Toulouse

- Bien implanté dans l'industrie, notamment par l'assistance aux Comités d'Entreprise, notre Groupe d'Audit et de Conseil se développe rapidement dans le domaine des services.

- Vous êtes un professionnel de la Banque ou de l'assurance, et vous voulez sortir de la routine

- Venez développer avec nous des méthodes originales d'analyse et de conseil adaptées à ce secteur.

Nous recherchons deux consultants confirmés (expérience indispensable)

- Postes sur mesure pour candidats très expérimentés.

ALCATEL CIT est la plus importante filiale d'ALCATEL. L'ensemble des services de télécommunications publics et privés. En 1989, son chiffre d'affaires a dépassé les 12 milliards de francs. Elle emploie plus de 15 000 personnes. Nous recherchons un

RESPONSABLE FINANCIER DE CONTRATS EXPORT

Chargé de la gestion administrative et financière de contrats export (facturation, encaissement...), vous êtes en relation avec les ingénieurs responsables des contrats et les organismes bancaires.

Vous assurerez par ailleurs la mise en place des cautions bancaires et des licences d'exportation, ainsi que le suivi des assurances.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vos quelques années d'expérience, vos qualités de rigueur et votre sens relationnel vous permettront de vous intégrer parfaitement dans une équipe.

Vous maîtrisez l'anglais et/ou l'espagnol. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. RF à :

ALCATEL
CIT



Service Recrutement - 10, rue Latécoère - 78141 VELIZY CEDEX - FRANCE

ANALYSTES ÉCONOMIQUES

Le groupe des MUTUELLES DU MANS, en pleine expansion sur les marchés français et internationaux (18 milliards de F de CA, présent dans 30 pays) recherche pour son département étranger des

ANALYSTES ÉCONOMIQUES

Vous devrez identifier et analyser les opportunités de développement sur les marchés étrangers. Vous assurerez ces missions opérationnelles de la phase d'étude à celle de la négociation, avec une large autonomie.

A 30/35 ans, vous avez une formation supérieure économique ou financière (BAC + 4 ou 5, 3^e cycle...), une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS et d'une deuxième langue (ALLEMAND ou ESPAGNOL). Excellent analyste, vous êtes également un homme de terrain.

Le poste est basé au MANS mais nécessite, bien entendu des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions salariales sous la référence AL/LM aux :

MUTUELLES DU MANS
Antoine PUCCINELLI - Service Recrutement
19/21, rue Charzy - 72030 LE MANS CEDEX.

صكرا عن الاموال

501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 13 février 1990 39

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PARIS ET GRANDES METROPOLES REGIONALES

Groupe bancaire et financier au tout premier plan des banques d'affaires françaises et internationales, nous souhaitons rencontrer des managers de haut niveau.

DIRECTEURS D'AGENCE

BANQUE D'AFFAIRES

A 30/35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou d'un 3^e cycle universitaire, votre expérience à la tête d'une agence et votre excellente culture bancaire vous permettent de maîtriser les produits financiers et les techniques les plus complexes et les plus récentes. Orientant votre action vers une clientèle de grandes entreprises ou de patrimoines

privés haut de gamme, vous êtes à même d'évaluer les risques et de prendre vos décisions avec le recul indispensable aux opérations d'envergure. Manager de tempérament, vous savez apporter à vos équipes un appui constant dans leurs projets ou leurs négociations, dynamiser celles-ci et développer votre implantation. Enfin, vous disposez vous-même d'un fort potentiel d'évolution au sein du groupe.

Pour en savoir plus en toute confidentialité, contactez au (1) 49.09.09.49 les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES (réf. A 180) du lundi au vendredi de 9h à 17h ou adressez votre dossier de candidature s/réf. A 180/LM à ALLO-CARRIERES 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILL. CEDEX

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

S.T. Dupont
PARIS

Nous réalisons 80 % de nos ventes à l'exportation. Poursuivant notre développement, nous créons à Paris, à notre siège social, une nouvelle fonction :

Jeune

RESPONSABLE DES PRÉVISIONS COMMERCIALES

Votre mission : élaborer pour vos interlocuteurs (Usine, Direction Financière...), les prévisions de vente des produits finis sur nos marchés français et internationaux. Vous mettez en place, à cet effet, de nouvelles applications informatiques. Votre objectif : le maximum de fiabilité afin d'assurer la continuité des approvisionnements de nos Filiales et Agents et limiter les stocks.

Votre profil : celui d'un homme ou d'une femme de rigueur et de méthode, sachant utiliser les méthodes statistiques afin d'optimiser ses prévisions, doté(e) d'un sens relationnel aigu afin de concilier les contraintes de ses interlocuteurs : délais de fabrication, budgets, niveau de stock...

Agé(e) d'au moins 28 ans, vous êtes diplômé(e) d'une Ecole de Commerce. Vous bénéficiez sinon d'une première expérience de l'élaboration de prévisions commerciales, du moins d'une expérience de Contrôleur de Gestion ou de Logisticien, à travers laquelle vous aurez planifié, géré des budgets, élaboré des prévisions. Vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre curriculum vitae sous référence 580.06 à Sandrine FRENOY, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.

COFROR - 20, place de l'Ins - 92400 PARIS LA DEFENSE.

Cofror

POUR LA MACIF A MULHOUSE

leader de l'assurance auto

Directeur des Ressources Humaines

(400 personnes)

Création de poste

Mission :

- Dynamiser les talents existants.
- Evaluer, exalter les potentiels humains.
- Construire, sans altérer les valeurs mutualistes.
- Former, Recruter, Motiver, Fidéliser.

Profil :

- 35 ans environ : Homme de communication et d'ouverture à forte capacité de propositions.
- Formation supérieure (expérience assurance non nécessaire).
- 1ère expérience, Personnel, Consultants ou similaire.

Contact : Renseignements complémentaires au : (1) 39.55.02.40. Adressez CV, et photo à Jean-Louis METTEAU, qui vous répondra personnellement et vous recevra à Paris ou à Mulhouse.

Leaders & Winners
1, rue du Colonel de Bange 78150 LE CHESNAY

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

LE CONTROLE DE GESTION VERSION HIGH TECH.

THOMSON TUBES ELECTRONIQUES, spécialiste reconnu dans le domaine des tubes électroniques professionnels est aujourd'hui un leader incontesté. Présent dans de grands secteurs (industrie, défense, recherche), nous recherchons pour notre site de Vélizy (1000 personnes) un :

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

Au sein du service contrôle de gestion, vous êtes chargé du reporting et de l'analyse des résultats mensuels. Vous participez à l'élaboration et au suivi du budget. Vous êtes plus particulièrement responsable du contrôle de gestion industriel : calcul, contrôle des prix de revient de fabrication, analyse des stocks. Vous développez de façon optimale l'utilisation des moyens informatiques.

De formation ESC ou équivalent, votre première expérience, votre intérêt pour l'informatique, votre esprit d'analyse, votre sens de l'écoute et votre rigueur sont des atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil GRIH Conseil, sous réf 1141, 43 rue de la Brèche aux loups - 75012 Paris.

THOMSON

FILIALE

GRUPE MULTINATIONAL

EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

recherche

CONTROLEUR DE GESTION USINE

30/300 KF

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 39.432 à CONTESSA PUBLICITE, 38 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

Reportant hiérarchiquement à la Direction Usine et fonctionnellement à la Direction Financière de la Division, vous serez responsable du contrôle de gestion et de l'application des procédures administratives et comptables de la société au niveau d'un groupe de 3 usines (1200 personnes).

De formation Ecole de Gestion, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie mécanique de production de masse et montrez des capacités de commandement.

L'anglais lu et écrit est souhaitable.

Ce poste est à pourvoir à Beauvais (60).

Choisir le CCF, c'est vivre une entreprise privée, innovante et à taille humaine, dont la stratégie claire est au service d'une clientèle à fort potentiel.

Choisir le CCF, c'est mettre en oeuvre son savoir-faire et sa compétence professionnelle dans une structure dont la souplesse favorise les opportunités de carrière.

Rejoignez la nouvelle Direction Financière où, dans le cadre de cette création de poste, vous serez chargé de suivre et d'optimiser la structure de la dette à long et à moyen terme du CCF, et ainsi, participerez à l'amélioration de nos financements.

Pour connaître vos chances de bénéficier de cette opportunité, il vous suffit de vous prêter au test qui suit :

Etes-vous diplômé d'une Grande Ecole de Commerce/Gestion ou d'Ingénieur ?

oui 2 non 0

Parlez-vous anglais à un niveau de négociateur ?

oui 2 non 0

Avez-vous une expérience des mécanismes des émissions Euro et Domestiques ?

EXTERNAL FUNDING MANAGER

depuis au moins 3 ans 4
depuis moins de 3 ans 3
vous n'en avez pas 0

Avez-vous de bonnes connaissances juridiques, fiscales et comptables dans ce domaine ?

oui 1 non 0

Etes-vous un spécialiste du pricing d'options sur taux, devises et actions ?

oui 1 non 0

Résultats :

9.10 Faisons vite connaissance
6.8 Tenez votre chance
0.5 Désolé d'avoir continué à user la pite de votre calculatrice !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence JFT à :

Crédit Commercial de France
Direction des Carrières
103, Champs-Élysées
75008 PARIS

CCF

CERG FINANCE

(6 agences en France, 4 filiales à l'étranger, C.A. + 65 % en 1989), nous sommes la référence dans le domaine de l'informatique financière. Notre croissance nous amène à rechercher

CONSULTANTS

De formation supérieure BAC + 4 (diplômé d'Ecole de Commerce ou Maîtrise de gestion), vous êtes débutant avec un fort potentiel ou bien avez déjà des connaissances d'un à deux ans en gestion de trésorerie.

Après une formation spécifique, vous assurerez des missions de conseil auprès des Directions Financières pour accompagner la mise en place des cellules de trésorerie, des outils

informatiques retenus et optimiser leur fonctionnement.

Ce poste très autonome nécessite une réelle motivation pour les relations clientèles, de sérieuses aptitudes pédagogiques et des déplacements sur toute la France.

Nous vous offrons un environnement performant et une évolution au sein d'équipes dynamiques. (réf. CF)

RESPONSABLES FORMATION

De formation Bac + 4 (Ecole de Commerce, Universitaire...), vous bénéficiez d'une première expérience ou bien êtes débutant. Facilité de contact et de communication associée à un excellent sens pédagogique sont autant d'atouts qui vous permettront de mener à bien votre mission :

• Assistance développement en intervenant sur l'élaboration finale du cahier des charges des nouveaux produits.

• Développement et animation des sessions de formation auprès de nos clients sur nos logiciels financiers. Vous êtes prêt à vous investir : votre réussite vous permettra d'évoluer. (réf. RF)

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence choisie à Yann LE BELLEC - CERG FINANCE - Tour Eve - Place Sud - Défense 9 - 92806 PUTEAUX

Attaché

Nous sommes une importante société de transports maritimes et recherchons pour notre siège social basé à Marseille un Attaché de Direction. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé débutant, Ecole d'Ingénieur, Sup de Co ou I.E.P... Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo s/réf. : ADG4 à notre Conseil Patricia Perona - 10, rue Neuve Ste Catherine - 13007 Marseille.

patricia perona
conseil en recrutement

Conseil Juridique

Cabinet d'expertise comptable et de conseil parisien en pleine expansion recherche un(e) CONSEIL JURIDIQUE ayant une expérience minimum de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection.

L'objectif que nous poursuivons, est une association à court terme. Envoyer lettre manuscrite de candidature et C.V. à :

BLA 13-15, rue BUFFON
75005 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1/2

Groupe de communication en pleine croissance (1 500 personnes, bientôt 60 sociétés), notre Directeur financier accueille, à notre siège parisien, un

responsable comptable groupe, H/F

Avec trois collaborateurs, venez gérer la comptabilité générale et analytique de petites structures (holdings, sociétés immobilières, etc.) avec arrêts mensuels, reporting, participer à la consolidation, réaliser des analyses et synthèses financières.

Avec une formation IUT de Gestion ou DECS, vous avez, par exemple, quelques années d'expérience de révision comptable en cabinet ou êtes aujourd'hui responsable comptable dans un petit groupe de sociétés. Vous êtes déjà formé à la consolidation et pratiquez, bien sûr, la micro-informatique.

Nous saurons vous offrir d'excellentes opportunités de développement.

Notre consultante Mme M. C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5550 LM) à "Carrières Gestion-Finances"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Partitions comptables sophistiquées dans la gamme Banque-Assurance.

Nous sommes une Compagnie d'Assurance (Vie et tontine), filiale de l'un des premiers groupes bancaires français. Nous distribuons nos produits notamment par le réseau bancaire et réalisons grâce à cette synergie une progression constante de nos résultats. Pour faire face à cette avalanche de chiffres, nous recherchons le virtuose qui saura orchestrer nos comptabilités.

Coordinauteur de talent, vous encadrerez les équipes (30 personnes environ) chargées de finaliser les bilans des Sociétés du groupe (Sociétés Vie et tontine, GIE, SCI, Sociétés de caution...). Afin de ne pas produire de fausses notes lors de la répétition finale, vous mettrez en place de nouvelles procédures et faciliterez la circulation des informations. Vous introduirez un nouveau logiciel comptable dans la gamme de vos instruments et d'un coup de baguette, transmettez votre savoir-faire à vos collaborateurs. Vous assurerez également les relations avec notre partenaire banquier et lui communiquerez les informations comptables, fiscales ainsi que des éléments de reporting.

De formation supérieure comptable et/ou financière, vous êtes devenu après 10 ans d'expérience un véritable chef d'orchestre. Vous maîtrisez la comptabilité générale jusqu'au bilan (la connaissance de la comptabilité technique de l'Assurance est un plus) et possédez suffisamment de doigté pour diriger vos équipes. Vous séduirez également vos interlocuteurs bancaires grâce à vos compétences, votre dynamisme et votre diplomatie. Si vous souhaitez saisir cette opportunité, merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous la référence RS à notre conseil : Josiane Agard Développement - 67 av Georges Mandel 75116 Paris.

Josiane Agard Développement

BANQUE PRIVEE

Filiale d'un important GROUPE D'ASSURANCES renforce son équipe commerciale et recherche pour son siège de PARIS

1 Exploitant Entreprises Senior
3/5 ans d'expérience

1 Exploitant Entreprises Junior
1/3 ans d'expérience

pour assurer le développement de sa clientèle de moyennes entreprises par un conseil de qualité.

Formation Supérieure indispensable.
Rémunération motivante.

FRANÇOIS MICHAU CONSEIL S.A.
Banque - Finance

Envoyez lettre de candidature + CV
FRANÇOIS MICHAU CONSEIL S.A.
Denise LOSSEL - 21, rue Tranchet
75008 PARIS.

Filiale française d'un leader mondial du papier (CA Europe consolidé 8 milliards de francs)

Nous recherchons :

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une ESC ou équivalent (maîtrise...) et après une première expérience de 2/3 ans en cabinet d'audit ou dans une entreprise industrielle, si possible multinationale.

Vous rejoindrez l'équipe de contrôle de gestion.

Nous vous confierons des missions classiques de contrôle, dans le cadre d'une large autonomie : reporting, analyse financière...

Vous participerez au développement de nouveaux systèmes de gestion.

Une excellente pratique de l'anglais et de la micro-informatique est indispensable. La connaissance d'une deuxième langue étrangère serait appréciée.

Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Écrire SNP JD 165, BP 907,
78023 Rouen Cedex.

PINAULT AUDITEURS CONFIRMÉS

Notre groupe en pleine expansion exerce différents métiers depuis la fabrication jusqu'au négoce. Le C.A. de 1989 avoisine 12 milliards de francs réalisés avec 12 000 salariés et 150 filiales.

LE DIRECTEUR AUDIT DU GROUPE recherche aujourd'hui

DES AUDITEURS CONFIRMÉS

Profil-type : 3 ans en cabinet anglo-saxon puis 3 ans en entreprise.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à :

Groupe PINAULT
Direction Audit
5, boulevard de Latour-Maubourg
75007 PARIS

ASSISTANT H/F de Direction Régionale

La fonction consiste à assister le Directeur Régional dans la réalisation des objectifs de la Société, notamment :

Dans le contrôle administratif et financier : il veille au respect de la législation sociale et à la maîtrise des risques clients.

Dans la gestion du personnel permanent : il participe au recrutement, à la formation et à l'épanouissement du personnel permanent administratif. Il est attentif à la qualité de l'accueil et de l'entretien des usagers.

Dans l'assistance de la Direction Régionale : il assure la validation des documents envoyés à la Direction Générale.

Le candidat retenu manifestera un goût certain pour la gestion, fera preuve de rigueur, de précision, d'ouverture d'esprit, de pragmatisme et son autorité sera reconnue.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous justifierez d'une expérience professionnelle postive de 2 ans.

Le poste est basé à Clermont-Ferrand.

Votre candidature référencée SV210, sera étudiée en toute confidentialité par notre conseil :

Martine BELLOD MANAGAU
31, rue Bailainvilliers
63000 CLERMONT-FERRAND

MANAGEMENT DES REMUNERATIONS

3 500 consultants dans 22 pays, en France une croissance de 30 à 50 % par an, nous sommes l'une des deux premières sociétés internationales de conseil en management des rémunérations, avantages sociaux et relations humaines.

Nos équipes de rémunération constituent des outils performants de gestion des rémunérations et des carrières de notre clientèle, de grandes entreprises françaises et internationales.

Vous prendrez en charge la conception, la coordination et la commercialisation de plusieurs projets : analyse des besoins des clients, audit de rémunération, définition d'une stratégie commerciale et marketing de nos équipes.

28 ans environ, anglais courant, Getade Ecole de Commerce, Sciences Po ou DESS ressources humaines, vous avez 3 ans d'expérience en ressources humaines acquise en entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 303/01, à Anne-Laurence GHILLAMILA
HEWITT ASSOCIATES - 30, avenue de Villiers - 75017 PARIS.

Hewitt Associates

Chargé d'Etudes PRIX DE REVIENT - ETUDES ECONOMIQUES

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de données informatiques, leader mondial dans son domaine, dans le cadre d'un plan ambitieux de développement et de diversification de ses services, recherche pour sa Direction Financière un Chargé d'Etudes. Il s'agit, en particulier, chargé des études de prix de revient et de rentabilité pour les activités nouvelles et participera aux réflexions sur les méthodes d'analyse utilisées. Il assurera le responsable de cette fonction.

Autre à la fois par les missions d'études et de gestion courante, vous avez une formation Grande Ecole ou Universitaire en gestion économique, et une expérience de 3 ans dans une fonction similaire. La connaissance des outils micro-informatiques est indispensable. Adresser CV, photo et prétentions à :

TRANSPAC - Tour Maine Montparnasse - 33 avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC
N°1 mondial des transmissions de données

150

501/101

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 13 février 1990 41

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1.11

DE JEUNES TALENTS AU SERVICE D'UNE STRATEGIE INTERNATIONALE

Assurances - Paris - Ce groupe, en fort développement, figure parmi les toutes premières compagnies d'assurance en France. Dans le cadre de l'édification du marché unique européen, il recherche deux jeunes chargés d'affaires pour sa direction internationale. Intégrés à une équipe polyvalente et très opérationnelle, ils accompliront, de manière autonome, des missions d'ingénierie d'affaires internationales, conduisant à l'identification d'opportunités de croissance externe ou à la négociation d'accords de partenariat et d'acquisition. Ces postes, évolutifs, s'adressent à des candidats européens, diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce ou de formation juridique internationale.

nales, âgés d'au moins 27 ans. La maîtrise de l'anglais est impérative. La connaissance d'une deuxième langue étrangère constituerait un atout. Ils justifieront d'une première expérience acquise dans le secteur bancaire, en opérations financières, dans l'assurance, en direction internationale, ou au sein de cabinets d'audit ou de conseils juridiques internationaux. Attractive, la rémunération sera de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à D. MORETTE ou précisant les prétentions et la référence A/86864 PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 46.88.79.75. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

CONTROLEUR DE GESTION

250.000 F

Paris - Leader sur son marché, cet organisme paritaire de statut associatif crée le poste de contrôleur de gestion. Rapportant au secrétaire général, vous aurez pour mission de définir des procédures de contrôle de gestion, de veiller à leur cohérence ainsi qu'à leur respect. Outre la préparation et le suivi des budgets avec les directeurs régionaux, vous jouerez auprès d'eux un rôle d'assistance, de conseil et d'aide à la décision (tableau de bord, analyses ponctuelles...). Vous proposerez des améliorations de gestion au conseil d'administration. De formation ESC ou maîtrise de gestion, vous avez acquis une expérience de

3 à 5 ans de l'audit et/ou du contrôle de gestion, de préférence dans un secteur d'activité ayant une dimension sociale (banque mutualiste, secteur associatif, groupement coopératif...) ou dans un cabinet conseil. Une personnalité solide alliée à un sens réel de la diplomatie seront des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction et évoluer. Des déplacements fréquents sont à prévoir sur la France. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8507M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 46.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage



Nous recherchons pour notre

DIRECTION ENTREPRISES des Chargés de clientèle

A 28/33 ans environ, vous disposez d'une formation supérieure complétée de quelques années d'exploitation bancaire. Vous êtes motivés, dynamiques et animés d'un esprit commercial développé. Vous rejoindrez des équipes légères mais ambitieuses où s'épanouit le sens de l'autonomie et des responsabilités.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prêt. s/éf. JB/FAN à la Direction du Personnel et des Relations Humaines de la BIMP - 22 rue Pasquier - 75008 PARIS

BIMP Banque Industrielle
& Mobilière Privée

Chef Comptable H/F

Filiale en pleine expansion d'un grand groupe de Bâtiment et Travaux Publics, nous sommes spécialisés dans la promotion Immobilière. Nous recherchons le Chef Comptable capable de prendre en charge la gestion comptable de la totalité de nos SCI de construction-vente, SNC ou SA et d'en réaliser une première consolidation.

Dépendant du Secrétaire Général, outre les responsabilités traditionnellement affectées à cette fonction, vous participerez à la mise en place d'un nouveau système de gestion intégré.

Vous contrôlerez l'activité d'une équipe de 3 comptables et renforcerez la liaison avec les autres services opérationnels ou de gestion.

Vous serez le garant du respect des réglementations juridiques et fiscales.

Agé d'environ 40 ans, professionnel de l'immobilier, vous avez acquis une solide expérience de la fonction soit dans une entreprise du même secteur, soit au sein d'un cabinet d'expertise comptable spécialisé.

Esprit d'équipe, aptitudes pédagogique et relationnelle, méthodologie et organisation seront les atouts de votre réussite dans ce poste.

La dimension de notre groupe offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous la référence 022/M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ORBE

Contrôleur de gestion industrielle



Fives Cail Babcock, l'une des toutes premières sociétés de mécanique européennes (CA 12 Md de F, effectif 1000 personnes) conçoit, développe, réalise et vend des équipements et ensembles destinés essentiellement aux industries de la cimenterie, sucrerie, minéralurgie et au BTP (tunneliers). Aujourd'hui nous créons un poste de

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Collaborateur direct du Directeur de la Division Fabrications Industrielles, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre une politique de rationalisation économique des fabrications. A cet effet, vous élaborerez la méthodologie, les procédures et les systèmes de contrôle nécessaires.

Vos éléments d'information permettront de faire évoluer l'organisation de la Division et de définir la stratégie de sous-traitance.

Vous serez le concepteur de l'outil d'analyse qui permettra au Directeur de la Division de prendre ses décisions d'investissement.

Vous êtes idéalement ingénieur mécanicien, vous avez impérativement une formation de gestion. Vous justifiez d'une expérience industrielle qui vous a permis de valoriser vos qualités d'analyse et de rigueur ainsi que vos aptitudes relationnelles. Vous travaillez en anglais ou en allemand. Poste basé à Lille.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. 008 M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

GRUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

COTE D'AZUR, VERITABLE PLAQUE TOURNANTE

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, leader européen dans la conception et le développement de systèmes de détection sous-marine à la pointe de la technologie, doit son succès à la qualité de ses équipes pluridisciplinaires et recherche :

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE DE GESTION DES MARCHES

Rattaché au chef de service de gestion des marchés, vous avez pour missions essentielles de mettre en place des procédures d'organisation et d'assurer leur fonctionnement en coordonnant les actions de nos secteurs France et Export. Vous assurez l'encadrement du service lors des déplacements de notre responsable.

Vous assurerez l'interface des administrations françaises en liaison avec le siège social de la société (DREE, DGA, COFACE...) et vous apporterez le meilleur appui possible en matière de financement export et de gestion des contrats.

Diplômé d'une école supérieure de commerce option finance ou équivalent et fort d'une première expérience de 1 à 3 ans, vous possédez une bonne connaissance de la micro-informatique et de l'anglais.

Ce poste basé à Cannes sur Mer offre de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser sous référence FOR1, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) à : THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - Franck CHASTOL BP 53 - 06801 CANNES SUR MER.



Financier Export Opérationnel.

Bien engagé dans la voie de l'expansion, le groupe RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS - 34 000 personnes CA : 34 milliards renforce son équipe de financiers export et recherche un jeune cadre opérationnel.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur (HEC, ESSEC, MINES...) vous avez déjà monté des opérations de financement et négocié des contrats à l'exportation dans le secteur bancaire ou industriel.

Vous saurez répondre sur le plan technique aux exigences des clients et des équipes commerciales en leur proposant des solutions fiables et efficaces que vous négociez auprès des banques et des organismes français et étrangers.

Responsable d'une zone géographique, vous serez basé à Suresnes (92) et accompagnerez les commerciaux sur le terrain.

L'anglais courant, une forte motivation ainsi que des qualités commerciales et relationnelles indéniables vous permettront de vous réaliser dans cette activité.

François BETI Service Recrutement Cadres - 129, rue Servient - 69431 LYON Cedex 03 étudiera confidentiellement votre candidature.

RENAULT
Vehicules Industriels

Partenaire Officiel



ALBERTVILLE 92



Premier Groupe Français de réactifs pour le diagnostic biologique recherche pour sa filiale de distribution en Allemagne (région de STUTTGART) son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

rattaché au Directeur Général de la filiale (45 personnes - 60 MF de chiffre d'affaires), vous travaillerez en étroite liaison avec la Direction Administrative et Financière du Groupe.

Responsable de l'ensemble des fonctions administratives et financières, vous évoluerez dans un environnement très informatisé et encadrerez directement une équipe de 14 personnes.

Nous recherchons un jeune cadre (30 ans environ) parlant couramment l'Allemand, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à BioMérieux - J.-C. ALERIN - Chemin de l'Orme 69260 MARCY L'ETOILE

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F.M.

Spécialiste Mondial du Service aux Collectivités Locales
Nous réalisons, avec 6 500 personnes, 4 Milliards de C.A. dont 40 % à l'étranger.
Nous intervenons dans différents domaines : Gestion des services d'eau et d'assainissement - Etudes et Travaux - Collecte et traitement des déchets

Nous recherchons pour le SUD DE LA FRANCE, un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

En véritable "patron", il vous faudra organiser, animer, coordonner les services : comptabilité, informatique, gestion du personnel et contrôle de gestion. Pour cela, votre fort potentiel, vos qualités de contact et votre esprit d'équipe seront appréciés. Vous bénéficierez d'une large autonomie d'action et d'intéressantes perspectives d'évolution. Nous attendons des candidats diplômés d'études supérieures de gestion, pouvant attester d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un domaine similaire.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) à
SAUR - DRH - Challenger
1, avenue Eugène Freyssinet - 78064 ST QUENTIN EN YVELINES

SAUR

GRUPE BOUYGUES

Il intègre le pôle Manif et Options (4 personnes) de notre salle des marchés.

Il exécute les transactions sur les marchés organisés pour nos gestionnaires.

Il gère des positions sur les produits optionnels en fort développement.

Il réalise des études approfondies d'évaluation et de gestion de ces produits.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un opérateur, spécialiste du Manif (et options Manif) depuis 1 ou 2 ans, riche d'une formation BAC + 5 acquiescente, financière ou d'ingénieur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.977 à
CONTESSA PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET
Cedex - qui transmettra.

CONTESSA

GEALSTHOM

A Belfort, chargé de mission futur responsable comptable

Le leader mondial pour la production d'électricité et la construction ferroviaire (85.000 personnes) recherche pour son établissement de BELFORT (5000 personnes) un chargé de mission comptable.

Dans un premier temps, vous aurez la responsabilité de missions ponctuelles (audit, taxe professionnelle, frais généraux, etc.) afin de vous imprégner du fonctionnement de notre service. Nous vous confierons ensuite des tâches liées à l'organisation fonctionnelle et informatique de notre comptabilité.

Titulaire d'un diplôme d'une école de commerce ou d'une maîtrise de gestion et 3 à 5 ans d'expérience comptable en entreprise ou en cabinet vous permettrez de réussir dans cette mission qui nécessite en outre la maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de l'informatique.

Les entretiens auront lieu à PARIS, BELFORT ou STRASBOURG.

Merci d'adresser lettre, CV, et photo sous référence 5416 M (à noter sur courtier et enveloppe) au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

FISCALISTE CONSULTANT

La Confédération Nationale du CRÉDIT MUTUEL recherche :

Au sein de l'équipe du service fiscal, vous agirez comme un véritable conseil auprès des divers organismes du groupe et des services internes.

Vos activités porteront sur les divers domaines du monde bancaire et sur la gestion des opérations internes du Groupe.

En contact permanent avec les organismes du groupe, votre autonomie et votre goût du dialogue vous permettront de prendre en charge des missions opérationnelles.

De formation juridique supérieure, vous avez de solides connaissances comptables et une expérience de quelques années acquise de préférence au sein d'un cabinet de conseil.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 213/PH à la Direction des Ressources Humaines, C.N.C.M., 89-90, rue Cardinal - 75017 PARIS.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5^e groupe bancaire.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

LES CABLES DE LYON

RELIER LES CONTINENTS ET LES HOMMES

CONTROLE DE GESTION ACTIVITES INTERNATIONALES

Le département chantiers de notre société recherche un **Diplômé d'une école de commerce**, débutant ou première expérience pour travailler sous la responsabilité du contrôleur de gestion.

Il aura en charge :

- l'analyse économique des affaires en milieu industriel,
- les études fiscales liées à la préparation des appels d'offres,
- le suivi des filiales à l'étranger.

Vous maîtrisez la fiscalité internationale ainsi que l'anglais. L'espagnol est souhaité.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction des Relations Sociales, M. SISSUNG, CABLES DE LYON, 30, rue des Chasses, BP 308, 92111 CLICHY Cedex.

CABLES

Jeune Directeur Financier

270 000 F.

La Société d'Economie Mixte de la Vilette (SEMVI) gère le Parc de la Vilette et dans le cadre de sa nouvelle organisation recherche son **Directeur Financier**. Rattaché au Directeur général-adjoint, il devra véritablement créer la fonction financière. Il concevra et mettra en place une comptabilité privée à partir de l'outil informatique à créer, préparera et suivra budgets et plans de financement, élaborera des procédures et des méthodes de reporting, participera aux négociations avec les autorités de tutelle, les instances fiscales et les différents partenaires. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction financière de formation supérieure de gestion, possédant une expérience d'au moins cinq ans en entreprise privée et sensibilisés aux règles de la comptabilité publique. Concepteur et réalisateur, organisateur et pragmatique, animateur d'une équipe de cinq personnes, motivé par la vocation culturelle de l'entreprise, esprit d'équipe, avant d'aboutir pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser C.V. + photo à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz 75008 PARIS, sous la référence 2118/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

AUGUSTE-THOUARD

JEUNE AUDIT, FINANCIER OU JURISTE... PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure : ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après 2 ou 3 années d'expérience d'AUDIT, de FINANCIER ou de JURISTE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITE : Plus d'ouvertures, des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des grands investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, caisses de retraite, SCPI...)

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de vente. Dès la 2^{ème} année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES A NANTES, MARSEILLE ou MONTELLIER, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM.

Mercuri Urval

Jeune responsable comptable

La Banque Populaire Val de France - 800 personnes, 80 agences - recherche pour son siège de Tours un

Vous prendrez en charge l'élaboration et le suivi des comptes et des budgets.

Vous participerez à la conception et à la mise en œuvre de notre futur système informatique (progiciel M.S.A.).

ESC ou DECS, vous avez quelques années d'expérience dans un établissement financier, une banque ou un cabinet d'expertise comptable.

Des opportunités de carrière pourront être offertes dans tous les secteurs de la Banque à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence LM, à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, BP 1803, 37018 Tours Cedex.

BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Jeune Directeur Financier

صكرا من الاصل

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

A la recherche des dividendes

Les turbulences apparues sur l'ensemble des Bourses mondiales depuis le début de l'année pourraient, si elles se poursuivaient, conduire nombre d'investisseurs à modifier leur stratégie. Au lieu de courir après d'hypothétiques plus-values, ils pourraient acheter des titres de sociétés qui distribuent des dividendes généreux. Dans ces conditions, la politique de distribution adoptée par les sociétés cotées reprend de l'importance. Même s'il est encore un peu tôt pour connaître dans les détails la part du bénéfice attribué à chaque action au titre de 1989 par les entreprises, leurs décisions étant souvent arrêtées durant le deuxième trimestre, les premières tendances confirment une poursuite de l'accroissement du montant global distribué.

Au début des années 80, de nombreuses firmes réservaient leurs marges bénéficiaires au détriment de leurs dividendes. En l'espace de cinq ans, le nombre de sociétés ne versant pas de rémunérations à leurs actionnaires passait de 95 à 132, et représentait jusqu'à 37 % des firmes cotées sur le marché officiel parisien.

Le retour à la rentabilité apparus dès 1986 a permis une inversion de cette tendance. En 1988, sur les 462 entreprises recensées, seules 70 n'avaient pas versé de dividendes à leurs actionnaires. Parallèlement, le montant global des dividendes mis en paiement n'a cessé de progresser pour doubler en trois ans. L'an dernier, 44,759 milliards de francs ont été distribués, ce qui représente une progression de 25 % par rapport à 1986 et surtout un doublement comparé aux 21,102 milliards de 1986. Cette amélioration est allée de pair avec celle des bénéfices des entre-

prises. Chacune d'entre elles a été plus généreuse (comme le montre le tableau réalisé par la Société des Bourses françaises) sans toutefois souvent faire évoluer le dividende de la même manière que les bénéfices.

Démarrée au milieu de la décennie, l'envolée des cours de Bourse a quelque peu occulté l'attrait des dividendes, les porteurs (petits et grands) privilégiant la hausse des cours. Le taux de rendement moyen, représenté par le rapport du dividende sur le cours de Bourse, n'a cessé alors de diminuer, passant de 8,1 % en 1982 à 2,6 % en 1986. En 1987, année du krach, la chute des actions ayant été de 30 %, ce taux de rendement ramena aux alentours de 4 %. Pour redéfinir ensuite avec la reprise du marché. A la fin de l'année dernière, il était retombé à 2,6 % et serait actuellement à nouveau proche de 3 % en raison de la baisse actuelle des cours.

Des situations disparates

Gagner 3 % sur le marché des actions ? A quel prix, alors que l'on peut obtenir aujourd'hui 10 % en achetant des obligations. Le taux de 3 % n'est cependant qu'une moyenne. Il masque des situations très disparates. Exemple : Blancy Ouest, l'an dernier, offrait un rendement de plus de 20 %, alors qu'il n'était que de 0,72 % pour le groupe Victoire, en raison de la flambée des cours due à l'OPA de l'été. Depuis les premiers jours de février, parmi les meilleurs rendements, figurent deux certificats d'investissement : ceux de Pochiney (9,2 %) et de Rhône-Poulenc (8,1 %).

Sous-jacentes de s'attacher la fidélité de leurs actionnaires, de nombreuses firmes proposent aux détenteurs de titres le choix entre un paiement en liquide ou sous forme d'actions souscrites à conditions préférentielles. Quatre-vingts pour cent d'entre eux à la Société générale ont choisi cette deuxième option l'an dernier. La proportion était de 74 % à l'Air liquide, tout comme chez Saint-Gobain. L'expé-

rience devrait être renouvelée cette année par certains groupes, mais cette solution présentera-t-elle le même attrait si le marché boursier reste aussi nerveux ?

Chez BSN comme chez Suez, la volonté est de poursuivre l'augmentation régulière du dividende versé, d'autant que les résultats s'annoncent encore encourageants. A l'inverse, malgré la baisse de 10 % du résultat net de Thomson-CSF en 1989, son président, M. Alain Gomez, a annoncé le 6 février son intention de maintenir le dividende au niveau de l'année précédente. La stratégie semble voisine chez Elf Aquitaine, dont les bénéfices se sont stabilisés. Lors d'une conférence de presse, le 30 janvier, M. Loïc Le Floch-Prigent, président du premier groupe pétrolier français, sans vouloir préjuger la décision du conseil d'administration de mars prochain, a clairement laissé entendre qu'il n'était pas dans une stratégie de réduire le dividende.

Enfin, le nombre de firmes ne versant toujours pas de rémunération à leurs actionnaires devrait encore se réduire. Métaleurop, ex-Ministre et Métallurgique de Penarroya, devrait reprendre un versement qu'elle avait interrompu en 1981, comme l'a laissé entendre le directeur financier de cette filiale de l'allemand Preussag et d'Imetal à l'Agence Reuter.

Une seule certitude pourtant. Ni Eurotunnel ni Eurodisneyland ne distribueront encore d'argent à leurs actionnaires. Mais dans leur cas, la règle a été précisée dès le départ, avant même leur arrivée en Bourse. Les premiers dividendes ne seront versés, théoriquement, qu'en 1995 au titre de l'exercice clos en 1994, année prévue pour l'exploitation du tunnel, et qu'en 1992 pour le parc de loisirs. Toutefois, Pécson, pour ne pas dégrader sa réputation, s'est empressé d'ajouter une clause au contrat : « Cependant, si de l'avis de la direction de la société, un tel versement n'est pas dans le meilleur intérêt des actionnaires, le résultat net distribuable pourra être affecté aux réserves, ou réemployé, compte tenu d'opportunités d'investissements... »

DOMINIQUE GALLOIS

Les cent plus fortes masses de dividendes mis en paiement en 1989 (1)

Valeurs	Capitaux en millions de francs	Croissance du dividende %	Taux de rendement à fin d'année %	Valeurs	Capitaux en millions de francs	Croissance du dividende %	Taux de rendement à fin d'année %
Elf-Aquitaine	3 003 878	+ 33,3	5,88	CCF	195 340	+ 20	2,05
Société générale	1 152 988	+ 30,0	3,67	Blancy-Ouest	190 430	ns	28,42
Thomson-CSF	1 134 854	+ 13,3	6,66	Préval-Grocom	189 817	+ 3,3	7,83
Saint-Gobain	1 112 855	+ 23,6	3,80	Schneider	189 138	-	1,74
Pengout	1 047 874	+ 64,7	2,53	Paris-Récompense	188 916	+ 12,1	6,43
CCE	968 724	+ 28,0	2,54	CFAO	188 815	+ 9,5	2,43
Suez (financière)	836 803	+ 5,0	2,12	Crédit national	186 480	+ 5,7	4,43
Paribas	882 462	+ 42,9	2,20	Interim	186 319	+ 5,0	7,82
Air liquide	872 489	+ 10,0	2,86	Crédit lyonnais	185 592	-	4,02
Total	839 654	-	5,96	Bell-Investissement	184 612	+ 6,7	6,33
BSN	781 369	+ 17,6	1,93	CMB-Packaging	182 475	+ 40,6	1,87
LVMH	770 552	+ 37,5	1,22	Drouot Assurances	182 249	+ 10,0	3,03
Assa-Midi Assurances	723 440	+ 18,0	2,72	Saint-Louis	177 835	+ 17,6	1,89
Eaux (Générale)	649 867	+ 20,0	1,96	CGIP	176 308	+ 11,1	1,94
Lafarge Cyprie	582 690	+ 20,0	2,84	Auxiliary Entreprises	175 404	-	4,24
Darty	551 376	ns	3,42	Ugine-Compaq	174 766	+ 100,0	3,48
Midi (Cie de)	547 948	+ 4,5	1,86	UTA	171 239	+ 9,3	3,65
Loire Vallon	506 132	+ 25,7	1,52	Eurocomité	168 430	-	3,09
Carrefour	501 480	+ 16,7	2,16	Locali Immobilier	166 084	+ 3,7	6,85
Patrimoine RD	487 500	+ 212,5	9,20	Eurofrance	164 882	+ 12,5	2,00
Saucl	473 569	+ 11,1	2,45	Péchiney CI	164 694	+ 33,3	7,20
Oréal (L)	451 843	+ 35,1	1,54	Cap Général	164 537	+ 32,5	1,28
Eso	446 923	-	5,53	Dunant	164 294	+ 21,6	2,68
Canal +	431 160	ns	3,13	Gaz et Eaux	164 097	+ 6,5	4,15
Canal	423 480	+ 5,3	4,18	Financiel	163 911	-	8,41
Paradis-Réard	389 127	+ 15,2	2,63	Poffet	159 967	+ 23,1	1,94
Single-Sey	373 861	+ 10,0	4,57	Electro-Flamèche	158 936	+ 3,8	5,24
Rhône-Poulenc CI	351 620	+ 21,2	6,40	UAP	158 760	+ 9,5	1,38
Cr-Foncier France	346 870	+ 10,0	3,27	Imm. Financ. Monaco	156 161	+ 42,9	2,46
Occidentale (Générale)	338 708	+ 8,0	5,00	Sovac	156 000	+ 4,0	4,76
Lyonnais des Eaux	288 680	+ 10,0	2,06	Ramuel-Uclif	151 843	+ 12,5	1,21
Groupe Victoire	280 680	+ 25,4	0,72	Vallo	146 773	+ 100,0	1,41
Michellin	280 163	+ 12,8	1,91	SPEP	146 552	+ 38,3	2,49
Bouygues	272 062	-	3,03	Péchiney	140 728	+ 13,5	1,14
Saurer Perrier	269 492	+ 25,0	1,59	Groupe de la Cité	137 184	+ 30,0	2,63
Slaco	267 819	+ 5,6	4,22	UIS	137 179	+ 4,0	5,79
Chemin français	261 711	+ 19,0	2,22	Chargeurs	136 368	+ 16,7	1,58
Arcor	259 950	+ 23,5	1,73	Bouygues	135 472	+ 12,1	2,36
TSEurope	248 710	+ 165,7	3,97	CSB	133 133	+ 7,1	4,56
Navigation Marse	250 960	+ 8,1	1,36	CFI	130 372	+ 4,5	3,24
BNP CI	235 950	13,0	4,64	Club Méditerranée	129 475	-	1,87
Unibail	231 933	+ 3,2	5,50	Marin-Gérin	128 818	+ 20,0	1,44
Schnee	221 948	+ 5,3	4,69	Union Crédit Bâtiment	127 610	-	6,06
Renault	211 328	-	1,89	Lochères	127 275	+ 4,4	7,45
Alcatel	208 692	+ 9,1	2,29	AGF	127 059	+ 25,2	2,08
Elans	208 162	+ 37,5	1,14	Pratemp	127 009	+ 15,6	2,52
Bic	207 360	+ 53,8	3,75	Solcom	124 828	+ 6,1	7,21
UIF	204 953	+ 4,6	3,92	Arjomat-Privex	123 954	+ 16,7	1,69
Legrand	198 778	+ 11,8	1,70	Sile	121 710	+ 7,7	5,36
Perfinance	195 462	+ 87,5	3,54	Patrim-Participations	120 344	+ 100	1,25

Les 50 premières valeurs : 59,4 % (2)

Les 100 premières valeurs 76,6 % (2)

(1) Masse calculée avoir fiscal compris sur des titres inscrits à la cote officielle de la Bourse de Paris.

(2) Taux de représentativité par rapport à la masse globale des dividendes versés en 1989.

Source : Société des Bourses françaises (cote officielle - Bourse de Paris).

Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer
l'offre d'emploi de votre vie

LE MARDI DATÉ MERCREDI, DEUX RENDEZ-VOUS :

LE MONDE DES CADRES : Dans le cahier économique du quotidien
SECTEUR DE POINTE : Tous les postes d'ingénieurs et d'informaticiens
de haut niveau dans le supplément économique « Spécial emploi » distribué,
sans supplément de prix, avec votre quotidien.

PARIS
second marché

**Cours relevés
à 17 h 38**

36-15

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d :

